Robert Bourgi

avec Frédéric Lejeal

“ILS SAVENT QUE JE SAIS TOUT”

MA VIE EN FRANÇAFRIQUE

Max Milo

Robert Bourgi
avec Frédéric Lejeal
“ILS SAVENT QUE JE SAIS TOUT”
MA VIE EN FRANÇAFRIQUE
Max Milo

4e de couverture

Symbole de la « Françafrique », Robert Bourgi aborde, pour la toute première fois dans un livre, sa vie, ses rapports avec son mentor Jacques Foccart et l'ensemble des « missions » effectuées pendant près de quarante ans pour le compte des hauts dignitaires africains et français, parmi lesquels les principaux ténors de la droite (Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Charles Pasqua, Jacques Toubon, Dominique de Villepin, Claude Guéant, François Fillon etc.). Il révèle les circuits des financements de la droite française, en s'appuyant sur ses notes personnelles, et décrypte les dossiers sensibles dans lesquels il fut impliqué : libération des journalistes français du Liban dans les années 1980, réhabilitation de Mobutu Sese Seko, libération de Clotilde Reiss, otage française en Iran, sauvetage de Laurent Gbagbo, démission de Jean-Marie Bockel, nomination d'ambassadeurs de France en Afrique, *lobbying* auprès de l'Élysée pour le compte des chefs d'État africains… De Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo (Côte d'Ivoire) à Mobutu Sese Seko (RD Congo) en passant par Blaise Compaoré (Burkina Faso), Mathieu Kérékou (Bénin), Abdoulaye Wade et Macky Sall (Sénégal), Mohamed Ould Abdel Aziz (Mauritanie), Gnassingbé Eyadéma (Togo), Pascal Lissouba, Denis Sassou Nguesso (Congo) et surtout Omar et Ali Bongo (Gabon), il lève le voile sur la psychologie de nombreux présidents, au sud du Sahara, et sur leur régime, apportant un regard nouveau sur la politique africaine de la France durant plusieurs décennies.

***Robert Bourgi**, né le 4 avril 1945 à Dakar, est un avocat et conseiller politique franco-libanais. Spécialiste des questions africaines, il est considéré comme le représentant de la « Françafrique ». Il a incarné pendant trente ans les relations entre l'Hexagone et ses anciennes colonies subsahariennes, en héritier du mythique et gaulliste Jacques Foccart.*

*Politologue de formation, **Frédéric Lejeal** est journaliste africaniste depuis trente ans. Ancien rédacteur en chef de* La Lettre du continent*, publication confidentielle sur la politique et les réseaux d'affaires en Afrique de l'Ouest et dans le golfe de Guinée, il est notamment l'auteur du* Déclin franco-africain *(L'Harmattan, 2022).*

Copyright

© Max Milo, Paris, 2024
www.maxmilo.com
ISBN : 978-2-31502-234-2

Dédicaces

À mes parents, qui m'ont montré la route.
R.B.

À Cassie, Malou et Max, la seule raison.
à Flo, Angelo, Joelma, Katy, Caro, Marie-France, Manu, Dounia et à tous les autres sans qui ce livre ne serait pas.
F.L.

Libreville, Palais du bord de mer, présidence de la République gabonaise, janvier 1988

Je n'ai rencontré Roland Dumas qu'une seule fois, à l'occasion de la campagne pour la présidentielle de 1988, en France. Nous nous sommes croisés dans l'antichambre du bureau d'Omar Bongo. Chirac m'y avait envoyé pour lui rappeler qu'une campagne coûtait cher, a fortiori celle d'une présidentielle. J'attendais d'être reçu en discutant avec l'aide de camp lorsque l'ami et l'homme des missions secrètes de François Mitterrand, futur président du Conseil constitutionnel français, est arrivé.

— Bonjour, Bourgi, comment allez-vous ? Je crois que nous venons pour la même chose…

La lumière rouge s'est allumée. Respectueusement, je l'ai fait passer avant moi. Il s'est engouffré dans le bureau au grand désarroi de l'aide de camp qui m'a toisé en me faisant comprendre que j'avais eu tort. Roland Dumas est sorti un peu plus lourd qu'en rentrant puis a fait ce commentaire, l'air goguenard :

— Ne vous inquiétez pas Bourgi, je vous en ai laissé !

Une fois dans le bureau d'Omar Bongo, j'ai reçu une sacrée avoinée :

— Idiot ! Pourquoi tu n'es pas rentré le premier ?

— Papa, je ne pouvais pas, il faut quand même respecter le protocole.

— Tu n’es qu’un couillon ! Il fallait rentrer avant lui. Du coup, la part destinée à Jacques, c’est lui qui l’a prise. Maintenant, ce que je vais donner à Chirac est diminué de moitié !

— Pardonnez-moi Papa, mais pouvez-vous avertir monsieur Chirac ?

Il l’a appelé pour lui dire de ne pas s’inquiéter et qu’il lui suffirait de me faire revenir à Libreville dans la même semaine.

Avant-propos

À l'automne de ma vie, au terme d'une carrière m'ayant amené à servir des personnages en tous points exceptionnels et à en côtoyer beaucoup d'autres insipides, j'ai décidé de rassembler mes souvenirs, de nombreuses archives et notes personnelles dans cet ouvrage, *Mémoires* d'une existence passée à déambuler dans les arcanes franco-africains.

Pour les avoir longtemps accueillis dans l'atmosphère rincée à l'encens de mon cabinet, avenue Pierre Ier de Serbie, à Paris, journalistes et médias connaissent ma prodigalité en confidences et en informations de première main. Qu'elles se déroulèrent en France, en Afrique ou au Moyen-Orient, mes missions, tout comme mon rôle pour ma famille politique ou auprès des chefs d'État africains, étaient sues de tous et commentées avec régularité au gré de l'actualité de la Françafrique ou de la politique hexagonale.

Pour la première fois, j'ai cependant décidé d'aller beaucoup plus loin en convoquant toute ma vie sans exclusive, de mon enfance auprès de mes parents et de mon si fascinant père, Mahmoud, jusqu'à mes actions d'influent lobbyiste, en passant par mes rapports avec de très hauts dignitaires ou l'organisation de transports de fonds de l'Afrique vers la France.

« Extorqués » pendant cinquante heures d'entretien avec finesse et intelligence par le journaliste Frédéric Lejeal, africaniste pointu et ancien rédacteur en chef de *La Lettre du Continent*, ces aveux dressent le tableau de ce qu'il m'a été donné de faire, d'entendre, de voir. Avec force détails, anecdotes et révélations, il restitue des

scènes qui, par leur aspect détonant, voire ébouriffant, pourront laisser le lecteur totalement pantois. C'est pourtant ma stricte vérité, la seule qui compte.

Malgré ces témoignages et documents inédits, les contempteurs me qualifiant de « sulfureux », « d'intrigant », de « messager occulte » continueront, à n'en pas douter, de s'employer à me discréditer, ainsi qu'ils le font depuis tant d'années, en butant constamment sur les durs pépins de ma réalité.

Pour stopper net leurs investigations, il leur suffit pourtant de revisionner le débat que *Mediapart* avait organisé, le 28 janvier 2023, entre Eva Joly, juge ayant instruit l'affaire Elf, et moi-même, pour comprendre que le nom de Robert Bourgi reste à la source de tous les fantasmes, d'une image erronée, d'une légende falsifiée montée de toutes pièces par la rumeur, la méconnaissance, voire la calomnie[1].

Mon nom n'apparaît, en effet, à aucun moment dans cette retentissante affaire, pas plus qu'il ne ressort des multiples scandales de la relation franco-africaine, de l'Angolagate aux Biens mal acquis (BMA) en passant par le Carrefour du Développement. Quelles furent réellement mes missions ? Du convoyage de fonds, principalement à une période où il était autorisé, des « services », de l'influence de haute intensité, des mises en relation stratégiques, des missions éminemment sensibles pour lesquelles la diplomatie officielle montrait ses limites. La libération, en 2010, de la jeune Française Clotilde Reiss, emprisonnée dans les geôles iraniennes, en est une illustration parmi beaucoup d'autres. Elle fut d'ailleurs, pour moi, un grand motif de fierté.

Ces *Mémoires* me servent-ils pour autant de paravent aux critiques sur mes conduites, mon éthique, mes fréquentations ou mes choix de vie parfaitement assumés ? Évidemment, non. Décrié, le système françafricain, je ne conteste pas en avoir largement profité et l'avoir

servi *ad nauseam* jusqu'à en dénoncer les turpitudes, les dérives et les travers, en 2011, dans le *JDD*. En apportant au lecteur un regard sincère et plus encore lucide sur ce pan entier de la diplomatie et de la vie politique françaises, cet ouvrage n'est que la continuité logique de cette interview.

Robert Bourgi

---

1. Débat entre Eva Joly et Robert Bourgi, « La journée Total de Mediapart », Cité Fertile. https://www.youtube.com/watch?v=oXOcFrkBrXk

Chapitre 1 : À l'ombre de Mahmoud Bourgi

Nous sommes tous plus ou moins le fruit du milieu dans lequel nous avons grandi. Votre père, Mahmoud Bourgi, est une véritable figure tutélaire. Quel rôle a-t-il joué dans la construction de votre personnalité ?

Papa est né en 1893. Comme l'indique son passeport, il était blond aux yeux bleus. Il était issu d'une famille de paysans originaires du village de Ramadié, au sud du Liban, à quelques kilomètres de ce qui correspond aujourd'hui à l'État d'Israël.

Son père, mon grand-père paternel, était un modeste chamelier. Il faisait commerce des produits de la terre qu'il vendait dans toute la région allant même parfois jusqu'en Syrie. Mon père l'accompagnait lors de ces périples qu'ils effectuaient tous les deux à pied.

Les marchandises issues du verger familial – des oranges, des mandarines… – étaient transportées à dos de chameau. Région particulièrement pauvre et déshéritée, le Sud-Liban était déjà majoritairement peuplé de musulmans chiites.

Dès le début du XXe siècle, ce contexte pousse de nombreux Libanais à émigrer à travers le monde, en Australie, aux États-Unis, en Amérique latine, mais aussi en Europe et en Afrique.

Toutes les familles libanaises ont été concernées par cette première grande vague migratoire. À titre d'exemple, mon oncle, le frère aîné de mon père, avait débarqué à New York dès la fin du XIXe siècle avant de se fixer à Chicago, à Détroit puis à Michigan City dans

l'Indiana. Une fois citoyen américain, il a rencontré sa future épouse, une Américaine, avec laquelle il a eu plusieurs enfants, dont William, surnommé « Bill », et David.

Mon oncle s'appelait Mohamed Ali. Il avait changé son nom en « Allie » pour sonner plus anglophone. Par la suite, David deviendra pilote et officier supérieur de l'US Air Force et William, un diplomate américain. Il sera notamment en poste à Beyrouth. Il a terminé sa carrière comme agent des services secrets américains à Tripoli et à Benghazi, en Lybie.

Pour la petite histoire, mon oncle de Chicago avait fait partie des Incorruptibles, ces policiers chargés de faire appliquer les lois sur la prohibition de la consommation, de la vente et du commerce d'alcool. D'où sa facilité à faire entrer ses fils dans l'armée et dans les renseignements. J'ai fait connaissance de William en 1981, à San Francisco.

Votre oncle n'a-t-il pas proposé à votre père de le rejoindre outre-Atlantique ?

Il a écrit à mon père dans les années 1918-1919, à la fin de la guerre et avec la décomposition de l'Empire ottoman, pour lui demander de le rejoindre. Il faut bien l'avouer : mon père était alors un simple paysan, un pauvre hère.

Nous étions en 1923. Il a pris un bateau depuis Beyrouth en voyageant en quatrième classe, autant dire à fond de cale. Profitant d'une longue escale à Marseille, il a fait la connaissance d'un certain nombre de Libanais installés dans cette ville, qui l'ont convaincu de rester et de s'y installer. Et voilà le père Bourgi non pas aux États-Unis, mais dans cette ville déjà très cosmopolite ! Il y est resté du 13 août 1923 au 9 août 1924.

Que faisait-il ?

Il travaillait comme portefaix, ce qui correspond au métier de docker. Il était petit, trapu, mais d'une force phénoménale. Il en imposait. Au port, il portait les fardeaux, les bagages. Il habitait rue Bernard Dubois, quartier très populaire situé non loin de la gare Saint-Charles.

Un an plus tard, il a repris un bateau pour se rendre à New York, mais, pour des raisons que j'ignore – lui-même n'en saura jamais le motif – le bâtiment a fait escale à Dakar.

La capitale de l'Afrique-Occidentale française (AOF) où la présence libanaise est déjà marquée.

Nous étions en 1924. Il s'est retrouvé avec la communauté libanaise locale. Bien qu'influente, elle ne dépassait pas une centaine de ressortissants.

Aventurier autodidacte, mon père avait appris à lire à l'école coranique et écrivait l'arabe. Débarqué seul, il a trouvé du travail chez un Libanais marié à une Sénégalaise et installé, depuis 10 ans, à Ouakam.

Toujours dans le port de charges ?

Oui, il était employé comme porteur. Il chargeait des sacs de denrées, des tissus, un tas de marchandises. Il dormait chez son patron sur un matelas à même le sol. Il nous avait confié n'avoir eu pour toute nourriture que du pain et des arachides pendant des années, et ce, de manière à mettre de l'argent de côté.

Il a ensuite quitté Ouakam pour s'installer à Dakar où il a ouvert une boutique de négoce de tissus. Son entregent allié à la chance lui a permis de s'enrichir progressivement. Son commerce s'est agrandi. Il s'approvisionnait auprès des grands comptoirs coloniaux tenus par les Français tels SCOA (Société commerciale de l'Ouest africain) ou la CFAO (Compagnie française d'Afrique occidentale).

Il revendait ses tissus aux autochtones. On lui faisait confiance et facilement crédit. Son honnêteté était sa qualité principale. Ce qui est formidable, c'est que, par la suite, il a embauché le Libanais qui l'avait employé comme porteur à son arrivée dans le pays.

Où se trouvait cette boutique ?

Dans le quartier de Sandaga. Comme son commerce florissait, il s'est fait rapidement remarquer de la communauté libanaise. Parallèlement, il a décidé de faire venir des parents du Liban, des cousins, des connaissances de villages voisins.

Dans un premier temps, ils furent à son service avant de prospérer à leur tour. Les Bourgi représentent aujourd'hui une riche famille du Sénégal. Chaque fois que je me rends à Dakar, je ne manque jamais d'en rencontrer certains de ma génération. Comme moi, ils avoisinent les 80 ans.

Le succès aidant, votre père fonde une famille.

Au Sénégal, à cette époque, la communauté libanaise était principalement constituée d'hommes célibataires qui tentaient l'aventure en Afrique, en quête d'un meilleur avenir. Mon père est resté longtemps seul. Il est retourné au Liban dès qu'il en a eu les moyens, et en deuxième classe cette fois ! Il est revenu à Ramadié, distribuant cadeaux, offrandes et argent.

C'est là qu'il a fait connaissance de Mohamed Assaad Abou Khalil, le maire de Tyr[2], quatrième ville du pays à majorité chiite, dont il restera l'édile emblématique pendant plus d'un quart de siècle. Mon père a demandé la main de sa fille aînée, Nazar. Elle lui donnera son premier enfant – Ali – l'aîné de notre famille. Ce dernier vit toujours à Dakar.

Malheureusement, Nazar est morte des suites de l'accouchement. Elle est enterrée au cimetière de Soumbédioune de la capitale

sénégalaise. Se retrouvant veuf avec un enfant en bas âge à charge, mon père a décidé de retourner au Liban pour le confier à sa belle-famille. C'est alors qu'il a sympathisé avec Manar (le « phare » en arabe), la fille cadette du même maire de Tyr.

Ma future mère n'avait que 18 ans. Sandrine Rousseau n'existait pas encore ! Ils se sont mariés en 1934 puis sont repartis à Dakar, le 9 mars de la même année, à bord du Giulio Cesare. Ils sont arrivés au Sénégal le 4 juin.

Que devient le premier enfant ?

Ali est resté chez ses grands-parents à Tyr jusqu'en 1951. Je ne sais pourquoi mon père l'a confié à sa belle-famille.

En revanche, ma mère lui donnera treize enfants parmi lesquels des jumeaux, dont je suis le survivant. Bien qu'il ne parlât pas et n'écrivît pas français, mon père, qui recourrait plutôt au sabir, prospérait. Dans les années 1940, il fut l'un des plus riches Libanais du Sénégal, pays dont il connaissait la plupart des dignitaires et responsables politiques.

Quelle est votre position dans cette imposante famille ?

Après la naissance d'Ali sont nés René, Suzanne, Simone, Lili, Maye, qui sont tous décédés. Albert, mon frère qui deviendra professeur de droit public, est né en 1942. Puis il y a eu Liliane, qui vient de fêter ses 80 ans. Mon frère jumeau Hassan et moi-même sommes nés en 1945. Il décédera d'une dysenterie à 18 mois. Arrivent ensuite Mohamed Hassan, Rassika, eux aussi disparus, puis Rassek, lui aussi un futur avocat[3], Nouad et, enfin, une dernière sœur également prénommée Maye. Elle est sinologue, docteure ès lettres en chinois après avoir soutenu sa thèse en mandarin à la Sorbonne.

2. Aujourd'hui Sour ou Sûr.
3. Défenseur, entre autres, de l'État sénégalais.

Chapitre 2 : Dakar la douce

Dans quel environnement familial grandissez-vous ?

Dans les années 1930, le sens inné de mon père pour le commerce le rendait de plus en plus à l'aise financièrement. Il possédait plusieurs automobiles, ce qui ne courait pas les rues à Dakar. Cette aisance lui a permis d'ouvrir d'autres magasins. Il était connu, apprécié et proche des colons français avec lesquels il avait établi de nombreux contacts. Cette situation l'a incité à quitter Sandaga pour s'installer, avec ma mère, rue de Thiès, dans le beau centre-ville. Rue aujourd'hui baptisée Galandou Diouf[4].

Avec mes frères et mes sœurs, nous sommes tous nés dans cette maison, à l'exception de Maye, qui a vu le jour, en 1953, à la clinique Bouchard de Marseille. Je me souviens qu'aidée d'une infirmière, la sage-femme venait régulièrement à la maison. Elle se nommait madame Casahous. Son fils dirige actuellement la clinique éponyme, située rue de Thiong à Dakar.

La maison existe toujours. Elle est bâtie sur un étage avec une dizaine de chambres. Nous vivions heureux et unis. Nous allions à la plage, en excursion à Gorée. Albert[5] et moi jouions au foot avec les voisins. Essentiellement des Français et des Libanais. Les Sénégalais n'habitaient pas le quartier, seulement les rues adjacentes. Mais nous partagions tous nos loisirs avec eux. On se retrouvait dans la rue. On échangeait en wolof. De là sont nés de nombreux « frères » en amitié.

Quelles étaient les mœurs familiales ?

Nous ne mangions jamais à la table de nos parents. Servis par les gens de maison, les enfants déjeunaient et dînaient de leur côté. Les plus petits étaient naturellement pris en charge par les nourrices. Le seul qui déjeunait avec mes parents était René, l'aîné. Il y avait également mon oncle Abdallah, que mon père avait fait venir du Liban dans les années 1920.

Papa installait une grande distance avec nous, qui étions toujours impressionnés. Il avait un regard dur à supporter. Un regard d'acier. Il ne commerçait pas avec nous. Je n'ai pas le souvenir d'avoir été embrassé ou pris dans ses bras. Il s'imposait d'autorité. Nous évoluions dans des mœurs arabo-musulmanes.

Ma mère était plus citadine et lettrée. Elle avait étudié à Tyr, dans une école chrétienne. Elle possédait son certificat d'études, ce qui était rare pour une jeune fille chiite à cette époque. Elle savait donc lire et écrire le français. Elle était très sophistiquée et élégante par rapport au paysan rugueux qu'était mon père.

Elle a d'ailleurs beaucoup contribué à son ascension en l'habillant, en le socialisant. Il était également très élégant. Il faisait faire ses costumes sur mesure à Marseille, chez le couturier Charles Georges. Ses cravates venaient de chez Charvet et Sulka, à Paris.

Votre mère pousse toute la famille à faire des études.

Nous avons tous fréquenté l'institution Notre-Dame, dans le quartier du Plateau, tenue par les bonnes sœurs. Mes sœurs ont poursuivi leurs apprentissages dans cette école. Les garçons étaient inscrits dans des écoles privées françaises avant d'aller au lycée Van Vollenhoven, plus connu sous le diminutif « Van Vo »[6].

C'est à cette date que nos prénoms sont francisés, les prénoms musulmans étant refusés. L'aîné René s'appelait Rouda. Je me prénommais Riad Jaffar avant de devenir Robert.

Pour votre père était-il important que vous fassiez des études ?

Non. Nous sommes unanimes à reconnaître que sans notre mère nous aurions tous fini commerçants. En revanche, grâce à mon père, j'ai pu apprendre l'arabe, ce qui m'ouvrira de très nombreuses portes par la suite.

« Van Vo » était une référence en AOF.

Dakar était la capitale de ce bloc historique. Toutes les élites de la sous-région y envoyaient leurs enfants.

Quels étaient les rapports avec les Français ?

Inutile de le cacher : il existait du racisme de leur part envers les Africains. Des instituteurs du primaire jusqu'aux professeurs de lycée, nombreux étaient ceux qui multipliaient les vexations et les brimades envers les Noirs. En primaire, lorsque je fréquentais l'école franco-sénégalaise du Plateau, avenue Franklin Roosevelt[7], je me souviens qu'à chaque rentrée des classes les Français, les « petits Blancs » comme nous les qualifiions, étaient systématiquement placés devant, les Libanais et les Africains au fond. Je ne l'ai pas oublié.

Parlait-on politique à la maison ?

J'entendais parler de politique africaine, mais je voyais surtout de nombreux visiteurs. Mon père avait noué des liens très serrés et une relation personnelle avec le député Galandou Diouf. Il existait une vraie proximité avec Lamine Gueye, député estampillé Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), maire de Dakar et ministre de la IVe République.

Ces figures politiques lui rendaient régulièrement visite à la maison. Je me remémore parfaitement la Cadillac de Lamine Gueye, offerte par l'administration américaine. Dès qu'il débarquait chez nous se

créait un gigantesque attroupement. Nous étions dans les années 1950. J'avais 6 ou 7 ans. Il avait un port majestueux. Nous l'appelions « Papa Lamine » et sa femme, une Antillaise, « Maman Lamine ». Nous étions proches de son fils Ibrahima, dit « Iba », aujourd'hui disparu.

Mon père connaissait également les grands chefs religieux sénégalais. Ceux de la confrérie des mourides, des tidjanes, des lébous. Il fréquentait El Hadj Ibrahima Diop, El Hadj Seydou Nourou Tall et El Hadj Omar Ndir.

Paradoxalement, vous n'êtes pas élevé dans un environnement pieux.

Autant mon père faisait ses cinq prières quotidiennes, autant ma mère ne priait pas. Certes, il n'y avait ni porc ni alcool à la maison, mais les goûts de ma mère penchaient clairement vers la France avec une réelle volonté d'assimilation. Elle achetait des livres en français et nous en faisait la lecture.

Au-delà des visites de notables et des relations de votre père, comment perceviez-vous la vie politique sénégalaise ?

Nous n'y étions absolument pas sensibilisés. En revanche, nous percevions les dissensions entre la SFIO de Lamine Gueye et le Bloc démocratique sénégalais (BDS) de Léopold Sédar Senghor. Mon père a été « laministe » jusqu'à la disparition de ce dernier, en 1968.

Sa fortune en avait fait l'un des principaux soutiens financiers de son parti politique. Il aidait ses campagnes électorales en sa qualité de président de la communauté libanaise. Il demandait à ses compatriotes une contribution souvent colossale. À chaque campagne, il existait aussi des fanaux, des traditions anciennes, des sortes de retraites aux flambeaux. Mon père les finançait à Dakar,

mais aussi à Saint-Louis. Lorsque les fanaux défilaient, ils passaient régulièrement devant notre magasin et notre domicile.

Votre père voyageait beaucoup pour s'approvisionner.

Sa prospérité aidant, il se rendait régulièrement dans la région lyonnaise en France, celle des soieries, en Angleterre, mais aussi en Allemagne pour s'approvisionner en produits de qualité.

Et au Liban ?

Il y a effectué son dernier voyage en 1933. Idem pour ma mère. Il a fait revenir son premier enfant, Ali, à Dakar en 1951. C'est cette année-là que nous avons fait sa connaissance. Ma mère l'a immédiatement adopté.

---

4. Enseignant et journaliste, Galandou Diouf (1875-1944) fut député français de 1934 à 1940 et le deuxième parlementaire africain élu à la Chambre depuis le début de la colonisation, après Blaise Diagne. Il fut le maire de la commune de Rufisque de 1919 à 1923.

5. Né en 1942. Constitutionnaliste proche des cercles de gauche en Afrique, Albert Bourgi a professé le droit public à la faculté de Reims et a dirigé le Centre d'études des relations internationales dans la même université. Il fut également chroniqueur à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*. Auteur de nombreux ouvrages, il a notamment publié *Le Printemps de l'Afrique*, coécrit avec le journaliste Christian Casteran, Hachette, 1991.

6. Aujourd'hui lycée Lamine Gueye.

7. Aujourd'hui école franco-sénégalaise Diap-Diop.

Chapitre 3 : Un gaulliste fidèle

Que faisait Mahmoud Bourgi à la veille et durant la Seconde Guerre mondiale ?

Lamine Gueye et les chefs religieux ayant pris le parti de De Gaulle, mon père les a suivis dès le premier jour sans réellement comprendre le contexte. C'est du suivisme pur dans la grande tradition sénégalaise. Le fait que des personnalités de premier plan comme El Hadj Nourou Tall et El Hadj Ibrahima Diop s'étaient rangées du côté de De Gaulle l'a convaincu.

Bien qu'il ne fût pas Martin Heidegger, il sentait les situations. Il était instinctif, ce qui lui valut quelques soucis. Après la tentative avortée de débarquement des forces de la France libre à Dakar, du 23 au 25 septembre 1940[8], il a été arrêté sur ordre du Haut-Commissaire provichyste de l'AOF et de l'AEF, Pierre François Boisson[9], et emmené au camp de redressement de Thiès. Il y a séjourné un mois avant d'être relâché.

Ce suivisme n'était pas un activisme contre l'administration pétainiste.

Il ne faut prêter à mon père aucune réflexion ni intention politiques. Il a suivi par affection et pour le culte que vouait Lamine Gueye à de Gaulle. Hormis l'épisode du camp de Thiès, on le laissait poursuivre ses affaires.

Il croise cependant la route de Claude Hettier de Boislambert, personnage central de la Résistance et proche collaborateur de

De Gaulle à Londres. Dès août 1940, il est chargé avec René Pleven et le colonel Philippe Leclerc de rallier les colonies d'Afrique à la France libre[10].

Ralliement débuté avec le Cameroun. Chef d'escadron, Claude Hettier de Boislambert a pris le commandement de Douala puis celui de Pointe-Noire. Son débarquement à Dakar, le 23 septembre 1940, a cependant échoué. Il fut arrêté et interrogé par les autorités de Vichy.

Mon père l'a rencontré à ce moment-là, mais il ne connaissait rien de la dimension historique du personnage. Lorsque la France libre s'est imposée en Afrique, à partir de 1943-1944, mon père a commencé à côtoyer de nombreux Français partisans de Charles de Gaulle. Des civils, des militaires, des responsables d'administrations.

Rencontre-t-il de Gaulle lors de sa venue à Dakar, le 25 janvier 1944[11] ?

On le lui fait rencontrer. Sa fibre gaulliste était avant tout dictée par l'affect, mais elle aura de très nombreuses implications, notamment dans la mobilisation de fonds en vue de soutenir le futur Rassemblement du peuple français (RPF)[12].

Cofondateur du RPF, en avril 1947, et membre du Conseil national, Jacques Foccart est une personnalité dominante du parti gaulliste. Délégué pour les départements et territoires d'outre-mer, il chapeautera l'Union française à partir de 1951 comme conseiller. À ce titre, il est chargé de développer les réseaux de soutien au général de Gaulle et de les consolider. Il s'appuie sur votre père.

Mon père fut l'un des tout premiers adhérents de la section sénégalaise du RPF et l'un des premiers gros contributeurs. Le financement des partis politiques était loin d'être prohibé. Ses capacités à mobiliser la communauté libanaise chiite dans

l'ensemble de l'AOF étaient réelles. À Paris, on le savait. Il a rencontré pour la première fois Jacques Foccart lors de son tout premier voyage en Afrique, en 1949. Il était descendu à l'hôtel du Globe, rue Vincent.

La rencontre avait été organisée par les hérauts du RPF dans le pays, à la fois dans les milieux politiques et d'affaires. Malgré leurs vingt ans d'écart, le courant est immédiatement passé entre les deux hommes. Par la suite, chaque fois que Jacques Foccart passait à Dakar à l'occasion de ses tournées africaines, il rencontrait et devisait longuement avec Mahmoud Bourgi. Il venait déjeuner à la maison. Parfois, il était même habillé en saroual, ce qui était assez improbable.

Dans ses *Mémoires*[13], Jacques Foccart dépeint Mahmoud Bourgi comme *« extrêmement gentil, très loyal, informé et influent »*. Le retrouvez-vous dans cette description ?

Absolument, la raison est simple : il était puissant au sein de la communauté libanaise non structurée. Il était au courant de tout et informé de toutes les rumeurs, de tous les projets des uns et des autres.

Comme je l'ai déjà souligné, il avait fait venir beaucoup de Libanais et de dignitaires du Sud-Liban qui lui étaient, en quelque sorte, redevables. Des membres de sa famille, mais aussi de la famille Abou Khalil dont était issue ma mère. Cette communauté s'est étoffée.

À partir de 1947, ses contacts dans l'administration coloniale l'ont convaincu de créer une organisation capable de représenter les intérêts de ces ressortissants libanais. C'est ce qu'il a fait avec le comité libano-syrien du Sénégal dont il fut le premier président. Il restera à sa tête jusqu'en 1960. Cette structure est rapidement devenue incontournable.

Jacques Foccart lui présentera d'autres personnalités, dont Georges Pompidou, au début des années 1950. Par son statut, mon père obligeait littéralement les Libanais à verser de l'argent au RPF. Pas seulement ceux de la section sénégalaise, mais de toutes les sections en Afrique. La formation gaulliste gagnait en partie ses subsides de cette façon. Cet argent était rapatrié sur Dakar et remontait sur Paris où il contribuait à la vie de ce parti.

Georges Pompidou, alors directeur de la banque Rothschild.

Il était rare, pour ne pas dire impossible, que mon père, en tant que président du comité libano-syrien, ne s'entretienne pas ou ne rencontre pas les hautes personnalités de passage au Sénégal. Dans les années 1950, Pompidou dirigeait effectivement la banque Rothschild. Il était en visite dans le pays après un détour en Mauritanie. Les liens perdureront. Dans son *Journal de l'Élysée* ayant trait à la période pompidolienne[14], Jacques Foccart reprend régulièrement le nom de Bourgi. Il évoque « mon brave Bourgi »[15] en parlant de ses visites au Sénégal, mais aussi « mon vieil ami Bourgi »[16] lorsqu'il rend compte de ses tournées à Georges Pompidou devenu président. Il affirme : j'ai vu « Bourgi », sans prénom, sans titre, sans rien. Il disait « Bourgi », cela suffisait. Dans les mêmes *Mémoires*, mon père confie à Foccart que, sans la France, Léopold Sédar Senghor ne serait pas resté 24 h en place face aux troubles sociaux et estudiantins que connaissait le pays au début des années 1970[17].

Ces financements profitaient déjà du franc CFA.

La monnaie coloniale était forte et les volumes d'argent versés importants. Les multiples antennes du RPF en Afrique permettait de mobiliser les fonds dans tout l'Empire. Jacques Foccart orchestrait tout ce système et cela était parfaitement su du général de Gaulle.

Une partie de l'influence de Foccart tenait d'ailleurs en partie à ce travail et ces actions.

Évoquant toujours votre père, Jacques Foccart le décrit comme l'un des meilleurs connaisseurs de l'Afrique et l'une des personnalités les mieux renseignées de toute l'AOF. Grâce à lui, précise-t-il, *« je savais non seulement ce qui pouvait se tramer au Sénégal, mais aussi au Soudan et en Haute-Volta »*[18].

Les informations sensibles lui remontaient de chefs religieux comme El Hadj Nourou Tall et de personnalités civiles marquantes de l'Empire. Il participait à toutes les manifestations. Il les soutenait financièrement tout en restant d'une fidélité exemplaire. Pour preuve, il a toujours marqué ses distances avec Léopold Sédar Senghor, lequel le lui fera d'ailleurs payer, une fois président.

Jacques Foccart utilise le verbe « *tramer* » à dessein. Est-ce à dire que votre père lui remontait quelques mauvais coups en préparation au Sénégal ou, plus largement, en Afrique francophone ?

Il n'était pas un « Honorable correspondant », mais il lui confiait tout. Et mon père était un homme formidablement informé.

Pour autant, il n'était pas un agent de renseignement.

Non, cela n'empêchait pas tous les officiels du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE)[19] de le rencontrer, à commencer par Maurice Robert alors capitaine en poste à Dakar[20]. Lui aussi était un familier de notre maison.

La fidélité jouait chez mon père comme une seconde nature. J'ai gardé cette qualité. Ainsi, par exemple, pourquoi vais-je être très lié à Michel Aurillac ?[21] Parce que mon père était très proche du sien, Jean Aurillac, administrateur de la France d'outre-mer de classe

exceptionnelle au Sénégal, dans les années 1940 et au début des années 1950[22].

Au-delà de sa fidélité à de Gaulle, savait-il pourquoi il soutenait le RPF ?

Bien sûr, la finalité était le retour de De Gaulle aux affaires.

Pourquoi ses dissensions avec Senghor ?

Léopold Sédar Senghor était surtout populaire à Thiès et en brousse. Il a tenté d'approcher mon père dès la défaite de Lamine Gueye à la députation[23] via un émissaire : Joseph Mbaye. Mais mon père a renouvelé sa fidélité à Gueye. Il ne l'a pas trahi. Senghor n'a pas obtenu son soutien. Même les officiels coloniaux, dont le gouverneur du Sénégal Don Jean Colombani[24], n'ont pas réussi à le persuader d'aider cette personnalité montante.

Je me souviens qu'à la mort de Lamine Gueye, en juin 1968, mon père s'est recueilli sur sa dépouille à son domicile, avenue de la République, avant Senghor qui était pourtant président de la République. Mon père était effondré.

Quelles furent les conséquences de cette défiance ?

Senghor a *blacklisté* Papa de tout le protocole présidentiel. Les portes se sont refermées. Il n'était plus invité nulle part. Il s'en est alors plaint à Claude Hettier de Boislambert, haut représentant de la République française au Sénégal, qui a aplani ce conflit. Mon père et Senghor ne se sont jamais rencontrés. Heureusement, de Bernard Cornut-Gentille à Pierre Messmer[25], Mahmoud Bourgi connaissait tous les hauts représentants de l'administration coloniale.

Pour la petite histoire, lorsqu'il s'est rendu au Congo, le 8 octobre 1980, pour assister au centenaire de la fondation de Brazzaville, Jacques Chirac m'a présenté l'ancien Premier ministre de Georges

Pompidou. Nous étions descendus à l'hôtel Olympic tenu par Robert Felicciaggi, membre de l'Assemblée de Corse qui sera assassiné, en 2006, dans le parking de l'aéroport d'Ajaccio. J'en profite d'ailleurs pour rendre hommage à ce gaulliste de toujours et fidèle absolu de Jacques Chirac et de Charles Pasqua.

À l'hôtel Olympic, où les Français de Brazzaville avaient retrouvé Chirac et sa délégation, je me suis permis d'apostropher Pierre Messmer, en lui demandant si le nom de Bourgi ne lui rappelait rien du temps où il était Haut-Commissaire général à Dakar. Il a tout de suite fait le rapprochement avec mon père en disant à Chirac :

> « Vous savez Jacques, monsieur Bourgi était un personnage considérable au Sénégal, un patriote engagé ».

Devant Jacques Chirac ébahi, j'ai évoqué les anciens grands collaborateurs de Messmer à Dakar : les Risterucci et autres Jean Sicurani[26]. Ce fut un grand moment d'émotion.

Que de fois, lorsque j'avais 12 ou 13 ans, ces personnalités venaient à la maison. Jacques Chirac me reparlera souvent de cette discussion qui lui a permis de mieux saisir, selon moi, l'importance et la permanence des réseaux franco-africains. Cette rencontre a scellé une relation forte entre nous, même si, plus tard, des figures comme l'inénarrable Jacques Godfrain contesteront cette proximité[27].

Dans les années 1950, François Mitterrand livre à de Gaulle une lutte d'influence en Afrique francophone. Il parvient à faire basculer Félix Houphouët-Boigny au sein de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), formation de centre gauche codirigée avec René Pleven[28]. Leader du Syndicat agricole africain (SAA) et de l'antenne ivoirienne du Rassemblement démocratique africain (RDA), « Houphouët » est alors jugé procommuniste. Pourquoi les affinités socialistes de

votre père via Lamine Gueye et la SFIO ne l'ont-elles pas conduit à se rapprocher de Mitterrand, ministre de la France d'Outre-mer à partir de 1951 ?

Parce que de Gaulle était un Oriental pur jus. Il est devenu très vite culte dans notre famille. On était dans les contes et légendes de l'Orient. Il suivait de Gaulle à travers ses discours. Certes, il était lié à Lamine Gueye, mais ce dernier, quoiqu'estampillé SFIO, admirait le Général. Cette loyauté vaudra à mon père d'obtenir la nationalité française en 1947. Avec mon frère Albert, nous l'accompagnions à de nombreux rendez-vous, car il fallait souvent traduire son sabir.

Jacques Foccart faisait des affaires aux Antilles via sa société – la Safiex – fondée avec Henri Tournet et Georges Flicourt, un ancien du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Était-il en relation avec votre père sur ce plan ?

Oui. Ils ont rapidement fait de l'import-export, des échanges de marchandises et de denrées. Chaque fois que mon père venait en France, il rencontrait Jacques Foccart au siège de cette société, 3 rue Scribe, à Paris, en face du Grand Hôtel où il descendait[29].

Durant tout ce temps, votre mère refuse de retourner au Liban. Pour quelle raison ?

Son père est venu à Dakar en 1954. Pour l'anecdote, il portait un tarbouch. Toutefois, ma mère lui a toujours fait grief de l'avoir arraché de l'école et de l'avoir marié à un homme beaucoup plus âgé qu'elle. Elle en a beaucoup souffert. Elle suivait nos parcours scolaires avec assiduité.

Arrive le drame, sa mort prématurée.

Elle est partie le 29 juillet 1960 à la suite d'une crise cardiaque. Ses multiples grossesses ont fragilisé son cœur. Elle est enterrée à côté

de sa grande sœur aînée, Nazar, au cimetière de Soumbédioune de Dakar, où reposent aussi deux de ses enfants disparus prématurément : Maye et mon frère jumeau Hassan.

---

8. Connu sous le nom de « Bataille de Dakar » ou « Opération Menace », ce débarquement a opposé les Forces françaises libres (FFL), pro gaullistes, aidées des forces britanniques et australiennes, aux forces fidèles aux régimes de Vichy pour tenter de rallier le Sénégal à la France Libre. Les premières sortent perdantes. On a dénombré 200 militaires tués, plus de 500 blessés et de nombreux dégâts dans la capitale.

9. Haut fonctionnaire français, Haut-Commissaire de l'Afrique française, administrateur colonial nommé gouverneur de l'Afrique-Occidentale française (AOF) en août 1940, Pierre François Boisson (1894-1948) est condamné par la Haute Cour de justice, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour crime d'indignité nationale en raison de son soutien au régime de Vichy.

10. Résistant et compagnon de la Libération, Claude Hettier de Boislambert (1906-1986) était chef d'escadron lors de la « Bataille de Dakar ». Membre de l'Assemblée consultative en 1944, il dirige le groupe de la Résistance extra-métropolitaine et est membre des commissions des Colonies, des Finances et de l'Information ainsi que le rapporteur du budget des Colonies. Il est député de 1951 à 1955.

11. En tournée en AOF, le général de Gaulle prononce le premier discours important de sa tournée dans la capitale sénégalaise, au lycée Von Volhenhoven.

12. Domicilié au 5, rue de Solférino, à Paris, le Rassemblement du peuple français (RPF) est créé le 14 avril 1947. Il disparaît en 1955.

13. *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Fayard/Jeune Afrique, Paris, février 1995, p. 112 et 113.

14. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée : la fin du gaullisme,* tome V, 1973-1974, Fayard/Jeune Afrique, Paris, 2001.

15. *Ibid.*, p. 533.

16. *Ibid.* p. 397.

17. *Ibid.*, p. 401.

18. *Op. cit.*, p. 113.

19. Services de renseignements extérieurs de la France créés en 1945 et remplacés, à partir du 2 avril 1982, par la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE).

20. Membre du SDECE et responsable de l'Afrique, Maurice Robert (1919-2005) est commandant de poste en Mauritanie en 1947 puis au Sénégal de 1955 à 1959. Ce très proche collaborateur de Jacques Foccart fut également ambassadeur au Gabon (1979-1981) et responsable de l'antenne Afrique du groupe Elf (futur TotalEnergies).

21. Énarque, conseiller d'État, ancien préfet, député et vice-président du conseil général de l'Indre, Michel Aurillac (1928-2017) fut ministre de la Coopération du

16 mars 1986 au 2 avril 1988.

22. Diplômé de l'École coloniale, Jean Aurillac (1903-1967) débute sa carrière en 1928 comme administrateur des services civils de l'Indochine. Il est ensuite directeur de cabinet de l'amiral Decoux (1942-1945), dernier gouverneur général de l'Indochine, puis directeur de l'Intérieur du gouvernement général de l'AOF. (1948-1949). Il revient en Indochine comme directeur de cabinet du général de Lattre de Tassigny, puis est successivement haut-commissaire (1950-1952), gouverneur de la France d'outre-mer (1953), chef du service des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, chargé des relations avec les États associés (1955-1958), consul général de France à Singapour (mai 1958) et ministre de France en Albanie (1961-1963).

23. Homme politique sénégalais, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil dirigé par Léon Blum de 1946 à 1947, Amadou Lamine Gueye (1891-1968) était chef du Parti sénégalais d'action socialiste. Député puis sénateur français de 1945 à 1959, il fut également le maire emblématique de Dakar de 1945 à 1961 et le premier président de l'Assemblée nationale sénégalaise de 1960 à 1968.

24. Diplomate, Don Jean Colombani (1903-1977) fut administrateur colonial, commandant du cercle de Dakar et du Cap-Vert puis gouverneur du Sénégal à partir de 1955. Proche de Jacques Foccart, il est gouverneur du Niger en 1958, puis premier ambassadeur de France dans ce pays après son indépendance, en 1960.

25. Membre des FFL, Pierre Messmer (1916-2007) fut administrateur colonial. Ministre des Armées du général de Gaulle de 1960 à 1969, il est nommé ministre d'État chargé des Départements et territoires d'outre-mer en 1971 avant de devenir Premier ministre de 1971 à 1974. Membre de l'Académie française, il est notamment l'auteur de *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation*, Albin Michel, 1998.

26. Militaire, diplomate et haut fonctionnaire, Jean Sicurani (1915-1977) fut administrateur colonial, notamment en AOF.

27. Né en 1943, gaulliste et membre du Service d'action civique (SAC), Jacques Godfrain est ministre de la Coopération de 1995 à 1997. Il fut député de 1997 à 2007 et maire de Millau de 1995 à 2008.

28. Née en juin 1945, l'UDSR est animée par des personnalités telles que Jacques Soustelle, François Mitterrand, René Pléven, Eugène Claudius-Petit ou encore Jacques Kosciusko-Morizet. Classée au centre gauche, elle disparaît en juin 1964. Jacques Foccart en a été brièvement l'un des membres avant de participer à la création du RPF.

29. Aujourd'hui Intercontinental Opéra.

Chapitre 4 : Amours corses

Comment votre père voyait-il l'indépendance du Sénégal ?

Très honnêtement, il n'y était pas favorable. Senghor était en embuscade. Il voulait que la France se maintienne coûte que coûte.

Enfant et adolescent, de qui vous sentiez-vous le plus proche ?

D'Albert incontestablement. Nous avons été très proches jusqu'à la fin des années 1990. Notre brouille est née du livre de François-Xavier Verschave[30], *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*[31], qui m'a particulièrement égratigné dans certains passages, en me faisant passer pour un intrigant, un personnage toxique. J'avais reproché à mon frère de m'avoir dissimulé sa collaboration avec cet auteur. Je lui en ai terriblement voulu. Une rupture de vingt années avec mon frère tant aimé et admiré s'en est suivie. J'en ai beaucoup souffert. Vingt années, c'est énorme.

Aviez-vous déjà une appétence pour le droit ?

Non. Au lycée, j'ai suivi le cursus normal et je vous mets à l'aise sur un point : j'étais un élève passable. Je n'étais bon qu'en latin, en histoire-géographie et en français. Une fois mon bac en poche, je me suis inscrit, comme beaucoup de mes camarades, à la faculté de droit de Dakar.

Votre père s'est-il remarié après le décès de votre mère ?

Il s'est remarié sept ans plus tard, en juillet 1967. Mariage que nous avons tous rejeté par amour pour notre mère. Sa nouvelle épouse

était une cousine éloignée vivant à Dakar. Elle lui a donné sept enfants que je n'ai jamais vus. Il est décédé en 1979 et est enterré au cimetière de Yoff. Il avait stoppé ses affaires à partir de 1965. La mort de ma mère l'avait beaucoup affecté. Jacques Foccart l'avait fait officier de l'ordre national du Mérite.

Il était également franc-maçon.

Oui, même s'il n'entendait pas grand-chose à la question. Il ressentait ce besoin de l'être comme ses amis africains. Il était au Grand Orient à un grade très élevé.

Plus tard, vous lui emprunterez cette posture : la fidélité aux hommes tout en restant dans l'informel.

Ce sera ma ligne de conduite. Jacques Foccart m'a mis le pied à l'étrier. Certes, j'ai été encarté très tôt à l'Union pour la nouvelle République (UNR)[32] puis au Rassemblement pour la République (RPR), mais j'ai toujours pris soin d'approcher les hommes à commencer, bien évidemment, par Foccart. Je lui rendais toujours visite. J'allais régulièrement le saluer rue de l'Élysée, à la Safiex ou dans ses appartements, au 95 rue de Prony lorsqu'il fut remercié du poste de secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches par Valéry Giscard d'Estaing[33].

Il m'a beaucoup aidé et m'a ouvert de très nombreux contacts pour ma thèse. Grâce à ses interventions, j'ai pu rencontrer Michel Debré, les aides de camp de De Gaulle, dont les colonels Gaston de Bonneval[34] et Jean Martin d'Escrienne[35].

À quel métier vous destiniez-vous ?

J'ai passé deux années à Dakar, le reste à la faculté de Nice jusqu'au diplôme d'études supérieures (DES) de Sciences politiques. J'avais dans l'idée de poursuivre mes études avec une thèse d'État,

mais je devais impérativement gagner ma vie. J'avais déjà rencontré ma femme, Catherine. Elle attendait notre premier enfant, Olivier. Je voulais continuer d'étudier tout en faisant une coopération.

Pourquoi Nice ?

Avec les événements de mai 1968 en France, la faculté de Dakar était bloquée. J'ai fait partie d'un groupe d'étudiants envoyés à Nice pour accomplir leur cursus. Je connaissais déjà la France puisque chaque été nous allions à Marseille où mon père possédait un appartement depuis 1949.

Pourquoi Marseille ? D'abord parce qu'il y avait vécu dans les années 1920. Ensuite, parce qu'il avait l'habitude d'y fréquenter le père de Gaston Deferre, qui fut un grand avocat de Dakar, dans les années 1930, et qu'il avait approché plusieurs fois dans le cadre de ses affaires. Il nous parlait souvent de cet homme et d'un certain Jacques Mouradian qu'il rencontrait régulièrement dans la cité phocéenne, rue Edmond Rostand. Il s'agissait tout simplement du correspondant de Jacques Foccart et de l'homme du SDECE dans cette ville. Il sera nommé, par la suite, Haut-Commissaire aux Nouvelles-Hébrides puis ambassadeur à Madagascar.

Quand avez-vous rencontré votre femme et dans quelles circonstances ?

À la faculté de droit de Nice, en 1969. Catherine était en première année, j'étais en quatrième. Elle était Corse et brillante élève au lycée Laetitia Bonaparte d'Ajaccio. Un de mes amis m'a invité à une fête où elle se trouvait.

D'où deux autres amours : pour elle et pour l'Empereur.

Il me fascinait déjà. Il se trouve en plus que l'appartement familial de ma future femme donnait en face de sa maison natale, plus

précisément devant la chambre. J'ai mis du temps à faire la connaissance de ma future belle-famille. Et pour cause : j'étais en territoire corse ! Catherine ne cessait de répéter :

> « Tu peux toujours venir, mais tu ne seras pas reçu et on ne te verra pas ».

Son père était professeur de mathématiques et son oncle, Paul Vittori, un résistant gaulliste de la première heure. Il a même sa plaque à Ajaccio. Elle a été dévoilée, en septembre 1993, par Philippe Mestre, ministre des Anciens combattants et victimes de guerre d'édouard Balladur, lors de la venue de François Mitterrand pour le 50e anniversaire de la libération de la Corse. Paul Vittori était une figure du Service Action (SA) du SDECE.

À Nice, vous constatez que Dakar n'est pas si éloignée.

Mon père ne m'aidait plus. J'avais coupé les ponts. Une fois débarqué dans cette ville, j'étais logé dans la chambre 3305D de la cité Jean Médecin à La Lanterne.

J'en avais assez d'être pauvre. Je ne gagnais que 300 francs par mois. Autant dire rien. À tel point que, tous les soirs, une femme pied-noire, qui travaillait au Resto U, et avec laquelle j'avais sympathisé, me montait du pain, de la confiture et du beurre. Je ne l'oublierai jamais.

J'ai alors décidé de contacter Michel Alliot, le directeur de cabinet d'Edgar Faure, ministre de l'Éducation nationale, qui enseigna dès 1957 à la faculté de droit de Dakar. Il possédait une villa à Ngor. Je le connaissais puisqu'il était lui aussi en affaires avec mon père. Ils faisaient tous les deux du commerce de tomates dans la plus grande discrétion.

Après avoir reçu mon courrier, il m'a aussitôt fixé un rendez-vous avec le recteur de la faculté, Robert Davril. Sa secrétaire,

mademoiselle de Chicourt, m'a reçu sur un tapis rouge. Il m'a donné ce que je souhaitais : un poste de pion au lycée hôtelier, à 100 mètres de la fac.

Le directeur, un certain monsieur Armisen, m'attendait. J'ai opté pour le poste de maître d'internat. Mon salaire a subitement grimpé à 1300 francs. Le monde est si petit. Car j'ai appris que la demoiselle de Chicourt venait de Dakar. Je connaissais sa famille issue de l'administration coloniale. J'étais copain avec l'une de ses nièces.

Quand rencontrez-vous votre belle-famille ?

Sept mois après la rencontre avec Catherine, le 1er avril 1970. Elle avait reçu le feu vert de son père. J'ai fêté mes 25 ans dans ma belle-famille. Pourquoi avoir attendu si longtemps ? Parce que mon futur beau-père avait diligenté une enquête sur moi, allant même jusqu'à demander des renseignements sur ma famille à l'ambassadeur de France à Dakar. Une fois rassuré, il m'a accueilli à bras ouverts. Paul Vittori, à l'origine de cette enquête, deviendra pour moi « Tonton Paulo ».

S'en suit le mariage.

Le 7 décembre 1972 à la mairie du 13e arrondissement. Membre de l'Amicale Action, Paul Vittori était le témoin de ma femme, excusez du peu. C'était d'autant plus impressionnant qu'il avait convié son ami, le grand résistant Hubert Germain, alors député du 13e arrondissement.

De mon côté, j'avais fait venir de nombreuses personnalités dont Jacques Foccart, qui assistera au pot après la cérémonie. Mon témoin était mon ami d'enfance, Patrick Danon. Nous étions en classe ensemble à Van Vo. Son père exerçait comme avocat à Dakar.

Une fois vos études à Nice achevées, vous vous lancez dans une thèse d'État.

Aussitôt l'obtention de mon DES, je suis monté à Paris pour la commencer. Le sujet a été minutieusement discuté avec Foccart : « Le général de Gaulle et l'Afrique noire 1940-1969 ». Mais je devais parallèlement subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille.

Après mon expérience de pion, j'ai travaillé à la Lira Films, la société du producteur de cinéma Raymond Danon, oncle de Patrick, mais c'était insuffisant. Ma femme avait accouché de notre premier enfant en août 1973. Dans la foulée, elle a décroché le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa), à Paris. L'idée de parcourir l'Afrique via une coopération pour enseigner se précisait.

Pourquoi ne pas avoir embrassé la carrière d'avocat comme votre épouse ?

Je voulais aller jusqu'au bout du cursus, le plus loin possible.

Une thèse sur de Gaulle et l'Afrique, c'est un marronnier. Pourquoi ce sujet ? En hommage à votre père ou par réel intérêt ?

De Gaulle restait gravé dans mon esprit, dans mon imagination. Il y avait une adoration pour lui à la maison où ses portraits traînaient un peu partout. Ce sujet conjuguait à la fois mes racines africaines et la vie de l'homme que j'admirais le plus. J'ai voulu montrer comment l'Afrique a historiquement façonné de Gaulle et le poids considérable de ce continent dans sa politique.

Profitant de ma volonté de travailler sur le continent, Jacques Foccart m'a donc poussé. Il m'a recommandé au directeur du département de Sciences politiques de la Sorbonne, le résistant, gaulliste de choc et membre du Special Air Service (SAS), Pierre Dabezies, qui était aussi Cadet de la France Libre[36]. Je l'ai rencontré

à son domicile, rue de la Cerisaie. Il a aussitôt accepté de diriger mes travaux tout en ignorant que je partais à l'étranger.

Comment atterrissez-vous au Bénin ?

Par le biais de mon frère Albert, autre doctorant de la famille. À Paris, il m'a fait rencontrer Nathanael Germain Mensah, le directeur du département de Sciences juridiques et économiques de la faculté de droit de Cotonou. Il recherchait justement un enseignant en droit public. J'ai fait sa connaissance près du ministère de la Coopération, rue Monsieur[37]. C'est à lui que j'ai dédié ma thèse. Il est mort, en 1979, avant ma soutenance. Cette période béninoise marquera un tournant dans ma vie. On peut dire que de cette mission est née mon africanité.

Que se passe-t-il ensuite ?

Nathanaël Germain Mensah a présenté mon dossier et mes diplômes à un certain monsieur Haïkine, responsable du recrutement du personnel coopérant de la rue Monsieur. L'affaire était faite. Il est revenu vers moi en disant qu'il m'attendait à Cotonou dans un mois.

Ce Haïkine m'a confirmé la nouvelle par téléphone, tout en demandant par quel canal j'étais passé pour que Mensah insiste à ce point pour me recruter. Il faut dire qu'il n'était pas réellement enchanté, car ma candidature l'avait contraint à retoquer une candidate, une Française avec un nom à deux particules.

Comme le nom de Haïkine sonnait à mes oreilles, je lui ai demandé s'il existait un lien avec un Yvan Haïkine, personne de ma connaissance. Il s'agissait, ni plus ni moins, de son fils, ancien élève à Van Vo. Son père était alors à la mission de coopération à Dakar. Ma vie n'aura été qu'une succession de rencontres opportunes.

Pourquoi ne pas avoir demandé un poste en France ?

Je voulais impérativement aller en Afrique, c'était ma fibre. Mais je ne connaissais aucun autre pays que le Sénégal.

---

30. Fondateur de l'association Survie, François-Xavier Verschave (1945-2005) fut l'un des principaux pourfendeurs de la Françafrique. Il a publié plusieurs ouvrages sur ce sujet dont *La Françafrique, Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998.
31. *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, Les Arènes, Paris, mai 2000.
32. Parti gaulliste fondé en octobre 1958. Il succède au RPF et disparaît en 1967.
33. De 1960 à 1974, Jacques Foccart orchestre la politique africaine de la France depuis l'Élysée, en tant que secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches. Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions dès son arrivée au pouvoir.
34. Ancien élève de Saint-Cyr-Coëtquidan, Gaston de Bonneval (1911-1998) fut l'aide de camp, mais aussi l'un des plus proches collaborateurs du général de Gaulle de 1945 à 1964.
35. Officier de la 1re division française libre, Jean Martin d'Escrienne (1922-2014) fut l'aide de camp du général de Gaulle de 1966 à 1970.
36. Né à Casablanca, Pierre Dabezies (1925-2022) a appartenu aux Forces françaises libres. Saint-Cyrien, il poursuit sa carrière militaire sur de nombreux théâtres et comme aide de camp de Pierre Messmer, ministre des Armées, avant d'entamer une carrière universitaire. Docteur en droit public et en sciences politiques, agrégé de droit, il enseigne toute sa carrière à l'université de la Sorbonne, mais aussi à l'IEP et à l'ENA.
37. Situé au 20, rue Monsieur, à Paris, l'hôtel de Montesquiou, construit par l'architecte Alexandre-Théodore Brongniart, fut le siège historique du secrétariat d'État aux relations avec les États de la Communauté, puis le ministère de l'Outre-mer et celui de la Coopération. Mis en vente par l'État français à partir de 2009, il est racheté par la République populaire de Chine, qui y installe son ambassade, en France.

Chapitre 5 : Jacques Foccart, le *mentor*

En 1973, vous voilà coopérant à Cotonou payé par l'État français.

En novembre plus précisément. J'habitais dans une villa du quartier chic de la Haie vive. J'étais assistant, chargé de cours à la faculté de droit. Cathy venait d'obtenir son capa. Elle travaillait à la mairie de Boulogne, grâce à Georges Gorse et à Paul Graziani. Comme moi, elle ne connaissait pas l'Afrique, hormis Dakar où elle est venue deux étés de suite au début des années 1970.

Je suis parti en précurseur avec le sentiment d'une intégration immédiate. J'ai acheté une Diane 6. Catherine devant me rejoindre, il lui fallait s'inscrire au barreau de Cotonou, ce qui n'était pas évident pour une Française. Nathanael Germain Mensah m'a suggéré d'en parler au ministre de la Justice et garde des Sceaux, Barthélémy Ohouens, un militaire qui m'a, à son tour, orienté vers la directrice des Affaires civiles et pénales du ministère, Béatrice Kérékou.

Cette dernière n'était autre que la femme du chef de l'État. Lorsque nous nous sommes vus, nous nous sommes regardés longuement avant de nous reconnaître. Elle avait été étudiante à la faculté de droit de Dakar ! Nous avions été étudiants la même année.

Votre première rencontre avec Mathieu Kérékou ?

Au pouvoir depuis 1972, son mari m'a été présenté rapidement. J'étais le petit enseignant-coopérant propulsé à la présidence, au palais de la Marina. À cette époque, quand vous prononciez le nom

Mathieu Kérékou beaucoup étaient tétanisés. Et cela ne s'est pas arrangé avec la tentative de coup d'État de janvier 1977. Nous étions en pleine révolution marxiste. Je l'ai rencontré à l'occasion de rentrées universitaires. De son côté, Béatrice Kérékou avait trouvé un stage à ma femme dans le cabinet de Jean-Florentin Féliho, l'un des plus en vue du pays.

J'ai passé des années de bonheur absolu dans l'ex-Dahomey. Au terme d'un discours pour la rentrée universitaire, le doyen de la faculté m'a présenté au « Camarade Président ». Je garderai le contact avec lui par la suite, y compris après son départ du pouvoir[38].

Comment conciliez-vous travaux de recherches en France et votre mission d'enseignant en Afrique ?

Je faisais des allers-retours réguliers entre la France et le continent. À Paris, je me rendais aux archives du gaullisme, 5 rue de Solférino ; à la Documentation française ou à la chancellerie de l'Ordre de la Libération.

Comme je l'ai déjà évoqué, Jacques Foccart m'a facilité de très nombreux contacts. Moult détails m'ont été apportés par Claude Hettier de Boislambert, Grand chancelier. À la Documentation française, Foccart m'a fait présenter au professeur Robert Cornevin qui m'a ouvert encore plus de portes.

Pierre Dabezies fut également extraordinaire avec moi. Je me suis entretenu avec des dizaines de personnalités. J'ai cité Michel Debré, mais il y en eut bien d'autres comme Georges Gorse, Jean-Marcel Jeanneney, Maurice Couve de Murville ou encore Jean Foyer.

Dans quelle mesure, Jacques Foccart alimente-t-il votre thèse ? Vous apporte-t-il des révélations, des éclairages personnels sur certains points ?

Il avait son avis sur le sujet et me faisait part de son analyse et sa lecture des événements. J'étais en relation permanente avec lui. Il adressait ses courriers, non à mon adresse personnelle, mais à la Mission d'Aide et de Coopération dirigée par André Guéna, le frère du ministre Yves Guéna, l'un de ses proches collaborateurs[39].

Le 16 janvier 1977, la tentative de coup d'État de Robert « Bob » Denard, plus connue sous le nom d'Opération Crevette, vous plonge dans un contexte inédit.

On peut le dire ! Après trois années formidables, nous avons célébré les fêtes de fin d'année 1976 en Corse, avant que je ne regagne le Bénin seul, début janvier. Ma femme devait me rejoindre le 16 du même mois. Son vol UTA a été détourné sur Abidjan. Quant à moi, j'étais aux premières loges. Nous logions non loin de la plage où les mercenaires ont débarqué au petit matin. J'entendais « Visez bien et marchez ! » Depuis mon balcon, j'ai vu une colonne de soldats blancs remonter l'avenue. Ça tirait de partout. Je me suis réfugié dans ma baignoire. Des mercenaires, je n'en avais jamais vu. Je ne savais pas de quoi il s'agissait.

La radio annonçait qu'ils avaient été repoussés, ce qui ne m'a pas empêché d'être embarqué manu militari lorsque, à l'extérieur, j'ai tenté de me rendre chez mon ami Guy Dupeyron, le directeur de la SITEC, autre résidant du quartier qui mourra d'une chute de cheval. Considéré comme un mercenaire, j'ai été emmené au camp Guézo avec d'autres Yovos[40]. Vincent Guézodjé, le ministre de l'Éducation nationale, un autre militaire, nous a alors visités. Il fut stupéfait de me voir. On nous avait placés au beau milieu de la cour en plein soleil. Il m'a fait libérer. J'en ai profité pour faire sortir d'autres détenus, des enseignants comme moi, des commerçants… Deux soldats m'ont ramené à la maison en Jeep. J'en étais quitte pour une bonne peur.

J'ai relaté par la suite cette histoire à Mathieu Kérékou. la blague de la baignoire sera évoquée à chacune de nos rencontres ultérieures.

En fin connaisseur de la politique gaullienne en Afrique et du rôle de Jacques Foccart, l'idée que ce dernier ait pu se cacher derrière cette tentative de coup d'État vous a-t-elle effleuré l'esprit ?

Bien sûr.

Lui en avez-vous parlé ?

Bien après. Il m'a confirmé que Bob Denard ne faisait rien sans en être informé. Il était au courant de cette affaire aux côtés de Félix Houphouët-Boigny et d'Omar Bongo, président du Gabon où vivait une très forte communauté béninoise. L'opération aboutira à un fiasco total avec le repli des mercenaires.

Pourquoi l'ombre de Foccart derrière cette tentative de déstabilisation alors qu'il n'était plus rattaché à la présidence ?

Ne cherchez pas à comprendre. Avec Jacques Foccart, il fallait savoir s'arrêter dans les questions dès que vous le sentiez gêné ou mal à l'aise par votre trop grande curiosité.

Il m'a cependant vaguement confié avoir été « mêlé » à cette opération. Outre les présidents gabonais et ivoirien, il a évoqué le rôle du roi Hassan II. Le pouvoir révolutionnaire béninois incommodait tous ces dignitaires. Les mercenaires, une soixantaine au total, avaient d'ailleurs séjourné dans le royaume chérifien avant de lancer leur opération.

Au Bénin, vous vivez une vraie africanité dites-vous. De quoi s'agit-il ?

Aussi surprenant que cela puisse paraître, je n'avais pas voyagé ailleurs sur le continent. J'étais resté au Sénégal. Au Bénin, j'ai découvert l'authenticité de la nature et de la culture africaine. À tel point que le Sénégal de Senghor m'apparaissait finalement trop francisé.

J'observais la révolution béninoise, qui m'intéressait. Je fus littéralement adopté par les Béninois. Je me suis intéressé à leur histoire et à leurs rites, à commencer par le vaudou.

À quoi consacriez-vous vos loisirs ?

Je jouais au tennis au Yacht Club et, quelques fois, à l'ambassade de France avec l'ambassadeur Michel Van Grevenynghe ou son Premier conseiller, Georges Rochiccioli, ami véritable avec sa femme Annie. Je m'occupais de mon fils. Le temps libre était rare. Je préparais ma thèse. Je travaillais tous les matins de 5 heures à 8 heures. Nous emmenions Olivier à l'école, je déposais Cathy à son cabinet. Je rejoignais mes classes puis je rentrais pour travailler de nouveau.

Fréquentiez-vous l'élite béninoise ?

Par mes fonctions, nécessairement. Mais pas un seul Béninois ne fréquentait le Yacht Club. Nous passions nombre de dimanches et de soirées avec nos amis avocats, magistrats, professeurs d'université. Nous étions proches de gens comme Robert Dossou[41], lequel n'avait pas encore épousé Christine Desouches[42].

Visitiez-vous d'autres pays ?

Je suis allé au Togo sans y rencontrer Gnassingbé Eyadema, faute de contact.

Devisiez-vous fréquemment avec Béatrice Kérékou ?

Chaque semaine jusqu'à sa chute, en 1976, après une histoire de mœurs. Son mari l'a répudiée. Il l'a même radiée de la magistrature. Comme je ne suis pas Tarzan, j'ai pris mes distances. Je suis resté au Bénin de 1973 à juillet 1977, après quoi j'ai été nommé à Nouakchott.

---

38. Né en 1933, Mathieu Kérékou décède le 14 octobre 2015.
39. Homme politique, résistant, gaulliste, et écrivain, Yves Guéna (1922-2016) fut ministre sous la présidence Pompidou, président du Conseil constitutionnel et maire de la ville de Périgueux de 1971 à 1997.
40. « Blancs » en langue *fon*.
41. Né en 1939, Robert Dossou est un homme politique, avocat et professeur. Il a présidé la Cour constitutionnelle du Bénin de 2008 à 2013.
42. Née en 1946, docteur en sciences politiques, Christine Desouches est la fille de Maurice Ulrich, directeur de cabinet de Jacques Chirac, maire de Paris. Maître de conférences à l'université Paris 1, elle a longtemps officié au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Chapitre 6 : Un réseau françafricain : le club 89

La Mauritanie est une Afrique très différente de celle que vous connaissiez jusqu'à présent.

C'est ce que je recherchais. J'ai débarqué à Nouakchott après une demande de mutation. Quatre ans au Bénin me paraissaient suffisants. Ma thèse avançait bien. Je voulais voir autre chose. Jacques Foccart a téléphoné au président Moktar Ould Daddah pour qu'il m'obtienne un poste[43]. Je fus nommé à l'École nationale d'administration (Ena) où j'ai enseigné les sciences politiques et la géopolitique. L'intitulé de mon cours portait sur les grands problèmes politiques contemporains.

À Nouakchott, où viviez-vous ?

Dans un appartement face au marché central. J'étais heureux, car ce pays me rapprochait de Dakar. J'avais acheté une Volkswagen Polo et je faisais Dakar-Nouakchott, une fois par mois, en passant par Rosso.

Votre femme vous suit-elle de bon cœur ?

Elle est arrivée en février 1978 avec Olivier, notre premier enfant. Elle a tout de suite trouvé un cabinet où exercer : celui d'Ogo Kane Diallo, un Maure-Sénégalais et ami de Moktar Ould Daddah. J'ai quitté la Mauritanie en 1979 pour aller tout droit à Abidjan.

Entre-temps se déroule une actualité marquante : la soutenance de votre thèse.

En juin 1978 plus précisément. Outre Pierre Dabezies, le jury était composé d'Edmond Jouve, de Gérard Conac, de très grands constitutionnalistes spécialistes de l'Afrique. On leur doit, à ce propos, de nombreuses constitutions d'États africains.

J'ai obtenu une mention Très bien avec félicitations du jury et *imprimatur*. Mon travail, publié à la Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ), est conservé à la Bibliothèque nationale. J'étais enfin docteur en droit public et en sciences politiques.

Cette thèse signe en même temps votre entrée dans le Saint des saints de la droite française.

Elle m'a fait connaître de tous ses hauts responsables. Lorsque Jacques Foccart prend lui-même vos rendez-vous, les gens ne bronchent pas pour vous recevoir. Et ils se souviennent de vous, vous pouvez me croire.

Jacques Foccart qui intervient, une fois de plus, en votre faveur en Côte d'Ivoire.

Et sans y aller par quatre chemins : il a téléphoné à « Houphouët ». C'est dans ce pays que je vais véritablement basculer politiquement.

Quelle importance le « Vieux », surnom donné à Félix Houphouët-Boigny, avait-il à ses yeux ?

C'était le pilier des réseaux franco-africains, la tête de proue. Il le préférait de loin à tous les autres, y compris à Omar Bongo. Il aimait sa prestance, son charisme, sa vivacité d'esprit. Inutile de le cacher : évoquant Omar Bongo, de Gaulle lui disait souvent qu'il fallait « éduquer ce garçon ».

Et d'ajouter :

« C'est bien beau de remplacer Léon Mba comme vous l'avez fait et d'avoir mobilisé vos juristes pour lui confectionner une constitution sur mesure, mais il faudrait le dégrossir et l'affermir ».

Félix Houphouët-Boigny, seul président africain encensé par de Gaulle dans ses *Mémoires*, est d'une autre dimension. C'était un cerveau politique de premier ordre. Admiratif, Foccart l'appelait tous les mercredis lorsque ce n'était pas quotidiennement.

Créé en 1981, le club 89 est le cercle de réflexion du Rassemblement pour la République[44]. C'est à Abidjan, où vous lancez sa première antenne africaine, que se façonne votre personnalité : celle d'intermédiaire entre la France et l'Afrique. D'abord pour le compte de votre *mentor* puis de votre famille politique.

Avec l'onction personnelle de Jacques Chirac qui venait d'échouer à la présidentielle. C'est lui qui a demandé à Alain Juppé et à Michel Aurillac de m'inscrire à ce club dont je suis devenu, dès 1981, le délégué national pour les pays en développement. J'y avais toute ma place sur l'Afrique, disait-on.

Dès cette nomination a débuté toute mon ascension sur le terrain de la politique africaine de la France. Accessoirement, nous voulions tous réfléchir aux grands enjeux nationaux et internationaux tout en préparant notre candidat à la présidentielle de 1988. Michel Aurillac fut son premier président. Alain Juppé, son cofondateur, en était le secrétaire général. Tous les chiraquiens de premier plan fréquentaient ce club.

Suivez-vous le maire de Paris par affinité politique ou parce qu'il est le préféré de Foccart ?

J'avais déjà suivi Jacques Foccart dans son soutien à Jacques Chaban-Delmas en 1974 avant de basculer, comme lui, en faveur de

Jacques Chirac au lendemain de la création du RPR. Le plus déterminant fut ma première rencontre avec lui, fin 1976. Elle m'a indubitablement conquis.

Dans quelles circonstances ?

Au Bénin, j'étais très proche de l'ambassadeur de France Michel Van Grevenynghe, auquel Foccart avait demandé, en quelque sorte, de veiller sur moi. J'étais devenu l'ami du chef de la Mission d'Aide et de Coopération, André Guéna, qui était, comme je l'ai déjà évoqué, le frère d'Yves Guéna. Les « réseaux » prospéraient en Afrique. Vous rencontriez un seul individu, vous en touchiez vingt autres. C'est pourquoi j'ai pu évoluer aussi facilement et rapidement dans cette galaxie.

Tout le monde savait que j'étais proche du secrétaire général sortant aux Affaires africaines et malgaches. C'est en 1976, à l'occasion de l'un de mes séjours en France, que Jacques Foccart m'a prié d'adresser un mot à Jacques Chirac au château de Bity, en Corrèze, afin de me présenter et de le féliciter après sa démission de Matignon. Et j'ai adhéré au RPR par la suite sans me poser de question.

Où l'avez-vous rencontré pour la première fois ?

À son bureau du Palais Bourbon. J'ai attendu quelques minutes au café Le Bourbon avant d'être reçu en compagnie de Foccart. Je suis resté un quart d'heure. Nous avons parlé de l'Afrique. Il s'y intéressait déjà. Nous nous sommes promis de garder le contact, mais je ne l'ai plus vu pendant un certain temps.

Pour quelle raison ?

Objectivement, aucune. Mes études, la vie, les contraintes. En revanche, je correspondais régulièrement avec lui. Nous échangions

sur la politique. Je lui faisais remonter ce que les Africains pensaient et disaient de lui.

Quand le revoyez-vous ?

En 1980, à l'occasion d'une interview pour la revue *48 États africains*, dont le patron guinéen, Edge Ndiaye, était un ami de mon père et de notre famille. Ancien élève du lycée Van Vo avec mon frère René, il souhaitait un entretien du maire de Paris sur l'Afrique. Il m'avait auparavant demandé d'interroger François Mitterrand sur le même thème. Jacques Foccart m'en avait dissuadé estimant que je n'étais pas suffisamment formé intellectuellement pour cet exercice.

Il est vrai que je n'avais guère de culture à gauche. Mon cœur battait irrémédiablement à droite. Je n'avais même pas lu des livres comme *Le coup d'État permanent* ou *L'abeille et l'architecte*. Avant l'entretien, le directeur de la Communication du maire de Paris, Bernard Niquet, un futur préfet, m'a averti que je disposais d'un quart d'heure. Je suis ressorti une heure plus tard. Niquet passait régulièrement sa tête par la porte, Chirac le rabrouait :

« Niquet, on vous préviendra ! »

À la fin de l'entretien, il m'a invité à ce fameux centenaire de Brazzaville, en octobre 1980.

L'Afrique s'impose de plus en plus dans ses réflexions.

Il connaissait tous les enjeux de ce continent qui le courtisait déjà. Je me remémore la réception fastueuse donnée en son honneur par Denis Sassou Nguesso, autre président marxiste-léniniste à cette époque, pour cet anniversaire de la capitale congolaise. Entre le maire de Paris et le fringant militaire révolutionnaire qu'était Sassou, le courant fut extraordinaire. On aurait dit deux frères. Cette proximité rendait l'ambassadeur de l'Union soviétique au Congo fou furieux.

À cette date, avant la création du club 89, je présidais déjà, en Côte d'Ivoire, le comité de soutien à la candidature de Chirac à la présidentielle de 1981. Je tiens à souligner qu'à cette occasion, il m'a personnellement désigné comme son mandataire pour ce scrutin comme le rappellent plusieurs documents figurant dans les annexes de ce livre. Je signais donc en son nom propre, ce qui n'a pas interdit à des gens malintentionnés de prétendre tout au long de ma « carrière » que je ne le connaissais pas…

La Côte d'Ivoire influait considérablement sur la politique africaine de la France. Grâce à « Houphouët » bien sûr, mais aussi à la présence d'une très forte communauté française et de milliers de coopérants.

Vous intéressez-vous aux « Messieurs Afrique » de Valéry Giscard d'Estaing tels René Journiac ou Martin Kirsch ?

Absolument pas. Ils connaissaient cependant mon existence.

Qui gérait l'Afrique dans ce RPR naissant ?

Face à Jacques Foccart, il n'y avait pas beaucoup de place pour exister. Il écrasait tout le monde. Maurice Robert travaillait dans son domaine, les services secrets. Mais Foccart compartimentait énormément. À chaque personne, son périmètre et son domaine d'intervention avec un épais cordon hermétique autour. Peu de gens parvenaient à pénétrer son premier cercle. Même des collaborateurs comme Fernand Wibaux[45] furent rarement invités dans sa fameuse maison de Luzarches, dans le Val-d'Oise, indépendamment de la grande réception qu'il y organisait chaque année.

Et Michel Dupuch ?

Il ne faisait pas non plus partie des intimes[46]. Le « Doyen » le voyait lorsqu'il passait à Abidjan, chaque année, pour y célébrer l'appel du

18 juin 1940. La réception se déroulait à l'ambassade de France où Foccart avait un bureau attitré alors même que les socialistes étaient au pouvoir. Par la suite, des bisbilles naîtront entre les deux hommes lorsqu'ils seront appelés à travailler ensemble après la victoire de Jacques Chirac à la présidentielle de 1995.

Pourquoi ?

Dès l'annonce des résultats de ce scrutin, Omar Bongo se trouvait à Paris. Sitôt la victoire de Jacques Chirac connue, il a organisé une réception en l'honneur de Foccart qui pensait sincèrement reprendre du service à la Cellule[47]. Il devait théoriquement travailler avec Fernand Wibaux, le colonel Pierre Voïta et votre serviteur.

C'était compter sans l'intervention de Dominique Galouzeau de Villepin qui s'est employé à torpiller ce dispositif. Je n'ai même pas obtenu un strapontin ! Michel Dupuch a finalement été nommé au 2, rue de l'Élysée. Jacques Foccart, Fernand Wibaux et Pierre Voïta auront un bureau au 14, siège de l'état-major particulier. Jamais Foccart ne s'y rendra, et ce jusqu'à sa disparition, le 19 mars 1997.

Le club 89 est piloté en sous-main par Maurice Robert, personnage symbolique des services secrets français en Afrique. Quels rapports entretenez-vous avec lui ?

Je m'inscris en faux : il n'a jamais piloté le club, en tous les cas jamais sur les questions africaines. Et, à aucun moment, il ne s'est mêlé de mes affaires comme chargé de mission officiel du RPR ou comme délégué national du club.

Je déjeunais fréquemment avec lui durant mes séjours parisiens. Nous entretenions d'excellents rapports. Il savait néanmoins qu'il ne fallait pas s'immiscer dans ce que je faisais. Michel Aurillac lui parlait de moi, ce qui était parfaitement compréhensible. Ça s'arrêtait là.

Comment êtes-vous perçu à la section ivoirienne du RPR ?

On ne peut pas dire qu'au sein de cette antenne j'ai ressenti une très grande affection à mon égard. Au niveau national non plus d'ailleurs. Personne n'a jamais été vraiment aimable à mon endroit. Il a toujours fallu l'arbitrage de Foccart et de Chirac pour que je puisse avancer et gravir les échelons.

En raison de vos origines ?

Essentiellement. On me considérait comme « l'Arabe de service ». Les regards, les réflexions teintées de mépris, la détestation, voire la haine envers moi étaient légion. Le racisme battait son plein. Les jalousies venaient de gens aigris et envieux comme j'en rencontrerai tant et tant tout au long de ma vie.

Il est vrai que je n'étais pas un coopérant comme un autre. J'avais établi des relations avec « Houphouët », le gouverneur Guy Nairay[48] ou encore Alain Belkiri, l'inamovible secrétaire général du gouvernement ivoirien[49]. Je recevais les plus hautes personnalités de droite en déplacement dans le pays. Je m'entretenais avec l'ambassadeur Michel Dupuch au minimum une fois par mois, ce qui ne faisait qu'accentuer les rancœurs.

Jacques-Noël Giacomoni, le délégué local du RPR, représentant de l'Union des Français de l'étranger (UFE) à Abidjan, qui cumulait cette fonction avec celle de patron de la Compagnie générale d'électricité (CGE), me vouait une aversion tenace. Idem de Philippe Delmon, un coopérant détaché du ministère français de l'Économie et des Finances à la Banque centrale de Côte d'Ivoire ou encore de Michel Bujon, autre banquier. Toute l'élite de la coopération française dans ce pays m'abhorrait. Quant à la déléguée des Français de l'étranger au RPR, Marie-Antoinette Isnard, elle me vomissait.

Vous devenez le correspondant de Jacques Foccart.

Oui. Ce que mon père n'avait pu réaliser par son incapacité à écrire le français, je réussissais à le faire à un niveau supérieur dans la plus grande discrétion.

Votre marque de fabrique naissante.

Tous les corps officiels, qu'il s'agisse des conseillers ou des membres de cabinets, n'ont jamais supporté l'informel. Et de l'informel au sulfureux, beaucoup ont franchi le pas m'attribuant tous les coups pendables. La boîte à fantasmes était lancée.

Qui sont vos contacts au RPR ?

Je fréquentais l'entourage de Jacques Chirac. Les directeurs de cabinet comme Jean-Paul Bolufer ou son directeur aux Affaires internationales, Jacques-Henri Richard.

Vous occupez-vous des autres antennes africaines du club 89 ?

J'ai contribué à mettre en place celle de Dakar, de Bamako et de Libreville. Mais l'antenne d'Abidjan, fondée par mes soins, était de loin la plus importante, la plus imposante financièrement parlant.

Le financement du RPR via ces canaux est-il déjà installé ?

Mon père avait pris l'initiative. J'ai pris le relais à partir de 1981 avec le sentiment de devoir accomplir des missions extrêmement sensibles.

Vous profitez de votre présence à Abidjan pour vous rendre en Guinée, pays dont le régime vous intéresse.

En 1981, lors d'un entretien avec Félix Houphouët-Boigny, j'ai été amené à l'interroger sur Ahmed Sékou Touré. C'est vrai qu'il ne me laissait pas indifférent. Quelques jours plus tard, le gouverneur Guy Nairay m'a demandé de venir dans son bureau où se trouvait

l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en Guinée, Lazeni Namogo Poto Coulibaly. Je lui dois d'avoir organisé mon premier voyage à Conakry et mon entrevue avec Ahmed Sékou Touré. Dans la capitale guinéenne, je logeais chez mon ami Guy Lafont, le directeur local de la compagnie UTA[50].

Le lendemain de mon arrivée, j'ai déjeuné avec le président guinéen à qui j'ai offert ma thèse. Il me fascinait. Bel homme, il avait un timbre de voix mélodieux, des yeux perçants et une parfaite élocution. Je me suis tout de suite senti à l'aise malgré la nature violente de son régime. Chez lui, j'ai rencontré et noué des liens d'amitié avec des figures centrales comme son Premier ministre Louis Lansana Béavogui[51], son redoutable frère Ismaël Touré ou encore des ministres comme celui de la Justice. Nous déjeunions toujours ensemble autour du chef de l'État. J'étais assis à sa droite.

Lors d'un deuxième voyage en 1982, j'ai eu un vrai tête-à-tête avec lui à la Sekhoutouréya[52]. J'ai pris mon courage à deux mains en lui posant des questions assez suicidaires sur ses rapports avec Jacques Foccart. Il était en froid depuis de très nombreuses années avec celui qu'il considérait comme le diable en raison, notamment, des opérations lancées au lendemain de l'indépendance du pays, le 2 octobre 1958, pour tenter de le déstabiliser et de faire payer à son président son refus d'adhérer à la Communauté franco-africaine[53].

J'y suis allé franchement :

— Où en êtes-vous de vos relations avec monsieur Foccart ?

— Bourgi, je vous sais proche de lui. Vous m'avez fait part de votre travail sur de Gaulle et l'Afrique. Je l'ai lu et apprécié. Un jour, lui et moi nous nous retrouverons peut-être. Qui plus est ici, à Conakry. Mais je voudrais dire que s'il a eu des successeurs aucun ne l'a remplacé, même s'il appliquait les ordres de De Gaulle.

Ils se sont effectivement revus. D'abord en France, à l'occasion de la fameuse visite de Ahmed Sékou Touré, en septembre 1982, à l'invitation de François Mitterrand et du nouveau pouvoir socialiste. Il avait profité de cette visite officielle, du 16 au 20 septembre, pour aller saluer Jacques Chirac, maire de Paris. Jacques Foccart participait à l'entretien. Ce furent des retrouvailles.

« J'ai vécu un grand moment », me confiera d'ailleurs Chirac.

Il reverra Jacques Foccart à Conakry. Une rencontre facilitée par Félix Houphouët-Boigny, l'homme d'affaires et entrepreneur français Jean Lefebvre ainsi que l'influent ambassadeur de France en Guinée, André Lewin, qui deviendra un proche de Béchir Ben Yahmed, le fondateur et patron de *Jeune Afrique*. Il sera même chroniqueur pour cet hebdomadaire. Quant à moi, je l'ai revu une dernière fois, à Libreville, peu avant sa mort. Il n'était déjà plus un roc.

---

43. Moktar Ould Daddah (1924-2003) préside la République islamique de Mauritanie du 28 novembre 1960 au 10 juillet 1978.

44. Parti fondé par Jacques Chirac en 1976. Il disparaît en 2002 au profit de l'Union pour un mouvement populaire (UMP).

45. Diplomate, haut fonctionnaire et résistant, Fernand Wibaux (1921-2013) fut conseiller diplomatique du gouvernement Chirac de 1986 à 1988 et conseiller politique proche de Jacques Foccart. Plusieurs fois ambassadeur sur le continent (Mali, Tchad, Sénégal), il a occupé d'autres hautes fonctions comme directeur général de l'Office du Niger (1956-1960) ou directeur de cabinet du ministre de la Coopération Jean de Lipkowski (1976). Il sera également Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie de 1985 à 1986.

46. Diplomate né en 1931, Michel Dupuch fut ambassadeur de France en Côte d'Ivoire de 1979 à 1993 avant d'être nommé conseiller Afrique de Jacques Chirac, de 1995 à 2002.

47. Bureau situé en rez-de-jardin, au 2 rue de l'Élysée, siège des conseillers diplomatiques de la présidence française, « La Cellule africaine » ou « La Cellule », est le siège historique des conseillers chargés de couvrir ce continent.

48. Né à Saint-Anne en Guadeloupe et décédé à Abidjan en août 1999, Guy Nairay fut le directeur de cabinet du président Houphouët-Boigny de 1960 à 1963, puis son

principal collaborateur sur les dossiers les plus sensibles. De 1993 à son décès, il est le conseiller spécial du président Henri Konan Bédié.

49. Secrétaire général du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire de mai 1958 à novembre 1990, puis secrétaire général de la présidence ivoirienne jusqu'au décès d'Houphouët-Boigny, le 7 décembre 1993.

50. Union de transports aériens.

51. Louis Lansana Béavogui fut ministre des Affaires étrangères avant de devenir chef du gouvernement de 1972 à 1984.

52. Nom donné au palais présidentiel, à Conakry.

53. Parmi ces opérations, l'Opération Persil supervisée par Jacques Foccart a consisté à injecter via le SDECE de faux billets de francs guinéens en vue de provoquer un effondrement de l'économie nationale par une hyperinflation. Cette opération montée en 1960, fut doublée d'une tentative de déstabilisation par l'envoi d'armes destinées aux opposants du régime ainsi que des mercenaires.

Chapitre 7 : Des fonds occultes pour le RPR

Jacques Foccart vous faisait-il comprendre qu'il serait bon de collecter des fonds en Afrique pour le compte du RPR ?

Il ne me l'a jamais demandé. J'ai pris moi-même l'initiative lors d'une rencontre avec Jacques Chirac à la mairie de Paris. Foccart l'avait déjà longuement éclairé sur le financement du RPF par mon père, de 1947 à 1957.

À mon tour, j'ai fait comprendre au maire de Paris qu'étant très bien introduit dans la communauté libanaise d'Afrique, celle-ci pouvait soutenir son action politique. Il s'en est réjoui tout en me questionnant sur la manière dont les généreuses contributions seraient acheminées jusqu'en France. J'avais déjà mon idée sur la question et sur l'organisation…

Quand commencez-vous à mobiliser ces fonds ?

Immédiatement après sa défaite de 1981. Il m'a demandé de « poursuivre le combat ».

L'antenne ivoirienne du club est la plus puissante d'Afrique francophone.

La plus riche, incontestablement. Je servais de relais à une communauté forte de près de 100 000 personnes occupant tous les secteurs lucratifs et stratégiques du pays.

Comment procédiez-vous ? Les donateurs se trouvaient-ils dans cette seule communauté ?

Il n'y a eu, sous mon autorité, ma fonction et mon statut, aucune contribution de quelque importance que ce soit en dehors de la communauté libanaise. Je ne m'occupais ni des autres donateurs, partisans ou admirateurs de Jacques Chirac, notamment français, ni des autres communautés.

Qui gérait les dons des contributeurs français ?

Je l'ignorais et n'avais aucun mandat pour m'en occuper.

À quelle fréquence, les Libanais donnaient-ils ?

La notion de périodicité n'existait pas. C'était selon mon bon vouloir lorsque nous nous rencontrions.

Les sommes grimpent en fonction de l'agenda politique et des ambitions de votre « poulain » à l'approche des législatives de 1986 et de la présidentielle de 1988.

Les Libanais de Côte d'Ivoire admiraient profondément de Gaulle, admiration transposée à Jacques Chirac lequel fut, est-il besoin de le rappeler, son secrétaire d'État aux Problèmes de l'emploi, puis à l'Économie et aux Finances.

Au demeurant, il connaissait déjà, grâce à moi, de nombreux ressortissants libanais du pays. Il les voyait individuellement ou collectivement à la mairie de Paris ou lors de ses déplacements au pays de l'Akwaba. Les rendez-vous se déroulaient toujours à l'hôtel Ivoire.

En revanche, il est essentiel de préciser que je n'ai jamais eu accès au canal « Houphouët ». Celui-ci relevait exclusivement du duo Chirac/Foccart. Je n'ai jamais transporté un seul centime de Félix

Houphouët-Boigny pour le compte du maire de Paris. Cela doit être entendu, lu et bien compris.

Quel était le montant des sommes collectées ?

Chaque mission ne totalisait jamais moins de 30 à 35 millions francs CFA de l'époque, monnaie convertible.

Sur combien d'années ces missions ont-elles été organisées ?

De 1981 à 1986, pendant mes cinq ans passés à Abidjan, juste avant d'intégrer le cabinet de Michel Aurillac, nommé ministre de la Coopération par Jacques Chirac durant la première cohabitation et successeur, à ce poste, de Christian Nucci. Je quitte la Côte d'Ivoire en mars 1986.

Combien y a-t-il eu de missions ?

Cinq à six ont été organisées au cours de mon séjour ivoirien.

Durant cette courte période, plus de 200 millions francs CFA, près de 5 millions de francs français, somme considérable à l'époque, ont ainsi été acheminés pour le fonctionnement du RPR.

En réalité deux fois plus puisque le franc CFA valait le double du franc français.

Comment les livraisons s'effectuaient-elles ? À qui remettiez-vous ce *cash* ?

Je disposais de relais au départ et à l'arrivée de chaque mission. Dès que je devais me rendre en France avec du liquide, j'avertissais le directeur de cabinet du président Houphouët-Boigny, le gouverneur Guy Nairay. Il m'accompagnait toujours à l'aéroport international d'Abidjan jusqu'à l'avion. L'argent était contenu dans

des sacs de voyage portés par un émissaire ivoirien. Bien évidemment, personne ne les fouillait. C'était le but recherché. Lorsque le gouverneur Nairay débarquait à l'aéroport, je peux vous dire que tout le monde se mettait au garde à vous.

À Paris, l'émissaire remettait les sacs dès la sortie de l'avion à Jean-Claude Laumond, le chauffeur personnel de Jacques Chirac qui attendait avec la voiture du maire de Paris. Je descendais comme tous les autres passagers. Par prudence, je n'ai jamais été en contact avec cet argent. J'insiste sur ce point : jamais je n'ai porté moi-même un quelconque sac. Une fois le « cadeau » dans la voiture, l'émissaire partait de son côté et je rejoignais Laumond.

À partir de là, soit nous nous rendions à l'Hôtel de Ville de Paris, soit nous faisions escale chez Jacques Foccart, rue de Prony ou à la villa Charlotte. Chaque fois, les instructions nous étaient données sur le point de chute. Lorsque nous nous rendions à Luzarches, Foccart nous offrait systématiquement le café dans son salon. Le temps de le boire, le maire de Paris avait déjà appelé pour savoir si nous étions bien arrivés. Je dois dire que, même sans ces missions, je le rencontrais à chacun de mes séjours en France.

Quel intérêt les Libanais de Côte d'Ivoire et d'Afrique avaient-ils à donner ?

Il ne faut pas y déceler de logiques complexes. Cela ressort beaucoup de la culture arabe et africaine. D'abord, il y eut, comme je l'ai dit, un certain attachement au gaullisme. Mais donner de l'argent était pour beaucoup synonyme de signe extérieur de richesse et de prospérité.

Accessoirement, cela ouvrait des contacts et des rendez-vous. J'en ai fait venir plusieurs à la mairie de Paris pour rencontrer Jacques Chirac et poser avec lui sur une photo. Cela leur suffisait. Ravis, ils

avaient l'impression de jouer dans la cour des grands. Ils en faisaient ensuite la publicité autour d'eux. Il ne faut pas aller chercher plus loin.

Jacques Foccart fut l'une des personnalités les plus influentes de la Ve République. Il connaissait tout le monde et était copieusement entouré. Comment expliquez-vous la confiance placée en vous pour ces missions aussi sensibles ?

Par l'héritage spirituel de mon père. Il a vu en moi une sorte de continuum dans la fidélité et dans l'admiration pour de Gaulle. En outre, nous n'avions jamais cessé de correspondre. En Afrique, que ce soit au Bénin, en Mauritanie ou en Côte d'Ivoire, j'avais fait mes preuves. Je lui ai montré de quoi j'étais capable. On lui parlait de moi, à commencer par les ambassadeurs sur place. J'étais considéré comme particulièrement fiable.

Vous devenez l'émissaire officiel de la « chiraquie » en Afrique.

Je travaillais pour ma famille politique. Seul Jacques Chirac savait ce qui se déroulait entre moi et Jacques Foccart. Dominique de Villepin n'était pas encore dans ce secret. Sans doute avait-il entendu des rumeurs, des bruits de couloir, mais sans aucune certitude sur leur véracité. Jean-Claude Laumond fût l'une des très rares personnes à connaître la nature exacte de ce que nous transportions.

Dominique de Villepin ne fait encore pas partie de votre cercle.

Non. Toutefois, on l'apercevait de plus en plus souvent dans le bureau de Jacques Chirac dès sa nomination comme directeur de cabinet d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères d'Édouard Balladur, de 1993 à 1995, lors de la deuxième cohabitation. Fait nouveau : on me demandait de patienter beaucoup plus longtemps dans le local de Jean-Claude Laumond, dans le parking privé de la

mairie de Paris. Je devais attendre que Villepin, de passage, s'en aille pour monter et effectuer la remise des fonds.

Cet argent pouvait-il servir à l'acquisition de biens immobiliers, par exemple ?

Il servait au fonctionnement du RPR entendu au sens large, mais ne me demandez pas à quoi précisément. Je ne savais rien quant à sa destination et son utilisation. Les donateurs puis, par la suite, les chefs d'État Africains, me le remettaient « pour Jacques » comme ils aimaient le dire. Son emploi ultérieur ne me regardait absolument pas.

Préleviez-vous une commission ?

La question est blessante. Lors d'une visite d'Omar Bongo en France, je fus reçu à l'Élysée par Jacques Chirac, devenu entre-temps président de la République, et son homologue gabonais. Dominique de Villepin me faisait toujours entrer une fois les photographes et les officiels partis. Au cours de cette entrevue, Chirac a posé cette question, l'air interloqué :

— Omar, comment se fait-il que depuis tant d'années tous tes émissaires soient accompagnés de ton « Fiston », qui est le seul à connaître la combinaison des sacs et leur montant exact ?

Réponse de Bongo :

— Parce qu'il ne m'a jamais manqué un sou. Nous avons une confiance totale en lui. Nous sommes certains qu'il n'y aura aucune évaporation.

Autant vous dire que je n'ai rien prélevé à des fins personnelles. Pour plus de précision, j'ajoute que le président gabonais, qui m'appelait effectivement « Fiston », avait un chiffre fétiche.

Imprégné de pratiques anciennes et mystiques, il vouait une adoration au chiffre 3. Le code des sacs de voyage ne portait donc toujours que trois chiffres connus de lui, de moi et de Chirac, le destinataire final. Ce code était 5.5.5.

Pour l'anecdote, en septembre 2005, lors de l'une de mes nombreuses visites à l'Élysée pour une remise de fonds, j'étais accompagné de l'ambassadeur du Gabon en France, Jean-Marie Adzé. Il avait apporté deux sacs pleins à craquer. Nous étions dans le bureau de Villepin. Les bagages étaient là, par terre, mais Jacques Chirac avait oublié la combinaison. Un brin gêné, le diplomate a précisé qu'il ne la connaissait pas avant de se tourner vers moi. J'ai alors tendu une enveloppe à Chirac contenant le code d'ouverture écrit de la main d'Omar Bongo.

Vous n'êtes jamais seul à faire transiter ces fonds.

Jamais. Ils ont toujours transité par de hautes personnalités, des directeurs de cabinet, des ministres, de hauts fonctionnaires ou des diplomates. Il fallait pouvoir passer les douanes sans encombre.

Vous êtes un enseignant marié, rangé, père de famille. Votre épouse est avocate. Ces convoyages ne vous posent-ils pas un cas de conscience, un problème d'éthique ?

J'accomplissais ces missions le plus normalement tout en mesurant le danger à transporter cet argent. C'est pourquoi il y a toujours eu un homme de main pour leur accomplissement.

À aucun moment, je n'ai touché cet argent durant son transfert, et ce, jusqu'à la fin de mon « magistère » si je puis m'exprimer ainsi. Les émissaires, tel Guy Nairay, connaissaient les « transporteurs », tout comme moi, mais je ne touchais à rien.

Aviez-vous un passeport diplomatique ?

Aucun.

Le financement des partis politiques par ce biais était légal. Pour autant, ces sommes en liquide n'étaient pas déclarées.

Je ne le pense pas. Il n'y avait aucune comptabilité, mais cela ne me concernait pas.

Il n'y a jamais eu aucune fouille des douanes ou de la Police des airs et des frontières ?

Pas une seule.

À Abidjan, qui étaient les plus généreux donateurs libanais ou d'origine libanaise ?

Pour l'essentiel, ils appartenaient à la communauté chiite. Il y en avait une vingtaine que je voyais dès que Jacques Chirac me faisait comprendre qu'il était nécessaire de réunir des fonds. Il s'agissait de gens comme l'homme d'affaires Nagib Zaher et bien d'autres, dont je tairais les noms. Ils étaient de très très gros contributeurs.

Vous gériez l'antenne ivoirienne du club 89. Et les antennes des autres pays africains ?

Sous mon autorité, seule la communauté libanaise de Côte d'Ivoire a remis de l'argent. Je ne m'occupais pas des autres pays. Même pas du Sénégal. Je peux dire, en toute connaissance de cause, que la communauté libanaise chiite ivoirienne a largement contribué à soutenir Jacques Chirac financièrement. Il saura d'ailleurs s'en souvenir.

Par la suite, je suis devenu le missus dominicus attitré de tous les chefs d'État africains pour lesquels je travaillais, avec les émissaires qu'ils voulaient bien me proposer. Ils avaient tous attribué un nom de

code à Chirac. Celui d'Omar Bongo, par exemple, c'était « Davin », Jacques Chirac étant encore maire de Paris[54].

Chaque fois qu'un transfert se préparait, Omar Bongo m'appelait et prononçait deux mots codés : « Ifoura »[55] et « Davin ». Il me demandait de prendre rendez-vous avec tel ou tel ministre ou responsable politique « pour Davin ». Je savais alors avec qui j'allais « travailler ».

À Abidjan, en revanche, je n'ai jamais géré ces questions en direct avec Félix Houphouët-Boigny. Comme je l'ai déjà dit, c'était du seul ressort de Jacques Foccart et de Jacques Chirac. Pas un seul sou du « Vieux » n'a transité par moi durant mon séjour en Côte d'Ivoire.

En tant que docteur d'État, une brillante carrière d'enseignant et de chercheur s'ouvre à vous avec la possibilité d'enseigner dans les universités, les grandes écoles. Ces missions sensibles vous persuadent-elles qu'une vie plus dorée est possible ?

à Abidjan, je m'employais à collecter et à faire transporter d'importants subsides pour le compte de la formation gaulliste. Ce fut l'une de mes activités, mais pas la seule. Par la suite, celles-ci vont très largement se diversifier. Il est vrai qu'à l'époque le fait de côtoyer de très hautes personnalités à l'instar du gouverneur Guy Nairay ou Georges Ouégnin[56] me donnait déjà une idée de mon influence grandissante.

Les inimitiés augmentent à mesure que vous construisez votre personnage de « lobbyiste » entre Paris et les capitales africaines.

La défiance venait de toute la nomenklatura du RPR local. Mais je n'étais l'obligé de personne, question de tempérament. J'ai toujours préféré travailler en solo. Mes contacts directs avec Jacques Chirac,

Jacques Foccart et les plus hauts dignitaires ivoiriens ont suscité un nombre incalculable de mesquineries. Tout le monde m'enviait. Encore plus après les visites, organisées par mes soins, dans la capitale économique ivoirienne, de Michel Aurillac en tant que président du club 89, puis d'Alain Juppé, secrétaire général du même club et directeur des Affaires économiques et financières de la ville de Paris.

Je les ai invités ès qualités. « Houphouët » les a accueillis personnellement, allant même jusqu'à affréter son avion personnel pour un aller-retour Abidjan-Yamoussoukro où il les a gardés à déjeuner. Les caciques du RPR à Abidjan enrageaient. En outre, ils savaient pertinemment que je collectais des fonds jusqu'à s'en plaindre à Marie-Antoinette Isnard. Les pauvres. Ils ignoraient que le donneur d'ordre était Chirac lui-même (rires).

À Abidjan, la communauté libanaise est dominée par la mouvance chiite. En profitez-vous pour bâtir vos réseaux avec le Hezbollah ?

Je n'ai eu aucun contact avec le Hezbollah si ce n'est avec le cheikh Adnan Zalghout, le chef religieux de la communauté locale qui s'immiscera dans le dossier des otages français du Liban. Ce fondamentaliste était un véritable partisan de ce mouvement. Je le croisais dans des dîners ou lui rendais parfois visite. Sa vie sociale était foisonnante.

Vous a-t-il aidé à pénétrer les réseaux du Hezbollah sur place ?

Je n'ai jamais pénétré ces réseaux. J'ai utilisé plusieurs canaux pour tenter d'obtenir la libération des otages Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine ainsi que celle, plus tard, de l'universitaire Clotilde Reiss en Iran, en 2010.

Quels sont vos rapports avec le Liban ?

Je m'y suis rendu pour la première fois en 1982. Depuis, j'y retourne une fois par an.

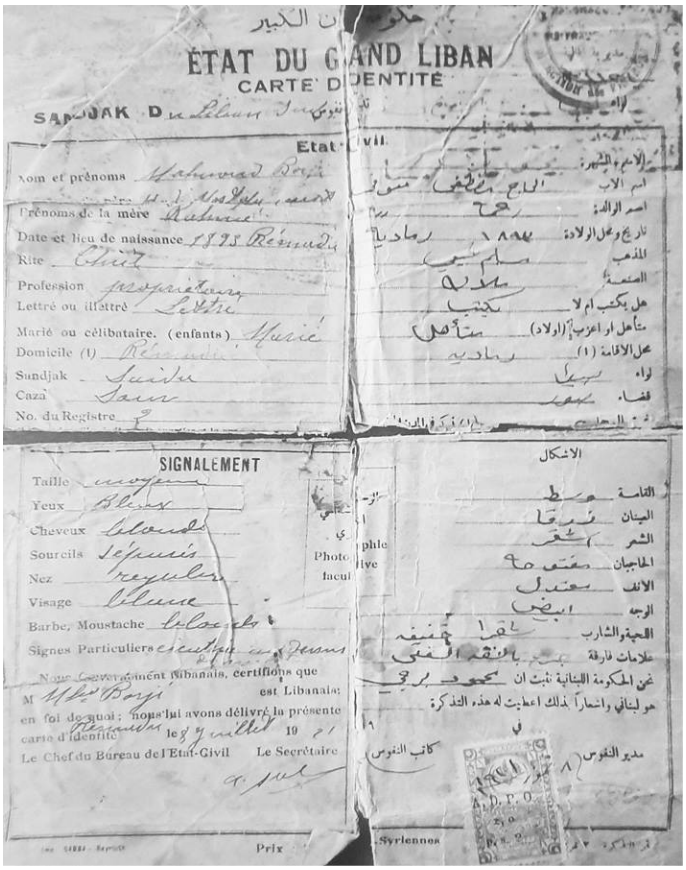
Un pèlerinage.

Au début, j'avais envie de rencontrer la famille de mon père et surtout celle de ma mère. Son jeune frère était secrétaire général du parlement libanais. Il m'a fait connaître de toutes les autorités politiques de l'époque, parmi lesquelles le président du Conseil et le président de la République. Chaque fois que je me déplace dans ce pays, j'y rencontre certaines hautes personnalités. Chaque voyage m'imprègne de mes origines.

---

54. Jean Aveno Davin, maire de Libreville du 11 avril 1983 au 13 avril 1989.
55. « Argent » en langue *batéké*.
56. Haut fonctionnaire et diplomate ivoirien né en 1934, George Ouegnin fut l'inamovible chef du protocole de la présidence ivoirienne de 1962 à 2001.

Album photographique n°1


ÉTAT DU GRAND LIBAN
CARTE D'IDENTITÉ
SANDJAK
Etat
Nom et prénoms
Prénoms de la mère
Date et lieu de naissance
Rite
Profession
Lettré ou illettré
Marié ou célibataire. (enfants)
Domicile (1)
Sundjak
Caza
No. du Registre
SIGNALEMENT
Taille
Yeux
Cheveux
Sourcils
Nez
Visage
Barbe, Moustache
Signes Particuliers
Nous Gouvernement libanais, certifions que
est Libanais;
en foi de quoi : nous lui avons délivré la présente
carte d'identité
Le Chef du Bureau de l'Etat-Civil
Le Secrétaire
Prix
Syriennes
A.D.P.O.

La carte d'identité de mon père en 1924, un Libanais « aux yeux bleus ».

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département d

PASSEPORT A L'ÉTRANGER VALABLE POUR UN AN

NATIONALITÉ

Française

SIGNALEMENT

Âge de 51 ans

Taille d'un mètre 67

cheveux châtain
front fuyant
sourcils châtain
yeux clairs
nez retroussé
bouche moyenne
barbe —
menton rond
visage ovale
teint mat

SIGNES PARTICULIERS

Signature du porteur

Au nom du Peuple Français

Nous Préfet des Bouches-du-Rhône

requérons les autorités civiles et militaires de la République Française et prions les autorités civiles et militaires des États amis ou alliés de la France de lui faire passer librement

M. Abdi Mahmoud

né à Pendadis (Liban) 1895

demeurant à Marseille 12 R. Bernard Dubois

et de lui donner aide et protection en cas de besoin

Fait à Marseille

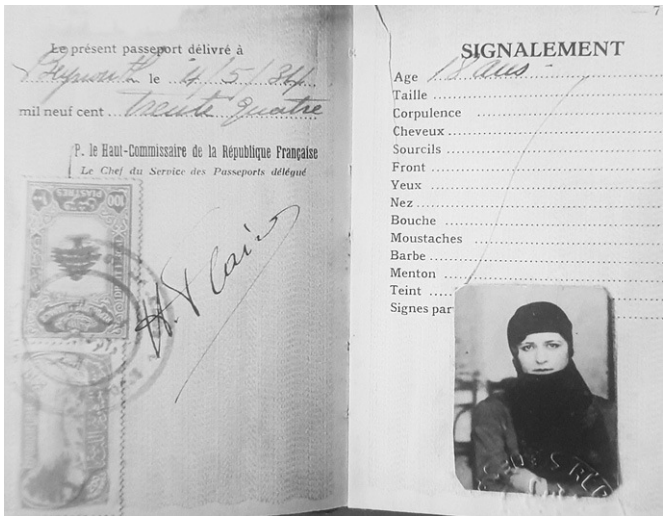
le 20 MAR 1924

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Mahmoud Bourgi à son arrivée à Dakar.

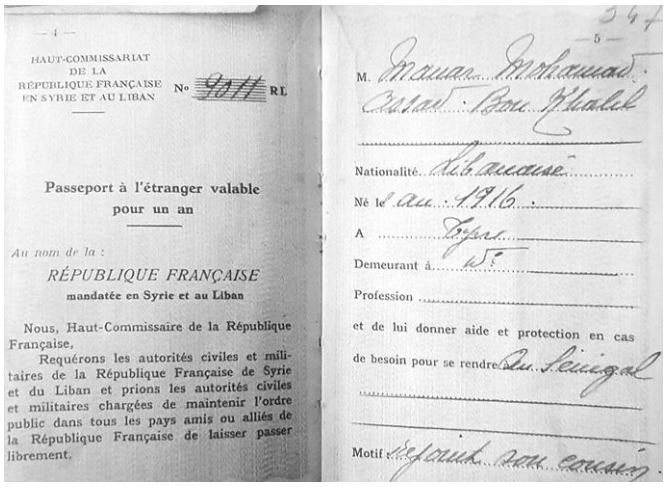
Visa de mon père à son arrivée à Dakar, en provenance de Marseille sur le Guilio Cesare, en juin 1934.



Le présent passeport délivré à
Dépaul le 4/5/34
mil neuf cent trente quatre

P. le Haut-Commissaire de la République Française
Le Chef du Service des Passeports délégué

SIGNALEMENT
Age 18 ans
Taille
Corpulence
Cheveux
Sourcils
Front
Yeux
Nez
Bouche
Moustaches
Barbe
Menton
Teint
Signes par



— 4 —

HAUT-COMMISSARIAT
DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN SYRIE ET AU LIBAN
N° 9077 RL

Passeport à l'étranger valable
pour un an

Au nom de la :
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
mandatée en Syrie et au Liban

Nous, Haut-Commissaire de la République Française,

Requérons les autorités civiles et militaires de la République Française de Syrie et du Liban et prions les autorités civiles et militaires chargées de maintenir l'ordre public dans tous les pays amis ou alliés de la République Française de laisser passer librement.

— 5 —

347

M. Maman Mohamad
Cadi Bou Khalil

Nationalité Libanaise
Né le 1er Jan 1916
A Tripoli
Demeurant à
Profession
et de lui donner aide et protection en cas
de besoin pour se rendre au Sénégal

Motif Rejoindre son époux

Le passeport de ma mère à son arrivée au Sénégal en 1934.

Avec mon frère jumeau monozygote, à 6 mois. Où suis-je ?

La si belle maison familiale de Dakar, rue de Thiès, où nous sommes tous nés mes frères, mes sœurs et moi. Que de souvenirs ! Ce 1er étage fut notre domicile de 1937 à 1959, avec la boutique de mon père située au rez-de-chaussée.

Notre maison familiale, avenue William-Ponty. Nous y avons vécu de 1959 à 1961, aux deux derniers étages.

Une nouvelle maison de famille, 10 rue Kleber, où nous avons emménagé, en 1961, au 5e et 6e étage. Ma famille y vit encore.

Papa et maman. Je suis à gauche.

Avec mes frères et sœurs. Je suis juste devant au milieu.

En 1954, mes parents, toujours d’une élégance extrême, à bord du paquebot l’Île-de-France qui les emmène aux États-Unis.

à 11 ans, en 1956.

Mon père (2e en partant de la gauche) entouré de ses fidèles amis. Je suis devant lui, avec mon frère Albert.

L’ancien lycée Van Vollenhoven dit « Van Vo » sera mon établissement de la 6e à la terminale. C’était le plus grand lycée français hors métropole. Il était ouvert à toutes les élites de l’Empire colonial.

Mes parents et mon frère René au palais du gouverneur général de l’AOF, en 1959.

En 1962-1963. Mon meilleur souvenir et mes inoubliables camarades de la 2e AB au lycée « Van Vo ». Je suis tout à gauche.

En 1963-1964, en 1re AB avec mes si chers camarades. Je me trouve tout en haut.

En visite à Dakar, en 1967, l'imam Moussa el Sadr, le chef suprême de la communauté chiite au Liban, est entouré de mon père, à sa droite, et de l'ambassadeur de France au Sénégal, Jean Vyau de Lagarde.

En 1972, mon père Mahmoud Bourgi reçoit les insignes d'officier de l'ordre du Mérite de l'ambassadeur de France à Dakar.

Ma femme, Catherine, le jour de sa prestation de serment comme avocate, à Cotonou, en 1974. À sa gauche, son « patron », Me Florentin Féliho.

Avec le premier ministre guinéen, Lansana Béavogui, lors de mon voyage à Conakry en 1981.

Jacques Chirac, lors d’une visite à Abidjan en 1983, avec ma femme Catherine.

Mon premier pèlerinage à la Mecque, en 1989, avec mon si aimé frère, Hussein Yassine.

Chapitre 8 : Un conseiller pas comme les autres

En 1986, vous quittez la Côte d'Ivoire pour intégrer le cabinet de Michel Aurillac, ministre de la Coopération du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac après les législatives de mars[57].

Pour rappel, car c'est important : le père de Michel Aurillac, Jean Aurillac, gouverneur de la France d'outre-mer, et le mien étaient amis. Avec Michel, nous nous sommes rencontrés en 1981, à l'occasion de la formation du club 89.

Vous voulez aller plus loin dans votre engagement.

Je voulais militer, me tester.

Aviez-vous un agenda personnel ?

Naturellement. Mes relations avec Jacques Foccart, Jacques Chirac et Michel Aurillac étaient très fortes et mes fonctions au sein du club 89 me permettaient de faire la connaissance d'autres figures majeures de la droite républicaine, tels Alain Juppé ou Jacques Toubon, membre du bureau politique du RPR.

Quel était votre état d'esprit ?

Je rechignais à faire carrière dans l'enseignement. J'avais la sensation d'être arrivé au bout d'un cycle en tant que coopérant. Quatre ans au Bénin, deux en Mauritanie et cinq en Côte d'Ivoire : j'avais fait le tour de la question même si Pierre Dabezies me poussait à passer l'agrégation.

Rappelons que je n'ai jamais touché un franc de mes activités pour le compte du RPR. Mon train de vie était resté le même. Pour autant, j'ai commencé à travailler à mon influence. Je savais ce que je représentais et connaissais la qualité de mes relations. Je sentais que j'allais pouvoir user de mon carnet d'adresses.

Dans les milieux initiés, on vous surnomme « Bob ». Est-ce Jacques Foccart qui vous baptise ainsi ?

Oui. De fait, lorsque Jacques Chirac ou Dominique de Villepin prononçaient le nom « Bob » devant les présidents africains, ces derniers savaient tout de suite de qui on parlait.

Michel Aurillac fut le premier président du club 89.

Et moi le locataire au sens propre du terme ! À sa naissance en 1981, ce *think tank* siégeait rue de l'Université à Paris, dans le 7e arrondissement. Mais voyant plus grand, Michel Aurillac m'a sollicité, car, au RPR, ils avaient identifié un superbe local de 200 m² dans l'immeuble du 45, avenue Montaigne.

Alors que je séjournais toujours à Abidjan, Michel Aurillac m'a demandé si j'accepterais l'établissement du bail à mon nom. Requête assez étonnante. Je ne comprenais pas. Et me voilà bombardé locataire officiel du club dans cette prestigieuse avenue, juste en face de chez Chanel !

Pourquoi cette demande ?

Je ne l'ai jamais su. Pour Jacques Foccart, je devais considérer cela comme « une marque de confiance » à mon égard. J'étais établi à Abidjan, mais les annuaires français indiquaient Robert Bourgi, 45 avenue Montaigne. Les contrats du gaz et de l'électricité étaient également à mon nom. C'était totalement rocambolesque.

À combien s'élevait le loyer ?

Il avoisinait 50 000 francs, près de 7 500 € d'aujourd'hui. Je dois dire que, si le bail était à mon nom, c'est Omar Bongo qui, à ma demande, payait depuis le début pour soutenir le RPR. Il donnait des espèces. Jacques Chirac était parfaitement au courant. Il y avait un certain nombre de rencontres, de colloques, de déjeuners, de dîners. Il fallait bien les payer.

S'y tenaient toutes les réunions du RPR.

C'était un cercle très influent. Jacques Chirac y passait régulièrement. Tous les députés et sénateurs RPR y participaient. Que du beau monde. C'est là que, très vite, Michel Aurillac a demandé que je crée les antennes africaines, ce que j'ai fait sans toutefois les contrôler toutes. Pendant une réunion du comité directeur du club, le même Aurillac a insisté sur la nécessité de désigner un délégué national pour les pays en développement. Je fus nommé à l'unanimité.

Avec cette nouvelle fonction ajoutée à mes relations, je me suis complètement investi. Jacques Chirac lui-même a fait savoir à Félix Houphouët-Boigny, à Guy Nairay et à Alain Belkiri[58] qu'il m'accordait sa confiance personnelle. Autant dire que je parlais en son nom contrairement aux délégués locaux du RPR qui couraient après moi.

Vous lui permettez de renforcer ses réseaux africains.

À l'occasion d'une rencontre à l'Hôtel de Ville, en présence de Michel Aurillac, il m'a demandé d'organiser pour lui une visite à Abidjan puis à Libreville[59]. Il n'y avait aucun problème, même si je lui ai fait comprendre qu'en tant que salarié du ministère de la Coopération sous une direction socialiste, il fallait éviter que ce genre de mission me porte préjudice.

Jacques Chirac a rétorqué qu'en cas de problème, « Houphouët » n'hésiterait pas à intervenir auprès de François Mitterrand, son ami. J'ai donc organisé cette mission pour Michel Aurillac et sa femme, Martine, également détentrice de hautes fonctions politiques[60].

Vous sentez déjà la nécessité de vous rendre incontournable.

J'insiste sur un point : pour ces missions, il n'y avait jamais eu aucun représentant ou personnel du RPR. Le club 89 était un puissant réseau parallèle de ce parti.

Marie-Antoinette Isnard représentait les Français de l'étranger. Lorsqu'elle venait à Abidjan, j'assistais à toutes ses réunions et à tous ses dîners, ce qui eut le don de l'agacer.

Je m'entendais cependant formidablement bien avec le délégué local du RPR, Jacques-Noël Giacomoni, un Corse comme ma femme. Il m'était d'une très grande sympathie. Hélas, son entourage formait un cordon sécuritaire pour éviter que je le fréquente trop.

Marie-Antoinette Isnard vous savonnait-elle la planche ?

Elle ne me montrait pas une grande affection. Jacques Chirac me demandait néanmoins de lui faire une visite de courtoisie, rue de Lille[61], à chacun de mes séjours parisiens. Nous déjeunions au Dauphiné, restaurant du boulevard Saint-Germain près de l'Assemblée nationale.

Le voyage de Michel Aurillac renforce votre influence grandissante.

Ce voyage, en 1982, m'a couvert d'éloges. L'enthousiasme était général. Chirac m'a remercié chaleureusement en me demandant de réitérer l'opération avec Alain Juppé qu'il fallait, selon lui, « ouvrir » à l'Afrique.

Un vrai challenge.

Alors là, ce fut une autre histoire. Comme à mon habitude, j'ai répondu « aucun problème » avant de m'entretenir avec lui à la direction des Affaires économiques et financières de la mairie de Paris. Il avait un peu plus de cheveux qu'aujourd'hui. Je suis son aîné de 6 mois. Il est du 15 août 1945, moi du 4 avril.

Je lui ai dit :

> « Alain, vous êtes né le jour de l'Empereur et je suis marié à une Corse. Top là, je vous organise ce périple ! »

Nous étions en 1984, il semblait enchanté à un détail près : il voulait que sa femme et ses enfants l'accompagnent et il s'inquiétait quant à la prise en charge d'un tel déplacement. Sur ce dernier point, je l'ai mis à l'aise : voyage en première classe avec toute la famille. Et, comme pour Michel Aurillac, une organisation au cordeau : entrevues avec Guy Nairay ; déjeuner avec « Houphouët » ; conférence sur le club 89 à l'hôtel Ivoire ; articles dans *Fraternité Matin*, etc. Bref, la totale !

J'étais en pleins préparatifs lorsqu'il m'a informé qu'il souhaitait profiter de ce voyage pour passer trois jours au Mali, en pays Dogon. J'ai failli m'étouffer. Je lui ai fait comprendre le côté irrespectueux d'une telle demande a fortiori en Afrique. Vous êtes invité par les plus hautes autorités d'un pays et vous en profitez pour aller ailleurs ? Impensable.

Est-il revenu sur sa décision ?

Pire : il en a fait une condition sine qua non menaçant même de venir seul en cas de non-satisfaction. Du Juppé tout craché. Je me suis précipité chez le gouverneur Nairay et Georges Ouégnin, qui ont eu la même réaction que moi. S'il y a une chose à ne pas faire en Afrique, c'est bien celle-ci.

Le « Vieux » était très irrité par cette attitude. D'autant que la Côte d'Ivoire ne manquait pas d'attraits touristiques. J'ai informé Chirac et Foccart de ces exigences. Trois jours plus tard, Alain Juppé m'annonçait sèchement qu'il viendrait finalement seul. Dans le même temps, il m'avait adressé un courrier me demandant de pouvoir rencontrer les responsables locaux du RPR ainsi que les Français de l'étranger.

Le jour J, je me suis donc rendu à l'aéroport d'Abidjan pour l'accueillir à l'arrivée du vol UTA. Et là, stupéfaction, qui vois-je ? Juppé descendant la passerelle avec un membre du staff du RPR en Côte d'Ivoire, et accueilli sur le tarmac par tous les membres de la section locale, sourire aux lèvres. En somme, tous ceux qui me détestaient à commencer par Michel Bujon[62]. Cela faisait sens. Ils voulaient me contourner en me prouvant qu'ils pouvaient se débrouiller sans moi.

Il s'agissait quand même de donner un contour officiel à cette visite.

Juppé voulait surtout me faire la nique en bon connaisseur de mes dissensions avec les gens du RPR à Abidjan. Un coup monté par Marie-Antoinette Isnard. Autant dire que la visite fut glaciale. On l'avait logé au 10e étage de l'hôtel Ivoire dans la suite 1052, aux frais du club 89, ce qui est normal. Je me souviens d'autant mieux du numéro que c'était la suite qu'occupait systématiquement Jacques Foccart lors de ses séjours à Abidjan.

Tous les rendez-vous de la visite et les interviews étaient calés. Pendant le déjeuner avec le président, ce dernier a longuement abordé le dialogue Nord-Sud et la détérioration des termes de l'échange, ses sujets de prédilection. L'entretien a duré plus de deux heures. À l'invitation du « Vieux », nous sommes ensuite allés à Yamoussoukro puis à Daoukro pour saluer Henri Konan Bédié[63],

avant de regagner Abidjan. Je me souviens qu'Alain Juppé l'avait qualifié de « paresseux ».

Le lendemain se tenait une conférence devant une centaine d'invités. Alain Juppé, il faut le reconnaître, fut remarquable. À la fin du séjour, j'avais prévu un cocktail à l'hôtel Ivoire en présence de Guy Nairay et de hautes personnalités du gouvernement. Il s'y est présenté comme à un enterrement, ce qui n'améliorera pas son image. Ce n'était pas le Juppé que je voyais à l'Hôtel de Ville. Sans doute sa famille lui manquait-elle. Quant au pays Dogon, il est resté au stade de carte postale.

Alain Juppé n'est pas connu pour son amour transi de l'Afrique.

Cela n'a pas empêché « Houphouët » et Guy Nairay de faire des commentaires élogieux, une fois la visite terminée.

> « Bourgi, cet homme a la dimension d'un futur président de la République française », a lancé le « Vieux ».

Il était enchanté que j'aie pu le lui faire rencontrer.

Alain Juppé avait-il connaissance des mouvements de fonds que vous organisiez ?

Je ne lui en ai jamais parlé et j'ignore s'il était au courant.

Pas même par l'intermédiaire de Chirac ?

Cela ne me regardait pas. Je ne me mêlais pas de ses conversations avec ses proches collaborateurs et lieutenants. Seuls Foccart, Nairay et les Libanais de Côte d'Ivoire savaient.

Houphouët, Nairay, Belkiri, Bédié… vous êtes rapidement connu des plus hautes personnalités de l'État ivoirien.

J'habitais ce pays depuis plusieurs années, ce fut rapide.

***Quid* de Laurent Gbagbo ?**

Je le voyais tout le temps. Il était déjà très proche de mon frère Albert. Nous nous sommes rencontrés, la première fois, lors d'une conférence sur « le général de Gaulle, l'homme de Brazzaville » à la faculté de droit d'Abidjan, devant un millier d'étudiants. Il enseignait l'histoire.

Pour lui, cette tribune était inespérée. Il était opposant, qui plus est de Félix Houphouët-Boigny, et les étudiants sont contestataires par nature. Au terme de nos interventions, il m'a félicité pour ma « compréhension de l'Afrique » et est venu chez moi. Nous avons discuté jusqu'à 4 h du matin avec force champagne et vodka.

Quels rapports se tissent entre vous ?

Je pense pouvoir les qualifier « d'amitié sincère ». Il m'a très souvent invité chez lui par la suite puisqu'il habitait La Riviera, à deux pas de chez moi. C'est là que j'ai rencontré Simone. Nos liens furent très étroits.

Que savait la présidence ivoirienne de vos rencontres ?

J'avertissais Guy Nairay et Georges Ouégnin, lequel a toujours été un homme exquis envers moi. Il m'a facilité un nombre incalculable de rencontres. Jacques Chirac avait pour lui une affection fraternelle. Quant à Jacques Foccart, parrain de l'un de ses enfants, il lui vouait une admiration sans bornes, fait assez rarissime de sa part. Georges Ouégnin fut sans conteste le rouage essentiel de la bonne tenue de la relation franco-ivoirienne.

Avec lui, vous serez le premier à vous recueillir sur la dépouille de Jacques Foccart à son domicile, le 19 mars 1997.

Nous avons été alertés au petit matin par Odette Leguerney, son indéfectible secrétaire. Avec Catherine, nous nous sommes précipités rue de Prony où nous l'avons vu dans sa chambre, allongé sur son lit. Georges Ouégnin s'est approché, lui a baisé le front et s'est agenouillé en chantant un Notre-Père. Cette image saisissante ne m'a jamais quittée.

Votre frère Albert est professeur de droit à l'opposé de votre parcours. En Afrique, vous défendez la droite gaulliste, il développe des idées de gauche. Comment cohabitez-vous ?

Il se moquait de moi et me raillait en permanence. Nous nous sommes retrouvés une fois chez Omar Bongo, à Libreville. Lui avec son ami de toujours, l'opposant Alpha Condé[64], et moi en solo. Bongo passait son temps à le chahuter, à le taquiner.

Vous enseignez le droit, matière qui symbolise la probité, le respect de la loi. Parallèlement, vous êtes à la lisière de la légalité en orchestrant le convoyage de millions de francs CFA non déclarés. Cela ne vous posait-il toujours aucun problème ?

Pour quelle raison ? Ces mouvements en direction des partis politiques n'étaient pas interdits par la loi. Le Parti socialiste de François Mitterrand a profité de ces pratiques tout comme les autres formations, y compris le Parti communiste français. Il suffit de se référer aux écrits de la conseillère et collaboratrice de François Mitterrand, Laurence Soudet, ou ceux de son directeur de cabinet, André Rousselet, pour comprendre que ces mouvements battaient leur plein. Il n'y avait rien d'illégal dans mes interventions.

Ils n'étaient pas déclarés à l'administration fiscale.

Je ne m'en souciais même pas. J'étais chargé de collecter des fonds. Ce qu'ils devenaient ne me concernait pas. J'étais un parfait

exécutant usant de mon influence auprès des riches Libanais de Côte d'Ivoire.

Je ne me posais absolument pas la question de savoir si je contrevenais à la morale ou à l'éthique. Je le voyais avant tout comme un soutien à ma famille politique. D'ailleurs, je n'ai jamais fait grand-chose pour convaincre ces richissimes hommes d'affaires et industriels de la légitimité de ma démarche.

Aviez-vous connaissance d'émissaires d'autres partis politiques venant en Afrique pour chercher de l'argent ?

Le financement du Parti socialiste par certains chefs d'État africains était un secret de Polichinelle. Félix Houphouët-Boigny, qui connaissait François Mitterrand depuis les années 1940, était un gros contributeur. Omar Bongo alimentait également le PS. Il était très lié à Roland Dumas[65].

François Mitterrand était très fidèle en amitié et, évidemment, un personnage hors normes. Mettre de Gaulle en ballottage à 49 ans et demeurer dans l'opposition pendant 23 ans avant de devenir à son tour président, c'est impressionnant.

Roland Dumas était votre pendant au Parti socialiste.

Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois à l'occasion de la campagne pour la présidentielle de 1988, en France. Nous nous sommes croisés dans l'antichambre du bureau d'Omar Bongo. Chirac m'y avait envoyé pour lui rappeler qu'une campagne coûtait cher, a fortiori celle d'une présidentielle. J'attendais d'être reçu en discutant avec l'aide de camp llorsque l'ami et l'homme des missions secrètes de François Mitterrand, futur président du Conseil constitutionnel français, est arrivé.

— Bonjour, Bourgi, comment allez-vous ? Je crois que nous venons pour la même chose…

La lumière rouge s'est allumée. Respectueusement, je l'ai fait passer avant moi. Il s'est engouffré dans le bureau au grand désarroi de l'aide de camp qui m'a toisé en me faisant comprendre que j'avais eu tort. Roland Dumas est sorti un peu plus lourd qu'en rentrant puis a fait ce commentaire, l'air goguenard :

— Ne vous inquiétez pas Bourgi, je vous en ai laissé !

Une fois dans le bureau d'Omar Bongo, j'ai reçu une sacrée avoinée :

— Idiot ! Pourquoi tu n'es pas rentré le premier ?

— Papa, je ne pouvais pas, il faut quand même respecter le protocole.

— Tu n'es qu'un couillon ! Il fallait rentrer avant lui. Du coup, la part destinée à Jacques, c'est lui qui l'a prise. Maintenant, ce que je vais donner à Chirac est diminué de moitié !

— Pardonnez-moi Papa, mais pouvez-vous avertir monsieur Chirac ?

Il l'a appelé pour lui dire de ne pas s'inquiéter et qu'il lui suffirait de me faire revenir à Libreville dans la même semaine.

N'en avait-il pas assez d'être sollicité de toute part ou cela faisait-il partie d'une stratégie bien rodée ?

Une fois, je lui ai posé la même question :

— Mais Papa, pourquoi autant d'argent distribué à tout le monde et tout le temps ?

— Fiston, je joue comme aux courses, sauf que je mise sur tous les chevaux pour être certain d'avoir le gagnant.

C'était sa philosophie et il a su convertir tous ses homologues à ce fonctionnement. Mais son amour réel et sincère allait à Jacques Chirac.

Il est question de « passerelles » entre le club 89 et Michel Rocard.

Ce sera un peu plus tard, au début des années 1990. Un homme a toujours joué un rôle obscur et discret auprès de lui : son ami, son confident, son éminence grise, Michel Dubois. C'est lui qui tournait en Afrique pour son « patron ». Il nous est arrivé de nous trouver à Brazzaville pour la même mission. Lui pour Rocard, moi pour Chirac. Son bureau se situait rue de Varenne, face au palais de Matignon. C'est par son intermédiaire que, pour la première fois, j'ai serré la main de l'ancien Premier ministre de François Mitterrand entièrement briefé sur mes activités.

Lorsque je l'ai rencontré, je lui ai suggéré de se rapprocher de personnalités de droite, tel Jacques Toubon, alors ministre de la Justice et garde des Sceaux, qu'il semblait particulièrement apprécier. J'ai donc organisé un déjeuner à trois au Bristol : Toubon, Rocard et moi. Je l'appelais monsieur le Premier ministre. Il a aussitôt exigé que j'opte pour le tutoiement et que je l'appelle par son prénom. Je ne l'ai plus revu par la suite, mais ai gardé de très bonnes relations avec Michel Dubois. C'était un proche de Fidel Castro et un passionné d'Amérique latine.

Vous êtes délégué national du club 89 et membre du RPR. Pourquoi ne pas avoir opté pour une carrière politique comme député des Français de l'étranger, par exemple ?

Constatant que je réussissais dans mes activités pour le compte de sa formation, Jacques Chirac m'avait suggéré de me présenter à la députation. Connaissant mon attachement à l'île, il avait même envisagé la Corse. Mais cela ne m'intéressait absolument pas. Je n'ai pas le caractère qui puisse me faire entrer en permanence dans une

logique de parti et de réflexions élargies. J'aime travailler en tête-à-tête dans les atmosphères feutrées de missions officieuses.

Quelles furent vos missions, officielles pour le coup, auprès de Michel Aurillac en tant que conseiller politique ?

Je mettais à sa disposition tout mon carnet de relations avec les présidents africains. Il fut un locataire de la « rue Monsieur » de très grande qualité, mais auparavant, dans le cadre du club 89, j'avais déjà conduit à lui, à Paris, de nombreux ministres du continent.

Par son pedigree africain, il était très connu, estimé et respecté. N'oublions pas qu'il fut le directeur de cabinet du président Léopold Sédar Senghor et le président de la section du contentieux de la Cour suprême sénégalaise. De la même manière, il fut proche d'Abdou Diouf dès la fin des années 1950.

En revanche, certains ne se sont pas privés de me mettre des bâtons dans les roues à commencer, par François de Grossouvre[66]. Il avait mis Aurillac en garde en me décrivant comme « l'Iranien et le chiite de service ». Assez déplorable.

Quels dossiers plus spécifiques pilotiez-vous ?

J'officiais plutôt – et déjà – comme missus dominicus, en m'occupant exclusivement de relations politiques. J'étais en direct avec lui. Je me dois de dire qu'un jour ma secrétaire, Nathalie Ronce, dont je garde un excellent souvenir, m'avait fait remonter certains mécontentements au sein du cabinet concernant mon attitude. Il n'était pas dans les mœurs ministérielles qu'un conseiller s'adresse à des chefs d'État ou traite avec le ministre sans respecter un certain protocole.

Lors de sa première réunion de son cabinet, Michel Aurillac avait toutefois réaffirmé mon rôle d'interlocuteur naturel et spontané des présidents africains. Par la suite s'est jointe à nous Christine

Desouches qui avait, elle aussi, des relations très haut placées et de proximité.

Ce qui n'a pas eu l'heur de plaire aux autres membres du cabinet.

Un jour, le directeur de cabinet, Bernard de Montferrand, a demandé à me voir pour me rappeler aux convenances du fonctionnement d'une équipe ministérielle. Quelque peu offusqué, il s'étonnait que je puisse parler sans filtre aux présidents africains.

Comme je suis d'un caractère assez trempé, j'ai déboulé dans le bureau du ministre. Michel Aurillac, que j'appelais par son prénom, était en audience. Je lui dis que j'avais à lui parler de toute urgence pour évoquer cet « accrochage ». Il a aussitôt rappelé à Bernard de Montferrand que j'étais déjà l'interlocuteur des chefs d'État africains avant même sa nomination et qu'il ne voyait, au surplus, que des avantages à ce que je les approche en dehors des règles communément admises.

À compter de ce jour, j'ai entretenu avec Bernard de Montferrand les meilleures relations qui puissent se concevoir dans un cabinet. Après sa nomination comme conseiller diplomatique d'Édouard Balladur à Matignon, je le voyais une à deux fois par semaine à son bureau. Nous sommes devenus de grands amis.

Il vous arrive de traiter de dossiers plus ordinaires comme l'inauguration du dernier tronçon du Transgabonais. Cérémonie qui vous donne de quoi fulminer contre la diplomatie officielle.

C'était le 30 décembre 1986. Ce tronçon allait de Lastoursville à Franceville, fief des Bongo et terminus de la ligne. Ce fut un dossier très important et hautement politique. Omar Bongo, que je connaissais depuis déjà longtemps, tenait énormément à ce projet engagé dans les années 1970. Ne pouvant faire le déplacement,

Michel Aurillac m'avait chargé de le représenter aux côtés de Bernard de Montferrand.

Au Gabon, j'étais comme à la maison. Mais ce voyage me vaudra de connaître le mépris total de la diplomatie et de l'État français envers les conseillers et personnalités considérés, à tort, comme de second rang.

C'est-à-dire ?

Le voyage était calé. Mon chauffeur m'avait déposé à l'aéroport de Roissy où nous devions prendre un DC-8. C'était la première fois que j'empruntais un appareil de la flotte officielle française. Une fois dans l'avion, le responsable du protocole m'a accompagné jusqu'à ma place. Nous passons le premier rang, puis le deuxième puis le troisième… Je me suis retrouvé au bout de l'appareil avec les gardes du corps et les journalistes. Une rangée de plus, j'étais dans les toilettes !

Michel Aurillac avait donné pour instruction que je sois aux premiers rangs avec son directeur de cabinet. Or le type du Quai d'Orsay a pris un malin plaisir à me faire comprendre que je n'étais qu'un simple conseiller. J'étais au piquet. Mon sang n'a fait qu'un tour. J'ai pris ma petite valise pour redescendre de l'avion. Montferrand me haranguait au passage :

> « Mais Robert, que fais-tu ? Je ne peux pas partir seul, je ne connais pas Bongo ».

Une fois sur le tarmac j'ai croisé le convoi du Premier ministre. Jacques Chirac et Jacques Foccart sont sortis de leur voiture et m'ont aperçu. Interrogatif, Chirac m'a demandé ce qu'il se passait. Et à Foccart, qui avait dû vivre pareille mésaventure comme personnalité officieuse, de faire ce commentaire :

> « Jacques, je devine ».

Le problème a été réglé en deux minutes. Le gars du protocole s'est fait sermonner. Je fus en tête d'appareil à l'aller comme au retour.

Pour l'anecdote, pendant le vol j'avais repéré une pièce où Chirac, Foccart et l'architecte Olivier Clément Cacoub, également du voyage, s'étaient retirés. Ils en sont tous ressortis en jogging. Je vous assure que de voir Foccart en survêtement, ça valait le détour ! Durant le voyage, j'ai malgré tout dîné en queue d'appareil avec Antoine Vélutini, un des gardes du corps du Premier ministre, un Corse, ami de ma femme et un fidèle de Chirac.

---

57. Nommé le 2 avril 1986, Michel Aurillac occupe ce portefeuille jusqu'au 2 avril 1988.

58. Homme politique français, Alain Belkiri, né en 1921, fut secrétaire général du gouvernement ivoirien sous Félix Houphouët-Boigny de 1958 à 1990.

59. Celle-ci interviendra en 1985.

60. Née en 1939, Martine Aurillac, membre du RPR puis de l'UMP, fut maire du 7e arrondissement de Paris de 1995 à 2002 et député de 1993 à 2012.

61. Pendant longtemps, l'adresse du siège du RPR, au nº 123.

62. Membre de la section RPR de Côte d'Ivoire du 13 juillet 1982 au 13 juillet 1988.

63. Personnage central de la politique ivoirienne, Henri Konan Bédié (1934-2023) fut ministre de l'Économie et des Finances de Félix Houphouët-Boigny (1966-1977) avant de présider l'Assemblée nationale (1980-1993) et de devenir chef de l'État de 1993 à son renversement, en décembre 1999. Il dirigea le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), parti houphouëtiste.

64. Opposant politique à la tête, entre autres, du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) avant de devenir président de Guinée de 2010 à 2021.

65. Roland Dumas (1922-2024) fut le chef de la diplomatie française du 7 décembre 1984 au 20 mars 1986 et du 10 mai 1988 au 28 mars 1993. Il présidera le Conseil constitutionnel du 8 mars 1995 au 29 février 2000.

66. Résistant, industriel et haut fonctionnaire influent, François de Grossouvre (1918-1994) fut un proche collaborateur de François Mitterrand, chargé de missions sensibles de 1981 à 1985. Gardien des secrets de la Mitterrandie, il se donne la mort, le 7 avril 1994, dans son bureau de l'Élysée.

Chapitre 9 : Une affaire d'otages

À l'approche des législatives de 1986, vous habitez toujours en Côte d'Ivoire. Vous demande-t-on d'intervenir davantage auprès des Libanais pour soutenir le RPR et son président fondateur ?

De manière évidente à partir de 1985. Jacques Chirac m'a demandé de mobiliser davantage mes « amis » libanais. Plusieurs missions ont été organisées par mes soins afin d'amener des hommes d'affaires à la mairie de Paris, avec des entretiens individuels à la clef. Une contribution était laissée à l'issue de chaque rendez-vous.

En mai 1985 surviennent les premiers enlèvements de Français à Beyrouth par le jihad islamique, « filiale » du Hezbollah. Au RPR, ce dossier devient-il électoral ? Pense-t-on en récolter des dividendes politiques à l'approche du scrutin ?[67]

Je n'étais pas encore concrètement rentré sur ce dossier, mais, lorsqu'il me recevait à la mairie de Paris, Jacques Chirac évoquait abondamment cette actualité. Il savait que j'étais chiite et n'ignorait rien de mes origines.

Précisons que, dans son esprit, il n'eut à aucun moment l'intention de court-circuiter l'action de l'Exécutif et de François Mitterrand sur ce dossier. Il ne voulait pas en retirer de dividendes. Il rejoignait les canaux de négociation déjà actionnés par le président de la République, le but ultime étant la libération des otages.

Il était attentif à cette zone.

Le Proche-Orient le passionnait. Ses amitiés avec des dignitaires comme Saddam Hussein étaient connues. Lorsqu'il me recevait à titre individuel nous parlions du Liban, de la politique israélienne, de la guerre Iran-Irak, etc. Il n'ignorait rien de mes relations avec le monde arabe. Lui-même était habité par une fibre orientale qui se laissait aisément deviner. Je le ressentais en tant qu'Arabe.

Lui proposez-vous d'intervenir ?

Depuis 1982, j'avais initié plusieurs audiences entre lui et Nagib Zaher, riche industriel, leader de la communauté libanaise chiite à Abidjan, en tant que président de l'Union libanaise culturelle mondiale (ULCM), Ibrahim Baroud ou encore Fouad Gandhour, vice-président de l'ULCM très présent en Guinée. Nagib Zaher était l'un des contributeurs réguliers du RPR en Côte d'Ivoire. Toutes ces personnalités avaient déjà rencontré Jacques Chirac à la mairie de Paris ou à Abidjan, à l'occasion de différents déplacements de Chirac dans la capitale économique ivoirienne.

Avec l'affaire des otages, j'ai fait comprendre au maire de Paris ainsi qu'à son directeur de cabinet, Maurice Ulrich, que la communauté chiite d'Afrique avait de solides ramifications à Beyrouth potentiellement déterminantes pour faire avancer ce dossier positivement. Mes relations avec Nagib Zaher étaient, de longue date, excellentes. Il pensait même être en capacité, avec d'autres personnalités libanaises comme Ibrahim Baroud, d'établir des contacts avec les ravisseurs.

En 1985, deux visites furent donc organisées par mes soins, en mai et en décembre. Outre Nagib Zaher qui n'a participé qu'à la première, cette délégation comprenait Fouad Gandhour, Ibrahim Baroud et moi-même. Sur l'ensemble de mes interventions sur ce dossier, j'informais automatiquement Chirac et/ou Maurice Ulrich, Michel Aurillac et Jacques Foccart. Ce n'est que plus tard que Charles

Pasqua entrera dans cette boucle en tant que ministre de l'Intérieur et partie prenante aux négociations.

Patron de la société de BTP Africof, Nagib Zaher est un ami personnel de Félix Houphouët-Boigny. Pourquoi vous solliciter pour toucher le maire de Paris ?

Malgré ses proximités avec le « Vieux », j'étais le moteur de la relation Chirac/Foccart. Je faisais recevoir tous les hommes d'affaires libanais. Je montais et préparais leurs audiences. Comme je l'ai dit, Jacques Chirac avait déjà reçu Nagib Zaher grâce à mes interventions. Rien ne pouvait se faire sans moi. Qu'il me soit d'ailleurs permis de rendre hommage à Jacques-Henri Richard, collaborateur du maire de Paris et rouage essentiel pour l'organisation de ces rencontres. Un homme discret et très efficace.

Sur le modèle subsaharien, les réseaux proche-orientaux représentaient-ils une source de financement pour le RPR ?

Aucune idée. Jacques Chirac compartimentait énormément. Autant j'étais compétent sur l'Afrique de l'Ouest et centrale, autant je savais que je ne pouvais dépasser cette frontière géographique. Il m'avait clairement invité à ne pas m'intéresser au Proche-Orient, encore moins à l'Afrique du Nord.

Comment Nagib Zaher, Fouad Gandhour ou Ibrahim Baroud vous persuadent-ils de la solidité de leurs contacts au Liban ?

À titre personnel, je n'avais pas de canal de négociation. Je m'appuyais sur mon oncle maternel Ihsan Abou Khalil, secrétaire général du Parlement libanais extraordinairement respecté, qui tentera d'ailleurs d'intervenir dans ce dossier.

Inversement, Nagib Zaher, Ibrahim Baroud et Fouad Gandhour avaient d'excellentes connexions. Lorsque j'ai commencé à grandir

dans l'orbite chiraquienne, je voyais bien que Zaher gagnait en influence à Beyrouth où il avait des affaires et des contacts de premier plan. Il y avançait ses pions. Il m'a fait rencontrer les chefs religieux chiites comme le cheikh Adnan Zalghout.

Une fois Jacques Chirac nommé Premier ministre de cohabitation, en avril 1986, ce dossier est l'une de ses priorités.

À partir de là, je lui ai fait comprendre que j'avais mon idée sur la question. J'ai rédigé une note pour exposer les éléments me permettant de prétendre l'aider à travers Adnan Zalghout et les réseaux libanais de Côte d'Ivoire.

Jacques Chirac a reçu cette missive via Jean-Claude Laumond, qui faisait la navette entre nous. Maurice Ulrich a demandé à me voir. Je me suis rendu à Matignon en prenant soin de faire un détour chez Foccart, dont le bureau était situé face à la primature.

J'ai informé Maurice Ulrich ce que je pensais pouvoir faire. J'ai reçu son feu vert. J'ai alors appelé Zaher, Baroud et Gandhour pour leur dire que je les attendais à Paris.

Maurice Ulrich a demandé que nous nous rendions à Beyrouth, en leur indiquant que j'avais un rôle officiel dans cette mission avec passeport diplomatique. Il nous a recommandé la plus grande discrétion tout en me donnant un numéro de téléphone pour le tenir au courant. Aucune autorité, pas même l'ambassadeur de France, n'était avisée de cette visite. Présent à cet entretien, le cheikh Adnan Zalghout est rentré à Abidjan après l'entretien avec Ulrich.

À Beyrouth, début avril, nous avons rencontré tous les dignitaires religieux chiites ainsi que président du Parlement libanais, Nabih Berri, et d'autres personnalités comme le chef spirituel pro-iranien du Liban, le cheikh Mohammad Hussein Fadlallah ainsi que le vieillissant Ayatollah Mohamed Chamseddine et Abdel Amir Kabalan.

Ils nous ont donné des assurances. À la demande de mon oncle, Nabih Berri nous a reçus. Secrétaire général du Parlement libanais pendant 25 ans, ce n'est pas rien.

Les contacts établis, Jacques Chirac se rend en Côte d'Ivoire pour son tout premier voyage à l'étranger comme nouveau chef du gouvernement. Cela ne doit rien au hasard.

C'était le 12 avril 1986. Je n'étais pas du voyage. Comme je l'ai indiqué précédemment, les rapports avec Houphouët relevaient exclusivement de lui et de Jacques Foccart. J'avais toutefois préparé des éléments de langage pour le Premier ministre accueilli, rappelons-le, par un chef d'État, et pas n'importe lequel, à l'aéroport de Yamoussoukro.

Jacques Chirac a profité de sa présence pour s'entretenir avec Nagib Zaher et Fouad Gandhour.

Nagib Zaher lui a confirmé être toujours capable d'établir le contact avec les ravisseurs des Français.

Toujours en avril 1986, cette même délégation se rend de nouveau à Paris.

Nous avons été reçus par Maurice Ulrich. Nagib Zaher faisait comprendre qu'Adnan pouvait faire des « offres de service ». Les autorités françaises attendaient beaucoup de lui. Tous ces éléments sont remontés à Charles Pasqua, qui est entré dans le dossier.

Ministre de l'Intérieur, il reprend l'initiative.

Pas encore à ce stade, car je continuais d'avancer avec mon équipe. Disons que, sans doute poussé par Jacques Chirac, il s'intéressait de plus en plus à cette affaire. Ma position s'est alors compliquée. Mandaté par Chirac, j'agissais pour lui et lui seul, tout en

continuant à informer Jacques Foccart. Mais, visiblement, cela n'interdisait pas d'autres interventions comme celle du ministre de l'Intérieur dont les relations avec Foccart, il faut bien l'avouer, n'étaient pas des plus harmonieuses.

À cette date, Paris affirme qu'il n'existe aucun intermédiaire officieux dans ces tractations. Seuls les canaux officiels sont actionnés.

C'est bien évidemment faux. Même l'ambassadeur de France sur place ignorait tout de nos déplacements.

Jusqu'où pensiez-vous pouvoir aller avec Nagib Zaher ?

Jusqu'à la libération puisque, lors d'un déplacement à Beyrouth, nous avions reçu l'assurance des chefs religieux chiites du Liban qu'ils feraient leur maximum en ce sens. Pour vous situer notre niveau de contact, c'est moi qui, en 1986, ai malheureusement informé Maurice Ulrich du décès du chercheur universitaire Michel Seurat.

Avant une énième mission à Beyrouth, Jacques Chirac et son directeur de cabinet m'avaient, en effet, demandé de m'enquérir de la situation, des rumeurs inquiétantes faisant état d'une dégradation de son état de santé. Je me souviens très bien avoir rapporté à Maurice Ulrich qu'un des otages était parti. « Un de moins » : c'était notre mot de code. Il l'a compris.

De qui détenez-vous cette information ?

Du cheikh Mohammad Hussein Fadlallah.

Ces dignitaires posent-ils des conditions ?

Aucune. Je trouve même avec le recul qu'ils ont fait preuve d'une très grande volonté. Sans aucun mandat, je prenais la parole ès

qualités, mais ils savaient parfaitement qui je représentais et pour qui je travaillais. Ils nous assuraient prendre des dispositions. Cela suffisait à nous rassurer.

Votre intermédiation va-t-elle finalement permettre l'entrée en contact avec les ravisseurs ?

Nous n'avons jamais établi de contact avec eux ni connu la teneur de leurs tractations avec les chefs religieux. Cela nous échappait complètement. Nous ne nous en mêlions pas.

Comment vous entendez-vous avec Michel Roussin ?

Dans ce dossier, je n'ai aperçu Michel Roussin, que je connaissais bien évidemment comme chef de cabinet de Chirac à la mairie de Paris, que dans le couloir conduisant du bureau d'Ulrich au sien. Par son parcours, il était nécessairement impliqué. À quel niveau ? Mystère. Sans doute un certain nombre de protagonistes me testaient-ils à mon insu. C'est la loi du milieu.

Quant à mes déplacements à Beyrouth, celui de mai 1986 – une semaine – fut le seul que j'ai effectué avec « mon équipe » dominée par des Libanais chiites d'Abidjan. Nous sommes revenus sur Paris pour en rendre compte, après quoi tout ce petit monde est reparti en Côte d'Ivoire. Par la suite, Nagib Zaher et Fouad Gandhour ne se sont plus mêlés de cette affaire. Ils étaient allés au bout de ce qu'ils pouvaient faire dans ces difficiles négociations.

Que devient Nagib Zaher ?

Il sort du dossier. Ses contacts et les canaux des Libanais de Côte d'Ivoire ont échoué.

Vous décidez de vous appuyer sur le cheikh Abdel Monem El-Zein.

J'ai enclenché la deuxième phase des négociations en sollicitant uniquement son Éminence le cheikh Abdel Monem El-Zein, khalife général des Ahlul-Bayt, c'est-à-dire des chiites, et chef supérieur de la communauté libanaise du Sénégal, dont j'avais déjà parlé à Jacques Chirac. C'est lui qui prie sur la tombe de mes parents et qui a enterré les miens. Ce n'est pas rien tout de même.

Il a assuré qu'il pouvait m'aider tout en soulignant qu'il était mieux introduit au Liban que le cheikh Adnan, jugé trop jeune. Il a, par ailleurs, subordonné son soutien au feu vert de mon « grand frère » Abdou Diouf. Ce que j'ai obtenu. Le président sénégalais était d'autant plus enclin à aider Chirac que ce dernier était le parrain de sa fille, Yacine, ce que peu de monde sait.

Charles Pasqua se penche de plus près sur ce nouvel intermédiaire…

Initialement, il était question d'organiser un entretien entre eux deux à Paris. El-Zein avait déjà établi de nombreux contacts à Beyrouth. J'ignorais encore l'existence de Jean-Charles Marchiani sur ce dossier. Il se trouve que Charles Pasqua, qui devait effectuer une visite à Dakar, m'a demandé de monter un entretien sur place avec El-Zein. À la fin de la discussion, nous avons bu son traditionnel « petit whisky ».

Vous préparez soigneusement la rencontre.

Elle a eu lieu à Dakar en 1987, lors d'un déplacement officiel de Pasqua. Le cheikh El-Zein ne parlant pas français, j'avais recruté un interprète. Tout le monde était informé, y compris Abdou Diouf et son directeur du protocole, l'extraordinaire et regretté Bruno Diatta[68].

Le président sénégalais avait fait loger le ministre de l'Intérieur dans la « Chambre de la Reine » du palais présidentiel. C'était la suite

dans laquelle la reine Élizabeth et d'autres invités prestigieux avaient dormi durant leur séjour au Sénégal.

J'entends encore Pasqua, reçu avec des égards exceptionnels, m'interpeller dans un langage tout pagnolesque devant Daniel Leandri :

« Vous vous rendez compte, Robert, que je vais poser mes fesses là où la reine Élizabeth a dormi ! »

Où s'est tenu l'entretien ?

Au centre islamique que présidait El-Zein. Il y avait 200 personnes dans la salle de prières. Pasqua a salué tout le monde avant de se retirer en privé. L'interprète était un ami d'enfance chrétien, monsieur Salim Taraf, qui maîtrisait encore mieux l'arabe que moi. J'avais donc pris toutes les précautions d'usage. L'audience s'est déroulée entre nous quatre.

Le cheikhEl-Zein a déroulé son programme et a exprimé sa volonté de se rendre à Beyrouth, seul dans un premier temps. Je fus désigné comme son unique interlocuteur. Pasqua a ponctué ce premier entretien de cette manière :

« La France vous sera reconnaissante ». Un point, c'est tout.

Il a rendu compte à Abdou Diouf, avant de repartir sur Paris.

Quelle est son attitude à votre égard ? Vous reçoit-il lorsque vous le demandez ?

Même s'il avait déjà mis ses limiers sur la piste, il me recevait dès que je le demandais. Le cheikh El-Zein était également accueilli dès qu'il pensait être en possession de nouveaux éléments. Il venait à Paris soit de Beyrouth, soit de Dakar et possédait un passeport diplomatique sénégalais.

Le cheikh El-Zein vous appelle tous les jours lorsqu'il se trouve à Beyrouth.

À chacun de ses séjours au Liban, il me tenait quotidiennement informé. Lors d'une mission en 1987, il m'indiqua que les choses avançaient et qu'il voulait rencontrer Pasqua. Je suis allé l'accueillir à l'aéroport de Roissy dans une voiture banalisée, avec Daniel Leandri. C'est la toute première fois qu'il rencontrait le ministre, en France, place Beauvau. Il lui a affirmé être « très confiant ». Mais Charles Pasqua a inversement jugé que ça traînait en longueur.

El-Zein s'est de nouveau rendu au Liban pour une mission au terme de laquelle il a de nouveau demandé à revoir Pasqua, à Paris. Il était minuit. Je me souviens encore que le ministre, agacé, est descendu de ses appartements privés en robe de chambre. El-Zein l'a alors assuré que les otages seraient libérés pendant son troisième déplacement dans la capitale libanaise.

Pasqua l'a regardé, l'air de plus en plus dubitatif. Après l'entretien, il a lancé :

« Mon ami, votre bonhomme nous mène en bateau ! »

D'où l'entrée en jeu de Jean-Charles Marchiani.

Personne ne me l'a apprise pour une raison simple : il me l'avait lui-même annoncée lors d'une réunion au cabinet du ministre de l'Intérieur. Il m'a même prié de l'accompagner à Beyrouth, tout en me promettant de me procurer un revolver. J'ai rejeté les deux propositions en bloc.

Je n'ai jamais fait partie de l'équipe Marchiani et n'ai pas voyagé une seule fois avec lui pour cette affaire. Mais je savais qu'il avançait avec le puissant homme d'affaires libanais Iskandar Safa, qui deviendra le patron, entre autres, du magazine *Valeurs actuelles*. Ce dernier jouera un rôle déterminant dans la libération[69].

Pourquoi une autre équipe ? Ne risquait-elle pas de complexifier les négociations ?

Charles Pasqua a progressivement estimé que les tuyaux du cheikh El-Zein étaient percés. Il ne lui faisait pas pleinement confiance et ne le pensait pas à la hauteur de l'enjeu. Il estimait clairement que ce canal était bidon.

Pour quelle raison ?

Il pensait que le dossier piétinait, j'estimais tout l'inverse. Je le savais quasiment tout le temps au Liban pour nouer des contacts, négocier, parlementer. Je comprends que Pasqua, voyant les choses traîner, a eu envie de monter une équipe parallèle.

Le cheikh El-Zein m'appelait néanmoins tous les jours pour m'informer des évolutions. J'en référais à Jacques Foccart, à Jacques Chirac, mais aussi à Jean-Pierre Bondil, contrôleur général des Armées et directeur adjoint du cabinet de Michel Aurillac.

N'êtes-vous pas tenté d'intégrer l'équipe Pasqua ?

Je ne l'ai pas demandé. Une seule fois, dans son bureau, Marchiani m'a suggéré de la rejoindre. Il m'a même passé Iskandar Safa au téléphone. Nous avons échangé en arabe. Il m'a d'abord demandé de venir avec eux puis lui aussi, si je savais tirer. J'ai refusé, mais je savais qu'il se trouvait régulièrement au Liban ainsi qu'en Syrie, pour les négociations.

Charles Pasqua ne coupe pas les ponts avec le cheikh El-Zein.

Au contraire, et je l'apprendrai plus tard, il gardait plusieurs fers au feu, car El-Zein l'informait et, cela paraît évident, faisait remonter à sa propre équipe. En 1987, il m'a dit qu'il voulait retourner à Dakar et à Abidjan.

Il a vu une nouvelle fois El-Zein à son centre. J'avais choisi un autre interprète, le docteur Kaouk, un Libanais chiite, officier de réserve de l'armée française, qui travaillait comme médecin à l'ambassade de France à Dakar. Il parlait mieux arabe que moi, mon brave ami Kaouk.

Pour la première fois, il est question d'argent.

J'insiste sur ce point : la seule fois où il fut question d'argent, c'est au cours de cet entretien. Le cheikh El-Zein a demandé à être récompensé pour ses œuvres. Jusqu'à présent, il n'avait rien quémandé ni obtenu. Pasqua lui a demandé combien et pour quoi faire. Son interlocuteur a aussitôt répondu 3 millions $ pour le financement d'infrastructures, d'écoles et de centres religieux pour les enfants déshérités du Sud-Liban. Il l'a dit devant moi. Le ministre a répondu favorablement à la condition expresse d'obtenir la libération des otages[70].

Le cheikh El-Zein a donc reçu pour instruction de poursuivre sa mission. Charles Pasqua est sorti du centre sous les hourras et les « Vive Chirac ! », « Vive de Gaulle ! » Nous sommes partis sur Abidjan où il a vu le cheikh Adnan Zalghout à l'hôtel Ivoire puis de nouveau Nagib Zaher, et Fouad Gandhour.

Une rançon sous la forme de projets humanitaires.

Il est évident que cela peut s'apparenter à une rançon déguisée même si, plus intimement, je pense que le cheikh El-Zein, un homme pieux, destinait réellement cet argent ou une partie à la construction d'écoles. Les mois se sont écoulés. Je gardais mes contacts avec Pasqua. Je voyais également Jean-Charles Marchiani dont les enfants étaient très proches des miens. Jean-Charles demeure un ami et nos familles sont liées.

Arrive le dénouement avec la libération, le 4 mai 1988, quatre jours avant le premier scrutin de la présidentielle, en France, de Marcel Carton, de Marcel Fontaine et de Jean-Paul Kaufmann après celle, le 27 novembre 1987, de Jean-Louis Normandin et de Philippe Rochot.

Encore aujourd'hui, ce dénouement me laisse perplexe. Il faut reconnaître que leur liberté retrouvée, les otages la doivent au tandem Marchiani/Safa. C'est indéniable. Beaucoup de choses restent cependant inexpliquées.

Peu avant de les voir sur toutes les télévisions à l'hôtel Summerland de Beyrouth, j'ai reçu un appel du cheikh El-Zein m'indiquant être dans une maison en présence des otages. C'est là que j'ai demandé à Jean-Pierre Bondil, qui était un militaire au sens gaullien du terme, de me rejoindre en suppliant El-Zein, en arabe, de me passer Jean-Paul Kaufmann. Ce qu'il n'a pas fait.

Nous étions prêts à prendre un avion pour Chypre afin d'accueillir les Français. Il a coupé court à la conversation. Le soir même, les otages étaient libres. Je n'ai cessé de me demander quelle filière avait été empruntée. Ça me taraude encore.

Ultérieurement, le cheikh El-Zein vous confirmera se trouver auprès des otages.

Je le répète : j'étais à mon bureau lorsqu'il m'a appelé. J'ai fait venir Jean-Pierre Bondil. Nous avons branché le haut-parleur et j'ai imploré le cheikh El-Zein de me passer Jean-Paul Kaufman pour m'apporter des preuves tangibles. Il m'a répondu par la négative tout en réaffirmant qu'il était bel et bien avec eux dans la voiture – une Mercédès – qui les a amenés sur le parking de l'hôtel Summerland de Beyrouth.

Là, les services secrets syriens l'auraient violemment évincé pour sortir les Français du véhicule et les faire entrer dans l'établissement

en présence de Jean-Charles Marchiani. Le cheikh El-Zein a tenu ces propos :

« Ton ami Marchiani m'a bousculé ».

Le duo Marchiani/Safa s'est-il servi du cheikh El-Zein à vos dépens ?

Jean-Charles Marchiani n'avait aucune connexion avec lui. J'en suis certain. Pasqua devait lui faire remonter les informations. Ce qui ne m'a pas empêché de le féliciter dès le lendemain matin. C'est bien lui qui, la veille, était dans l'avion ramenant les otages.

Charles Pasqua m'a appelé le lendemain pour se plaindre des interviews que le cheikh El-Zein accordait aux médias libanais et du monde arabe, s'attribuant la paternité de la libération. Il était excédé et le traitait de menteur. Il m'a confié qu'il « allait s'occuper de lui » et m'a même demandé d'intercéder pour qu'Abdou Diouf lui retire la nationalité sénégalaise et son passeport diplomatique. Ce que le président sénégalais a refusé.

Aussitôt que Charles Pasqua a affirmé : « on va s'en occuper », quelle fut ma réaction ? En parler immédiatement à Jacques Foccart. Ce dernier m'a demandé de le faire venir de Beyrouth et de lui donner un billet retour Paris-Dakar. C'est là que l'une de ses équipes l'a ramené à Paris. Je lui ai fait porter son billet par ma secrétaire, Nathalie Ronce, à laquelle j'ai même demandé de porter un foulard. À Dakar, le cheikh El-Zein a continué à multiplier les déclarations dans les médias, s'attribuant la libération.

Tout ce que j'ai su tout au long de ce dossier, c'est que les réseaux de Pasqua, emmenés par Jean-Charles Marchiani et Iskandar Safa, se sont beaucoup agités et mobilisés pour obtenir la libération des otages. Bravo ! Mais je dois quand même rendre hommage à Jean-Pierre Bondil.

Les services secrets syriens, voire libyens, devaient nécessairement connaître le niveau d'implication du cheikh El-Zein.

Certainement et sans m'en informer. Ils savaient que El-Zein voyait Pasqua place Beauvau. Mon interprétation aujourd'hui est que le cheikh El-Zein donnait des informations sensibles, voire capitales, aux hommes de Pasqua qui les utilisaient pour avancer sans me tenir informé.

Qui obtient finalement leur libération ?

Si l'on exclut ce procédé de basse besogne, c'est l'équipe Marchiani. Il faut être honnête. Elle a eu les bons relais, en l'occurrence les renseignements syriens et libyens, ceux qui ne faisaient pas partie de mon réseau.

Là où l'affaire se trouble, est que Jean-Paul Kaufmann lui-même confiera plus tard que le cheikh El-Zein se trouvait dans la voiture dans laquelle on l'a fait monter, une fois libéré. Pourquoi a-t-il refusé de me passer l'otage au téléphone ? Cela reste une énigme pour moi.

Aurait-il reçu pour instruction de ne pas vous passer Jean-Paul Kaufmann ?

L'essentiel est que le cauchemar des otages se soit arrêté.

Pensez-vous avoir été contourné dans cette affaire ?

Je pense avoir été doublé. On s'est appuyé sur mon contact pour glaner des informations déterminantes dans l'avancée de ce dossier. Mais l'objectif était de libérer des otages, ce qui a été fait. Dès le lendemain du 4 mai 1988, Jacques Chirac et Charles Pasqua les accueillaient à l'aéroport de Villacoublay.

Avez-vous eu le sentiment, à un moment donné, d'une mise à l'écart comme négociateur ?

Une fois les otages libérés, Charles Pasqua m'a sollicité pour me demander d'interférer auprès d'Abdou Diouf afin qu'il retire le passeport diplomatique du cheikh El-Zein.

Pourquoi cette demande ?

Selon lui, il aurait tenté de saboter les négociations.

De quelle manière ?

Probablement en s'attribuant la libération des otages afin de recevoir la somme prévue alors que cette opération avait été dénouée par un autre canal. C'est à la suite de cette demande de retrait de passeport que j'ai commencé à recevoir des menaces de mort de Beyrouth.

Dans *La Menace*[71], puis dans une enquête pour *Libération* en 1990[72], le journaliste Pierre Péan, biographe de Jacques Foccart que vous fréquentez depuis longtemps, affirme que les 3 millions $ n'ont jamais été remis au cheikh El-Zein après la libération des otages. Ce dernier vous a même accusé de ne pas l'avoir payé.

J'ai aussitôt alerté Charles Pasqua et Jean-Charles Marchiani sur ce point. Ils m'ont recommandé de « laisser courir ».

Le cheikh El-Zein vous accuse d'avoir gardé la somme par-devers vous.

Tout ceci est grotesque et grave. Qui devait remettre cette somme si ce n'est le gouvernement français ? Si elle avait été détournée, il y aurait eu immédiatement une plainte de sa part contre moi. Or il n'y a rien eu. Aucune trace d'une quelconque accusation. Curieux, non ?

Cette somme aurait pu être remise par les intermédiaires, vous-même ou Marchiani.

Et qui m'aurait donné cet argent ? Quelqu'un peut-il prétendre m'avoir remis 3 millions $? Personne.

Pourquoi ne pas avoir porté plainte en diffamation contre Pierre Péan ?

Je ne savais même pas que de telles sottises avaient été publiées, sans quoi je ne l'aurais plus jamais fréquenté.

Il a publié un livre entier sur ce dossier et vous cite abondamment. Vous ne pouviez l'ignorer.

Je le répète : quelqu'un peut-il dire qu'il m'a remis ou transféré 3 millions $? Personne, car toutes ces rumeurs sont infondées. La seule chose que j'ai obtenue après la libération des otages est qu'on laisse venir le cheikh El-Zein de Beyrouth à Paris afin que je lui remette son billet pour son retour au Sénégal. C'est Foccart, une fois de plus, qui a débloqué la situation.

Par quel relais le cheikh El-Zein aurait-il pu obtenir la libération des otages ?

Je n'ai pas de réponse à cette question.

L'affaire des otages rebondit deux ans plus tard à travers de nouvelles révélations de Pierre Péan. Dans *Mémoires impubliables*, son livre *post-mortem*[73], il écrit : « *Courant février 1990, Robert Bourgi a peur. Remontent vers lui des menaces de Beyrouth qu'il prend très au sérieux. Il a, en effet, initié avec le cheikh Zein la négociation qui a abouti, le 4 mai 1988, à la libération de Kaufmann, Carton et Fontaine. Zein, qui dirige la*

***communauté chiite de Dakar, s'agite beaucoup contre la France et contre Bourgi. Bourgi sait évidemment que je suis le journaliste qui a été le plus près de la vérité dans ce dossier et que j'ai déjà évoqué son rôle. Je suis très méfiant lorsqu'il m'apporte ce que j'estime être un très gros secret d'État. Et rapidement, j'obtiens des confirmations, tant du cheikh Zein que des anciens membres du cabinet d'Aurillac. Le 28 février 1990, la « Une » choc de* Libération *autour d'une photo du cheikh Zein avec Pasqua en train d'écrire ne fait pas dans la langue de bois : menées en marge des contacts essentiels avec l'Iran, des tractations secrètes ont vraisemblablement abouti à un accord entre la France et les ravisseurs des otages du Liban. L'intermédiaire choisi, le cheikh Zein, devait recueillir 3 millions $ et les transmettre à ses correspondants beyrouthins. La somme promise par Pasqua n'aurait jamais été versée et cet engagement non respecté pourrait en partie expliquer l'attentat du 19 septembre 1989 contre le DC-10 d'UTA. Suivent quatre pages entières où je raconte cette incroyable histoire contredisant l'officielle, celle d'un Jean-Charles Marchiani, grand maître d'œuvre ayant,* in fine, *accueilli les otages au nom de la France. Je dis que Marchiani n'a fait que bousculer brutalement le cheikh Zein qui venait de recevoir les otages amenés par les ravisseurs sur le parking de l'hôtel Summerland de Beyrouth* »[74]. **Péan confirme que vous avez bel et bien été contourné dans cette affaire.**

Je réponds sans détour : je n'ai jamais nié mon rôle dans ce dossier, pas plus que les contacts établis grâce à moi, dont celui du El-cheikh Zein. J'ai été suffisamment explicite sur le sujet. Reste que je cherche toujours à savoir qui a libéré les otages. J'ai évoqué les rencontres entre Zein et Pasqua à Dakar et à Paris, suivies de près par celle avec Abdou Diouf.

Encore une fois, mes doutes viennent du fait que le El-cheikh Zein ne me passe pas Jean-Claude Kaufmann au téléphone dans l'après-midi du 4 mai 1988. Je suis cloué à Paris, obligé de suivre tout cela à distance. Je me vois encore, devant Jean-Pierre Bondil, lui demander de me confirmer le nombre d'otages et d'insister pour qu'il me passe le journaliste. « Éminence, passe-moi l'homme aux lunettes », l'ai-je supplié. Puis la communication a coupé. Comme tous les Français, je verrai, le soir même, l'arrivée des ex-otages au Summerland avec Marchiani.

Le lendemain, le cheikh El-Zein m'a confirmé avoir été « bousculé » à ce moment précis par les hommes des renseignements syriens. Qui a libéré les otages ? El-Zein ? Mais il est aussi possible que l'équipe Marchiani/Safa ait accéléré le processus de libération. Pour résumer : je n'ai jamais eu la preuve que El-Zein, mon principal contact et émissaire, a été le dernier homme.

Pierre Péan sous-entend que, vous sentant floué dans ce dossier, vous lui apportez des informations ultrasensibles sur l'explosion, le 19 septembre 1989, du DC-10 d'UTA au-dessus du Ténéré, attentat qui serait en lien avec le non-paiement des 3 millions $. Voici ce qu'il écrit : « *Bourgi, qui se retrouve en position délicate, me téléphone de Libreville pour me dire qu'il est prêt à aller plus loin et à donner une longue interview à* Libération*. À son retour, je le vois deux fois. Sa seule préoccupation est alors de préserver Chirac qui ne connaît pas tout des dessous de cette affaire […]. Nous faisons une très longue interview dont l'exemplaire, annoté par Bourgi lui-même, dort toujours dans mes archives. Globalement, il confirme mon enquête sur le lien entre le non-paiement de la rançon et l'attentat du DC-10 d'UTA. […] La veille ou l'avant-veille, il me téléphone pour tout arrêter et pour me dire tout le contraire de*

ce qu'il m'avait dit la veille. Et qui se résume à "Pasqua n'a rien promis". Le chemin de la vérité est long. Un des policiers de Pasqua lui avait mis le canon d'un revolver dans les reins en lui demandant d'arrêter de parler de l'affaire des otages et de rencontrer Pierre Péan **».**

Passage très incomplet et criblé d'erreurs. J'ai très bien connu Pierre, un ami, et j'ai eu pour ce journaliste – paix à son âme – une très grande estime, mais une bonne partie de ce qu'il écrit est fausse. J'affirme encore une fois que Charles Pasqua a promis devant moi la remise de 3 millions $ au cheikh El-Zein en cas de libération des otages. Moi présent, tant à Dakar qu'à Abidjan ou au Liban, il n'a jamais été question d'autres sujets. Donnons les termes que l'on veut à ces 3 millions. Ils n'étaient pas, initialement, considérés comme une rançon. Les otages ont été libérés, je m'en réjouis, mais je ne peux pas confirmer que leur geôle a été ouverte avec une des clefs de El-Zein. Il y avait beaucoup de tension sur ce dossier. Je ne peux le nier.

Avec de graves menaces sur vous.

Un jour de 1990, j'étais assis au bar du Prince de Galles – et non du Georges V – lorsque le conseiller diplomatique de Charles Pasqua, Bernard Guillet[75], est arrivé à ma hauteur, accompagné d'un homme présenté comme un « collaborateur » du ministre de l'Intérieur. Guillet m'a embrassé avant que l'autre homme glisse sa main dans sa veste en m'avertissant :

— Il est temps que tu arrêtes de raconter des histoires. Tu sais ce qui t'arrivera si tu continues à répandre des choses sur Pasqua.

Je me suis retourné stupéfait vers Bernard Guillet, à qui j'ai demandé s'il s'agissait bien d'une menace de mort caractérisée. L'individu a réitéré :

— Cesse de taper sur Pasqua.

Alors j'ai été à mon tour très explicite :

— 1. Bernard, écoute-moi bien. S'il m'arrive quoi que ce soit, tu sembles oublier que j'ai des protections quelque part.
2. Que ma belle-famille est corse.
3. Je vais avertir du monde dès ce soir.

Après l'avoir quitté, je me suis précipité chez Jacques Foccart pour lui relater la scène. J'ai ensuite appelé Omar Bongo :

— Papa, voilà ce qu'il vient de se passer. Ces menaces ne doivent pas être prises à la légère. Vous savez mieux que personne que je n'ai jamais dit du mal de Pasqua.

Ce à quoi il m'a répondu :

— Je m'en occupe, Fiston.

Le soir même, il a eu Pasqua au téléphone. Dans la nuit, il m'a demandé de descendre à Libreville tout en m'indiquant que le problème « avait été réglé avec Charles ».

Comment expliquer ces menaces sinon par le fait que le tout Paris, notamment journalistique, croit savoir que, floué dans cette affaire, vous étiez sur le point de livrer des informations sur l'attentat du DC-10 d'UTA ? Une vengeance en quelque sorte.

Je ne savais rien. Pour preuve, jamais la police ne m'a approché et je n'ai été interrogé par aucune autorité judiciaire ni aucun magistrat alors qu'il y a eu beaucoup de plaintes des familles des victimes dans ce dossier. Je n'ai que cette réponse à apporter.

La seule chose est que, quelques jours après la libération des otages, j'ai reçu ces fameuses menaces au téléphone. J'habitais rue Saint-Dominique. Comme je m'en suis déjà confié, mon oncle à Beyrouth a ensuite repris l'affaire en main.

Ces menaces surprennent, car vous êtes l'ami de Bernard Guillet.

Il m'a même fait adhérer à son association France-Orient-Maghreb créée avec Charles Pasqua. Ce qui m'a valu ma première convocation à la rue des Rentiers[76].

Pourquoi ?

Cette association était dans le collimateur du juge Philippe Courroye, en raison de mouvements de fonds suspects. Je me souviens avoir été interrogé par le commandant Keck, mandaté par le juge. Un brave homme. Juste après mon interrogatoire, après avoir constaté que j'avais été victime d'une machination, nous sommes allés boire un café. Sa fille passait le bac comme la mienne. J'ai acheté l'édition du jour du *Monde* et qu'est-ce que j'apprends ? La mise en examen de Bernard Guillet, notamment pour « recel d'abus de biens sociaux ». Heureusement pour moi, j'avais réglé ma cotisation par chèque. Je me suis aussitôt retiré de cette structure.

Pourquoi avoir adhéré à cette association alors que les membres du bureau étaient quasiment tous dans le collimateur des enquêteurs ?

Je l'ignorais. Je voulais l'aider, car je la jugeais fiable pour raffermir les liens entre Paris et le Maghreb. J'étais tranquille. J'avais réglé 10 000 francs par chèque. De tout ce que j'ai fait durant ma carrière par rapport aux questions d'argent, vous en trouverez toujours une trace.

Je suis, aux yeux de tous, le parfait héraut de la Françafrique et pourtant mon nom ne figure dans aucun des plus grands scandales liés à ce système. De l'affaire Elf à l'Angolagate en passant par celle des Biens mal acquis, jamais le nom de Bourgi n'est apparu. Curieux, non ?

Pourquoi le cheikh El-Zein vous a-t-il chargé ?

J'avais été son intermédiaire depuis le début de l'affaire. Il savait que j'avais introduit Charles Pasqua auprès de lui et de bien d'autres personnalités.

Peut-on penser que Charles Pasqua, après lui avoir promis les 3 millions $, vous a fait porter la responsabilité de la non-remise de cette somme ?

Dire que cet argent est resté avec moi est honteux. Vous pensez bien que si Pasqua m'avait confié une telle somme à remettre au cheikh El-Zein, ce dernier l'aurait immédiatement prévenu en cas de non-versement. Et l'on m'aurait demandé des comptes. Tout ceci participe d'une machination. De celles, nombreuses, qui ont émaillé ma carrière.

Reste que le cheikh El-Zein n'a rien reçu.

Je le confirme.

Son mécontentement est donc légitime

Oui.

Dans son enquête pour *Libération*, Pierre Péan affirme avoir interrogé Charles Pasqua, qui a nié toute intervention de votre part dans la libération des otages.

Je ne comprends ni cette attitude ni ces dénégations. C'est de la pure affabulation. Pourquoi ? Je ne le sais toujours pas à ce jour. Il a rencontré le cheikh El-Zein à deux reprises par mon intermédiaire. Des rencontres publiques. Ma période de glaciation avec Jacques Chirac est clairement liée à cet épisode. Jacques Foccart, qui me voyait extrêmement marri par ce climat, avait dû faire son enquête de

son côté. Il sera à l'origine du dégel avec le maire de Paris après avoir appris la vérité.

Gardez-vous le contact avec le cheikh El-Zein ?

Je ne l'ai plus jamais revu, y compris à l'occasion de deuils dans ma famille.

Ne vous a-t-il pas alerté sur l'affaire du DC-10 ? Ne vous dit-il pas qu'il pourrait se passer quelque chose de grave en cas de non-paiement ?

Il ne m'a strictement rien dit, à supposer qu'il savait quelque chose puisque l'affaire s'est davantage déportée vers la Libye. En revanche, je me souviens comme si c'était hier des menaces de mort que j'ai reçues au téléphone, puis au Prince de Galles.

Comment expliquer que les juges ne mettent pas leur nez dans les activités et les financements du club 89 ?

Aucune idée. Je n'ai jamais été interrogé ou convoqué sur ce point.

Quel regard portez-vous sur Charles Pasqua dans ce dossier ?

Lorsqu'en 2011, j'ai évoqué le financement des partis politiques par les chefs d'État africains dans *Le JDD*, j'ai demandé à être entendu par le pôle financier. Je me souviens qu'aux yeux du magistrat m'ayant interrogé, deux réseaux coexistaient sur l'Afrique : ceux de Foccart et ceux de Pasqua.

Autant, il avait admis que la galaxie de Foccart n'était pas impliquée dans une quelconque prise d'intérêt quant à la libération des otages, autant celle de Pasqua a été « chargée » par les juges.

Comme les déboires de Bernard Guillet, de Jean-Charles Marchiani et de Charles Pasqua lui-même le montreront par la

suite.

Ce qui m'a surtout inquiété dans cette affaire ce sont les menaces de mort caractérisées. Au téléphone, on me demandait « où est l'argent ? », tout en m'invitant à faire très « attention à moi ». Heureusement que mon oncle de Beyrouth est parvenu à régler ce problème et à dire à ces gens que je n'étais en rien concerné par le versement d'une quelconque rançon.

Bien que Jean-Charles Marchiani fasse partie de l'équipe Pasqua dans l'affaire des otages français, vous garderez des contacts rapprochés avec lui par la suite. Vous serez notamment l'un de ses visiteurs réguliers à la prison de la Santé, après son inculpation pour une rétrocommission de 1,4 million € perçue, entre 1991 et 1994, dans le cadre d'un marché entre la société Vanderlande et Aéroport de Paris.

Nous étions déjà fondamentalement amis. Ma femme est Corse comme Jean-Charles. Lorsqu'ils se retrouvaient au hasard de nos rencontres, ils parlaient corse et de la Corse. Ils évoquaient leurs connaissances communes tels le préfet Bernard Tomasini, Jean Tiberi et tant d'autres. Nos enfants respectifs ont grandi ensemble et sont amis. Nos familles sont entremêlées. Avec ma femme, nous passions de longues journées à Saint-Florent où Jean-Charles et son épouse Christiane possèdent une maison. Il nous a donc semblé tout à fait naturel et normal de rendre visite à Jean-Charles lorsqu'il a connu des problèmes judiciaires. Cette possibilité nous a été donnée par le juge Philippe Courroye. Nous restions une heure à lui parler dans l'isoloir. Nous lui demandions ce que nous pouvions faire pour lui venir en aide, quelles affaires ou mets pouvions-nous lui apporter. Pour autant, nous n'étions pas ses avocats. Nous n'avons jamais évoqué les circonstances qui l'ont amené à être inculpé.

67. Diplomates et fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères en poste au Liban, Marcel Fontaine et Marcel Carton ainsi que le journaliste Jean-Paul Kauffmann et l'universitaire Michel Seurat sont enlevés en mars et mai 1985 par l'organisation du jihad islamique, proche du Hezbollah libanais. D'autres enlèvements se dérouleront par la suite pour protester, entre autres, contre l'aide française à l'Irak alors en guerre contre l'Iran.

68. Pendant sénégalais de George Ouégnin en Côte d'Ivoire, Bruno Diatta fut l'emblématique chef du protocole de la présidence sénégalaise de 1979 jusqu'à son décès, le 21 septembre 2018. Il a servi sous les présidences de Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf, Abdoulaye Wade et Macky Sall.

69. Homme d'affaires et patron de presse franco-libanais né à Beyrouth, Iskandar Safa (1955-2024) a notamment racheté, en 1992, les Constructions mécaniques de Normandie (CMN). Il était propriétaire des titres du groupe Valmonde dont fait partie *Valeurs actuelles*.

70. À l'époque, 18 millions de francs.

71. Pierre Péan, *La Menace*, Fayard, Paris, 1987.

72. « Otages : histoire d'une dette impayée », *Libération*, 28 février 1990.

73. Pierre Péan, *Mémoires impubliables*, Albin Michel, mars 2020.

74. *Ibid.*, p. 249 et suivantes.

75. Né en 1945, Bernard Guillet fut conseiller diplomatique de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, de 1986 à 1988 et de 1993 à 1995, ainsi qu'au Conseil général des Hauts-de-Seine. Impliqué dans plusieurs affaires politico-financières dont le financement du Rassemblement pour la France (1999-2007) ou encore l'Angolagate. Il fut mis en examen par le juge Philippe Courroye relativement à des mouvements de fonds vers l'association France-Orient-Maghreb.

76. Surnommée le « Château des Rentiers », la brigade financière était historiquement située au 122, rue du Château-des-Rentiers, à Paris (13e arr.). Elle se trouve depuis 2017 rue du Bastion (17e arr.).

Chapitre 10 : Traversée du désert

L'affaire des otages vous fait-elle gagner en influence ?

Pas vraiment puisque, quelques jours après leur libération, Jacques Chirac est mis K.O par François Mitterrand à la présidentielle. Sur ce dossier, Jean-Charles Marchiani, aidé d'Iskandar Safa, a réussi son intermédiation. Je me suis aperçu qu'après Nagib Zaher, j'avais misé sur une autre personnalité peu fiable.

De retour à la mairie de Paris après sa défaite, Chirac m'a demandé ce que j'allais faire. Bernard de Montferrand lui a suggéré de me faire nommer juge dans un tribunal administratif à Lyon. Horreur ! J'ai gentiment remisé cette proposition.

Le même Chirac m'a alors proposé de travailler auprès de lui. Au secours ! J'ai refusé, et heureusement. Je me serais retrouvé en pleine affaire des emplois fictifs. Je suis resté au RPR et au club 89. Même Michel Aurillac avait perdu sa circonscription.

Au lendemain de la présidentielle, son cabinet s'autodissout.

Et de façon assez violente. Il a été dépossédé de tout du jour au lendemain. Plus de voiture, plus rien. Je lui ai dit :

> « Michel, ma voiture est là. La même que la vôtre : une Renault 25 GTX. Je vous reconduis ».

Vous vous inscrivez alors à l'Agence nationale pour l'emploi. Un point de chute totalement invraisemblable et même humiliant pour vous, non ?

C’est pourtant vrai, mes décomptes de versements d’indemnités chômage en attestent. J’ai pointé tous les mois pendant trois ans aux côtés des travailleurs étrangers. Mais c’était de ma faute. J’avais refusé le poste de magistrat et la proposition de Chirac de le rejoindre. Je restais néanmoins délégué du club 89 et continuais de voyager pour le compte de mon frère.

René, dont vous devenez le conseiller juridique.

Il dirigeait Medex Afrique. Il m’a pris sous sa coupe. Je parcourais tout le continent en quête de contrats pour l’industrie pharmaceutique. Cela m’a permis de continuer à soigner mes réseaux.

S’en suit une période trouble avec Jacques Chirac.

Je n’ai plus eu de ses nouvelles pendant plusieurs années. J’essaie toujours de savoir pourquoi. De 1990 à 1993, un froid polaire s’est installé entre nous. Une période terrible pour moi. Je l’ai croisé tout à fait fortuitement, en janvier 1993, lors d’une réunion du club 89. Il a refusé ma poignée de main avec un regard effrayant. Jacques Foccart me rassura comme il pouvait en m’affirmant que les choses s’arrangeraient.

Le même mois, vous scellez cependant vos retrouvailles.

Je me suis de nouveau retrouvé au club 89 lorsque ma secrétaire m’a passé un coup de fil urgent. C’était lui.

> « Monsieur le maire, j’étais comme une fleur qui mourait et qui attendait le soleil », lui ai-je dit.

Jacques Foccart était dans le secret. J’ai été reçu le lendemain dans un salon de la mairie de Paris. Il est entré. Nous nous sommes embrassés comme si ces années de tension avaient subitement

disparu. J'étais heureux comme un gamin à Noël. Nous sommes ensuite passés au salon bleu où il a évoqué une cabale contre moi. Foccart lui avait apparemment permis d'y voir plus clair.

Cabale montée par qui ?

Je ne le sais pas. Vous êtes drôles vous, les journalistes. Il m'a conseillé de ne pas chercher à comprendre. Je me suis tourné vers le Doyen qui m'a confirmé que je n'aurais aucune réponse. Nous avons décidé de retravailler ensemble.

N'était-ce pas les conséquences des investigations sur l'attentat du DC-10 d'UTA ?

Jacques Foccart ne s'est jamais exprimé sur ce point. Je ne savais même pas si cela venait de France ou d'Afrique. Mais ce devait être suffisamment grave pour que Chirac refuse catégoriquement de me parler pendant plusieurs années. J'ai particulièrement souffert de cet épisode. Tout ne fut pas si facile pour moi.

Après la défaite de 1988, Jacques Foccart affiche-t-il son scepticisme quant à la capacité de Jacques Chirac d'être un jour locataire de l'Élysée ?

Jamais. Il lui est resté fidèle jusqu'à son dernier souffle, sauf qu'il ne croyait plus dans les sondages de Pasqua qui l'avaient donné vainqueur. En revanche, dès 1990, le schisme entre Pasqua/Séguin et Chirac était criant. Pour preuve : un matin, j'ai reçu Philippe Séguin, accompagné de son ami le député étienne Pinte, à petit-déjeuner à mon domicile. À l'époque, j'habitais rue Saint-Dominique. Il eut cette réflexion :

« Tu sais Robert, Chirac, il promet beaucoup, mais il tient peu ».

Comment expliquer cette fidélité ?

Foccart était un gaulliste définitif. Il n'a jamais douté un instant de la capacité de Chirac de devenir un jour président. Il faut néanmoins rappeler qu'il connaissait fort bien Édouard Balladur, pour avoir travaillé avec lui dans le cabinet de Georges Pompidou.

Sur ce point, je tiens à révéler ce que peu de personnes savent : avant le premier tour de la présidentielle de 1995, le 23 avril, Jacques Foccart a fait part à Jacques Chirac de sa volonté de rencontrer Édouard Balladur dans l'éventualité d'un second tour.

Je me suis personnellement chargé d'organiser cette rencontre avec le concours de Nicolas Bazire[77], directeur de cabinet et chargé de mission d'Édouard Balladur à Matignon, que je suis allé voir, en éclaireur, à son domicile, cité Vaneau. Enchanté par cette proposition, il en a parlé au Premier ministre. Le déjeuner en question s'est remarquablement bien déroulé. C'était un tête-à-tête. Balladur a eu des égards exceptionnels envers son hôte déjà gagné par la maladie. Il l'a raccompagné jusqu'à l'ascenseur en lui tenant le bras, puis jusqu'au perron de Matignon.

Et à Foccart de lui confier ceci :

> « Édouard, dans l'hypothèse où vous seriez présent au second tour, je tiens à vous assurer que je vous apporterai tout ce que je représente ».

Le soir même, nous avons regagné la mairie de Paris. Jacques Chirac s'est montré satisfait de la tenue de ce déjeuner.

Le duo Pasqua/Séguin vous approche-t-il pour les « affaires » africaines dans l'optique de ce scrutin ?

Le club 89 a fait l'objet d'une véritable tentative d'OPA de sa part. Michel Aurillac avait reçu comme instruction de Jacques Chirac de faire en sorte que Philippe Séguin ne siège pas au comité directeur. J'ai mobilisé tous mes réseaux et contacts pour que, du côté africain,

ce soit le cas. Tous les adhérents de l'antenne du club à Abidjan ont voté contre cette désignation. L'attelage Pasqua/Séguin connaissait ma fidélité pour Chirac, mais Pasqua tentait vraiment de court-circuiter le club 89 dont j'étais toujours le locataire officiel.

Les mêmes gens des « réseaux » Pasqua sollicitent-ils les chefs d'État africains ?

Bien sûr, mais ces présidents ne basculent pas pour autant. Qu'il s'agisse d'Omar Bongo, d'Abdou Diouf, de Blaise Compaoré ou encore de Denis Sassou Nguesso, ils restent chiraquiens. Mais attention : ils faisaient preuve, malgré tout, de beaucoup d'égards envers Pasqua, qui était très apprécié. À Brazzaville, Libreville et même Ouagadougou, il était comme chez lui. Souvenez-vous que c'est au Burkina Faso, qu'en septembre 1994, il a renvoyé une trentaine d'individus, majoritairement algériens, détenus dans un camp militaire à Folembray, dans l'Aisne, considérés comme des « islamistes ».

À cette époque, je croisais en Afrique beaucoup de membres de sa « cellule » que je n'avais pas l'habitude de voir. Daniel Léandri, par exemple, ou François Antona. Ce ne fut pas toujours facile, mais j'avais au-dessus de ma tête le parapluie atomique d'Omar Bongo. Il faut dire aussi qu'aucune personnalité politique française n'atteignait la dimension quasi mystique de Chirac, et surtout de Foccart, en Afrique francophone.

---

77. Né en 1957, Nicolas Bazire est un haut fonctionnaire et homme d'affaires français. En 2020, il est condamné à 5 ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, dans l'affaire Karachi liée à des rétrocommissions dans le cadre de contrats de vente de frégates au Pakistan. Il fait appel de cette décision. Le procès se tient en juin 2024.

Chapitre 11 : Avocat fantôme, vrai *lobbyiste*

À l'image de Jacques Chirac, vous êtes en perte de vitesse après la présidentielle de 1988. Vous devenez lobbyiste.

Je n'ai jamais été en perte de vitesse, comme vous dites. En réalité, mes activités pour Medex Afrique me servaient de couverture. En sous-main, je continuais de travailler pour les présidents comme Omar Bongo, Abdou Diouf et les autres cités plus haut. Ma méthode de travail se mettait en place. Je me suis rapproché de gens comme Pierre Salinger. Je continuais à travailler beaucoup auprès de Michel Aurillac, nouvel associé du cabinet Vovan & Associés, en tant qu'avocat.

Votre légende se bâtit méthodiquement.

Pour les présidents africains, j'organisais des mises en contact avec des hommes politiques français de premier plan. Je jouais les intermédiaires, les *go-between*. La gauche avait beau être au pouvoir, j'actionnais énormément de leviers. J'étais intermédiaire, intercesseur, entremetteur. Je commençais à monter tout un tas de déjeuners, d'entrevues, de rencontres à mon cabinet. À titre d'exemple, c'est moi qui ai présenté Jacques Foccart à Laurent Gbagbo. Il fallait quand même le faire ! Sur le papier, cette rencontre était impensable.

Pourquoi devenir avocat ?

Peu de personnes le savent, mais c'est Foccart lui-même qui me met sur la piste dès la fin de l'année 1992. Il voulait que j'obtienne une sorte de statut officiel.

> « Robert, Medex Afrique et l'ANPE ça suffit ! Vous êtes docteur en droit et avez professé. Il vous faut officialiser votre activité. Prêtez le serment d'avocat. »

Il s'était d'ailleurs renseigné pour savoir que j'étais dispensé du stage.

N'est-ce pas plutôt parce que, tout futur avocat faisant l'objet d'une enquête de moralité et d'un contrôle de l'administration fiscale, exercer ce métier est une façon de vous laver de tous soupçons ?

Je n'avais rien à me reprocher, mais après la cabale dont Chirac m'avait parlé, je dois admettre que cette enquête approfondie de moralité – et fiscale – tombait à point nommé. Effectivement, elle ne m'a pas été inutile.

Si Foccart me conseillait de devenir avocat, c'est qu'il voulait en quelque sorte me protéger. Cela a donné un formidable coup d'accélérateur à ma carrière. Il savait pertinemment qu'il me fallait une autre dimension.

Vous n'aviez jamais eu dans l'idée d'exercer ce métier ?

Non, je voulais plutôt un titre, une fonction.

Vous prêtez serment devant la cour d'appel de Paris, le 26 mai 1993. Pour autant, jamais vous ne plaiderez.

Comme beaucoup d'autres, à commencer par Dominique de Villepin. J'ai aussitôt installé mon cabinet avenue Pierre 1er de Serbie. Ma femme était avocate, tout comme Michel Aurillac. Moi, je suis

plutôt devenu « avocat-lobbyiste ». De nombreuses personnalités et entreprises commençaient à m'approcher. Elles connaissaient l'épaisseur de mon carnet d'adresses. S'il y avait des contentieux, il m'arrivait de les orienter vers Catherine. J'ouvrais les portes, elle traitait les dossiers.

Vous poursuivez vos missions, comme Roland Dumas à gauche.

À une différence près : je n'étais pas dans le collimateur des juges…

Dès lors, vous êtes l'interlocuteur de l'Afrique à Paris.

Je deviens indispensable. Je reçois tout le monde : les présidents, leurs staffs, leurs familles, les officiels, les hauts fonctionnaires, les avocats, les représentants des corps d'État, les opposants et même les dignitaires religieux. Mes missions consistent à faire passer des messages plus ou moins cryptés. Je contourne la diplomatie officielle ce qui, au passage, me vaudra bien des déboires.

Comment monnayez-vous votre carnet d'adresses et vos intermédiations ?

Sur le modèle américain. Ce n'est ni plus ni moins ce que font les lobbyistes à Washington. Il fallait bien vivre, je ne faisais pas de la philanthropie.

Plus on monte dans la hiérarchie des demandes, plus les honoraires sont élevés.

C'est évident.

Prenons l'exemple de Pascal Lissouba, président du Congo-Brazzaville de 1992 à 1997, fragilisé et peu apprécié par Paris, car

menaçant de se tourner vers les Américains. Quels « services » lui rendez-vous ?

Je l'ai vu pour la première fois au salon marocain d'Omar Bongo. Après m'avoir fait venir à Libreville, il m'avait donné rendez-vous dans cette pièce. J'y aperçois encore Lissouba assis, les cheveux blancs. Est rapidement née entre nous une relation très cordiale. J'ai toujours entretenu avec lui de bons rapports, même si cela embarrassait Denis Sassou Nguesso, très proche de Chirac et beau-père d'Omar Bongo.

Il cherchait à redorer son blason auprès de Paris.

Avec Michel Aurillac, associé à des personnalités comme Pierre Moussa, ancien responsable de la Banque mondiale, nous avons monté une opération visant à restaurer son image en plus d'une opération de communication. J'ai ouvert toutes les portes.

Aurillac et Moussa furent mandatés pour réaliser un audit des comptes publics du Congo auquel je n'ai pas participé. Je ne suis pas économiste ni financier. Je sais toucher de l'argent et le dépenser, mais auditer les comptes d'un État, non. Je me suis occupé du volet communication et relations publiques.

Selon les journalistes Antoine Glaser et Stephen Smith, cette mission aurait été facturée plus de 20 millions $[78].

C'est très, très, très exagéré et cela prête à sourire.

Car l'opération n'est visiblement pas arrivée à son terme, mais il s'agissait du *deal* initial avec, *nec plus ultra*, l'organisation d'un déplacement sur la tombe du général de Gaulle.

C'est Jacques Foccart qu'il l'a accompagné par hélicoptère. J'avais soufflé l'idée à Pascal Lissouba et à Claudine Munari, pendant un déjeuner au Crillon. J'ai dit au président congolais qu'il serait bon

d'aller à Colombey-les-deux-Églises. Le Quai d'Orsay a fait mille et une contorsions pour faire capoter ce déplacement.

C'était impensable, *a fortiori* avec Foccart à bord. Vous vous rendez compte ? Même subclaquant, il était encore farouchement combattu par les diplomates. C'était affligeant. Heureusement, Pascal Lissouba a catégoriquement refusé de faire ce déplacement sans lui.

Une vraie réhabilitation.

Au point que Sassou Nguesso m'en a fait le grief. Il habitait dans son appartement de l'avenue Rapp, à Paris. Il vivait une sorte d'exil doré après la conférence nationale congolaise et sa défaite à la présidentielle d'août 1992, à Brazzaville. Il travaillait à son retour en consolidant ses réseaux en France.

Lorsque je suis allé le voir chez lui, au lendemain du déplacement de Lissouba, il a eu cette remarque :

— Alors Robert, comme çà tu emmènes Lissouba à Colombey avec Jacques ?

J'ai répondu :

— Denis, il faut comprendre certaines choses…

Franchement, il faut savoir s'amuser. (rires)

---

78. Smith Stephen et Glaser Antoine, *Ces Messieurs Afrique 2. Des réseaux aux lobbies*, Calmann-Lévy, Paris, 1997, p. 34 à 63.

Chapitre 12 : Opération sauvetage de Mobutu

Avec Michel Aurillac, par ailleurs avocat du groupe hôtelier Accor, vous réitérez la même opération avec Mobutu Sese Seko. La dimension du Zaïre comme celle de son président, malade, discrédité après la répression de la « marche de l'espoir », en février 1992, et fragilisé par une rébellion, rend cette mission plus sensible.

Ce dossier était capital. Michel Aurillac, Jacques Foccart et moi n'avons cessé de faire comprendre qu'il était dans l'intérêt de la France de sauvegarder Mobutu ou, à tout le moins, de trouver une solution de pacification avec un Premier ministre de cohabitation comme Léon Kengo wa Dondo[79].

Bruno Delaye, le patron de la cellule Afrique de l'Élysée et son collaborateur, Dominique Pin, ont joué un rôle fondamental dans le retour de Mobutu à cette « fréquentabilité ». Ils ont tout saisi de l'enjeu, même si le président zaïrois était déjà affaibli par son cancer de la prostate. Il faut rappeler que Bruno Delaye est le fils du diplomate Raoul Delaye, qui fut un homme de Jacques Foccart et un grand ambassadeur, en particulier en Haute-Volta. Bruno Delaye et Foccart conversaient fréquemment.

Il est non moins essentiel de dire que Bruno Delaye m'a toujours ouvert les portes du 2, rue de l'Élysée, contrairement à beaucoup d'autres conseillers Afrique. Je déjeunais souvent avec lui. Lorsque je débarquais à cette adresse, les yeux des diplomates étaient exorbités. J'étais le loup dans la bergerie.

Comment aviez-vous connu Mobutu ?

Au début des années 1990, j'avais fait sa connaissance par l'homme d'affaires camerounais Henri Damase Omgba, un très proche de Paul Biya et de Jacques Foccart. Il est décédé en 2013, à 76 ans. C'est lui qui m'a présenté Ngawali Mobutu dans son appartement de Neuilly-sur-Seine, laquelle m'a présenté son père. Il sera d'ailleurs présent lors de mon périple à Gbadolite.

Rendiez-vous déjà des services à sa famille ?

L'obtention de visas, la recherche d'écoles pour les enfants… Je m'occupais de Bobi Ladawa, la seconde épouse du Maréchal. J'obtenais les visites à l'hôpital Bichat pour aller voir Niwa, le fils aîné de Mobutu gravement malade[80]. Je n'ai pu le faire sans l'aval de Jacques Foccart, qui appelait directement Bruno Delaye et le ministre de l'Intérieur, pourtant de gauche.

Mobutu est alors honni par la gauche.

Là encore, Foccart a joué un rôle essentiel. Comment ? En sensibilisant Jacques Chirac, redevenu maire de Paris[81], sur l'importance pour la France de « surveiller » le plus grand pays francophone d'Afrique et d'éviter son implosion. Ce qui explique le voyage de Foccart avec moi à Gbadolite, au palais pharaonique de Mobutu en pleine brousse, en août 1994.

L'un de ses derniers déplacements en terre africaine.

L'ultime « coup ». Ce déplacement, les 10 et 11 août 1994, avait été précédé de celui du secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq. J'ai emprunté un avion de la compagnie Aeroleasing avec Jean-Claude Pelois, l'officier de sécurité de Jacques Chirac. Partis du Bourget, nous avons fait escale à l'aéroport de Toulon-Hyères où

Jacques Foccart a embarqué. Une infirmière nous accompagnait, car il se sentait déjà bien fatigué.

Une fois à Gbadolite, le protocole de Mobutu nous a installés dans une villa puis nous avons déjeuné avec le président en passant en revue tous les sujets d'actualité forte : ses relations avec la France, avec le Rwanda surtout où se jouait, depuis avril, un grave génocide avec des millions de réfugiés dans l'est du pays, ses rapports avec le président sud-africain Frederik de Klerk ou encore ses relations avec le nouveau Premier ministre Léon Kengo wa Dondo nommé, quelques jours plus tôt, le 6 juillet.

Ce déplacement à Gbadolite avait été précédé, avant la nomination de Léon Kengo wa Dondo comme chef du gouvernement, par une rencontre entre ce dernier et Bruno Delaye et Dominique Pin à l'Élysée, mais aussi avec Jacques Chirac à la mairie de Paris. Je me souviens que Foccart avait demandé au futur Premier ministre qu'il soit un collaborateur loyal et fidèle du Maréchal. Il avait ensuite téléphoné à Mobutu pour l'assurer que toutes les garanties avaient été données par son chef du gouvernement pour une cohabitation pacifique. Puis Chirac nous a envoyés à Gbadolite. Mobutu a donné son accord.

Je tiens à souligner que, si les émissaires français obtiennent la nomination de Kengo wa Dondo, celle-ci ne fut pas pour autant immédiatement acquise. S'y sont opposés Honoré Ngbanda Nzambo alias « Terminator »[82], Félix Vunduawe Te Pemako, directeur de cabinet de Mobutu ainsi que plusieurs généraux.

Lors de notre entretien avec Mobutu Sese Seko, il a également relaté des incidents entre son chef de gouvernement et le gouverneur de la Banque centrale du Zaïre, suspendu de son poste par le Premier ministre. Il a, enfin, souligné son souci que ce nouveau gouvernement réussisse tout en souhaitant un retour du Zaïre au premier plan international. Pour Foccart, je le rappelle, le Zaïre n'était

pas un petit pays. Il était primordial, vital même, de sauver ce régime face à la menace anglophone qui couvait.

Hormis ce déjeuner, il y eut d'autres entrevues. Plus de 7 heures au total. Nous avons pris un petit-déjeuner, le 11 août, de 8 h 30 à 10 h, suivi d'un nouveau déjeuner élargi de 12 h 45 à 14 h. Mobutu a martelé qu'il avait politiquement imposé Kengo wa Dondo à ses partisans, aux forces politiques le soutenant alors que le parti du chef de gouvernement était résiduel à l'Assemblée nationale. Puis, tout en rappelant l'importance d'une relance de la politique économique, il s'est longuement arrêté sur la prochaine élection présidentielle.

Je me souviens parfaitement que, tout en étant certain de sa victoire, il voulait la mise en place d'un processus de contrôle et d'observation irréprochable. Il était confiant, son parti, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), étant le seul à couvrir tout le territoire. Il se sentait partout chez lui. Il nous a même confié qu'il envisageait de nommer de nouveau Jean Nguza Karl-i-Bond comme Premier ministre post-présidentielle[83].

Tous ces entretiens ont participé du processus de réhabilitation de Mobutu. Les États-Unis ont repris leur coopération après ces différentes visites. La Belgique a emboîté le pas. Le président zaïrois a également longuement évoqué Nelson Mandela, en rappelant qu'il n'avait cessé de le soutenir, de le financer dès sa sortie de prison et qu'il l'avait reçu dans sa maison de Goma. Il faisait valoir qu'il avait posé des actes qui méritaient davantage de souplesse à son égard. Enfin, il exprimait régulièrement sa crainte de voir le Rwanda et le Burundi basculer dans l'orbite anglophone. Crainte partagée par François Mitterrand.

Qu'ont donné les entretiens avec Léon Kengo wa Dondo ?

Il y en eut deux : le premier hors présence du chef de l'État et le second avec Mobutu, sa fille Ngawali, conseillère politique de son

père, et moi-même. Le Premier ministre nous a assuré de sa loyauté à l'endroit du Maréchal. Il a coupé court aux rumeurs sur sa volonté de se présenter contre lui à la présidentielle.

Il m'a également assuré qu'il ne voulait pas étouffer financièrement le pays pour fragiliser le régime. Sa décision de remercier le gouverneur de la Banque centrale du Zaïre répondait à sa volonté de mettre un terme au pillage systématique des avoirs de cette institution par deux personnalités clairement identifiées : le directeur de cabinet de Mobutu et l'un de ses conseillers spéciaux, lesquels effectuaient, au « nom du président » des retraits réguliers à des fréquences très rapprochées. Tout au long de ce séjour, je fus particulièrement touché par les égards de Mobutu pour moi. Il est venu en personne me voir à ma villa et a conduit lui-même la voiture dans laquelle je me trouvais.

Chirac n'est pas encore au pouvoir. Qui convainc François Mitterrand de la nécessité d'une restauration de Mobutu ?

Jacques Foccart, grâce au concours déterminant de Bruno Delaye. À ce titre, il avait déjà permis l'invitation de Mobutu au Ve sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, organisé à Maurice du 16 au 18 octobre 1993. L'apothéose, la vraie réhabilitation, sera évidemment l'invitation au sommet France-Afrique de Biarritz, les 7 et 8 novembre 1994. C'est là que la dimension de François Mitterrand s'est imposée à moi. Il faisait ses adieux à l'Afrique. On le savait depuis longtemps atteint par la maladie. Plus de 50 chefs d'État africains s'étaient déplacés.

Vous connaissiez Jean-Christophe Mitterrand depuis Nouakchott ?

Plutôt à Lomé, lorsqu'il était correspondant de l'AFP. Je l'ai revu à plusieurs reprises. Il m'a plu. Il avait aussi une excellente audience

en Mauritanie, son autre pays d'affectation journalistique.

Nous nous sommes retrouvés, le 7 mai 1988, veille de la présidentielle en France, à Pointe-Denis au large de Libreville, avec Michel Aurillac. Le soir même lors d'un entretien avec Omar Bongo, ce dernier nous a demandé :

— Alors, qui va passer ?

— Monsieur le président, mon marabout affirme que c'est mon père ! a répondu Jean-Christophe.

— Et que dit le marabout de Bourgi ?

— Papa, le mien est beaucoup moins optimiste. (rires)

Comme pour Pascal Lissouba et le Congo-Brazzaville, la réhabilitation de Mobutu est fortement monnayée. Un audit de la Banque du Zaïre est réalisé par Michel Aurillac. De votre côté, vous mettez en place des actions de communication.

Rien de plus normal. Consultez un médecin généraliste lambda, son tarif sera de 30 €. Voyez un éminent professeur, et ce sera 300 €. Mes niveaux de contacts étaient exceptionnels, mais la clef de répartition, à savoir combien a touché Aurillac ou Moussa, je ne la connaissais pas. Moi, en revanche, je savais ce que je touchais. Et tout était dûment déclaré aux impôts. Je m'étonne d'ailleurs que les journalistes en mal de sensations n'aient jamais enquêté sur mes revenus ou fouillé dans mes déclarations. Je les tiens à leur disposition.

Il est important que Mobutu, lâché par les États-Unis et la Belgique, reste dans l'orbite francophone.

Encore une fois, cette stratégie doit essentiellement à l'intervention de Jacques Foccart relayée par Bruno Delaye. C'est Paris qui ravive Mobutu.

À partir de quel instant son invitation à Biarritz est-elle actée ?

À partir d'octobre 1994, un mois avant le sommet. Bruno Delaye m'a demandé de le prévenir personnellement qu'une invitation allait lui être adressée via l'ambassadeur du Zaïre à Paris, Raymond Ramazani Baya[84]. François Mitterrand avait donné son accord.

Vous multipliez les missions pour le président zaïrois. Une autre se met en place avec l'ex-monsieur Afrique américain et diplomate, Herman Jay Cohen[85].

Alors lui, je l'ai connu par Pierre Salinger. Je l'ai rencontré deux ou trois fois aux États-Unis. C'était déjà un lobbyiste tout à fait officiel. Il est venu à Paris avec ce désir profond de rencontrer Jacques Foccart, qui était tout à fait disposé à le recevoir.

Il s'agissait, pour nous, de sensibiliser les Américains à l'approche française sur le Zaïre. Malgré les dérives du régime, nous ne pouvions décemment laisser ce pays francophone majeur de l'Afrique centrale partir à la dérive sous peine d'un embrasement sous-régional. Foccart œuvrait aussi à la réhabilitation de Mobutu outre-Atlantique. C'est là, pour la première fois, que j'ai entendu le nom de William Lehfeld, ambassadeur des États-Unis à Kinshasa, mais avant tout l'homme de la CIA sur place.

Vous montez un contrat de communication entre vous, Herman Cohen et un certain Max-Olivier Cahen, un Belge, fils du haut fonctionnaire et diplomate Alfred Cahen, qui fut un intime de Mobutu.

Il y avait un contrat évidemment. Je n'ai jamais rencontré l'ambassadeur Cahen, qui avait joué un rôle éminent auprès de Mobutu.

Ce contrat se monte à 600 000 $ que vous vous êtes répartis équitablement.

Affirmatif, il a été divisé en trois parts égales.

Approchez-vous des personnalités comme Jimmy Carter ?

Non, nous avons essentiellement vu des personnalités de la Maison-Blanche et un sénateur influent sur les affaires africaines.

Comment a réagi Mobutu en arrivant à Maurice en 1993 ?

Très humblement. N'ayant pas vu ses pairs depuis longtemps, il appréhendait leur accueil. François Mitterrand a fait preuve d'une très grande correction. Idem de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie. Il a d'ailleurs déjeuné avec le Maréchal dans sa suite du Royal Palm. Puis Mitterrand lui a donné rendez-vous à Biarritz.

Avant ce sommet France-Afrique, Mobutu reçoit préalablement dans ses appartements à Paris, avenue Foch.

Oui, et un homme a de nouveau joué un rôle crucial : Bernard de Montferrand, devenu entre-temps conseiller diplomatique d'Édouard Balladur. Avant le sommet, j'avais organisé un déjeuner entre lui et Ngawali Mobutu à mon cabinet. Sur mes recommandations, le ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charrettes, s'est également entretenu avec le Maréchal, avenue Foch. J'avais évoqué l'intérêt d'une telle rencontre à de Montferrand durant le déjeuner. Pour qui connaît ce diplomate pur jus, il a failli s'étrangler, mais il a compris, à mon regard, l'importance de ma demande.

Durant l'entretien, le président Mobutu, homme extrêmement cultivé et intéressé par les grandes familles françaises, a remonté tout l'historique de la lignée de Charrettes. C'était impressionnant. Le ministre est resté stupéfait :

— Monsieur le Maréchal, je ne vous savais pas aussi imprégné de culture française.

— Il n'y a pas que la culture, monsieur le ministre. Il y a aussi la cuisine et les vins, que j'adore. Robert en sait quelque chose.

Puis, nous sommes partis pour Biarritz avec certaines complications.

Pourquoi ?

Ministre, Jacques Toubon m'a demandé sans détour un service avant de se rendre à Biarritz :

— Qu'est-ce que ça peut m'emmerder de prendre un vol régulier ! Robert, tu ne pourrais pas me débrouiller un avion ?

— Écoute Jacques, je vais essayer.

J'en ai avisé Mobutu, qui a aussitôt accepté. Je n'apprécie pas beaucoup enterrer un homme sans dire ce qu'on lui doit. Et voilà Jacques Toubon, ministre de la République française et toute sa délégation, dont je faisais partie, embarqués dans un avion affrété par le président du Zaïre en personne !

Avant l'ouverture du sommet, j'ai tout de même insisté auprès de lui pour qu'il aille le remercier. Ce qu'il a fait courtoisement et respectueusement.

« Jacques, auprès de moi tu as un ami », lui a lancé Mobutu.

Toubon, qui devait ensuite préparer le grand raout, s'est tourné vers moi et m'a demandé de le suivre avec son conseiller Maurice Portiche. J'étais étonné, car j'étais une personnalité officieuse. Arrivés à la hauteur de Daniel Jouanneau, chef du protocole de l'Élysée, ce dernier a salué le ministre et le conseiller puis m'a barré la route :

« Non, vous ne rentrez pas ! »

Toubon a demandé pour quelle raison.

« Ce sont des instructions de monsieur Juppé et de monsieur Villepin ».

Villepin, rappelons-le, que je ne connaissais pas encore.

Jacques Toubon m'a supplié d'éviter les esclandres. Honteusement, piteusement, je suis retourné à l'hôtel du Palais où j'ai attendu mes chefs d'État africains-amis dans une chambre de la suite de Mobutu. Pour la première fois, on me coupait l'accès à un tel événement. Et par-dessus le marché sur des instructions. À partir de 23 h, Omar Bongo et ses homologues ont regagné l'hôtel. Mobutu s'est étonné de ne pas m'avoir vu. Soucieux de sauver la face, je ne lui ai rien dit. Omar Bongo, en revanche, avait subodoré l'incident :

« Fiston, on t'a barré l'accès n'est-ce pas ? Les Tangani ne changeront jamais ».

Le pire arrive.

Jacques Toubon revient à son tour du sommet et m'approche :

« Robert, hop ! Il faut reprendre l'avion. Je dois rentrer. J'ai des impératifs à Paris ».

Nous sommes tous remontés sur Paris le soir même avec l'appareil de Mobutu. Durant le vol, il s'est excusé pour les tensions de l'après-midi.

« Jacques, trouves-tu ça normal ? Toi, un ministre en exercice incapable d'imposer ma présence à Jouanneau ? »

Il n'a pas réagi. Le voyage fut assez pénible. Les jours s'écoulant, j'ai relaté cette mésaventure à Jacques Foccart qui n'a pas été étonné du tout. Ce type d'attitude ne faisait absolument pas honneur à la diplomatie française au regard du travail que j'abattais.

Et ce n'était pas fini.

Quelque temps plus tard, Toubon est revenu à la charge m'informant que, devant se rendre en Arménie, il voulait que je lui dégote de nouveau un avion. J'en ai donc appelé une nouvelle fois à la générosité de Mobutu qui a affrété un Falcon 900. Toute la délégation française est partie à Erevan avec cet appareil.

Pourquoi la République française ne met-elle pas un appareil à disposition ?

Je ne me suis pas posé la question. Nous sommes partis du Bourget jusqu'à la capitale arménienne où nous sommes restés deux jours avec l'équipage. Mobutu a tout pris en charge.

Pourquoi Toubon demande-t-il à voyager sur un avion généreusement prêté par un président africain ?

Les Français doivent savoir qu'à cette époque beaucoup de leurs ministres, et pas qu'eux, voyageaient – et pas seulement – aux frais de ce qu'ils qualifiaient de « potentats africains », pour ne pas dire « d'autocrates sanguinaires ». J'en ai assez qu'on se paie Mobutu sans connaître cela. Il prend tout en charge pour aller à Biarritz ? En Arménie ? Franchement.

Y avait-il des affaires de gros sous derrière ces voyages ?

C'était une convenance. Cela permettait aux ministres d'économiser sur leur budget.

Quel rôle vous attribuez-vous dans la remise en selle de Mobutu ?

J'ai joué ma partition, mais il est évident que mon rôle a été renforcé par la présence de Foccart et de Chirac. Voyant que Bruno Delaye, en contact serré avec Foccart, revenait régulièrement sur le sujet,

François Mitterrand a compris l'importance pour Paris de ne pas diaboliser le Zaïre, allié fidèle de l'Occident. En France, on sentait également une forte inquiétude sur l'après-Mobutu. Il a ensuite été rattrapé par la maladie et par la rébellion de Laurent-Désiré Kabila.

---

79. Né en 1935, Premier ministre du 6 juillet 1994 au 2 avril 1997, puis président du Sénat de 2007 à 2019.
80. Né en 1955 à Kinshasa, il meurt le 17 septembre 1994 à l'hôpital Bichat-Claude Bernard.
81. Jacques Chirac fut élu une première fois maire de Paris en mars 1977 puis réélu en mars 1983 et en mars 1989 jusqu'au 16 mai 1995.
82. Personnage dominant de la sphère sécuritaire de Mobutu, Honoré Ngbanda fut ministre-conseiller ambassadeur du Zaïre en Israël, puis patron des Renseignements de 1985 à 1990 avant de devenir, à partir de 1990, conseiller politique du président zaïrois et ministre de la Défense.
83. Originaire de Léopoldville et membre du MPR, Jean Nguza Karl-i-Bond (1938-2003) fut Premier commissaire d'État du Zaïre (1980-1981) et Premier ministre du 25 novembre 1991 au 15 août 1992.
84. Ambassadeur du Zaïre en France de 1990 à 1996. Il devient par la suite ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de son pays.
85. Secrétaire d'État adjoint chargé des Affaires africaines sous l'administration Clinton, Herman Cohen fonde le cabinet Cohen & Woods International.

Chapitre 13 : 1995 en ligne de mire

Au début des années 1990, vous travaillez régulièrement pour Denis Sassou Nguesso, Omar Bongo, Gnassingbé Eyadema ou encore Blaise Compaoré.

C'est l'époque où Omar Bongo m'envoie partout, y compris aux États-Unis, pour redorer son image et celle de la gouvernance gabonaise. Il m'avait désigné comme son *special adviser*. Concernant Sassou, mes missions se limitaient à la France. Je nouais des contacts pour différentes hautes personnalités à l'instar de Jean-Dominique Okemba[86].

Jacques Foccart m'avait demandé de me charger de Gnassingbé Eyadema, en chute libre après avoir marqué sa volonté de ne pas déverrouiller son régime. Nous étions en pleine période des conférences nationales souveraines qui apportaient un vrai souffle démocratique sur l'Afrique francophone. Je me suis rendu à plusieurs reprises en mission à Lomé.

J'allais également très souvent chez Blaise Compaoré qui avait toutes les difficultés du monde à asseoir sa légitimité après l'assassinat de Thomas Sankara, en 1987, et en raison de sa compromission avec le Libérien Charles Taylor, dont il soutenait la rébellion de 1989 à 1997 avant d'être accusé de trafics juteux, une fois Taylor à la tête du pays, de 1997 à 2003.

En quoi consistaient vos missions ?

De la relation publique de très haute intensité stratégique. Avec Blaise Compaoré, par exemple, j'entretenais de très bonnes

relations. Il m'associait souvent à ses voyages avec son épouse Chantal. Je me souviens l'avoir accompagné dans la région Poitou-Charentes dirigée par Jean-Pierre Raffarin, lequel avait organisé un grand raout en son honneur. Le président burkinabè était très friand de coopération décentralisée. Il y avait une vraie proximité avec l'ancien président du Sénat, René Monory. Loudun, la ville dont ce dernier fut longtemps maire, était jumelée à Ouagadougou.

Je l'ai également fait recevoir par Jacques Chirac à la mairie de Paris. J'amenais Dominique de Villepin au Bristol, son point de chute à Paris dont il raffolait. Voilà en quoi consistaient les autres volets de mon travail.

C'est à cette date que Nicolas Sarkozy s'allie au duo Pasqua/Séguin[87]. Quels sont vos rapports avec lui ?

Nous nous étions vus de temps à autre, mais n'étions pas des intimes. Je l'ai rencontré la première fois, en 1982, comme maire de Neuilly-sur-Seine. Omar Bongo m'avait demandé de faire inscrire l'une de ses protégées dans une école de cette ville. Il m'avait reçu très aimablement. Il savait qui j'étais. La petite avait obtenu son établissement en cinq minutes. Il m'a demandé d'en faire part à Bongo. Je lui ai suggéré de l'appeler personnellement en lui donnant son numéro. Il travaillait déjà à la Foccart et à la Chirac : en direct, sans salamalecs ni ronds de jambe. J'ai vite compris qu'il irait très loin.

Le vrai Nicolas Sarkozy, je l'ai vu en 1985 lorsque j'étais chargé de mission du RPR. Un jour, je devais me rendre rue de Lille, au siège du parti, pour une réunion de tous les chargés de mission. J'étais revenu spécialement d'Abidjan. Le rendez-vous était fixé à 16 h. Je suis arrivé une heure avant. Paulette Giry-Laterrière, la plus proche collaboratrice de Jacques Chirac, m'a demandé de patienter. J'ai

alors entendu une voix remontant du bureau personnel de Chirac. Je me suis tourné vers sa secrétaire :

— Paulette, mais tu es sûre que le maire n'est pas là ? J'entends quelqu'un.

Elle m'a lâché que c'était Sarkozy. Une fois dans le bureau, je me suis aperçu qu'il n'était pas assis dans un fauteuil visiteur quelconque, mais carrément dans celui de Chirac ! Devant son bureau ! Je l'ai apostrophé :

— Nicolas, est-ce que tu te sens bien ?

— Je joue au président.

— Je ne sais pas si je vivrai assez longtemps pour le voir, mais tu le deviendras.

Les événements me donneront raison.

Continuez-vous à mobiliser la communauté chiite d'Afrique ?

Ce mode opératoire s'est éteint puisque j'avais quitté la Côte d'Ivoire depuis longtemps. Je n'organisais plus aucune collecte ou transfert, mais passais directement par les chefs d'État qui envoyaient leurs émissaires à mon cabinet, à Paris.

Présidents de nouveau sollicités à l'approche de la présidentielle de 1995.

Affirmatif. Comme pour chaque élection, ça repartait de plus belle.

De qui s'agissait-il pour ce scrutin ?

L'essentiel des contributions est venu d'Omar Bongo, de Denis Sassou Nguesso, de Blaise Compaoré et de Mobutu Sese Seko.

Pour quels montants ?

Je n'ai pas la clef de répartition exacte suivant les chefs d'État mais je peux affirmer que l'ensemble des contributions ont atteint au minimum 10 millions $. Des montants considérables donc. à telle enseigne qu'un jour, alors que je me trouvais dans ses appartements du Palais du bord de mer[88], Omar Bongo m'a interrogé :

— Fiston, qu'est-ce qu'ils peuvent bien faire de tout cet argent que je leur donne ?

— Papa, posez la question au principal intéressé. Moi, je ne sais pas.

J'ai évoqué le coût d'une campagne électorale en France. Il a souri.

Qu'aviez-vous convenu avec les émissaires présidentiels africains ?

Soit l'argent était envoyé à l'Élysée via l'un de ces présidents, soit les présidents africains envoyaient leurs émissaires à mon cabinet et nous nous rendions ensuite à la présidence française ou chez Jacques Foccart, rue de Prony ou à Luzarches, toujours accompagné de Jean-Claude Laumond. Foccart continuait de nous accueillir avec le café et cette réflexion :

« Est-ce conséquent ? »

Charles Pasqua avance de plus en plus sur vos terres.

Je n'avais pas de « terres ». Disons qu'il courtisait les présidents africains avec lesquels je travaillais. À Brazzaville, Libreville ou ailleurs, ses « hommes » se trouvaient dans les parages. J'apercevais des gens comme Jean-Paul Lanfranchi. Ce dernier, proche de Jacques Chirac, d'Omar Bongo et surtout de la famille Mobutu, officiait comme avocat à Kinshasa. Il a beaucoup aidé le Maréchal pendant sa traversée du désert. Il faut le reconnaître. D'autres émissaires comme Daniel Léandri, François Antona, Jean-

Charles Marchiani, et même Alfred Sirven, étaient également bien visibles.

À l'approche de 1995, ces membres des réseaux Pasqua se sont réellement agités pour le candidat Balladur. Ils faisaient assaut d'amabilité auprès de plusieurs chefs d'État en tête desquels Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso.

Combien ces présidents ont-ils donné ?

Je ne le sais pas.

Omar Bongo s'est-il confié à ce sujet ?

Aucun président avec lequel je travaillais ne s'épanchait réellement sur ses rapports avec Charles Pasqua. Ils recevaient ses émissaires. Lorsque je les croisais, Jacques Foccart en était évidemment informé. Je savais, en revanche, que ces présidents donnaient nettement plus au candidat Chirac. Un jour, Omar Bongo m'avait lâché que cela allait du simple au double. Les « dons » à Balladur, c'était surtout pour assurer les arrières. Au cas où…

Savez-vous quelle somme Omar Bongo réservait-il à l'attention de Jacques Chirac ?

Quelle que fût l'occasion, c'était rarement inférieur à 10 millions de francs, soit 1,5 million €.

À quelle fréquence à cette période ?

Deux à trois fois par an. Les contributions provenaient des présidents que j'ai cités avec une intensité différente. Omar Bongo était le plus généreux. D'ailleurs, lorsque le rythme s'accélérait à l'approche d'un scrutin, ces présidents s'en étonnaient toujours, l'État français commençant précisément à encadrer et à rembourser les campagnes électorales pour éviter les dérives.

À partir de 1988, mais surtout de 1995, le financement des partis politiques et celui des campagnes électorales furent de plus en plus encadrés. Jusqu'en 1988, ces « dons » n'étaient encadrés par aucun régime juridique. À partir de cette année-là, un dispositif s'est progressivement mis en place. En 1995, les pouvoirs publics français ont interdit les dons des personnes morales et des entreprises. Puis les contributions et les cotisations des particuliers aux formations politiques ont été plafonnées à 7500 €. Autant dire qu'à partir de 1995, mes missions sont devenues plus complexes. Ce n'était plus la même musique.

Vous restez cependant l'organisateur de ces transferts.

ça a toujours été moi. J'étais, à Paris, le point d'ancrage de Bongo, de Sassou, de Mobutu ou encore de Compaoré pour les fonds remis à l'Élysée, souvent en marge de visites officielles. Pour la présidentielle de 1995, les dons de ces présidents n'ont pas été en deçà de 5 millions de francs. Le président Mobutu m'a remis 10 millions de francs que j'ai remis, à mon tour, à Jacques Foccart.

Les règlementations progressives de la vie politique française vous font, de fait, franchir une ligne rouge.

Je répondais à des sollicitations, des demandes de financement sans me poser de questions. Je dénoncerai ces pratiques par la suite.

À partir de quand commencez-vous à collecter pour le compte de Jacques Chirac dans l'optique de 1995 ?

Dès 1993, date du début de la cohabitation Mitterrand-Balladur. Les équipes Pasqua fondaient sur les capitales africaines en scandant que « le temps de Chirac était révolu ». Les sondages étaient favorables à Balladur, car réalisés par le ministère de l'Intérieur dirigé

par Charles Pasqua en personne. À les entendre, Balladur devait l'emporter dès le premier tour. Le pauvre…

Jacques Foccart n'était pas dupe. Il passait son temps à les discréditer et à les démolir. Mais, atteint par l'âge, il se déplaçait de moins en moins. Je prenais le relais. Il a toujours cru en la victoire du maire de Paris même si le terrain semblait plus favorable à son « ami de trente ans » mué en adversaire.

Je tiens à rappeler encore une fois l'importance du déjeuner, déjà relaté, juste avant le premier tour de la présidentielle, le 23 avril 1995, entre Édouard Balladur et Jacques Foccart. Un véritable pacte tacite s'est noué durant cette rencontre. En cas de victoire de Balladur, il était destiné à Jacques Chirac une place au chaud. Un poste très élevé. Pas forcément celui de Premier ministre – du reste il l'aurait catégoriquement refusé –, mais une très haute fonction. Nicolas Sarkozy, pourtant proche de Balladur, n'a jamais rien su de cette rencontre.

Jacques Foccart a fait la promesse de rallier le camp Balladur en cas de second tour.

C'était vraiment l'objet du deal. Jacques Chirac éliminé, l'affrontement avec la gauche devenait inévitable. Il fut question que tout l'aréopage chiraquien bascule chez les balladuriens. Je le redis : Jacques Foccart s'est engagé à apporter tout ce qu'il pouvait représenter, et cela faisait du monde, croyez-moi.

Le fait de recevoir les émissaires africains à votre cabinet ne vous interdit pas de vous rendre en Afrique.

Il fallait maintenir le contact, multiplier les bons offices. Jacques Chirac me demandait d'aller voir Bongo et Sassou pour leur faire comprendre qu'il avait un besoin urgent de subsides.

Quid du Sénégal ?

Ces questions n'étaient pas abordées avec Abdou Diouf, dont le cœur penchait à gauche même si Jacques Chirac était le parrain de l'un de ses enfants. Le nom d'Abdou Diouf n'a jamais été prononcé une seule fois dans les opérations de financement du RPR.

Directeur de cabinet d'Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères[89], Dominique de Villepin, prend de l'épaisseur. Commence-t-il à saisir l'ampleur du système ?

Permettez-moi d'illustrer ma réponse par un exemple : un jour, je recevais à mon cabinet un journaliste d'investigation du *Monde* qui travaillait à l'époque au *Canard enchaîné*, et qui est devenu mon ami. Dans la conversation, il m'a glissé :

> « Robert, je peux te dire qu'on ne t'aime pas au Quai d'Orsay. Je viens de déjeuner avec Villepin et Philippe Martel[90]. Villepin m'a confié qu'il voulait te mettre les bracelets aux poignets ».

Très étonné, j'ai demandé pour quelle raison. Menottes évidemment, il n'y a jamais eu. Mais je venais d'apprendre que j'étais dans son collimateur.

Pourquoi selon vous ?

Avant la présidentielle, lorsque j'étais missionné financièrement auprès de Jacques Chirac, on me faisait comprendre qu'il ne fallait pas que je le croise ni que je le rencontre. Le premier contact entre nous a eu lieu au début de 1995, car il gérait, entre autres, pour le compte de Jacques Chirac, le dossier du Zaïre et la poursuite de la réhabilitation de Mobutu.

Il a commencé à m'appeler, à me poser des questions. Je n'avais encore jamais mis les pieds à l'Élysée. Cela arrivera, évidemment, dès le 7 mai de la même année, une fois la victoire de Chirac

acquise. Auparavant, je me contentais de lui fournir des notes, les éléments d'appréciation sur certaines actualités africaines et sur certains pays, des décryptages.

Cette élection fait émerger un vrai mille-feuille de réseaux. Celui de Foccart, celui de Pasqua, celui du club 89… Quel rôle pour Maurice Robert ?

Je ne l'ai jamais vu, ni chez Foccart ni chez Chirac.

Il était pourtant le principal lieutenant de Foccart.

Je précise : aucun financement d'un quelconque chef d'État africain n'est passé par Maurice Robert. Il était plutôt chargé du réseau Elf. Charles Pasqua, lui, s'appuyait sur le département des Hauts-de-Seine et sur Daniel Léandri, consultant chez Sucres & Denrées (Sucden), groupe très prospère en Afrique.

Pierre-Philippe, le fils de Charles Pasqua, joue-t-il un rôle ?

À ma connaissance, aucun.

Il est pourtant conseiller du groupe Mimran au Sénégal.

La seule fois où je l'ai aperçu, c'est dans la boutique Charvet. Il est venu à ma rencontre et m'a félicité pour tout ce que je faisais. Il m'a embrassé et m'a même offert une cravate.

Bien après l'affaire des otages, je continuais de croiser son père dans les hôtels parisiens ou, parfois, chez Omar Bongo. À Libreville, il avait toujours cette phrase que le président gabonais ne manquait jamais de relever :

— Ah, encore le chiite !

— Mais Charles, qu'est-ce que tu as donc contre Robert ?

— Ce qui le sauve, c'est qu'il a épousé une compatriote.

Comme François Mitterrand, Jacques Chirac était-il un adepte des forces occultes ?

Le lecteur doit savoir qu'il y croyait beaucoup. Il versait dans la cosmogonie et la voyance. En ce qui concerne François Mitterrand, il n'y avait pas qu'Élizabeth Tessier, tant s'en faut. J'ai vu autour de lui des marabouts maliens. Son fils, Jean-Christophe, était un fondu de mysticisme contrairement à son binôme à l'Élysée, Guy Penne, qui n'y croyait pas du tout.

Idem pour Jacques Chirac. Lui aussi était « suivi » par deux très grands marabouts maliens proches d'Omar Bongo et de Blaise Compaoré. Peu avant la présidentielle de 1995, je me souviens avoir été chargé d'accueillir l'un d'eux à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Je l'avais logé dans un hôtel discret près de la place Beauvau.

Qui lui présente et lui envoie ces marabouts ?

Les présidents africains les plus proches, à commencer par Omar Bongo. Celui que j'ai accueilli à Paris, c'était son marabout personnel. À l'époque, au Palais du bord de mer, il n'y avait pas que des Béninois, mais aussi un nombre incalculable de Sénégalais et de Maliens à commencer par Mamadou Diop, secrétaire général de la présidence.

Est-ce une suggestion de la part de ces chefs d'État ou une demande expresse de Chirac ?

Jacques Chirac y croyait dur comme fer. Nous étions proches du scrutin. Ce devait être début avril 1995. Une nuit venue, Jean-Claude Laumond m'a pris chez moi. Nous sommes passés chercher le marabout en question pour l'amener à la mairie de Paris. Et là, hors de la présence de Laumond, j'ai assisté à une scène surréaliste : il a

pris les deux mains de Chirac avant de lancer un flot d'incantations et de paroles cabalistiques que je comprenais en partie, certaines étant tirées du Coran. Il a regardé Jacques Chirac et lui a fait savoir que si on lui avait prédit une défaite en 1988, cette fois-ci il lui garantissait la victoire. Après la cérémonie, Jacques Chirac a téléphoné au président gabonais pour lui dire :

> « Omar, je viens de terminer avec notre ami. C'est bon pour moi, je te remercie. Si je suis élu, je t'appellerai en premier ». Ce qu'il fit.

Il faut aussi préciser que les chefs d'État qui le « suivaient » sur ce plan exigeaient qu'il achète lui-même les animaux qu'il fallait sacrifier en terre africaine pour l'aider. Cet argent j'ignorais, en revanche, par où il passait.

Avant la présidentielle, Jacques Chirac a-t-il son plan de table concernant Jacques Foccart ?

Il voulait qu'il soit à ses côtés, mais Dominique de Villepin a contrarié ses plans. Il faut savoir que Villepin a tué Foccart dont il n'appréciait guère les méthodes. Il les appréhendait, les craignait même. Sauf qu'il les a rapidement reprises à son compte dès que nous avons travaillé ensemble. Foccart n'appréciait pas davantage Villepin qu'il surnommait « Villepinte ».

Quels conseils Jacques Foccart prodigue-t-il à Jacques Chirac après sa victoire en 1995 ?

Ceux qu'il lui avait déjà donnés lors de la première cohabitation de 1986 à 1988. Il a toujours été très proche de Chirac. Il fut l'un des premiers barons historiques du gaullisme à le rejoindre et à le soutenir à partir de 1976.

Quels étaient ces conseils ? De veiller à entretenir des liens personnels et familiaux avec les chefs d'États africains. D'être en

mesure de leur consacrer du temps. Je me souviens qu'il avait dressé l'organigramme détaillé des parentèles et des familles des principaux. Leur pedigree, le nom de leur épouse, de leurs enfants avec les dates de naissance ainsi que les cursus scolaires et universitaires. Il informait Chirac des décès, des mariages, des baptêmes.

Il lui avait suggéré de passer tous les jours, dans la mesure où son agenda le lui permettait, deux ou trois coups de fil aux plus influents afin de prendre de leurs nouvelles. Il accordait une grande importance à cela et Jacques Chirac a toujours respecté cette consigne. Les relations personnelles devaient primer sur celles plus politiques.

Le niveau de rapprochement que les dirigeants français pouvaient jadis établir avec leurs homologues sur le continent s'est totalement délité. C'est pour cette raison que, depuis des années, la relation franco-africaine s'étiole et meurt doucement, mais sûrement. Je suis sans doute le dernier, dans les milieux politiques français, à pouvoir appeler n'importe quel président africain francophone à n'importe quel moment.

Une fois Jacques Chirac élu, c'est la douche froide pour le Doyen puisqu'il apprend qu'il ne retournera pas au 2, rue de l'Élysée, mais au 14, à l'Etat-major particulier.

Lorsqu'il a appris la nouvelle de la bouche de Chirac, il nous a demandé, à Catherine et à moi, de venir chez lui. Pour la première fois depuis que je le fréquentais, je l'ai vu versant des larmes de colère et prononçant cette phrase :

> « Je vais apprendre à ce petit garçon qui est Foccart. Me traiter de la sorte ».

Je suis resté bouche bée. Et pour que Robert Bourgi reste muet, il faut y aller vraiment fort. Catherine a réussi à le calmer. Villepin a dit tout de go qu'il n'en voulait pas à l'Élysée, vous vous rendez compte ? Foccart a eu son bureau un peu plus loin. Il n'y est jamais allé. C'est le directeur de cabinet de Chirac qui, chaque jour, lui apportait les dépêches diplomatiques.

Villepin vous barre également la route de la cellule Afrique.

Pire ! J'étais la peste incarnée.

Vieillissant et malade, Foccart était-il encore puissant, influent ? Qui avait-il encore autour de lui ? Sur qui s'appuyait-il ?

Personne ne serait en mesure de dire quelles étaient les constellations de Foccart. Il avait des connexions absolument partout.

Une fois sa victoire acquise, Jacques Chirac fait de Blaise Compaoré l'invité d'honneur de sa première fête nationale, en tant que président, le 14 juillet 1995. Était-ce en remerciement de ses soutiens financiers ?

Il avait participé à ce financement, mais sa contribution était bien inférieure à celle d'Omar Bongo ou de Denis Sassou Nguesso. Le couple Chirac était cependant très lié au couple Compaoré. Chantal Compaoré avait un ascendant certain sur le nouveau président français. Elle possédait même un titre de noblesse puisque née Terrasson de Fougères. Elle incarnait, en quelque sorte, la haute bourgeoisie franco-ivoirienne, parlant un français exquis très éloigné de celui de Bernadette Chodron de Courcel.

Votre cabinet étant devenu le centre névralgique de la relation franco-africaine, les renseignements généraux vous

approchent-ils ?

Je ne les ai jamais vus.

N'essaient-ils pas d'obtenir des informations par votre intermédiaire ?

Je le répète : jamais je n'ai rencontré les RG ou les gens de la DGSE. Certains de mes contacts ou des personnalités que je côtoyais en faisaient certainement partie, mais un type à mon cabinet s'annonçant ostensiblement comme un agent des services, cela ne s'est jamais vu alors que j'étais pourtant un intime du préfet Robert Broussard lorsqu'il sévissait à Ajaccio et à Paris[91]. Et je connaissais très bien Philippe Massoni[92]. Ils ne m'ont jamais questionné.

Il est coutumier de dire que les chefs d'État africains forment un « club » fermé. Tous se connaissent, se voient fréquemment, se parlent, échangent leurs points de vue, déminent des dossiers. À l'instar de Jacques Foccart, vous devenez leur porte d'entrée en France. Qui vous sollicite le plus ?

Sans conteste Omar Bongo, y compris pour des babioles. Une fois Jacques Chirac à l'Élysée, il voulait tout le temps parler à Dominique de Villepin, nouveau secrétaire général de la présidence française, qu'il avait surnommé « Mamadou », du nom de l'ancien secrétaire général de la République gabonaise, le Sénégalais Mamadou Diop. Il m'appelait constamment pour me demander de dire telle ou telle chose à « Mamadou ».

Dans les faits, il n'avait besoin de rien. Il souhaitait maintenir le contact avec Paris. Dominique de Villepin, un homme extraordinairement intelligent, a vite compris l'importance de ces relations informelles. Les deux hommes se sont mis à échanger régulièrement par téléphone pour un oui, pour un non. Sauf une fois, où Omar Bongo m'a demandé plus sérieusement de me charger de

gérer un dossier relatif aux relations du Gabon avec les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international). Le pouvoir était chez Villepin. Je lui faisais part de la demande et il intervenait auprès du ministre compétent sur la question.

Comment se déroulait votre « cohabitation » avec la cellule Afrique de l'Élysée que vous court-circuitiez ?

Hormis Bruno Delaye, le seul conseiller Afrique de la présidence française que j'ai régulièrement côtoyé fut Bruno Joubert sous le mandat Sarkozy. Nous déjeunions souvent tous les deux sans être toujours d'accord sur la politique africaine de la France. Je tenais ce diplomate en haute estime, mais il avait trop de certitudes estampillées Quai d'Orsay. Il n'a jamais supporté le caractère informel de la relation bilatérale. Et les Africains le lui ont bien rendu.

Vous serez même à l'origine de son départ de l'Élysée.

Ce n'est pas faux.

---

86. Neveu et « sécurocrate » du chef de l'État congolais, il est le dirigeant emblématique du Conseil National de Sécurité (CNS).

87. Nicolas Sarkozy est ministre du Budget et porte-parole du gouvernement d'Édouard Balladur du 30 mars 1993 au 19 janvier 1995.

88. Nom donné à la Présidence gabonaise.

89. Alain Juppé est ministre des Affaires étrangères et européennes dans le gouvernement d'Édouard Balladur du 30 mars 1993 au 11 mai 1995.

90. Chef de cabinet.

91. Né en 1936, Philippe Broussard a été préfet délégué pour la police en Corse (1983-1985) et patron de la Direction centrale de la police aux frontières (1992-1996).

92. Haut fonctionnaire et policier français, Philippe Massoni (1936-2015) fut notamment directeur central des Renseignements généraux (1986-1988) et préfet de police de Paris (1993-2001).

Chapitre 14 : « L'héritier » : les années Chirac

À la mort de Jacques Foccart, le 19 mars 1997, Jacques Chirac vous intronise comme son successeur en vous demandant de travailler avec Dominique de Villepin.

Nous nous sommes tous retrouvés au cimetière de Luzarches pour les obsèques après une grande cérémonie à l'Église Saint-Louis des Invalides et dans la cour. Il y avait beaucoup d'affluence, mais, étonnamment, peu de présidents africains à l'exception d'Abdou Diouf, de Pascal Lissouba, de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo ou encore de Didier Ratsiraka.

À Luzarches, je suis arrivé dans la voiture de Jacques Toubon, lorsque le secrétariat de Dominique de Villepin m'a informé que Jacques Chirac me verrait le soir même, à 19 h 30, à l'Élysée. Le même Villepin qui n'avait qu'une envie : me passer les menottes.

À la sortie du cimetière, Chirac m'a interpellé :

> « Robert, comme je comprends votre souffrance. Votre gerbe de fleurs est presque aussi grande que la mienne ».

Je lui ai rappelé ce que le défunt représentait pour moi.

Le soir, dans le bureau de Villepin[93] que je voyais pour la première fois de visu, Chirac nous a rejoints en saluant la mémoire du disparu :

> — Mon Dieu, quelle triste journée. Comme j'aimais cet homme. Quel serviteur exemplaire de l'État ! Quand je pense qu'il fut l'intime du Général dès 1946 et qu'il m'a accompagné jusqu'à sa mort.

Puis il a dit sa satisfaction à ce que je fasse la connaissance du secrétaire général, même si j'ai pris un malin plaisir à lui relater l'histoire des bracelets sur un ton humoristique. Chirac a explosé de rire et l'intéressé a répondu :

— Robert, passons à autre chose !

Et à Chirac de reprendre la parole plus solennellement :

— Robert, Jacques est parti. À compter d'aujourd'hui, et en dehors de moi, votre seul interlocuteur pour les affaires africaines sera Dominique.

Il s'est tourné vers Villepin en lui demandant de travailler avec moi en toute confiance avant de dérouler mon pedigree et celui de mon père, tout en soulignant que j'avais été aux affaires africaines bien avant beaucoup de monde.

Il m'a ensuite clairement demandé de récupérer tous les dossiers de Jacques Foccart à la fois rue de Prony et à Luzarches. La mission était délicate. Rue de Prony, il y avait Odette et les policiers en faction devant l'immeuble. À Luzarches, les gendarmes se trouvaient également devant la villa. Jacques Chirac m'a suggéré d'accomplir cette mission avec Fernand Wibaux. Je devais récupérer ce qu'il y avait à récupérer : documents, lettres, correspondances, missives… Jacques Foccart avait constitué une bibliothèque sur un demi-siècle. Il y avait des archives, d'innombrables courriers, des lettres de mission, des billets.

Des dossiers potentiellement compromettants ?

François Wibaux et moi nous sommes donné rendez-vous pour « nettoyer » la rue de Prony. Il m'attendait au café et ne voulait pas monter. Il préférait que je me charge de tout récupérer et que je lui remette les documents.

« Monsieur l'ambassadeur, nous sommes tous les deux mandatés sur cette mission », lui ai-je amicalement rappelé.

Prévenue personnellement de notre visite par Chirac, Odette nous attendait. Tous les documents étaient prêts, contenus dans des sacs. Je n'en connaissais pas la nature. Je suis redescendu retrouver Fernand Wibaux qui s'est chargé de tout rapporter à l'Élysée.

Que contenaient les sacs ? Les notes de financement du RPR ? Des preuves de pots-de-vin ?

Autant le RPR fonctionnait grâce à une « machine à *cash* », autant j'ai toujours alimenté la « machine à fantasmes » de la Françafrique. Une machine fort bien entretenue, il faut le dire, par la presse à partir de fort peu d'éléments. Des inventions, des interprétations, des supputations permanentes.

Les lecteurs doivent comprendre qu'à aucun moment je ne savais ou regardais ce que je transportais. On me confiait une mission : transporter un sac, une valise, des enveloppes, des courriers confidentiels d'un point A à un point B. Elle s'arrêtait là. En revanche, si Jacques Chirac m'avait demandé de récupérer de tels documents, c'est qu'il en connaissait naturellement la teneur. Odette également.

Nous avons ensuite pris la direction de Luzarches, où la maison était entourée de gendarmes. Fernand Wibaux a sorti sa carte de conseiller de l'Élysée. Nous sommes montés dans la « Case à fétiches » et nous avons déménagé tout ce qui pouvait l'être.

Saviez-vous exactement ce que vous cherchiez ?

Nous avons pris des documents, des archives, pas mal de choses qu'on nous avait demandé de récupérer, et je pense qu'il ne s'agissait pas des *Aventures de Tintin*.

Des documents pouvant inquiéter Jacques Chirac ou le RPR ?

Lui seul le savait. Après Luzarches, je me suis séparé de François Wibaux. Il est retourné à l'Élysée pour confier toutes ces archives à Villepin.

« Je vous remercie camarade, la mission a été très bien accomplie ! » me lancera-t-il par la suite.

Combien de temps êtes-vous resté à Luzarches ?

Deux bonnes heures et une bonne heure rue de Prony.

Vous n'avez emporté que des dossiers ?

Oui. Il devait y avoir un peu toutes les périodes de la vie de Foccart : résistance, France d'Outre-mer, période du général de Gaulle, de Georges Pompidou…

Ces dossiers ne sont pas restitués aux archives nationales ?

Non, très certainement.

Pourquoi des présidents que Jacques Foccart avait installés, tels Omar Bongo, ne se sont pas déplacés à ses obsèques ?

Honnêtement, je n'ai aucune explication. Jacques Chirac, en revanche, fut remarquable avec cette magnifique cérémonie aux Invalides.

Avez-vous des retours de vos missions secrètes par Chirac ?

Deux ou trois jours après, j'ai reçu un coup de fil de sa part pour me demander de venir chez Villepin. Je le revois encore en bras de chemise et en cravate derrière son bureau. Il me dit alors :

— Robert, je dispose d'une certaine somme d'argent. À qui pourrais-je la distribuer ? Vous qui étiez un proche de Jacques, qui,

selon vous, faudrait-il remercier de l'avoir accompagné durant toutes ces longues années ?

J'ai immédiatement évoqué Odette ainsi que sa nièce dont le nom m'échappe ; les chauffeurs ; le jardinier de la villa de Luzarches ; le personnel de sa maison de Cavalaire-sur-Mer.

Jacques Chirac notait, et je voyais qu'il écrivait une somme sur une feuille. Je ne distinguais pas le montant exact, mais jusqu'à maintenant cette histoire me trouble. Il a continué à me demander si je ne voyais pas quelqu'un d'autre :

— Qui sont ceux qui ont accompagné Foccart jusqu'à ses derniers instants à Cavalaire ?

— Monsieur le président, je ne vois personne d'autre qui mériterait d'être récompensé de la sorte.

Il m'a regardé fixement en me remerciant, avant de se lever et de me lancer :

— Ici, vous êtes chez vous. Je serai accessible dès que vous le voudrez et tout le temps.

Vous n'avez pas compris son insistance ?

Avec le culot qui est le mien, je lui ai demandé pourquoi il avait à ce point insisté sur le « qui voyez-vous d'autre ? », en précisant :

« Monsieur le président, si c'est à moi que vous pensez j'ai tout donné pour monsieur Foccart, mais ne demande rien. Vous savez tout ce que j'ai fait pour lui, notamment lorsque vous étiez au Fort de Brégançon et que je préparais pour lui votre visite ».

À ce jour, cette somme vous reste inconnue ?

Totalement.

Qui fut chargé de remettre cet argent aux personnels ?

Je l'ignore, pas moi.

Comment l'héritage de Foccart, le vrai, a-t-il été géré ?

Il n'était pas propriétaire et, contrairement à ce qu'on a pu raconter ici et là, ne disposait pas de fortune personnelle. Il ne demandait de salaire à personne. Beaucoup de ses amis lui permettaient de vivre dignement.

Essayez-vous de récupérer des objets de la « Case à fétiches » ? Des bibelots ? Des souvenirs ?

Son notaire m'a appelé peu de temps après son départ. Il n'avait aucun enfant, mais une quantité astronomique de « filleuls ». Il avait pensé à moi en me laissant une statue. Il s'agit d'une Vierge, la figure de proue d'un vaisseau portugais coulé il y a trois siècles, que j'avais remarquée.

Lorsque j'étais chez lui, je lui disais tout le temps :

« Doyen, cette Vierge est magnifique ».

Il ne disait rien, mais retenait tout.

Avez-vous été approché par l'historien Jean-Pierre Bat, responsable du fonds Foccart aux Archives nationales, pour ses travaux[94] ?

Jamais.

Est-il exact que vous vous rendez chaque année sur sa tombe à Luzarches pour la fleurir ?

Je m'y rends tous les ans, et pas qu'une fois, une fois tous les deux mois avec ma femme Catherine, muni des ustensiles nécessaires pour la nettoyer. Nous sommes souvent accompagnés de nos enfants, s'ils sont disponibles, et nous déjeunons dans une auberge

où j'avais l'habitude de me retrouver avec Jacques Foccart et Odette Leguerney.

Sa mort précipite-t-elle l'absorption, par le Quai d'Orsay, du ministère de la Coopération et la disparition, de fait, de la rue Monsieur ?

Ce processus a commencé bien avant, avec la disparition d'Houphouët-Boigny qui y était opposé. Édouard Balladur a aussitôt entériné la dévaluation du franc CFA. La disparition de Jacques Foccart a facilité celle de la rue Monsieur. Jacques Chirac n'était africain que grâce à lui. Ce dernier parti, s'opposer à cette réforme portée par la gauche ne devenait plus prioritaire.

Que pensait Jacques Chirac de Nicolas Sarkozy, déjà très ambitieux ?

Il n'a jamais critiqué ou démoli Nicolas Sarkozy devant moi, y compris durant la seconde cohabitation lorsqu'il était ministre du Budget et porte-parole du gouvernement. Pour autant, Omar Bongo m'a raconté que, lors d'un dîner avec Jacques Chirac en 1994, ce dernier lui avait soufflé que Sarkozy avait fait le mauvais choix.

La même année, Omar Bongo a reçu Nicolas Sarkozy au Crillon. J'étais présent à cet entretien de trois quarts d'heure. L'homme fort de Libreville m'a fait venir dans son bureau et m'a dit :

— En Afrique, nous ne supportons pas les trahisons. J'ai dit à Nicolas que Chirac avait été un père pour lui. Suivre Balladur était une grave erreur.

— Omar, tu te trompes. Il passera au premier tour, avait rétorqué Sarkozy.

— Nicolas, j'ai connu Kennedy, Ford, Carter, Reagan, de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand… et je te dis que Chirac sera élu,

car les Français n'aiment pas les gens qui les toisent et qui les prennent de haut.

À cette époque, Nicolas Sarkozy s'entêtait dans cette certitude.

Votre image fait beaucoup fantasmer les journalistes, militants et autres intellectuels prompts à vous tailler des croupières. Vous êtes qualifié de personnalité « occulte », « sulfureuse », d'opportuniste s'enrichissant sur le dos des Africains. Vous avez cependant porté très peu de plaintes en diffamation.

Cela ne m'intéressait pas et il faut rappeler que j'étais la source première des journalistes, les vrais, qu'ils soient spécialistes de l'Afrique ou de la politique française à commencer par mon grand ami Claude Angéli, patron du *Canard enchaîné*, dont je fus le témoin de mariage.

La seule plainte est celle portée par Francis Szpiner, mon avocat de l'époque, contre Michel Lambinet, patron de *La Lettre d'Afrique*. C'était en mai 1995. Il avait écrit que ma proximité avec le maréchal Mobutu m'avait permis de faire du commerce de diamants. J'ai attaqué immédiatement.

Il y aura une autre plainte, en 2004, contre Jean-Pierre Béjot, fondateur de *La Dépêche Diplomatique*.

Je ne m'en souviens même plus. Aucun intérêt.

Vous demeurez un très proche collaborateur d'Omar Bongo. Juste avant la présidentielle de 1995, en France, son nom est mêlé à une affaire de proxénétisme liée à la livraison, à Libreville, de ses costumes Smalto. Il s'agit là de l'une de ces toutes premières « affaires » sur le sol français. Comment a-t-il réagi ?

Très, très mal. On l'accusait de livraisons de ses costumes accompagnées de call-girls, mais aussi, et surtout qu'il était porteur du virus du Sida.

Êtes-vous chargé de déminer cette affaire ?

Davantage : c'est moi qui me rends à l'Hôpital Américain de Neuilly chercher le dossier médical de Bongo dans lequel il est clairement indiqué qu'il n'est pas atteint du virus, et il exige que cet élément soit connu.

Omar Bongo aimait les femmes, ce n'est un secret pour personne. Je rappelle quand même qu'il a reconnu près d'une soixantaine d'enfants. Beaucoup d'émissaires, gabonais comme étrangers, faisaient commerce de l'intérêt qu'il portait à la gent féminine. Je lui ai personnellement posé la question concernant les costumes Smalto. Il a catégoriquement nié la présence de femmes lors des livraisons. Il l'a redit à Jacques Chirac lors de son séjour à Paris, en mai 1995.

L'affaire du Sida s'est avérée plus ravageuse.

Il en fut beaucoup plus affecté que celle des costumes. Il m'a demandé de remettre son rapport médical au « doyen » du club Zimbabwe à Paris, qui n'était autre que Claude Angeli. Je suis allé le voir en lui montrant ce dossier authentique certifié par l'Hôpital Américain de Neuilly. *Le Canard* commettra un article qui disculpera Bongo, mais il a été extrêmement peiné par ces rumeurs.

Au soir de la victoire de Jacques Chirac, il a donné une grande une fête au Crillon.

J'étais évidemment présent avec Fernand Wibaux et le colonel Costes. Pascal Lissouba était là. C'était la première soirée avant la « normalisation » de l'affaire des costumes Smalto. Omar Bongo a

reçu d'autres personnalités les jours suivants. Je n'ai pas monté cette visite.

Le lendemain, il a vu les « gens » de Charles Pasqua : Étienne Leandri, François Attala et Jean Taousson puis ceux d'Elf comme André Tarallo et Philippe Jaffré, le successeur, à la tête de la compagnie, de Loïk Le Floch-Prigent.

Je n'ai jamais rencontré Philippe Jaffré dans une quelconque capitale africaine. En revanche, j'ai assisté à de nombreuses grandes effusions entre Le Floch-Prigent et Sassou Nguesso, à Brazzaville. Le président congolais est énormément redevable à Elf, notamment du point de vue financier, pour sa remise en selle et son retour au pouvoir.

Connaissiez-vous Jean Taousson, très actif au Gabon ?

Nullement. Le plus actif dans la sous-région était plutôt, comme je l'ai évoqué, l'avocat prochiraquien Jean-Paul Lanfranchi. Il avait la confiance du président et fut, par la suite, le conseiller personnel de Pierre Castel. Jean-Paul Lanfranchi s'est indéniablement investi dans la défense de Mobutu Sese Seko auprès des autorités françaises.

Ce proche des réseaux Pasqua s'est, lui aussi, occupé des parents du Maréchal, en France. Les clans Foccart d'un côté et Pasqua de l'autre s'étaient étonnamment liés pour sauver Mobutu.

Jacques Chirac vous intronise successeur de Foccart alors que rien ne vous rassemble. Jacques Foccart travaillait à la défense des intérêts stratégiques de la France. Vous êtes, de votre côté, un lobbyiste formidablement introduit dans les cercles franco-africains, mais travaillant à vos intérêts personnels. Pourquoi cette image « d'héritier de Foccart » vous colle-t-elle à la peau ?

Il n'y a effectivement aucune comparaison possible. Le personnage est unique. Le moule qui l'a créé n'a servi qu'une seule fois et s'est brisé à son décès. Personnellement, je n'ai jamais prétendu être son « héritier » pour la simple et bonne raison qu'il n'en a pas. L'expression « héritier de Foccart » est encore une invention de journalistes. Néanmoins, je reprends clairement son mode opératoire, notamment pour le financement de la droite politique française. Celui qu'il m'a enseigné. Il m'a montré ses méthodes de travail et de fonctionnement. Avec Fernand Wibaux, nous avons été les derniers représentants de la Maison Foccart. Si héritage il y a, il existe dans le comportement et l'attitude. Le côté officieux, discret, mais toujours influent.

Partout où il y avait des présidents africains en France, j'étais là. Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et de très nombreux ministres, responsables politiques et économiques français passaient par moi pour transmettre des messages, des courriers sensibles sans que je sois revêtu d'aucune mission officielle.

J'allais dans les capitales africaines à leur demande. Lorsqu'on me qualifie de lobbyiste, cela vient aussi de tous ces hauts responsables politiques qui m'affublent de ce titre et l'utilisent à dessein. Seule ma proximité personnelle avec de nombreux chefs d'État africains m'a permis de remplir ces missions. Jacques Chirac, Dominique de Villepin, Jacques Toubon, Nicolas Sarkozy, Claude Guéant… tous ont su, à un moment où à un autre, recourir à mes services en raison de mon statut et de mon influence. La preuve en est que j'étais de tous leurs voyages ou de leurs entretiens en terre africaine.

À sa disparition, comment se recomposent ses « réseaux » ? Périclitent-ils ?

Mais il n'y a pas de « réseaux Foccart » ! Encore une autre légende ! Il y a d'honorables correspondants et des personnalités sur

lesquels il s'appuyait. En revanche, jamais je n'ai connu quelqu'un qui puisse affirmer : « j'appartiens au réseau Foccart ». Les seuls proches que je côtoyais étaient Maurice Robert ou Jacques Godfrain. Mais nous ne travaillions pas du tout ensemble.

Comment votre duo avec Villepin s'est-il mis en place ?

De 1995 à 1997, nous n'échangions que par des notes. Il m'appelait « Maître ». Ça n'est qu'après la mort de Foccart, lorsque Chirac m'a demandé de travailler à ses côtés, qu'il a commencé à m'appeler « Camarade ». Une sorte d'entrée dans son cercle. Nous avons collaboré en totale confiance. Il connaissait ma proximité avec Chirac.

Comment travailliez-vous avec lui ? Le soir ? Nuitamment ?

Je le voyais deux à trois fois par semaine. Je passais par l'avenue de Marigny avec « Chambertin » pour nom de code.

Pourquoi « Chambertin » ?

Parce que la seule fois où j'ai déjeuné avec Villepin, ce fut au restaurant Le Bar au Sel, près du Quai d'Orsay. Nous étions avec Georges Ouégnin. Arrive le sommelier pour savoir ce que nous souhaitions boire. Et voilà Villepin lancé dans une diatribe admirative sur « le vin de l'Empereur », le vin préféré de Napoléon. Celui-ci en buvait quotidiennement, y compris dans son exil.

Villepin, qui n'appréciait que ce vin, a alors décidé de me baptiser « Chambertin ». Pour ses secrétaires, le code était devenu ce doux surnom. C'est pourquoi vous ne retrouverez aucune trace de Robert Bourgi dans leurs agendas.

Vous vous voyiez de préférence le soir ?

À partir de 19 h 30. Je garais ma voiture exceptionnellement – j'étais le seul à en avoir le droit – sur le trottoir de l'avenue Marigny, devant le dernier portail avant le Faubourg Saint-Honoré. Toujours prévenus, les policiers m'accompagnaient directement dans ses bureaux.

Les dossiers brûlants sont le Zaïre et la chute de Mobutu, mais aussi les velléités de retour, à Brazzaville, de Denis Sassou Nguesso puis, plus tard, de sérieuses affaires comme celle des disparus du Beach[95].

Les Deux Congo furent des préoccupations constantes. Nous parlions de toute l'actualité africaine. La Côte d'Ivoire, avec le trop faible Henri Konan Bédié, commençait également à inquiéter.

Vous connaissiez tous les acteurs du Congo-Brazzaville. Dominique de Villepin vous demande-t-il de jouer un rôle sur ce dossier ?

Bien sûr, à commencer par lui présenter les protagonistes. À l'époque, Denis Sasssou Nguesso était encore à Paris. Il rencontrait énormément de monde. N'oubliez pas que je connaissais également très bien Pascal Lissouba grâce à Omar Bongo. Ce que Villepin demandait surtout, c'était de lui présenter les hommes importants autour de Sasssou Nguesso. J'évoquais des gens comme Jean-Dominique Okemba.

Le gardien du temple et le patron des services secrets.

Bien plus que cela : c'est lui qui, à côté de Denis Sassou Nguesso, tient le sceptre et est, du point de vue mystique, en lien avec les ancêtres. Il est également le véritable sicaire du régime. Un homme sans pitié qui n'hésite pas à se décrire comme tel. Suivez mon regard.

J'ai mis au point sa première rencontre avec Dominique de Villepin, dans son bureau. Sassou n'était pas encore revenu au pouvoir. Ils se sont présentés comme Amiral et Secrétaire général avant de s'appeler rapidement par leurs prénoms. C'est là que Jean-Dominique Okemba a dit à son homologue qu'il ne m'appelait jamais Robert, mais « Complice ».

Exilé à Paris, Sassou Nguesso rencontre-t-il Jacques Chirac président ?

Très régulièrement. Je lui rendais visite dans ses appartements et l'ai accompagné plusieurs fois chez Jacques Foccart. Il voyait également Jacques Toubon, ministre de la Justice et garde des Sceaux, place Vendôme à la Chancellerie[96]. J'étais parallèlement toujours en contact avec Pascal Lissouba sur les recommandations du président gabonais.

La France est alors pro-Sassou.

À fond. Pascal Lissouba commençait à être sous l'influence de son entourage. Il s'obstinait et se tournait vers les Américains. Jacques Foccart a fortement influé auprès de Chirac sur ce dossier.

Sait-on que Paris appuie le retour de Sassou Nguesso de manière financière, voire militaire ?

Jacques Foccart avait fait en sorte que la compagnie Elf aide financièrement Sassou Nguesso, qui était par ailleurs aidé par Omar Bongo et d'autres de ses pairs dont, naturellement, l'Angolais José Eduardo Dos Santos. La plaque tournante de cette aide, notamment les rotations pour les livraisons d'armements, c'était Franceville.

En revanche, je n'ai eu aucun contact avec les Angolais. Ma première rencontre avec José Eduardo Dos Santos sera à l'occasion

de la visite de Nicolas Sarkozy à Luanda, en mai 2008, dans le cadre du réchauffement de la relation bilatérale sur fond d'Angolagate.

Vous demande-t-on de raisonner Pascal Lissouba ?

Non. Jacques Chirac et Dominique de Villepin me demandaient cependant expressément de ne pas couper les ponts avec lui. Lorsque j'allais à Brazzaville par le vol Air France, Omar Bongo était systématiquement informé de mes entretiens. Et il me faisait obligatoirement envoyer un avion pour Libreville où je lui faisais un compte rendu encore plus détaillé de mes rencontres.

L'autre individu fort bien infiltré et reçu dans les palais africains, en particulier à Brazzaville, est l'homme d'affaires Jean-Yves Ollivier. À l'exception de l'Afrique australe où vous n'intervenez pas, vous partagez les mêmes relations et « travaillez » dans les mêmes pays. Quelles relations entretenez-vous avec lui ?

Je l'ai très peu connu. Brazzaville était la seule capitale où nous nous croisions le plus souvent. Il nous est arrivé de prendre l'avion ensemble, côte à côte en première classe. Il s'est même ouvert à moi en me donnant des contacts téléphoniques. Durant ces voyages, nous n'hésitions pas à nous ouvrir l'un à l'autre. Il m'a même appris que nous étions voisins puisqu'il habitait 16, avenue Pierre 1er de Serbie.

Je ne vous cache pas que nous étions très discrets l'un vis-à-vis de l'autre. Nous n'évoquions jamais nos missions, mais nous nous embrassions à la « méditerranéenne » à chacune de nos rencontres.

N'existait-il pas des parasitages entre vous dans certaines capitales ?

Il m'arrivait de poser des questions sur ses activités aux présidents que je fréquentais. Denis Sassou Nguesso l'appréciait beaucoup, tout comme Omar Bongo et Jacques Foccart. Son ouverture sur l'Afrique australe est indéniable. On lui prête une facilité dans la signature de nombreux contrats, notamment dans l'industrie de l'armement, mais je me suis toujours gardé de lui poser des questions sur ces sujets.

Il vous tient tout de même à bonne distance et n'hésite jamais à vous tacler.

Nous étions de deux mondes différents. Il a eu l'occasion de me charger ici où là. Comme lui, beaucoup trouvaient que j'étais bien trop présent auprès de Chirac, de Foccart, de Villepin, de Bongo, de Sassou. Trop, trop, trop !

Dans son livre, *Ni vu ni connu. Ma vie de négociant en politique de Chirac et Foccart à Mandela*, paru en 2014[97], il affirme : « *[…] les intermédiaires, honnêtes ou malhonnêtes, comme dans toute profession, existent partout, ils ont toujours existé et existeront toujours puisqu'ils sont les maillons indispensables du système, capables de pénétrer les centres de décision souvent opaques pour y repérer les meilleurs interlocuteurs. C'est un service qui, comme n'importe quel autre, se rémunère. J'en vis et plutôt pas mal. Pour cela nul besoin des valises d'argent noir, de corrompre, de se faire corrompre, de virer des rétrocommissions d'un bout à l'autre de la planète* »[98]. Que vous inspire cette réflexion ?

Qu'elle me fait bien rire…

Avec le Congo-Brazzaville, l'autre dossier majeur de la chiraquie, jusqu'à la cohabitation 1997-2002, demeure le Zaïre.

Après l'opération réhabilitation que nous avons abordée plus haut, il faut savoir qu'à partir de 1995, Mobutu Sese Seko est de plus en plus gagné par la maladie. N'ayant toujours pas rencontré Dominique de Villepin de visu, j'échangeais avec lui en lui disant que Mobutu étant à Lausanne pour traiter son cancer de la prostate, il serait judicieux de lui rendre visite en tant que secrétaire général de l'Élysée. Objectivement, Mobutu ne donnait pas l'impression d'être en capacité de revoir le Zaïre de son vivant.

Jacques Foccart avait donné deux conseils avisés sur ce dossier : que Mobutu puisse garder le contact avec Étienne Tshisekedi, son opposant historique, et surtout envisager de renforcer les capacités de son armée en faisant nommer à la tête de l'état-major le général Donatien Mahele Lieko Bokungu, surnommé « Le Tigre », lequel sera assassiné en mai 1997. Il faut savoir que c'est Foccart qui propose ce scénario.

Dominique de Villepin s'est rendu en Suisse puis a fait son compte rendu à Foccart à son retour. Mobutu était d'accord sur les deux propositions, sauf que la nomination de Donatien Bokungu a été rejetée, pour d'obscures raisons, par Kongulu Mobutu, le fils de Mobutu surnommé « Saddam Hussein ».

La France appuie concrètement la survie du régime.

Oui. Un jour, je me trouvais chez Foccart. Il a fait appeler directement Mobutu par le standard de l'Elysée, lequel lui a glissé que son armée était en grande souffrance. Laurent-Désiré Kabila se renforçait grâce aux régimes ougandais et rwandais. Le président zaïrois a alors demandé l'intervention du Service Action (SA) de la DGSE, que Foccart avait créé sous de Gaulle.

Moi présent, rue de Prony, je vois ensuite Jacques Foccart appeler Jacques Chirac pour lui demander de mettre un millier d'hommes du

SA à la disposition de l'armée régulière zaïroise. Je me souviens encore des arguments utilisés :

> « Jacques, les Américains sont derrière Kabila. Ce grand pays francophone d'Afrique va nous échapper. Il n'y a pas un instant à perdre. Il faudrait que vous puissiez monter une opération en recourant au SA. Un millier d'hommes suffirait à maîtriser les troupes de Kabila ».

Jacques Chirac en a informé Alain Juppé, Premier ministre et statutairement chef de la DGSE, qui s'est opposé à l'opération.

La doctrine en vogue était de limiter le militarisme français en Afrique.

Surtout, il n'appréciait pas Mobutu. Mais il est vrai que Paris, encore traumatisé par le contexte post-génocide rwandais, rechignait à s'engager militairement. De plus, allez faire comprendre à Juppé les intérêts géostratégiques du Zaïre. Il n'aimait pas Mobutu comme il n'aimait pas davantage Robert Bourgi…

Je suis alors monté au créneau chez Dominique de Villepin, qui m'a répondu :

> « Camarade, inutile d'insister, il n'y aura pas d'intervention ».

C'est là que tout s'est écroulé. Avec le millier d'hommes de Foccart, la destinée de ce grand pays eut radicalement changé. Les hommes de Laurent-Désiré Kabila auraient été défaits, voire déconfits.

Vous avez accompagné Mobutu jusqu'à sa disparition.

L'émotion me gagne toujours en parlant de lui, car j'ai été le mieux placé pour savoir ce qu'il a apporté à la France. Après son opération à Lausanne, il a regagné sa villa de Roquebrune-Cap-Martin, dans le sud de l'Hexagone. Échangeant avec lui, il m'a confié ceci :

« Robert, la France me laisse tomber et Jacques [Chirac] a la mémoire courte. Tu en es le témoin. Juppé, je ne lui en veux pas, il n'était pas forcément au courant. Villepin est relativement nouveau et a eu la gentillesse de venir me voir en Suisse. Mais Chirac… »

C'est là que j'ai vu qu'il flottait littéralement dans ses vêtements avec des difficultés à marcher. Je lui tenais le bras et, comme vous le savez, j'ai également été présent dans l'avion qui l'a ramené à « Kin » après une nouvelle hospitalisation d'un mois en France.

Un retour triomphal.

En mars 1997, un million de personnes attendaient. Kengo wa Dondo, tout le gouvernement et les corps constitués aussi. Mais une fois sur le tarmac, les médecins présents dans l'appareil ont dit à Mobutu qu'il n'avait pas les moyens physiques de descendre la passerelle. Tous les officiels ont alors eu pour consigne de rallier la résidence présidentielle de la capitale. Les Kinois présents sont restés à l'aéroport, espérant toujours voir leur chef. C'est là que Mobutu, tenu à gauche et tenu à droite, s'est engouffré discrètement dans une voiture pour rejoindre sa villa. Il a fait son fameux discours dans lequel il a éclaté en sanglots.

Puis arrivera l'ultime tentative de négociation, début mai 1997, sur l'*Outenika*, en présence de Laurent-Désiré Kabila et de Nelson Mandela, à Pointe-Noire. Mais les troupes de Kabila étaient à Kinshasa. C'était fini.

Avez-vous assisté à la rencontre sur l'Outenika **au nom de la France ?**

Je n'avais pas de lettres de mission et n'en n'avais pas besoin. J'étais dans la cabine de Mobutu. Un point, c'est tout. J'étais présent lorsque Nelson Mandela est arrivé. C'est là que j'ai vu « Madiba »

pour la première fois. Était également présente Ngawali Mobutu. Mandela a lancé à Mobutu :

« How are you my friend? »

Se rendant compte que son interlocuteur était incapable de lui donner le bras, Mandela l'a aidé pour aller dans la salle de conférence où attendait Kabila. Ce dernier l'a copieusement méprisé. Mobutu savait que la partie était terminée.

Il s'est ensuite rendu à Gbadolite. Son dernier cercle lui a permis de monter dans un avion en partance pour Lomé au moment même où des éléments de la division spéciale présidentielle (DSP), la garde prétorienne créée par Mobutu lui-même, ont tenté d'abattre l'appareil. Pour Gnassingbé Eyadema, l'invité était trop encombrant. Il n'est pas aisé de garder Mobutu chez soi. Mobutu a terminé ses jours à Rabat où il est mort en septembre 1997.

C'est depuis votre cabinet qu'il vous demande à finir ses jours en France.

C'était après la vaine négociation sur l'*Outenika*. De retour en France, j'ai reçu un appel de son aide de camp, le colonel Hilaire Motoko Elabe, dernier commandant du bataillon sécurité de la DSP qui n'a jamais lâché son patron. Il m'a passé un Mobutu à la voix à peine reconnaissable me demandant, comme un service, de pouvoir rentrer en France afin de mourir à Roquebrune-Cap-Martin.

« Des deux Jacques, il n'en reste plus qu'un seul qui peut m'accorder cette faveur. Je compte sur toi. »

Seulement, pour ce faire, il fallait une demande d'autorisation. J'ai appelé Villepin en lui expliquant la situation et en rappelant tous les actes, d'abord financiers, posés pour la France. Il ne demandait rien. Juste y finir ses jours. Une demi-heure plus tard, Villepin m'a répondu

que Jacques Chirac l'avait écouté de bonne grâce tout en demandant à Alain Juppé de trancher. Et ce dernier de répondre :

« Qu'il aille mourir ailleurs ! »

J'ai annoncé la nouvelle le soir même au colonel Motoko qui a eu cette réaction typiquement africaine :

« Eh, maître, même çà… »

Malheureusement, Jacques Foccart ayant disparu, les leviers sur l'Afrique à l'Élysée sont subitement devenus nettement moins puissants.

Comment se fait-il que Jacques Chirac demande à son Premier ministre d'arbitrer un tel dossier ?

Parce qu'en réalité, il manquait souvent de courage. Et parce que Mobutu ne représentait plus rien.

Qui obtient son exil dans le royaume chérifien ?

C'est Jacques Chirac, en intervenant auprès du roi Hassan II.

Pourquoi la France ne le reçoit-elle pas ?

En raison du veto incompréhensible de Juppé, lequel a pu dégager une telle marge de manœuvre grâce à la place laissée par le départ de Foccart. Je me souviens d'ailleurs qu'à cette époque la presse française titrait : « Foccart est mort, le tombeau de Mobutu est ouvert ! » Ce n'était plus l'actualité principale.

Avant la dissolution de l'Assemblée nationale, en France, suivie des élections législatives, Jacques Chirac a obtenu qu'il soit rapatrié au Maroc. Tous les proches du président zaïrois ont bénéficié d'un traitement de faveur dans la pure tradition d'accueil du royaume chérifien. Je m'entretenais tous les jours de sa santé via son aide de camp. Certains jours, il affirmait au téléphone :

« Papa est très fatigué, il ne pourra pas vous parler. Ce n'est pas bon ».

Je comprenais que l'état de santé se dégradait rapidement.

Villepin était-il déjà très sensibilisé à l'Afrique ?

Par ses connaissances livresques et son passage au Quai d'Orsay, oui. Mais, dès notre première rencontre, je lui ai présenté du monde. J'ai établi les contacts directs amicaux et fraternels avec Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso, Blaise Compaoré, Amadou Toumani Touré, Laurent Gbagbo, Gnassingbé Eyadema, que sais-je encore.

Au-delà du maréchal Mobutu, vous évoluez au sein de toute la classe politique congolaise.

C'est exagéré tant elle est immense, mais j'ai noué des liens avec Étienne Tshisekedi[99] que j'ai rencontré à Bruxelles, au début des années 1990, à la demande de Jacques Foccart, lorsque le Zaïre connaissait une sérieuse instabilité politique. Son fils Félix, président de la République démocratique du Congo (RDC) depuis 2019, m'avait amené jusqu'à son père. En mai 2024, j'ai d'ailleurs assisté à l'une de ses conférences à Paris après avoir été invité par son protocole. Je suis toujours le bienvenu dans l'ex-Zaïre. Mais à l'époque rien n'allait dans ce pays au bord du gouffre. Grand leader, Étienne Tshisekedi était déjà l'opposant historique du Maréchal et fut même, un temps, son Premier ministre. à peine un mois en 1991 puis d'août 1992 à mars 1993. Il reviendra à ce poste début avril 1997. Il m'a toujours dit sa disposition réelle à coopérer avec Mobutu mais l'entourage de ce dernier, à commencer par sa garde prétorienne, ne voulait pas en entendre parler. D'où l'option Kengo que nous avons avancée. Si l'attelage Mobutu/Tshisekedi avait tenu, Laurent-Désiré Kabila aurait sans doute eu une moindre marge de manœuvre.

Proche de Jean-Pierre Bemba, vous allez jusqu'à lui rendre visite à La Haye.

Son père, Jeannot Bemba Saolona, le patron des patrons zaïrois, était une personnalité marquante de la galaxie Mobutu. C'est auprès de lui que j'ai rencontré Jean-Pierre qui était comme un fils pour le Maréchal. Il s'intéressait beaucoup à la politique française avec un vif intérêt pour le duo Chirac/Foccart. Nous n'avons jamais cessé de nous voir avec nos épouses respectives. Amitié qui m'a naturellement poussé à venir le voir plusieurs fois à La Haye où il avait été incarcéré pour des faits dont il n'était même pas responsable. D'où sa relaxe[100]. Il a toujours été extrêmement confiant pour son pays. Il est actuellement vice-premier ministre et je me dois de souligner la parfaite collaboration avec le président congolais.

Pourquoi rendre visite à Bemba et pas à Gbagbo ?

Chaque fois que je voyais Jean-Pierre je restais au minimum deux heures. Nous évoquions naturellement Laurent. Mon frère Albert le visitait très fréquemment. Pourquoi pas moi ? Pour la simple raison que des esprits mal intentionnés, au sens diabolique du terme, n'ont cessé de me faire passer pour un conspirateur contre lui et que j'avais pris le parti des rebelles au point qu'il s'en était persuadé. Pour la famille Bourgi, il reste un frère. Il me tarde de le revoir et qu'il sache, en lisant ce livre, quel fut le rôle de défenseur et de pacificateur que j'ai joué pour lui auprès des Chirac et des autres pour calmer les esprits.

---

93. Michel Lunven, *Ambassadeur en Françafrique*, Guéna, 2011.

94. Auteur, notamment, de *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Folio Inédit Histoire, Paris, 2012.

95. Entre le 5 et le 14 mai 1999, des réfugiés congolais traversent le fleuve entre les

deux Congo pour rentrer dans leur pays. Quand ils atteignent le port fluvial de Brazzaville, appelé le « Beach », ils font l'objet d'un tri. Au moins 353 d'entre eux disparaissent.

96. Jacques Toubon est ministre de la Justice et garde des Sceaux dans le gouvernement d'Alain Juppé du 18 mai 1995 au 2 juin 1997.

97. Jean-Yves Ollivier, *Ni vu ni connu. Ma vie de négociant en politique de Chirac et Foccart à Mandela*, Fayard, 2014.

98. *Ibid.*, p. 242-243.

99. Étienne Tsisekedi (1932-2017), président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) fut l'opposant historique à Mobutu Sese Seko.

100. Vice-président de RDC de 2003 à 2006, et fondateur du Mouvement de Libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba a été reconnu coupable de « crimes de guerre » en 2016, par la Cour Pénale Internationale (CPI) avant d'être acquitté, deux ans plus tard, en juin 2018.

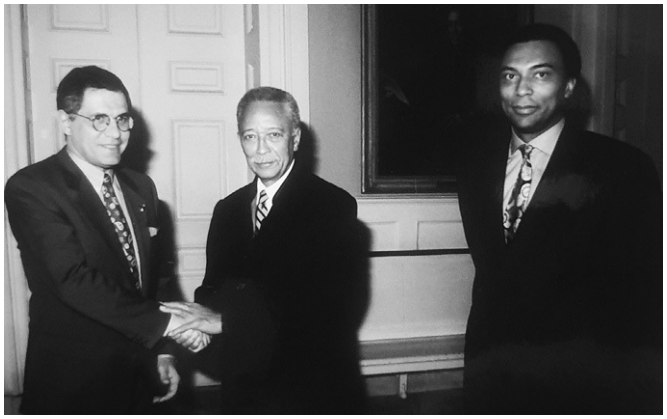
Album photographique n°2

En 1986, dans le Falcon 20 du Glam qui emmène le ministre Michel Aurillac au Gabon avec ses conseillers André Mousset et Christian Sabbe. Je suis de dos.

En 1987, avec Michel Aurillac, rue Monsieur.

Le jour de ma prestation de serment comme avocat, en 1993, en compagnie de ma femme et de mon ami gabonais, Noël Bayot.

En visite au Gabon, en 1993, le Dalaï-lama est passé par la résidence de France de Libreville. Je suis en compagnie de l'ambassadeur Louis Dominici (à droite) et de Stéphane Martin, le futur directeur du musée du quai Branly – Jacques Chirac.



Envoyé spécial du président Omar Bongo aux États-Unis, je suis reçu à la mairie de New York avec Michel Teale, en 1994.

Le président Mobutu Sese Seko m’accueille à Gbadolite, en 1994.

De retour à Cotonou, en 1996, je retrouve le président Mathieu Kérékou.

Jacques Foccart photographié dans l'intimité de son appartement de la rue de Prony avec son perroquet « Coco ».

Avec son indéfectible secrétaire Odette Leguerney, Jacques Foccart profite d'une sortie en mer au large de Cavalaire-sur-Mer.

Quelques mois avant son « départ », en mars 1997, Jacques Foccart est élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur par Jacques Chirac.

Avec mon ami Laurent Gbagbo, en 2000, à Abidjan.

En 2001, avec mes amis Georges Ouégnin et Émile Boga Doudou, ministre de l'Intérieur de Côte d'Ivoire assassiné en septembre 2002.

En 2002, avec Blaise Compaoré et mon « frère » Georges Ouégnin.

Lors de la visite d'Alain Juppé, président de l'UMP, en avril 2003, à Libreville avec Pascal Drouhaud, responsable des Relations Internationales du parti, Omar Bongo et Virginie Aubin, chef de cabinet de Juppé.

Alassane Ouattara salue ma femme et ma fille Sophie, en 2006, à l'occasion d'une soirée de la Fondation Children of Africa.

Allocution du président Sarkozy lors de la remise de ma Légion d'honneur, en septembre 2007.

Distinction épinglée sur le veston.

Avec Bernard Debré, Renaud Dutreil et Patricia Balme, en 2007.

En 2007, avec les ambassadeurs du Gabon et du Sénégal, respectivement Jean-Marie Adzé et Doudou Salla Diop.

En 2007, avec Pierre Bédier et sa femme.

En 2007, en présence de Najr Abi Assi, conseiller politique du président de la République libanaise, présent à la remise de ma Légion d'honneur.

En 2007, avec Claude Guéant ainsi que l’ambassadeur ivoirien Eugène Allou et son épouse.

En 2007, avec Jean-Dominique Okemba, « sécurocrate » de Denis Sassou Nguesso et patron des Renseignements congolais.

En 2008, nous fêtons les 80 ans de Michel Aurillac avec son épouse, Martine, au Bristol.

En 2008, je me retrouve à Nouakchott avec l'influent Mohamed Ould Bouamatou, à l'occasion de la campagne présidentielle du général Mohamed Ould Abdel Aziz.

Avec Jean-Philippe Gouyet et Philippe Bohn au Sommet Afrique-France, à Nice, en 2010.

Avec Karim Wade, fils d’Abdoulaye et ministre d’État.

En 2010, je présente de nouveau Karim Wade au président Sarkozy, dans son bureau de l'Élysée.

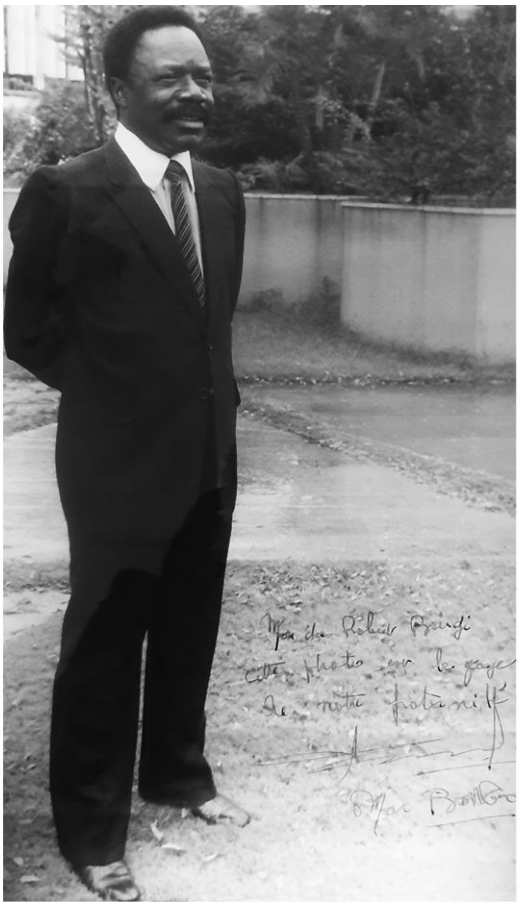


Photo dédicacée et hommage de « Papa ».

Chapitre 15 : Laurent Gbagbo, un donateur inattendu

La scène politique ivoirienne a commencé à vaciller avec la présidentielle contestée de Henri Konan Bédié, le 22 octobre 1995, qui suit de deux ans la mort de Félix Houphouët-Boigny. Vous connaissiez fort bien Laurent Gbagbo. Et Alassane Ouattara ?

Je le connaissais également. Il était opposant à la tête du Rassemblement des républicains (RDR) alors que « HKB » s'employait à lui barrer la route dans son ascension politique. Il me recevait dans sa villa de Mougins, dans le sud de la France, ou je le voyais dans son appartement de l'avenue Victor Hugo à Paris. Je l'ai accompagné pour une visite chez Dominique de Villepin lorsque ce dernier occupait le portefeuille des Affaires étrangères[101].

Quel regard porte alors Paris sur Henri Konan Bédié ?

Jacques Chirac a fait l'effort de le supporter dans le souvenir de Félix Houphouët-Boigny, mais il n'y a jamais eu d'atomes crochus. Idem de la part de Jacques Foccart. Quant à Alain Juppé, il a toujours considéré, dès son voyage pour le club 89, qu'il ne travaillait pas suffisamment.

En revanche, et il faut que cela soit su, j'ai organisé, dans l'ignorance absolue de Jacques Chirac, président de la République, une rencontre entre Laurent Gbagbo et Dominique de Villepin juste avant sa victoire à la présidentielle d'octobre 2000.

Comment Jacques Chirac et Villepin réagissent-ils à la chute de « HKB » en décembre 1999 ? Ont-ils vu venir le coup ?

Personne n'a vu venir le général Robert Guei, pas même Fernand Wibaux ou Michel Dupuch, lequel fut pourtant en poste à Abidjan un paquet d'années, c'est dire ! En 1999, la cohabitation était installée depuis deux ans avec Lionel Jospin comme Premier ministre. Jacques Chirac a suggéré que l'armée française, présente à Port-Bouët, intervienne pour sauver ce régime. Le chef du gouvernement s'y est opposé.

Un hélicoptère attendait Bédié sur une piste de Port-Bouët. Il l'a rejoint à bord d'un véhicule blindé. Georges Ouégnin voulait monter à bord. Refus de Bédié, qui est parti avec sa seule famille en direction de Lomé. La France a pris acte du coup d'État sans pour autant le reconnaître.

Êtes-vous « actionné » à cet instant ?

Bien sûr. Je connaissais le général Guei de longue date. Je l'appelais « Bob ». Il nous a convoqués avec George Ouégnin. Personne ne l'a jamais su. Il nous a remis une lettre pour Jacques Chirac. Nous l'avons remise à Villepin.

À quel propos ?

C'était une demande de reconnaissance. Elle fut évidemment rejetée. À Paris, personne ne voulait entendre parler de ce général, premier militaire putschiste de Côte d'Ivoire.

Les mois précédant ce *putsch*, Laurent Gbagbo s'appuie sur vous pour s'ouvrir aux réseaux de la droite française.

J'ai même été beaucoup plus loin en le présentant, au début des années 1990, à Jacques Foccart en personne lorsqu'il était encore opposant. Il eut cette réflexion :

« Monsieur Gbagbo, si le président Houphouët-Boigny me voyait, je ne sais pas ce qu'il penserait, mais je suis persuadé que l'avenir plaide en votre faveur ».

Plus tard, après la disparition du « Vieux », Foccart me demandera de le présenter discrètement à Villepin, car il sentait que le personnage allait compter. C'était juste avant la chute de Henri Konan Bédié. Laurent Gbagbo est sorti de l'entretien extrêmement « joyeux » selon son propre qualificatif.

À l'époque, quand il venait en France, il résidait à l'Ibis de la porte d'Orléans. Autant dire un hôtel des plus spartiates. Pour préparer cette entrevue, je l'ai invité au restaurant Tsé Yang en face de mon cabinet. Villepin m'a demandé de venir le soir même pour prendre son « whisky spécial » et parler du patron du Front populaire ivoirien (FPI). Au pouvoir à Abidjan, Henri Konan Bédié n'a rien su de cette rencontre. Le rendez-vous a été fixé, le lendemain, au bar du Bristol.

Le Jour J, je suis passé prendre Gbagbo à son hôtel avec ma voiture. Le grand échalas est arrivé à 19 h tapantes. La rencontre fut empreinte de cordialité. La Côte d'Ivoire n'est pas n'importe quel pays pour la France en Afrique. Tous les grands groupes et des centaines d'entreprises y sont installés. Avec sa franchise habituelle, Laurent Gbagbo a expliqué à son interlocuteur qu'il ne pensait sincèrement pas qu'il viendrait à ce rendez-vous. Réponse de Villepin :

« C'est très mal me connaître ».

La conversation s'est engagée, nous disposions de peu de temps. Gbagbo estimait que Henri Konan Bédié était dans l'impasse, sur une pente dangereuse même avec son concept ouvertement xénophobe d'ivoirité. Il était certain d'emporter la présidentielle de 2000. Bonne prémonition. Le lendemain, Villepin m'a demandé de revenir « avec la personne que nous avions vue la veille » pour

déjeuner à l'Élysée, dans l'appartement privé du président de la République, au 1er étage, du côté de la rue de Marigny.

Le principal opposant ivoirien déjeune ainsi à l'Élysée.

Un déjeuner à trois : Villepin, Gbagbo et moi-même. Laurent Gbagbo l'a remercié pour le courage dont il faisait preuve en le recevant, tout en lui rappelant de nouveau qu'il avait face à lui le futur président de Côte d'Ivoire.

Au-delà de votre amitié, pourquoi aidez-vous Laurent Gbagbo, homme de gauche, membre de l'Internationale socialiste et ami personnel de votre frère Albert ou de personnalités comme Guy Labertit, le « Monsieur Afrique » du Parti socialiste ?

Parce qu'il m'inspirait beaucoup de sympathie. Albert me félicitait d'ailleurs pour mon travail, en permettant à Gbagbo de lui ouvrir les réseaux de la droite française alors au pouvoir, du moins au niveau présidentiel. Une rencontre Gbagbo-Villepin au cœur de l'Élysée, c'était une prise de risque tout à fait énorme.

Ce déjeuner n'a pas fuité ?

Villepin en a fait part à Chirac qui s'est emporté :

« Encore Bourgi qui fout son bordel ! »

Mais j'étais dédouané. Avec Villepin, le courant est parfaitement passé entre les deux hommes. Ils s'appelleront par la suite à fréquence régulière.

Quid d'Alassane Ouattara ?

Jamais Jacques Chirac ou Villepin ne l'ont reçu. Chirac ne l'appréciait pas du tout. Pas plus que sa femme, Dominique Folloroux-Ouattara, qu'il jugeait « intrigante ».

En 2000, la France a pourtant toutes les difficultés à reconnaître Laurent Gbagbo, élu dans des conditions qu'il a lui-même qualifiées de « *calamiteuses* ».

C'est l'époque où Georges Serre[102], le « Monsieur Afrique » du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, a pris attache avec moi. Le ministre de la Coopération, Charles Josselin, sous tutelle de Védrine, se trouvait à Libreville. L'étape suivante devait être Abidjan, mais le voyage eût été impossible sans une reconnaissance explicite de Gbagbo. Georges Serre, qui deviendra plus tard un grand ambassadeur, notamment en Côte d'Ivoire, m'a abjuré de parler à Villepin pour que Paris aille dans ce sens. J'ai foncé à l'Élysée, en passant par l'extraordinaire secrétaire particulière du secrétaire général, Nadine Izard, pour demander à le voir.

Je me souviens que nous étions un jeudi. Villepin m'a prié de me rendre à Abidjan, tout en m'apprenant que Jacques Chirac reconnaîtrait Laurent Gbagbo le lundi suivant dans la matinée. Dès mon arrivée à Abidjan, j'ai dîné avec le nouveau couple présidentiel. Le lundi en question, Villepin m'informe que Jacques Chirac allait joindre Gbagbo à 9 h, heure d'Abidjan. J'ai couru chez lui. La sécurité m'a introduit dans sa chambre où je le vois encore en train de se raser dans sa salle de bain. Je l'ai averti :

« Chirac va t'appeler ! »

À l'heure dite, le téléphone sonne. Au bout du fil, son homologue français lui tient ces propos :

« Mon appel vaut reconnaissance ».

La scène était inouïe. Gbagbo m'a serré dans ses bras et m'a embrassé. J'en ai profité pour lui signaler que Georges Serre avait beaucoup plaidé sa cause. D'ailleurs, il l'a également remercié. Voilà comment Paris l'a reconnu : dans sa salle de bain devant son miroir !

Sa première visite en France, en juin 2001, ne va non plus sans poser quelques soucis.

Il venait de Bruxelles et attendait un feu vert de Jacques Chirac pour se rendre à Paris. J'affirme que Villepin a utilisé toute sa force de persuasion pour que son accueil soit conforme au protocole dû à un chef d'État. L'entretien s'est correctement déroulé.

Villepin a ensuite rendu visite à Gbagbo à son hôtel, et je peux vous dire qu'on était très loin de l'Ibis de la porte d'Orléans. Je l'avais informé que son hôte adorait le whisky de la marque Strathisla. Gbagbo en a aussitôt fait livrer. Arrivé à son hôtel, Villepin eut cette remarque :

— Dis-moi Laurent, comment sais-tu que c'est mon whisky préféré ?

— Robert est là, il sait tout.

Il m'en reste d'ailleurs une bouteille de 1963, que Villepin m'a offerte.

Pourquoi Chirac n'appréciait-il pas *a priori* son homologue ivoirien ?

Il ne jurait que par « Houphouët ». Il y avait eu, entre ces deux hommes, comme un sentiment de filiation. Il n'a jamais dévié de cette voie.

Au cours de cet entretien, Dominique de Villepin songe à demander un soutien au nouveau président ivoirien pour le RPR.

Il y avait songé dès l'entretien à l'Elysée puisqu'il m'avait pris à part pour me dire de ne pas oublier 2002. Le sujet était des plus délicats bien évidemment car Gbagbo était profondément de gauche et son parti membre de l'Internationale Socialiste. Je lui ai demandé de me

faire confiance et de me laisser aborder cette question le moment venu.

Est-ce la toute première fois que Villepin aborde la question du financement d'une campagne électorale par les fonds africains ?

Oui.

Comment expliquez-vous que Villepin semble adhérer progressivement à ce système, lui qui voulait vous passer des menottes au poignet ?

Il n'avait aucune attirance pour ce type de procédé. Pour autant, à l'élysée de 1995 à 2002, il a vu défiler beaucoup de fonds en provenance de nombreux pays au sud du Sahara. Il a surtout pris conscience de l'attirance de Jacques Chirac pour l'argent. Pouvait-il l'alerter ? Le sensibiliser ? Le refreiner ? Lui faire des leçons de morale ? Ils étaient tous les deux si familiers depuis tant d'années.

Comment convaincre Gbagbo de recourir à une pratique allant contre ses principes ?

Je lui ai fait comprendre qu'il avait un allié sûr à la présidence de la République française en la personne du secrétaire général, ce qui n'était pas rien. Puis j'ai sollicité un tête-à-tête. Il a aussitôt compris de quoi il s'agissait. J'ignorais s'il allait financer la gauche et le camp Jospin, mais je lui ai fait comprendre qu'il serait de bon augure de soutenir Jacques Chirac. Il fit cette remarque :

« Robert, je vais trahir mon camp, mais je le ferai ».

J'ai monté un déjeuner dans un salon privé du restaurant La Pérouse, dont le patron était l'une de mes connaissances, tout en prenant à ma charge les repas de tous les membres de la sécurité française et ivoirienne. Omar Bongo, en grand adorateur de ce type

de détails croustillants, voulait être informé presque minute par minute.

Le déjeuner a commencé. Le whisky et le Chambertin aidant, Laurent boit, Dominique boit, je bois et, à un moment donné, Villepin me regarde. Nous nous étions entendus sur le moment propice. Je me suis alors tourné vers notre hôte :

> « Laurent, je vais te parler comme je le fais à tous les responsables de la droite française depuis des années. Il faut que tu aides Chirac pour sa campagne. Tantôt, tu m'as donné ton accord, peux-tu le confirmer à Dominique ? »

Ce qu'il fit et il le confirmera à Chirac lors de son autre visite officielle en France, en décembre 2001. Les fonds seront remis par son collaborateur Eugène Allou, patron du protocole, le 13 décembre très exactement.

Une nouvelle entrée dans le cercle des contributeurs.

Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso ou encore Blaise Compaoré étaient déjà des membres habitués de ce « club » *select*.

Pourquoi solliciter Gbagbo, un homme profondément ancré à gauche ?

Parce que Jacques Chirac avait un gros besoin d'argent ! Et la Côte d'Ivoire est un partenaire ultra-privilégié de la France, avec des moyens. Son premier partenaire commercial au sud du Sahara et premier producteur mondial de cacao. C'est une puissance agricole.

Certes, mais pourquoi solliciter un président qu'il n'appréciait pas ?

Jacques Chirac n'est pas à l'origine directe de cette demande, c'est Villepin qui s'en est chargé. La nuance est fondamentale. Chirac

aimait les sous ! Peu importe de qui ils venaient. Il était irrésistiblement attiré par l'argent. C'est aussi simple et c'est cela, vous journalistes, que vous ne parvenez toujours pas à comprendre.

Cette opération était-elle risquée pour vous ?

Lorsque Villepin me sollicitait, il savait pertinemment que la prise de risque était infime, voire inexistante.

Dans l'entretien qu'il accorde au journaliste François Mattei, au moment où il purge sa peine à la Cour pénale internationale, Laurent Gbagbo explique : « *C'était en 2001. Villepin et Bourgi me demandent de cracher au bassinet pour l'élection de 2002 en France. […] C'était le prix à payer pour avoir la paix en Françafrique. […] Je ne suis pas fier de cet épisode. Je pensais gagner la marge de manœuvre nécessaire pour avancer vers nos objectifs. […] Ils ne sont pas revenus à la charge. Je n'aurais pas accepté. Ils le savaient. Plus tard, Chirac dira que je l'avais manqué, prétendant que j'avais laissé filer l'information*. »[103]

Dominique de Villepin m'a demandé d'obtenir une contribution de Laurent Gbagbo, ce que j'ai fait. Pour le convaincre, il m'a suffi de lui rappeler que je l'avais fait rentrer à l'Élysée alors qu'Henri Konan Bédié présidait toujours à la destinée de la Côte d'Ivoire. Il m'a donné son feu vert pour le déjeuner chez La Pérouse. Laurent Gbagbo est tout sauf un imbécile ou un naïf. Il savait pertinemment que la question d'un financement serait tôt ou tard posée sur la table.

Lorsque je l'ai abordée durant le déjeuner, il a fixé Villepin droit dans les yeux en confirmant sa contribution. Mais c'est vrai qu'elle allait à l'encontre de ses convictions. Il le faisait parce que « Houphouët » et Henri Konan Bédié l'avaient fait avant lui. Il espérait que cet « effort »

lui apporte une certaine tranquillité dans sa relation avec Paris. Ce que les dirigeants français n'ont jamais respecté.

Comment la livraison s'est-elle effectuée ?

Le 13 décembre 2001, Eugène Allou est venu à mon cabinet, dans une voiture de l'ambassade de Côte d'Ivoire en France. Il était porteur de 3 millions $. L'argent était à même des sacs de la marque Puma. Je voulais l'envelopper dans du papier. Je suis alors allé dans la chambre de ma fille pour décrocher des posters de mini-Austin dont elle était fan. Pour la petite histoire, je venais de lui en offrir une ! On a enveloppé les 3 millions dans ces grands papiers glacés avant de les placer dans deux sacs banalisés. Ensuite, j'ai pris rendez-vous avec Villepin pour la remise des fonds.

Nous avons débarqué à l'Élysée par l'avenue de Marigny. Prévenue, Nadine Izard nous attendait. Eugène Allou portait les sacs seul, en demandant constamment si le chemin était encore long. Le pauvre était à bout de forces.

Arrivé dans le bureau de Villepin, ce combattant politique de longue date aux côtés de Laurent Gbagbo a tenu à lui rappeler que l'homme qu'il servait était fidèle et de parole, mais qu'il ne fallait pas trop le chatouiller. Il a insisté sur le fait que Laurent Gbagbo n'était pas « Baoulé », mais « Bété », ethnie victime de graves massacres au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Villepin a bien saisi le message, du moins le montra-t-il.

Les deux hommes se verront ensuite souvent.

Entre mai 2002 et mars 2004, Villepin se rendra fréquemment à Abidjan en tant que ministre des Affaires étrangères. C'est au cours de l'une de ces réunions, en 2002, entre nous trois, que Gbagbo lui a confié ne pas se sentir tranquille avec sa frontière nord. Blaise Compaoré, selon lui, « s'agitait un peu trop ». Il attendait une position

neutre de la France. Villepin lui a assuré qu'il le mettait symboliquement sous sa protection.

Une fois de retour à Paris, il a souhaité un débriefing. Il voulait un décryptage de ce qui se passait au nord. Je lui ai apporté les explications nécessaires d'autant plus facilement que je connaissais parfaitement Blaise Compaoré. Je lui ai précisé qu'on voyait très souvent Alassane Ouattara à Ouagadougou, présence non fortuite. Blaise Compaoré me confirmera d'ailleurs de vive voix qu'il se sentait plus proche d'Alassane Ouattara que de Laurent Gbagbo.

---

101. Dominique de Villepin est chef de la diplomatie française du 7 mai 2002 au 30 mars 2004.

102. Né en 1952, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) et docteur en études africaines de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Georges Serre fut conseiller Afrique du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine de 1997 à 2002. Il deviendra par la suite ambassadeur de France en République démocratique du Congo (RDC), au Cameroun et en Côte d'Ivoire. À la fin de sa carrière, il devient conseiller du patron du groupe maritime CMA-CGM, Rodolphe Saadé.

103. Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre. Pour la vérité et la justice*, Max Milo, 2021, p. 57.

Chapitre 16 : De l'argent frais burkinabè

Vous êtes proche du Burkina Faso et votre contact sur place n'est pas n'importe qui : c'est Salif Diallo, l'homme qui a fait Compaoré politiquement.

C'était le confident, le sherpa. Il était plus direct, plus rugueux et moins retors que le président burkinabè. Durant nos échanges, il sous-entendait sans ambages que s'il pouvait se débarrasser de Gbagbo, il n'hésiterait pas. Il faut dire que la victoire de ce dernier a mis à mal la communauté burkinabè de Côte d'Ivoire, forte de plusieurs millions de ressortissants, notamment dans les plantations de cacao.

Avez-vous répercuté à Villepin ?

Naturellement, c'est même Salif Diallo qui m'y a incité.

Outre son influence sur le président burkinabè, il fut son émissaire pour le transport de fonds en provenance de Ouaga.

À l'approche de la présidentielle de 2002 en France, *bis repetita* donc ! La « chiraquie » m'a redemandé de collecter de l'argent. Le président burkinabè faisait partie des donateurs assidus même s'il m'avoua que les caisses ne débordaient pas. En novembre 2001, j'ai calé une importante remise de fonds avec Salif Diallo à Ouagadougou où je me suis rendu avant que lui-même ne vienne à Paris. Il était descendu au Sofitel Champs-Élysées où je suis allé le

chercher. Et là, très gros problème : l'argent n'était pas dans des sacs ou des mallettes, mais dans des djembés !

« Grand frère, le patron a dit qu'il fallait que cela passe inaperçu. Il a eu cette idée, car Villepin adore la musique ».

C'était le dimanche 18 novembre, nous nous sommes retrouvés tous les deux devant quatre tambours remplis de dollars : 3 millions au total. J'étais incrédule. Villepin devait le rencontrer en soirée. Nous sommes montés dans une voiture de l'ambassade du Burkina Faso. Salif Diallo est très grand, et les djembés ne rentraient pas tous dans le coffre.

Comment avez-vous procédé ?

Il m'a demandé de prendre ma voiture personnelle, mais comme je venais d'être opéré d'une hernie discale et que je refusais de toucher à cet argent, j'ai demandé à mon fils, Olivier, un solide gaillard, de m'accompagner. Comme d'habitude, tout le monde était avisé. Cette fois, nous sommes rentrés directement dans la cour de l'Élysée. Les gendarmes ne paraissaient absolument pas surpris. Et voici mon fils et Salif Diallo sortant les djembés de la voiture, aidés par Nadine Izard. Imaginez un peu la scène : les gendarmes, les huissiers en habits…

Nous sommes montés jusqu'au bureau de Villepin avec nos djembés pleins à craquer. Il nous a salués tout en posant les questions habituelles sur le montant. Salif Diallo a présenté ses excuses parce qu'il s'agissait de dollars. Le secrétaire général de l'Élysée est ensuite allé chercher Jacques Chirac :

— Monsieur le président, vos visiteurs sont arrivés.

Il a débarqué en chemise cravate, sans veste :

— Alors chers amis, comment allez-vous ?

Les quatre djembés étaient debout devant lui. On se serait cru à un concert de Bob Marley. Lorsqu'il a aperçu mon fils, il a eu un moment d'hésitation, croyant qu'il s'agissait d'un journaliste.

C'était la première fois qu'il était embarqué dans vos opérations ?

Oui. Chirac a posé les questions d'usage sur ses études, etc. Puis j'ai demandé à Olivier d'attendre dans le bureau de Nadine Izard.

Vous vous retrouvez à quatre dans le bureau du président de la République.

Il n'avait d'yeux que pour les djembés et regardait à peine Salif Diallo. Il lui a tout de même demandé comment se portait son président, Blaise Compaoré. Salif Diallo s'est de nouveau excusé pour la devise. Puis Chirac a paru interrogatif, car ignorant par où l'argent devait sortir. Les djembés avaient été scellés par le fond, il fallait en découper la peau. Il s'est tourné vers moi pour savoir si j'étais outillé pour cela. Je lui ai répondu par la négative.

Heureusement, Nadine Izard a débarqué, une grande paire de ciseaux à la main. Salif Diallo, qui avait une prestance de seigneur, se demandait s'il n'avait pas atterri dans un asile. Jamais je n'oublierai cette scène.

Une fois le premier djembé ouvert, il a été retourné et une pluie de dollars est tombée à terre. Que des petites coupures de 5 et 10 $. J'entends encore la remarque de Chirac :

> « Il y va fort Blaise. Il nous a refilé que des petites coupures. Comment va-t-on faire ? »

Sur cette remarque, je lui ai précisé que ma mission était terminée tout comme celle de l'émissaire. Nous avons demandé congé. Nous avons « demandé la route », comme on dit en Afrique.

Selon vous, pourquoi les élites africaines se compromettent-elles de la sorte au cœur de la présidence française ?

C'était du clientélisme politique au sens premier du terme. La France restait très influente en Afrique. Mais ma théorie, celle qui motivera mon interview au *JDD*, est que les Africains restaient encore prisonniers d'un complexe d'infériorité. Qu'ils eussent affaire à des présidents, à des ministres ou à des sous-ministres français, ils se sentaient en état d'infériorité. Les choses ont un peu évolué dans le bon sens. Jacques Foccart les respectait beaucoup plus que Jacques Chirac.

Nonobstant tout de même quelques opérations sensibles, comme la mise en faillite de la Guinée-Conakry dès son indépendance acquise ou des assassinats d'opposants comme le Camerounais Félix Moumié.

Les Africains se sentaient inférieurs, plus faibles. Le nombre de réunions auxquelles j'ai pu assister, en voyant de simples « ministraillons » français s'adresser à des chefs d'État africains ou prenant solennellement devant eux des engagements sans jamais les respecter, est incalculable.

> « Votre dossier, vos négociations avec le FMI, j'en parlerai au chef de l'État… »

Que du pipeau, rien ne suivait. Les Africains, eux, continuaient d'être sollicités et de donner, de donner, de donner. Des vraies vaches à lait. Tout ceci m'exaspérait de plus en plus.

Quand avez-vous rencontré Blaise Compaoré pour la première fois ?

En 1986, lorsque j'officiais auprès de Michel Aurillac. Alors ministre de la Justice et garde des Sceaux du gouvernement de Thomas Sankara, mais surtout le cerveau et le n° 2 de la révolution burkinabè emmenée par le Conseil national de la révolution (CNR), il était descendu dans un hôtel particulier. Le personnage m'impressionnait. C'était un très bel homme. Je ne le voyais pas à Ouagadougou à cette époque. J'étais plutôt reçu par Thomas Sankara en personne, sur les recommandations de l'un de mes anciens étudiants à Abidjan : Ablassé Compaoré. En revanche, j'ai posé mes premiers jalons auprès du « Beau Blaise » pour lequel je travaillerai plus tard jusqu'à mon interview au *JDD*.

Avez-vous évolué au sein de son premier cercle composé de son frère François[104], d'Alizéta Ouédraogo[105] ou encore du général Gilbert Diendéré[106] ?

On ne peut pas dire que j'ai fait partie de son clan ni même de sa famille. Je connaissais le très sympathique, cultivé et courtois François Compaoré. Je le voyais à Ouagadougou et il n'hésitait jamais à venir me saluer à mon cabinet. De là à dire que j'étais un intime des Compaoré, non. J'ai vaguement rencontré Gilbert Diendéré. Quant à Alizéta Ouédraogo, j'en entends parler pour la première fois avec votre question.

Contributeur du financement du RPR et très proche de Félix Houphouët-Boigny qui lui a présenté sa future épouse, Blaise Compaoré était très choyé par la chiraquie. Il lui est arrivé de faire de somptueux cadeaux à Dominique de Villepin comme un buste de l'Empereur acquis pour près de 80 000 €.

C'était en 2004, Villepin était au Quai d'Orsay. Nous nous voyions à l'époque très fréquemment avec Compaoré pour parler de l'actualité, mais aussi de la pluie et du beau temps. J'évoquais toujours les

passions de Villepin. Par exemple, j'avais glissé au président burkinabè qu'il serait opportun de lui offrir un cadeau se rapportant à l'Empereur.

Or je connaissais la Galerie de Souzy, spécialisée dans l'art napoléonien, dont je fréquentais le propriétaire. Elle se trouve près de la place Beauvau. J'y avais repéré un objet montrant Napoléon à Sainte-Hélène, la main sur un globe. Il racontait sa destinée. J'en ai parlé à Compaoré qui m'a aussitôt fait un chèque. Mon fils Olivier et le fils du patron de la galerie sont allés remettre eux-mêmes le cadeau à l'intéressé au ministère des Affaires étrangères. La facture figure dans les annexes de ce livre. En revanche, je ne suis jamais allé dans une salle de vente à la demande d'un président africain pour un quelconque achat.

Compaoré cadeaute-t-il pour s'offrir une « protection » au moment où les rebelles ivoiriens montent leur base arrière à Ouagadougou ?

Il était généreux, mais ne liait pas ce type de geste à des calculs.

On n'offre pas un objet de plus de 75 000 € à une personnalité politique française sans une arrière-pensée…

Je ne pense pas qu'il en avait. J'ai d'ailleurs toujours condamné son soutien aux rebelles ivoiriens, mais je n'étais pas ministre, encore moins président de la République.

Vous approche-t-il ou fait-il appel à vous après sa chute en octobre 2014 ?

Je n'ai plus eu de ses nouvelles après mon entretien au *JDD*. Entre-temps, Alassane Ouattara est arrivé au pouvoir en Côte d'Ivoire. Lui aussi, je ne l'ai plus revu pour des raisons que j'ai encore bien du mal à saisir. Je croise Dominique Ouattara de temps à autre dans les

restaurants parisiens, au Flandrin ou au Stresa. Elle est toujours très courtoise avec moi, ce qui ne m'empêche jamais de lui demander quand son mari a l'intention de m'adresser une invitation.

---

104. Surnommé le « Petit Président », François Compaoré, né en 1954, était conseiller spécial à la présidence du Faso sous les mandats de Blaise Compaoré. Personnage rentré et influent, il est suspecté d'avoir commandité le meurtre du journaliste et directeur de presse Norbert Zongo, en décembre 1998. Réfugié en France depuis la chute de son frère, en octobre 2014, son extradition vers le Burkina Faso, demandée sur décret ministériel de 2020, a été annulée par la justice hexagonale, fin 2023.

105. Belle-mère de François Compaoré, Alizeta Ouédraogo est une femme d'affaires ayant prospéré dans de nombreux secteurs (import-export, BTP, cuirs et peaux…) sous la présidence Compaoré.

106. Général et chef d'état-major particulier de Blaise Compaoré, Gilbert Diendéré est à l'origine d'un coup d'État qui, le 16 septembre 2015, tente de renverser le régime de transition présidé par Michel Kafando. En 2022, il est condamné à la prison à perpétuité pour son rôle dans l'assassinat de Thomas Sankara, le 17 octobre 1987.

Chapitre 17 : Villepin : la trahison

Salif Diallo est l'émissaire du président Compaoré. Qui furent ceux des autres présidents avec lesquels vous avez travaillé ? Vous avez évoqué Eugène Allou, Jean-Marie Adzé, Karim Wade ou encore Pascaline Bongo.

Pour commencer, il y avait moi, l'émissaire en chef des présidents, dont j'étais le familier. Je les appelais par leur prénom et les tutoyais à l'exception notable d'Omar Bongo, d'Abdou Diouf, d'Abdoulaye Wade et de Gnassingbé Eyadema. Tous leurs émissaires m'étaient très proches.

Sur ce point, permettez-moi d'avoir une pensée particulière pour Pascaline Bongo malgré notre éloignement depuis plusieurs années. Qu'elle sache que je l'aime comme on peut aimer une sœur. Je me remémore les multiples missions, parfois complexes et compliquées, confiées par son père. J'ai toujours été admiratif de son intelligence, de son éducation pointue, de sa culture et je n'oublierai pas la qualité de l'accueil qu'elle recevait de la part des autorités françaises. Omar Bongo était toujours là où se trouvait sa fille. C'était son totem. Je n'ai jamais fait de mission avec Ali Bongo. Inversement, Pascaline était de toutes les réunions et de tous les entretiens. Un jour, me trouvant au 5e étage du Palais du bord de mer, j'ai questionné Bongo sur son rapport à ses enfants. Il me fit comprendre que son fils, déjà ministre, avait un poil dans la main.

Autre émissaire : Karim Wade, mon neveu. Je n'ai pas toujours été tendre avec lui, mais il doit savoir que je suis pour lui comme un Tonton. J'aime ses enfants comme j'aime les miens et mes petits-

enfants. J'ai eu à effectuer de nombreuses missions avec Eugène Allou : quel personnage et quelle fidélité à Laurent Gbagbo ! L'ambassadeur du Gabon en France, Jean-Marie Adzé a réalisé des missions auprès de Jacques Chirac et Dominique de Villepin. Avec Maixent Accrombessi, « co-président » du Gabon, les rapports furent plus délicats. J'appréciais le voir discourir à chacun de ses passages à Paris, mais, malheureusement, il n'a jamais fait ce que je lui demandais avec Ali Bongo : desserrer son pouvoir et son régime, laisser la presse tranquille, respecter les opposants, faire redescendre la pression… Il ne m'a pas écouté.

Qui furent les présidents africains ayant contribué à la présidentielle de 2002 ?

Denis Sassou Nguesso, Omar Bongo, Laurent Gbagbo, Blaise Compaoré et Abdoulaye Wade. Les présidents dont je connaissais, au surplus, les versements. Je crois pouvoir dire que pour cette campagne, ce sont près de 10 millions $ qui ont été versés.

Après Laurent Gbagbo ou Blaise Compaoré, Omar Bongo verse à son tour une contribution lors de sa visite en France, en février 2002.

Il a donné 3 millions $. Nous étions au secrétariat général de l'Elysée. Omar Bongo était accompagné de Pascaline. Il y avait Jacques Chirac, Dominique de Villepin et moi-même. C'est l'époque où j'ai commencé à ressentir un vrai malaise par rapport à ces pratiques, surtout après la séquence des djembés.

Laurent Gbagbo président, vous prenez soin de sa visibilité en France où il est en visite officielle en décembre 2001. En marge de sa rencontre avec Jacques Chirac, il se rend à l'Académie

française où il est reçu, en séance privée, par Hélène Carrère d'Encausse, la secrétaire perpétuelle. Pourquoi un tel crochet ?

Il s'était entretenu avec Jacques Chirac et Dominique de Villepin. Je voulais donner un caractère encore plus particulier à sa visite en le faisant recevoir, le 7 décembre, à l'Académie française. Je m'étais appuyé sur mon ami Laurent Personne, collaborateur direct de Maurice Druon et d'Hélène Carrère d'Encausse. Chiraquien et gaulliste fidèle, Laurent Personne fut un véritable ami. Laurent Gbagbo fut également accueilli par le barreau de Paris grâce à l'intervention d'un autre ami, l'avocat et bâtonnier Francis Teitgen.

En septembre 2002, la rébellion que Laurent Gbagbo craignait lance son offensive sur Abidjan. Il appelle la France à la rescousse en actionnant les Accords de coopération et de défense militaire. Jacques Chirac refuse néanmoins de voler à son secours.

Je me souviens comme si c'était hier d'une réunion à ce sujet au Quai d'Orsay dans le bureau de Dominique de Villepin[107], au lendemain de cette offensive, en présence de Salif Diallo, d'Alassane Ouattara et de votre serviteur. C'était un début de soirée. À la fin de la rencontre, Villepin a appelé Jacques Chirac qui lui a donné pour instruction de ne pas stopper les rebelles jusqu'à l'établissement d'une zone tampon, à Bouaké.

Le déjeuner chez La Pérouse m'est aussitôt revenu à l'esprit comme, du reste, toute la teneur de l'entretien entre Villepin et Gbagbo. La France a facilité l'avancée des rebelles avant de les calmer en imposant une ligne de démarcation. Jacques Chirac a clairement refusé d'envoyer des éléments français contre les hommes de Guillaume Soro.

Cette actualité provoque une multiplication de réunions au Quai d'Orsay avec Dominique de Villepin. Celles-ci, notamment début 2003, ont généralement lieu en présence de Salif Diallo, représentant du président burkinabè ; des représentants de la rébellion, mais sans aucun représentant des autorités ivoiriennes. Que se dit-il exactement ? Villepin tente-t-il d'influer sur les rebelles ou de mettre Gbagbo en porte à faux ?

Dès l'élection de Gbagbo en octobre 2000, Paris fut déloyal avec lui, mais je ne pouvais rien contre les décisions de Jacques Chirac ou celles de personnalités comme le secrétaire général de l'Élysée ou le chef de la diplomatie. De nombreuses réunions se sont effectivement tenues au Quai d'Orsay dès l'offensive des rebelles. Je passais des messages et cela m'a valu d'être perçu comme un traître par la partie ivoirienne alors que je subissais surtout les remontrances du président français. La politique est faite de coups bas. Nicolas Sarkozy connaissait cette proximité. Je serai d'ailleurs à l'origine de sa première rencontre avec Laurent Gbagbo à l'ONU, à New York, en septembre 2010.

D'où un vrai sentiment de trahison.

J'ai eu de nombreuses discussions tendues, à ce sujet, avec Villepin qui, chaque fois, a prétexté la nouvelle doctrine militaire de la France en Afrique : le « ni-ni » grotesque de Lionel Jospin ; ne plus intervenir tout en restant présent ; la fin pour Paris de son rôle de « gendarme de l'Afrique », etc. Je lui ai tout de même rappelé que Laurent Gbagbo avait aidé la France financièrement avec de vraies largesses en contrepartie d'engagements. Villepin s'est retranché derrière la raison d'État.

De fait, le ressentiment anti-français a vite enflé en Côte d'Ivoire où il a dû se rendre à plusieurs reprises, notamment en janvier 2003.

Pour ce déplacement, j'étais arrivé la veille en éclaireur pour dîner avec le couple Gbagbo, fou furieux. Simone m'a mis en garde :

« Tu vois ton Villepin là, il va avoir affaire à moi dès demain ».

Elle m'a même accusé de couvrir tout cela.

Le lendemain en question, l'accueil à la résidence présidentielle fut absolument terrible. Une armée de femmes nues recouvertes de kaolin attendait le ministre des Affaires étrangères. Symboliquement, c'était une déclaration de guerre. Lorsque les femmes sont peinturlurées de la sorte, personne ne les touche. Pas même les militaires, les policiers et autres forces de l'ordre. Villepin a été très chahuté, car elles refusaient de le laisser passer. J'ai convaincu Laurent Gbagbo d'aller le chercher dans la cour de la résidence.

Nous nous sommes retrouvés à trois, avec Gbagbo et Villepin. Le fondateur du Front populaire ivoirien (FPI) s'en est pris violemment à son interlocuteur en lui demandant si, par hasard, il ne prenait pas les Ivoiriens pour « des Nègres de la Coloniale ? » Évoquant la rébellion, il s'est référé au coup d'État des généraux d'Alger et a demandé si de Gaulle l'avait accepté. Il a immédiatement demandé l'arrêt du financement de cette rébellion par Compaoré et consorts.

Après cette visite – cela n'a jamais été dit –, Villepin devait se rendre à Bouaké pour rencontrer les soldats français, ce que Gbagbo a pris comme une déclaration de guerre, un soutien explicite aux rebelles. J'ai tenté de l'en dissuader, mais, dans sa superbe, Villepin s'est quand même rendu au nord. Dès lors, Laurent Gbagbo a su à quoi s'en tenir. Ensuite s'est profilée la conférence de Marcoussis où il a été littéralement humilié en devant accepter un gouvernement comprenant des représentants de la rébellion.

L'Élysée s'appuie-t-il sur vous pour convaincre Blaise Compaoré de cesser de soutenir Guillaume Soro ?

Non. Jacques Chirac et Dominique de Villepin connaissaient ma position et savaient que j'étais proche de Laurent Gbagbo, même si ce dernier a remis en doute mon amitié. Je tiens à rappeler ici que, même si j'étais entouré de personnalités qui ne l'appréciaient pas, je ne l'ai trahi à aucun moment.

C'est Eugène Allou qui a préparé la venue de Laurent Gbagbo à Marcoussis.

Sentant que le piège allait se refermer sur le président ivoirien, je lui avais expressément demandé de dissuader son patron de venir. Tout le monde était dans le coup : l'Élysée, le Quai d'Orsay… Il a malgré tout tenu à venir. Pour lui, ce fut l'humiliation suprême. Villepin est allé jusqu'à le menacer de lui « casser le bras » s'il n'acceptait pas les propositions issues de cette conférence.

Quel état d'esprit de Dominique de Villepin lors de ces versements ?

Après la disparition de Jacques Foccart, Jacques Chirac nous a demandé de poursuivre sa mission, d'endosser son rôle. Les financements d'Afrique existaient depuis la création du RPF. Villepin s'est retrouvé prisonnier d'une sorte de logique historique avec, qui plus est, un président très sensible à ce continent. Le secrétariat général de l'élysée restait donc logiquement le point de passage des présidents africains pour toucher le chef de l'état français.

Votre rapport avec la diplomatie officielle est-il toujours aussi crispé pendant le premier mandat de Jacques Chirac de 1995 à 2002 ?

On ne peut pas dire cela, car je n'y prêtais strictement aucune importance. J'y étais même parfaitement indifférent. Les seuls

diplomates que j'ai régulièrement fréquentés au 2, rue de l'Élysée, c'était Bruno Delaye et Bruno Joubert.

Dans son livre, *Un ambassadeur en Françafrique*, Michel Lunven qui fut, entre autres, en poste en Centrafrique, vous qualifie « *d'intrigant* ». *Il affirme vous avoir « particulièrement dans le collimateur* » tout en vous accusant de perturber la diplomatie officielle. Il s'en ouvre même à Dominique de Villepin qui lui répond de ne pas s'inquiéter, car ayant « *un dossier à charge* » contre vous et sachant que vous n'avez plus accès à l'Élysée.

(Rires) Pourquoi ce dossier n'est-il jamais sorti ?

Le diplomate admet finalement que Villepin ment, reconnaissant même que vous deviendrez, par la suite, son conseiller de l'ombre à Matignon.

Ce qui n'est que le prolongement de ce qui se passait à l'Élysée. J'ai accompagné Villepin dans toute son ascension politique. Du secrétariat général de l'Élysée à Matignon en passant par le Quai d'Orsay et le ministère de l'Intérieur.

À l'instar d'un Michel Lunven, d'autres diplomates tentent-ils de vous savonner la planche ?

Ils n'en avaient pas du tout la capacité. Encore une fois, le seul avec lequel j'échangeais était Bruno Joubert. Notre entente fut telle qu'il m'a offert du vin de sa région natale, du chablis 1er cru. J'en ai encore deux cartons dans ma cave.

Pourquoi Villepin affirme-t-il disposer d'un « *dossier* » contre vous ?

Je me pose encore la question. Pourquoi a-t-il continué à travailler avec moi jusqu'en 2007 ?

Malgré votre collaboration, continuait-il à se méfier de vous ?

Aucunement puisque je l'ai assisté dans tous ses portefeuilles. À l'Élysée, je le voyais au moins une fois par semaine. Au Quai d'Orsay, deux à trois fois par semaine. Autant à l'Intérieur et à Matignon. Mes agendas en attestent. Toutes les dates sont reproduites dans les annexes de ce livre.

Avant la présidentielle de 2002, les mouvements de fonds africains repartent dans un contexte, nous l'avons vu, de durcissement drastique des réglementations liées au financement des partis politiques, en France. En novembre de la même année, le retentissant procès Elf met au jour la Françafrique dans ce qu'elle a de plus obscur et condamnable. Cette atmosphère participe de votre mise à distance du camp Chirac.

Procès Elf, dont je rappelle au passage que le nom de Bourgi est absent. Vous n'en trouverez aucune trace. Avec Villepin, la rupture fut nette même si j'ai continué à le voir et à le côtoyer jusqu'à ce qu'il quitte la primature, en mai 2007. Nos rapports ont commencé à se dégrader lorsque les juges ont commencé à s'intéresser de près à l'Afrique et aux financements de certains pays comme le Gabon ou le Congo-Brazzaville.

C'était la genèse de l'affaire des « Biens mal acquis » pour laquelle je n'ai pas davantage été interrogé par un seul juge. Eva Joly l'a elle-même confirmé lors d'un débat organisé avec moi par *Mediapart*, en janvier 2023[108]. Toutefois, les associations et de nombreux particuliers enchaînaient les plaintes, en France, contre les présidents africains,

leurs familles, leurs patrimoines. Le climat se détériorait indubitablement.

Après la présidentielle de 2002, les livraisons d'argent se poursuivent. à titre d'exemple, Jean-Dominique Okemba remet 500 000 € en mars 2004 et en janvier 2005 lors de ses passages à l'élysée.

Après une dizaine de millions $ pour le scrutin de 2002, les contributions se sont poursuivies. Mais, dans l'esprit des présidents africains, il s'agissait de « cadeaux ». En tant que journaliste spécialiste de l'Afrique depuis de très nombreuses années, vous savez tout aussi bien que moi que cette pratique est courante sur ce continent et très répandu dans les présidences. C'est la norme. Elle a même donné le néologisme « cadeauter ».

Les présidents africains ne voyaient rien de condamnable dans ces pratiques. Ils donnaient de l'argent comme on offre un objet d'art. C'était pour marquer leur affection mais aussi maintenir un certain niveau d'influence. Ils savaient qu'ils pouvaient s'acheter une forme de non-ingérence, voire de complaisance, de la part de la France dans leurs affaires intérieures. Les personnels politiques français leur étaient, en quelque sorte, redevables. Ces contributions permettaient à ces chefs d'état d'obtenir, en retour, certains « services », de défendre certains dossiers tout en maintenant des liens très forts avec Paris.

En février 2011, Jean-Dominique Okemba est décoré de la Légion d'honneur par l'ambassadeur de France à Brazzaville, Jean-François Valette. Êtes-vous derrière cette décision ? Est-ce une manière de consolider vos réseaux ?

Absolument pas, mais le personnage, francophile convaincu, a rendu énormément de services à la France. Cette distinction était

méritée.

Omar Bongo remet de nouveau 1 million € lors d'une visite en France en octobre 2004. Pourquoi de tels montants en dehors de toute campagne électorale ?

Encore une fois, je n'ai jamais cherché à le savoir. Je suppose qu'elles répondaient aux besoins du fonctionnement du RPR entendu au sens large puis, par la suite, de l'Union pour un mouvement populaire (UMP)[109] et de leur staff dirigeant.

Les années qui suivent la présidentielle de 2002, on entend de plus en plus dire de Robert Bourgi qu'il est persona non grata**.**

Comme toujours, j'étais la cible des aigris qui jalousaient mon niveau de relations.

La période devient malgré tout de plus en plus délicate. Le système de livraisons est progressivement pointé par les juges.

Les articles de presse et les enquêtes sur la Françafrique s'amoncelaient. C'était un déferlement.

Climat qui accélère votre rupture avec Villepin, fin 2005.

Le 10 octobre très précisément. Il a demandé à me voir dans l'après-midi. La cheffe de son secrétariat particulier, toujours la fameuse et fabuleuse Nadine Izard, est venue me chercher avec sa propre voiture au magasin Monceau Fleurs aux Invalides. Rien que ce rendez-vous m'avait paru étrange. C'était la première fois depuis que je fréquentais le Premier ministre. J'avais l'habitude de venir moi-même et de me garer dans la cour de Matignon, comme ce sera le cas, plus tard, avec François Fillon.

Je suis monté dans la mini-Austin de madame Izard pour gagner l'hôtel de Matignon, rue de Babylone. C'était aussi la première fois

qu'on empruntait ce parcours. On m'a introduit dans le Pavillon de musique. Je ne connaissais pas les lieux. Je le fréquenterai assidûment avec Fillon.

On m'a installé, il y avait un petit feu de cheminée. Et voilà que Villepin rentre en survêtement. Il venait de faire son jogging dans le jardin. Comme d'habitude, il m'a proposé un whisky avant de s'asseoir en face de moi :

« Robert, comme moi vous lisez la presse, les mises en examen, les juges, le scandale Elf, Bongo, Sassou, etc. Et comme on sait que vous êtes notre lien avec tous ces chefs d'État, j'ai décidé de prendre quelques distances, car ça commence à sentir le souffre ».

Était-il en service commandé par Jacques Chirac ?

Je ne le sais absolument pas.

Quelle expression exacte a-t-il utilisée pour les livraisons de fonds ?

— Cela commence à sentir le soufre.

Je l'ai prié de préciser sa pensée.

— Robert, l'argent, les mallettes, les fonds… Tout ceci commence à se savoir, à remonter à la surface et à être trop visible.

Il a même ajouté très prosaïquement :

— Si les juges m'interrogent et qu'ils me mettent un doigt dans le cul, ça finira mal !

Villepin ne le savait pas encore, mais il allait tâter du vrai Bourgi.

— Dominique, de quel argent parlez-vous ? Depuis des années, cela se passe ainsi entre nous. Combien d'émissaires ai-je fait défiler dans votre bureau à l'Élysée, place Beauvau, au Quai

d'Orsay et maintenant à Matignon ? L'argent que vous preniez ne sentait pas le soufre.

— Puisque c'est ainsi, on arrête, c'est terminé !

Pourquoi une réaction aussi épidermique ? Il est compréhensible que le personnel politique commence à se protéger au moment où l'Afrique devient le terrain de prédilection des juges.

Comprenez-moi bien : si Villepin m'avait demandé de tout arrêter d'une manière normale et courtoise, je l'aurais compris et accepté. Mais il me l'a demandé de façon parfaitement cavalière, qui plus est en manquant de respect aux donateurs. Bongo et Sassou contribuaient à financer le côté obscur de la vie politique française depuis des années et, subitement, on me dit que leur argent sent mauvais, qu'il pue, que ces présidents sont devenus infréquentables et que moi, de surcroît, je devenais un personnage à fuir. C'était un tombereau de reproches. Cela m'a déstabilisé et profondément choqué.

On peut comprendre ses réticences au regard des investigations de plus en plus poussées de la justice.

Il y a l'art et la manière, et c'était mal connaître mon caractère.

— On arrête tout, ai-je lancé.

Je me suis levé brusquement pour me diriger vers la sortie lorsqu'il m'a couru après. Je l'ai tenu à distance :

— Fichez le camp. Vous m'emmerdez, c'est bien compris ? Vous m'emmerdez !

Passé le portail, il tentait toujours de me rattraper. Le gendarme en faction assistait à la scène, incrédule. Vous n'avez jamais entendu Bourgi crier. Je continuais de hurler :

— Vous m'emmerdez !

Je suis reparti à pied puisque non véhiculé, je n'en revenais pas. Pendant que je cheminais, ruminant ma colère, j'ai appelé Bongo, hors de moi. Il a eu cette réaction :

« Fiston, calme-toi. Ah, c'est comme ça ? Eh bien, nous allons tout arrêter et j'avertis "BP" »[110].

J'ai ensuite annulé toutes les lignes sensibles de mon téléphone portable. Bourgi n'était plus joignable. Puis j'ai appelé Patricia Balme, une proche de Serge Dassault, qui fera partie du cabinet de Renaud Dutreil sous le gouvernement Fillon, et qui est surtout une amie de jeunesse de Nicolas Sarkozy avec lequel elle collait les affiches du RPR et tractait. J'ai toujours gardé d'excellentes relations avec elle. Nous nous sommes encore vus récemment à propos de la crise sénégalaise puisqu'elle s'occupait de la communication du président Macky Sall[111].

Je lui ai décrit la scène. Réaction ?

« Ils ne savent pas ce qu'ils font et c'est mal te connaître. Tu sais ce que je vais faire, Robert ? Appeler Nicolas ».

J'ai regagné mon domicile et j'ai intimé à ma femme de ne me passer personne, y compris Dieu le Père s'il appelait de la part de Villepin.

Dans votre interview au *JDD*, le journaliste Laurent Valdiguié affirme que Villepin invoque les « conseils présidentiels de moralisation de la vie publique » pour vous demander de stopper. Il suit des consignes.

Comme je le disais, il a toujours eu un double langage. Il était, par exemple, certain de la mort politique de Sarkozy avec l'affaire Clearstream. Il n'arrêtait pas de s'esclaffer :

« Ça y est, on le tient, on va le niquer, on va bourrer le nabot ! »

C'est ce langage fleuri de Villepin qui m'inspirera plus tard celui employé lors de l'affaire des costumes de François Fillon. Je ne savais même pas de qui il parlait. J'ignorais le surnom de Nicolas Sarkozy. Il continuait :

« Il a un compte en Suisse, c'est prouvé. Il est mort ! »

Il n'arrêtait pas. Un jour, il m'a fait venir place Beauvau pour passer l'information dans Le *Canard enchaîné* et souhaitait que j'intervienne directement auprès de Claude Angeli. Je lui ai dit ceci :

« Dominique, vous l'avez reçu plusieurs fois. Vous le connaissez parfaitement et possédez ses coordonnées. Il est évident que je ne lui raconterai jamais ce genre de connerie ».

J'ai ajouté que toute cette histoire allait le desservir et lui retomber dessus. Ça n'a pas loupé.

Pour Nicolas Sarkozy, sous tension avec le duo Chirac/Villepin, vous êtes une prise de choix.

Je ne l'avais plus revu depuis nos premiers entretiens au club 89. Il ne faisait pas partie de mon premier cercle. Il était alors ministre de l'Intérieur. Patricia Balme m'a fixé un rendez-vous. Je me suis rendu place Beauvau où il m'a présenté Claude Guéant, son directeur de cabinet :

— Robert, Patricia m'a tout raconté. Tu vois, on les sert et ils nous jettent. Nous nous sommes vus il y a des années, mais, même si je n'étais pas dans la confidence, je sais ce que nous te devons et ce que tu as fait pour notre famille. Tu as franchi les portes de ce bureau, c'est à présent le tien. Considère que tu es chez toi, a-t-il affirmé tout en insistant : ta connaissance de l'Afrique est

inestimable, mais sache que je refuse un quelconque argent des présidents africains.

Il m'a donné son portable avant de faire entrer Cécilia pour faire les présentations. Elle eut cette remarque :

— Ah ! le fameux Robert Bourgi !

Il m'a raccompagné jusqu'à ma voiture, je lui ai confirmé que j'allais adhérer à son premier cercle. Il m'a immédiatement invité à une réunion au Bristol en compagnie de Patricia Balme.

Que lui apportez-vous dès ce rapprochement ?

Tous mes contacts, mon relationnel, ma connaissance de la psychologie de chaque responsable politique africain, de leur pedigree et de leur carrière. Chaque fois qu'un président se déplaçait à Paris, je lui montais une visite, un entretien en assistant à toutes les audiences, qu'elles fussent élargies ou restreintes. Je l'ai averti qu'assister aux tête-à-tête était, pour moi, un passage obligé. Cela ne lui posait aucun problème, bien au contraire. J'ai assisté aux audiences avec Denis Sassou Nguesso, Omar Bongo, Abdoulaye Wade, Blaise Compaoré et à toutes les autres alors qu'il n'était encore que ministre de l'Intérieur.

Pourquoi basculer chez Nicolas Sarkozy si ce dernier refuse tout argent des présidents africains ?

D'abord pour faire la nique au camp Chirac qui m'a poignardé. Ensuite, il faut le préciser, ma fonction ne se résumait pas, tant s'en faut, à l'organisation de transferts de fonds. Je faisais de la stratégie politique. Je décryptais les contextes africains. J'officiais comme intermédiaire. Je facilitais les contacts au plus haut niveau. J'intervenais auprès des chefs d'État en délicatesse avec la France, à commencer par Laurent Gbagbo.

Ces tensions remontent-elles jusqu'à Jacques Chirac ?

Je l'ignore.

Pourquoi une personnalité comme Omar Bongo ne prend-elle pas son téléphone pour s'étonner directement auprès de lui ?

Même réponse.

Omar Bongo reste omniprésent dans la politique française. Il suit toute cette actualité de très près.

J'illustre cet intérêt et son influence par son intervention pour la nomination du successeur de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, en mai 2005. C'est important. Il y eut une lutte acharnée. Dominique de Villepin était ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales ; Michèle Alliot-Marie à la Défense ; Nicolas Sarkozy aux Finances, etc. La concurrence fut âpre. C'est à cette période que le président gabonais a reçu Nicolas Sarkozy au Meurice lors d'un séjour à Paris, en mars 2005. J'ai assisté à l'entretien. Omar Bongo lui a promis d'intervenir pour faire en sorte qu'il soit Premier ministre.

En intervenant auprès de Jacques Chirac ?

Oui. Le problème est que Villepin lui a demandé la même chose : un soutien pour emporter le poste.

« Papa » subitement en porte à faux.

Il se demandait comment il allait faire. Je lui ai conseillé de le recevoir. Il a été franc en lui confiant avoir appuyé Nicolas Sarkozy tout en s'engageant parallèlement à parler de lui à Chirac. Il a donc appuyé deux fois sachant qu'au final la décision revenait, évidemment, au président de la République qui, comme chacun sait, a opté pour Villepin.

J'ai appris la nouvelle au Meurice devant Omar Bongo, informé par téléphone par Jacques Chirac. Il semblait dubitatif :

« Jacques, tu ne peux te représenter et tu es souffrant. Pourquoi ne pas mettre Nicolas comme Premier ministre ? »

Pour quelle raison Nicolas Sarkozy lui plaisait-il davantage ?

Il appréciait son style direct. Pardonnez ma franchise, un jour il m'a confié un peu directement :

« Robert, la différence entre Nicolas et Dominique est que le premier a des couilles comme moi. Jamais je n'aurais été désigné par Léon Mba si je n'en avais pas eu. Sur le papier, d'autres étaient plus qualifiés, mais c'est moi qui ai décroché le poste ».

À la suite de votre incident avec Villepin, les présidents africains basculent-ils avec vous du côté de Nicolas Sarkozy, sachant que Jacques Chirac ne se représentera pas en 2007 ?

Apprenant mon initiative, Omar Bongo a appelé Nicolas Sarkozy pour se féliciter de mon rapprochement tout en évoquant la « grave erreur » du camp Chirac. Pendant ce temps, les appels à mon cabinet devenaient incessants. Villepin me harcelait. Au bout de quelques jours, tout le monde était au courant de mon ralliement à l'autre camp. La « chiraquie » était mortifiée. Panique à bord ! Elle n'avait plus aucune information croustillante et stratégique en provenance du sud du Sahara.

Encore une fois, on ne peut me résumer à des transferts de fonds. J'accomplissais un travail politique. Avec cette affaire, la « chiraquie » n'avait plus aucun retour des présidents africains, des vrais, pas ceux à la langue de bois diplomatique.

Ce qui est troublant, c'est l'absence de réaction de Jacques Chirac, sachant qu'il prépare Dominique de Villepin à l'échéance de 2007.

Au bout d'une dizaine de jours, ma femme m'a convaincu de reprendre contact avec lui. Nous nous sommes revus comme aux temps bénis.

— Tout ceci est oublié, Camarade ! Ne reparlons plus de cela.

En revanche, de mon côté, j'ai réaffirmé que des sous africains, il n'y en aurait plus jamais. J'ai ponctué l'entretien ainsi :

— Je ne suis plus votre Africain, donc celui du président de la République, mais celui de Sarkozy. Il faut que vous le sachiez !

Vous ne coupez pas pour autant définitivement les ponts.

J'ai continué de travailler pour Villepin en alimentant beaucoup plus sérieusement Nicolas Sarkozy en informations sensibles. Je le nourrissais de mes entretiens.

Mais la rupture de confiance est totale.

Et elle vient de moi, pas d'elle. J'ai côtoyé Villepin jusqu'à l'avant-veille de son départ de Matignon. Il continuait de me recevoir, mais je ne me faisais plus désirer. La cassure était irréversible.

Vous êtes en froid avec Dominique de Villepin. D'autres personnalités de son entourage tentent-elles de pacifier la situation ?

Pas du tout, mais une fois nommé Premier ministre, il a aussitôt téléphoné à Omar Bongo pour le remercier et lui dire que je serai toujours le bienvenu à Matignon. Ce qui n'était que pure vérité. La confiance était cependant rompue de mon côté.

Quels sont les pronostics des mêmes chefs d'État pour 2007 ?

Il faut savoir que, peu après l'installation de Villepin à Matignon, Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso sont venus conjointement à Paris, visite au cours de laquelle s'est déroulée une sorte de conciliabule pour jauger celui qui pourrait succéder à Chirac comme candidat de la droite.

En quoi a-t-il consisté ?

Peu avant cette visite, Omar Bongo m'avait demandé à Libreville d'organiser un petit-déjeuner à Matignon avec « Mamadou » dès son atterrissage en France. J'étais très surpris, car, à l'instar de son homologue congolais, il ne commençait jamais ses audiences avant 10 h du matin. Plus important : un chef d'État, *a fortiori* le doyen des présidents d'Afrique francophone, ne se déplace pas à Matignon. Cela paraissait donc important, voire urgentissime. J'ai fait part de cette demande au nouveau Premier ministre, qui s'est interrogé.

Arrivés à Paris, Bongo et Sassou, gendre et beau-père, ont posé leurs valises au Meurice puis ont débarqué à Matignon avec les honneurs et la Garde républicaine. Un petit-déjeuner à quatre donc : les deux présidents, Dominique de Villepin et le petit Bourgi venu avec sa voiture garée dans le parc.

Scène extraordinaire. Villepin était assis entre les deux chefs d'État, moi juste en face de lui. Après les salutations et les politesses d'usage, il a questionné Omar Bongo sur l'objet de la rencontre :

> « Dominique, Jacques (Chirac) est malade, pensons à la suite. Étant à Matignon, tu es le mieux placé pour l'Élysée. J'avais plaidé pour Nicolas (Sarkozy), mais aussi pour toi. Tu l'as emporté, très bien. Maintenant, pensons à l'avenir. Es-tu prêt à tuer le père ? À te déclarer candidat ? Tu gagneras et, avec nous, tu auras le soutien de toute l'Afrique ».

Villepin est testé.

Évidemment. Il a demandé le temps de la réflexion tout en se tournant vers moi :

« Camarade, qu'en pensez-vous ? »

Je ne pouvais aller à l'encontre de Bongo et de Sassou. Je lui ai dit de se présenter tout en sachant intérieurement qu'il ne le ferait pas faute de courage.

Vous jouez sur les deux plans.

À dessein. Je connaissais intimement le personnage. Il n'allait pas se déclarer. Un jour de 2006, je devais m'entretenir avec lui à Matignon. Arrivé devant son bureau, j'ai reconnu sa voix et celle de Sarkozy. Ils étaient en train de s'engueuler. Tous les deux hurlaient. J'ai compris ce jour-là lequel de ces deux animaux politiques était le dominé et le dominant. Celui qui faisait 25 centimètres de moins était indéniablement le plus fort.

Comme avec « Houphouët », l'ingérence d'Omar Bongo dans la politique franco-française reste considérable.

Dès la confirmation de Villepin à Matignon, en mai 2005, il m'a demandé de le rejoindre au Meurice. Avant un rendez-vous avec Jacques Chirac, il voulait lui proposer une liste du futur gouvernement. Liste reproduite dans les annexes de ce livre.

J'ai pris une feuille de papier à ses effigies – El Hadj Omar Bongo – et il m'a demandé de noter : ministre un tel, nom ; ministre un tel, autre nom et ainsi de suite. Et voilà Bongo en train de dérouler tout le gouvernement de la France ! J'écrivais sous sa dictée. Il a appelé son aide de camp pour qu'il avertisse sa secrétaire de préparer un courrier :

« Mon cher Jacques, en attendant de nous revoir je te fais porter par Robert la composition du futur gouvernement que je

propose », etc.

Autre détail invraisemblable : il a non seulement dressé une liste des favoris pour le gouvernement Villepin, mais, les jours suivants, il les a tous fait venir dans sa suite pour les rencontrer et les saluer. Je vois encore défiler Jean-François Copé, François Fillon, Pierre Bédier, Michelle Alliot-Marie, Renaud Dutreil, Philippe Douste-Blazy… Il les a reçus non pas individuellement, mais en groupe, comme à l'école, pour leur faire comprendre qu'ils appartenaient à la génération montante et qu'il avait pour habitude, depuis de Gaulle et Pompidou, de faire la connaissance des nouvelles têtes. Il leur a demandé tour à tour de se présenter. Et à François Fillon de décliner son identité et son CV, puis à Jean-François Copé d'embrayer. C'était juste surréaliste.

Bongo commentait :

« Je pense que vous ferez partie du gouvernement ».

Entre-temps, j'avais fait parvenir sa missive au secrétariat personnel de Jacques Chirac. Lorsqu'on voit la liste du gouvernement Villepin du 2 juin 2005, c'est à peu près la même que Bongo avait constituée. Même Renaud Dutreil a été promu.

Un nouvel exemple de court-circuitage de la diplomatie officielle est d'ailleurs donné avec lui. Secrétaire d'État aux PME, au Commerce, à l'Artisanat, aux Professions libérales et à la Consommation dans le gouvernement Raffarin I et II[112], ministre dans les gouvernements Raffarin III[113] et Villepin[114], Renaud Dutreil obtient une intervention de votre part pour être reçu par Omar Bongo à Libreville, en mars 2004, contre l'avis de l'Élysée.

Il était en visite au Gabon. Pour l'anecdote, son avion est parti dans le décor et a fait une sortie de piste à l'atterrissage. Il devait

rencontrer le n° 1 gabonais dès son arrivée, mais l'entretien avait été annulé. Le lendemain, j'ai appris par Pascaline Bongo, directrice de cabinet de son père, que Michel de Bonnecorse était intervenu personnellement auprès de Jean-Marc Simon, l'ambassadeur de France à Libreville, pour que Renaud Dutreil ne soit pas reçu au Palais du bord de mer. Le diplomate était gêné aux entournures.

Pourquoi ?

Jalousies diplomatiques et parce que Bonnecorse a appris par Jean-Marc Simon, qui faisait son travail, que je me trouvais sur place. Comme d'habitude, je me tenais toujours en marge des visites ministérielles sans être jamais loin. J'ai toujours pris soin d'être à part, en m'arrangeant pour suivre toutes les audiences.

Je suis allé voir Bongo :

— Papa, j'ai organisé ce déplacement. Vous avez reçu Renaud Dutreil au Meurice à Paris, c'est un ministre que j'estime. Voyez-le.

— Robert, écoute : Bonnecorse, il m'emmerde. Il y a danger à chaque fois qu'il te voit quelque part. Je vais le recevoir ton Dutreil.

Comment Michel de Bonnecorse a-t-il réagi ?

Je n'en sais rien et ça n'est pas du tout mon problème.

---

107. Secrétaire général de l'Élysée de 1995 à 2002, Dominique de Villepin est ministre des Affaires étrangères du 7 mai 2002 au 30 mars 2004 puis ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales du 31 mars 2004 au 31 mai 2005 et, enfin, Premier ministre du 31 mai 2005 au 17 mai 2007.

108. « Journée Total », *Médiapart*, Cité Fertile de Pantin, 28 janvier 2023.

109. Parti chiraquien créé le 17 novembre 2002.

110. « BP » : Beau-Père, surnom donné au président Denis Sassou Nguesso par Omar Bongo. Denis Sassou Nguesso, dont la fille aînée Édith Lucie (1964-2009) a épousé le président gabonais en août 1990. De cette union sont nés deux enfants :

Omar Denis Junior Bongo Ondimba et Yacine Bongo Ondimba.
111. Entretien réalisé le 12 février 2024 avant la présidentielle du 24 mars au Sénégal.
112. De mai 2002 à mars 2004.
113. De mars 2004 à mai 2005
114. De juin 2005 à mai 2007.

Chapitre 18 : Nicolas Sarkozy, ce nouvel ami

En mai 2006, Nicolas Sarkozy a effectué une tournée en Afrique de l'Ouest, comme ministre de l'Intérieur, sur le thème de « l'immigration choisie ». Une étape à Cotonou est importante en ce qu'elle lui permet de développer ce que sera sa politique africaine en cas de victoire à la présidentielle de 2007. Il annonce une rupture nette avec la Françafrique tout en exorcisant « *les réseaux d'un autre temps* ».

Je ne suis absolument pas à l'origine de cette tournée, mais lui ai bien sûr rappelé mon séjour de quatre ans au Bénin et ses souvenirs indélébiles. Il envisageait de dénoncer la Françafrique tout en me demandant de ne pas en prendre ombrage. Ce à quoi j'ai répondu que ce pays étant le « Quartier latin de l'Afrique », les Béninois n'en seraient que plus heureux.

Il était appuyé par son conseiller David Martinon, un « petit » Bonnecorse qui sera nommé plus tard ambassadeur en Afghanistan. C'était l'ombre portée de son maître. Lorsqu'il savait que j'étais avec Nicolas, on lui donnait des calmants pour qu'il puisse tenir. Il était avec le président à Cotonou, mais je savais déjà tout de cette déclaration sur la « pseudo » rupture avec la Françafrique.

Vous tentez également de sauver le soldat Dutreil en sollicitant Omar Bongo.

Vainement. En poste dans les gouvernements de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin de mai 2003 à mai 2007, il voulait

rempiler avec Nicolas Sarkozy, mais ce dernier n'en voulait pas.

Sentant venir le danger, il a activé tous ses contacts et m'a demandé de faire intervenir « Papa » pour en toucher deux mots au nouveau président, devant lequel je suis allé plaider sa cause. C'était un garçon intelligent et apprécié des présidents africains. Mais Nicolas Sarkozy m'a dit ceci, deux points, ouvrez les guillemets :

« Je n'en veux pas ! »

J'ai précisé qu'il s'agissait d'une demande personnelle du président gabonais.

« Dis à Omar que je ne veux pas de lui dans mon gouvernement ! »

J'ai échoué à le sauver alors que j'y avais mis toute mon énergie et mon affection.

Nicolas Sarkozy semble adopter une approche différente des dossiers africains en donnant le sentiment de vouloir déminer de nombreuses affaires : Djibouti en recevant, pour la première fois à l'Élysée, Élisabeth Borrel, la veuve du juge Borrel ; la Côte d'Ivoire en aplanissant les tensions avec Laurent Gbagbo ou encore l'Angola en se rendant à Luanda, dès 2008, pour réchauffer la relation bilatérale ternie par l'Angolagate et l'affaire Falcone. Que pensiez-vous de cette approche ?

Que ce soit dans son comportement et dans son attitude, il a voulu tout mettre au propre en contournant les canaux officiels. Combien de fois ai-je été chargé d'aller expliquer aux présidents africains qu'il voulait tout mettre sur la table ? Plus de fonds occultes, plus rien !

Je le briefais sur tous les dossiers pourris entourant ces présidents et tous les reproches que ces derniers faisaient à la France. Je l'alertais sur de potentielles détériorations de la relation bilatérale en raison de sujets sensibles comme l'affaire dite des « Biens mal

acquis ». Il était informé de tous les côtés sombres de cette relation, lesquels pouvaient porter préjudice. C'est en cela qu'il a souhaité rénover la politique africaine de la France.

Deux exemples illustrent mon propos. Lors de son tête-à-tête avec José Eduardo Dos Santos, il a ouvertement évoqué la gestion de la Sonangol, puissante compagnie publique chargée de gérer le secteur pétrolier, épinglée par les institutions internationales. Il fallait oser dans le contexte de l'époque. À Brazzaville, où il était en visite en mars 2009, il a demandé à Denis Sassou Nguesso, lors du dîner organisé en son honneur, de ne pas rempiler pour un troisième mandat jugé anticonstitutionnel. J'étais sur la même longueur.

Lorsqu'il entrait en contact avec Omar Bongo, il tenait également toujours un discours de vérité. Pourquoi cette liberté de ton ? Précisément parce qu'il n'était redevable de rien envers ces présidents, car refusant leur argent. Concernant l'Angola, il y eut également une grande implication de sa part, plusieurs hommes des réseaux Pasqua, dont lui-même fut l'un des poulains en politique, étant impliqués dans ce scandale.

Pour rester sur le Gabon, l'affaire des Biens mal acquis naît à cette période. En mars 2007, plusieurs associations portent plainte à Paris concernant le patrimoine immobilier – 33 appartements – d'Omar Bongo, en France. En novembre de la même année, l'ouverture d'une enquête préliminaire a rendu le président gabonais fou furieux, le poussant même à menacer de fermer RFI et à « lâcher » des manifestants anti-Français dans Libreville. Classée sans suite, cette enquête sera relancée en juillet, 2008 après la publication d'un rapport de *Transparency International* qui entraînera de nouvelles plaintes. Comment a-t-il réagi ?

Je ne suis intervenu en rien dans cette affaire des « BMA » si ce n'est que je n'ai cessé de remonter fidèlement au président Sarkozy les colères de son homologue et la gravité de la situation. Omar Bongo m'avait fait passer le message suivant :

> « Dis à Nicolas que si cela continue, je sortirai de mon silence en nommant toutes les personnalités françaises qui ont bénéficié de mes largesses, en particulier pour acquérir des biens immobiliers à Paris ».

Il menaçait dans le même temps de mettre tous les Français à la porte, à commencer par les groupes économiques. Nicolas Sarkozy s'est demandé s'il mettrait ses menaces à exécution. Je lui ai rappelé les graves événements anti-Français de 1990 à Libreville et à Port-Gentil.

> « Bongo, il vaut mieux ne pas l'énerver », ai-je précisé.

Il lui a téléphoné pour lui rappeler qu'ayant été proche de Charles Pasqua et ancien maire de Neuilly, il savait mieux que quiconque quels services il avait rendus aux personnalités publiques et politiques hexagonales.

Il a toutefois insisté sur le fait qu'il ne disposait d'aucun levier sur la justice, illustrant son propos par la condamnation de plusieurs figures comme Alain Juppé et les intérêts de la même justice pour Jacques Chirac lorsqu'il fut maire de Paris.

Une distance s'installe avec Paris.

Bongo était ulcéré. Même ses visites à l'Hôpital Américain de Paris se faisaient plus rares. Il décédera non pas en France, mais en Espagne, en juin 2009. C'est cet épisode qui déterminera ma sortie dans *Le JDD* deux ans plus tard. Car je ne suis pas devenu subitement fou ce jour-là. Quelqu'un m'a naturellement demandé de monter au créneau.

En juin 2022, l'ex-Miss France, Sonia Rolland, a été mise en examen pour « *recel de détournement de fonds publics, de corruption et d'abus de biens sociaux* » dans le cadre de l'affaire des Biens mal acquis. Il lui fut reproché d'avoir accepté un appartement à Paris, dans le 16e arrondissement, d'une valeur de 600 000 €, appartement offert en 2003 par Édith Lucie Bongo.

Jamais Omar Bongo n'évoquait ce type d'opération et de transaction en ma présence, mais il est évident qu'il cadeautait en permanence. Cela ne s'arrêtait jamais. Il se confiait à moi : « Fiston, je viens de recevoir un tel ou une telle ». Connaissant sa prodigalité, c'était chaque fois un aveu. Inutile de me faire un dessin.

Un jour, je suis rentré de Libreville dans l'un de ses avions personnels. J'ai voyagé avec Sonia Rolland et l'avocat François Meyer, proche du Palais du bord de mer. On ne prend pas l'avion d'Omar Bongo par hasard. Le lecteur de suivre mon regard. Sonia Rolland confirmera d'ailleurs aux juges l'existence de cet appartement en affirmant avoir fait preuve de crédulité…

Le mirage de la rupture avec la Françafrique arrive très vite avec la visite d'Omar Bongo à l'Élysée, le 25 mai 2007, quasiment dès la prise de fonction de Nicolas Sarkozy.

Visite organisée « à ma façon », de manière informelle avec l'accord préalable du nouveau président et de Claude Guéant.

La veille était reçue la présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf. En réalité, une diversion pour mieux faire passer celle du doyen des chefs d'État d'Afrique francophones et « baron » de la Françafrique.

Bien sûr. Lorsque le Quai d'Orsay a appris qu'Omar Bongo s'apprêtait à être reçu en tant que premier chef d'État africain, il y a

eu une extraordinaire levée de boucliers. Nicolas Sarkozy m'a demandé, via Claude Guéant, d'expliquer au président gabonais pourquoi il ne serait finalement que le deuxième à recevoir de tels honneurs après son homologue libérienne. Il l'a bien compris.

Bongo et Sarkozy étaient proches. Aussitôt après avoir voté pour la présidentielle, en France, j'ai pris l'avion pour le Sud-Ouest afin de rejoindre un ami. Je suis descendu au Grand Hôtel de Saint-Jean-de-Luz lorsqu'on a proclamé la victoire de Nicolas Sarkozy. Le premier coup de fil qu'il a passé fut pour Omar Bongo, lequel m'a rappelé en me disant :

« Fiston, merci ! »

C'est tout. Au lecteur de suivre mon regard.

D'autant qu'après sa visite suit celle de son beau-père, Denis Sassou Nguesso, ce qui confirme l'ambiguïté sarkozienne.

Là aussi, je fus à la manœuvre. J'ai pu intéresser Claude Guéant à l'Afrique grâce à ce type de déplacement et à cet art d'évoluer dans l'informel.

Voit-il ces visites comme problématiques ? Ces chefs d'État, critiquables sur le plan intérieur, sont-ils reçus sans états d'âme ?

Il considérait, au contraire, qu'ils étaient fort utiles à la France.

Difficile de vous croire lorsque vous affirmez qu'ils n'ont pas participé au financement de la campagne de Nicolas Sarkozy tant c'était leur mode opératoire.

C'est pourtant la stricte vérité et c'est tout mon travail de lobbying. Nicolas Sarkozy et Claude Guéant me faisaient une confiance totale. J'ai expliqué à Omar Bongo et à Denis Sasssou Nguesso que le

nouveau président français refuserait tout financement de leur part. Il n'y a jamais eu d'argent africain en sa direction. Jamais, jamais, jamais ! Et je ne peux penser qu'il ait pu exister des financements venus du sud du Sahara sans passer par moi vu que j'organisais les convoyages de fonds ou l'arrivée des émissaires africains à Paris, depuis près de trente ans.

Omar Bongo donnait tout le temps et à tout le monde sans qu'on le lui demande. N'a-t-il pas naturellement proposé des fonds aux équipes de Sarkozy sans que ce dernier ne soit au courant ?

Au risque de me répéter : lorsqu'en octobre 2005, j'ai basculé dans son camp, Nicolas Sarkozy m'a expressément signifié qu'il s'opposerait aux transferts de fonds africains. Tous ces présidents l'ont très bien compris. Je vous fais d'ailleurs remarquer que si de tels financements avaient existé, cela se saurait depuis bien longtemps au regard du développement d'affaires comme celle des Biens mal acquis.

En 2011, Mike Jocktane, ancien conseiller d'Omar Bongo et directeur adjoint de cabinet d'Ali Bongo, affirme, dans une interview, que l'ancien président gabonais a financé cette campagne[115].

Pendant plus d'un quart de siècle, tous les financements de la présidence gabonaise vers Paris et tout l'argent destiné à la France sorti des poches d'Omar Bongo sont passés par moi. J'étais l'unique canal. Je maintiens donc formellement que, dès 2005, Nicolas Sarkozy s'est clairement positionné en refusant l'argent des présidents africains. Il voulait tourner la page radicalement. Ce Jocktane raconte des histoires.

Combien d'argent liquide le n°1 gabonais donnait-il à l'issue de ses audiences ?

Je l'ignore, mais sa générosité était universelle. Il distribuait toujours ce *cash* dans des enveloppes krafts. Ce que je sais, en revanche, est qu'il avait ses fiches d'audience bien en main, et ce, depuis la veille. Il savait évidemment qui il allait recevoir et composait donc la somme en conséquence, en compagnie de ses hommes de confiance, à savoir son aide de camp officiel et son aide de camp privé. Bongo ne touchait jamais à l'argent. Il prévoyait et faisait préparer la somme.

Je pense, sans trop me tromper, que, sur le plan africain, chaque chef d'État passant par Libreville pour demander opportunément une audience, le montant ne descendait pas en dessous de 500 millions francs CFA, soit 800 000 € actuels. Il ne donnait cette somme qu'aux présidents de pays plus ou moins nécessiteux, surtout ceux d'Afrique de l'Ouest. N'allez pas croire qu'il distribuait de telles sommes à des Paul Biya ou à des Denis Sassou Nguesso qui n'en avaient pas du tout besoin. Il aidait des opposants également. Ce montant pouvait monter lorsque ces mêmes chefs d'État étaient en campagne électorale. Je sais pour l'avoir entendu du côté de Bongo, que pour la campagne présidentielle de 2007 d'Abdoulaye Wade, il avait fait parvenir, par l'intermédiaire de Karim Wade, 1 milliard francs CFA (plus de 1,5 million €). Les ministres de tous les pays africains, c'était minimum 100 millions francs CFA, soit 150 000 €.

Il me disait tout le temps :

> « Tu vois Fiston, ils demandent tous des missions auprès de moi, mais je sais pourquoi ils viennent ».

Quel que soit le statut, ça ne descendait jamais en dessous de 50 millions francs CFA, à peu près 80 000 €.

Pour les visiteurs gabonais, c'était plus modeste. Il ne donnait d'ailleurs pas tout le temps, mais cela ne descendait pas en dessous

de 5 ou 10 millions francs CFA.

Pour ce qui est de la générosité de Bongo à l'égard des personnalités politiques françaises, je l'ai dit, sa générosité allait partout. Dans mon camp politique bien sûr et ailleurs. Certaines personnalités comme Bernard Kouchner relèvent même du domaine public.

Omar Bongo se méfiait-il ou abhorrait-il certains personnages ?

Il n'appréciait pas certaines personnes. Qu'on me pardonne de ne pas citer de noms. J'ai côtoyé une bonne centaine de personnalités dans son bureau. Il aimait beaucoup Roland Dumas et Jacques Chirac qu'il considérait comme des complices, des amis, des gamins, comme à l'école. Il aimait Villepin dont la dimension intellectuelle l'impressionnait. Il lui faisait découvrir d'autres domaines que la vie politique. Il appréciait également Nicolas Sarkozy.

Pour le reste, il recevait parce qu'il fallait recevoir. Il était dans son rôle. Pour autant, sa principale qualité était de faire parler, de démêler les secrets. Il savait casser la cuirasse de ses interlocuteurs et décelait rapidement ceux de niveau moyen. Nous savions quand il en avait assez. Il écourtait la conversation. Lorsqu'il mettait sa main droite au bas du visage pour le faire aller de droite à gauche, tout le monde savait qu'il fallait écourter et mettre fin à l'audience. Il adorait également Antoine Veil, le si cher époux de Simone Veil. Il le respectait énormément. Mais le seul qu'il aimait par-dessus tout et au-delà du possible et qui, quelque part, le faisait rêver et voyager à travers le temps, c'était Foccart. Il faut avoir vu Bongo prenant le Doyen par la main pour le diriger pour s'en convaincre.

L'Afrique est omniprésente dans l'agenda présidentiel. Outre les visites à l'Élysée, en mai 2007, Sarkozy a effectué sa première tournée africaine, en juillet, en Libye, au Gabon et à Dakar où il

délivrera un discours qui, par son arrogance postcoloniale, fera date. Étiez-vous au courant de la teneur de cette intervention ?

Il était initialement prévu qu'il fasse une étape dans un pays anglophone. Elle sera reportée avec l'Afrique du Sud, en 2008, qu'il abordera à travers le prisme militaire et sa volonté de repenser le dispositif français en Afrique.

J'ai persuadé Nicolas Sarkozy de se rendre à Libreville, car, symboliquement, il était capital d'aller saluer le plus ancien des présidents africains francophones pour sa première tournée. C'était une règle tacite en vigueur depuis longtemps eu égard à l'importance de la « Sagesse » africaine. Ce fut le cas sous la présidence Félix Houphouët-Boigny. Omar Bongo a pris la suite.

J'ai évoqué ces étapes avec Nicolas Sarkozy en évitant, comme d'habitude, d'aborder celle de la Libye, zone que je ne couvrais absolument pas. Je l'ai briefé sur Dakar, en étant en relation constance avec Abdoulaye Wade et son fils Karim. Il ne m'a glissé aucun mot sur le discours de Dakar. Je savais simplement qu'il le prononcerait à l'université Cheik Anta Diop et que le président sénégalais y assisterait. Je m'attendais à un discours basique du style « vous êtes les plus beaux, les plus brillants ».

J'étais à Libreville pour préparer cette étape. J'ai suivi le discours à distance. Je savais qu'il y avait un tête-à-tête prévu avec Abdoulaye Wade. Omar Bongo m'a appelé en me demandant si Nicolas Sarkozy avait bu ou s'il se trouvait dans son état normal. Lorsqu'il est arrivé à Libreville, Omar Bongo l'a reçu en tête-à-tête. Il avait fait apporter une boîte de ses chocolats préférés avant de l'apostropher sèchement :

> « Heureusement que je n'étais pas dans l'amphithéâtre, à Dakar. Mais comment peux-tu parler ainsi ? L'Afrique ? Pas assez entrée dans l'Histoire ? Qui a écrit ce discours ? Henri Guaino ? Mais qui est-ce ? Tu vas chercher quelqu'un qui ne sait pas placer le Gabon

sur une carte alors que tu as Robert auprès de toi ? Sais-tu qui était son professeur d'histoire africaine au lycée Van Vollenhoven de Dakar ? Joseph Ki-Zerbo. Et tu fais appel à Henri Guaino. Tu vas le payer tout au long de ton mandat ».

Vous n'avez pas été alerté sur la teneur de ce discours ?

Non, pour la simple et bonne raison que son auteur l'a retenu au maximum. Les conseillers de Sarkozy l'ont découvert à Dakar. À Libreville, durant l'entretien avec le président Bongo, il m'a également demandé mon avis sur son intervention. Je lui ai dit que jamais il n'aurait dû la prononcer. La France paie encore ce discours.

Qu'en a pensé Abdoulaye Wade ?

Le soir même, lorsque tous les médias africains en parlaient, il a appelé Omar Bongo, très peiné :

« Omar, ça a été très dur, je suis offusqué. Sarkozy m'a expliqué qu'il avait lu le discours dans la voiture le menant à l'université. Il n'a pu le modifier qu'à la dernière minute ».

Lors de la même visite officielle au Gabon, le chef de l'État français annonce l'annulation partielle de la dette de ce pays, considéré par les Nations unies à revenu intermédiaire. Pourquoi un tel « cadeau » ? Êtes-vous derrière cette décision ? Qui suggère cela ?

À Libreville, il a souhaité confirmer la promesse faite à Omar Bongo, en mai, à l'Élysée. Il était de coutume de la part des autorités françaises, depuis Georges Pompidou, voire de Gaulle, de faire preuve d'une certaine générosité à l'endroit du Gabon. Nicolas Sarkozy avait évoqué un « geste » à l'égard du Gabon lors de son entretien avec Omar Bongo à Paris. Ce qu'il a fait.

Cela s'inscrit dans la grande tradition de la République française envers Libreville. Le premier avion du président Bongo avait été offert par la France. Le Transgabonais a reçu un vrai soutien de Paris également. Il fallait maintenir les liens d'amitié avec ce pays clef du dispositif de la France en Afrique.

Lorsque vous rejoignez le camp Sarkozy, Claude Guéant vous est présenté. C'est un homme discret et, semble-t-il, efficace. Le courant passe entre vous.

Tout de suite. Lorsque je le rencontrais au ministère de l'Intérieur, nous échangions longuement et déjeunions souvent ensemble. L'homme était subtil, fin et discret. Je l'ai initié à l'Afrique. Il a tout de suite compris et cerné les fils du métier.

Comme la plupart des hauts fonctionnaires un peu à l'étroit dans leurs costumes, vous le séduisez en lui narrant l'Afrique exotique.

Plus que cela, car il connaissait l'importance de la relation franco-africaine. Il avait la connaissance para-officielle et paradiplomatique sur laquelle cette relation est fondée. Cela n'existe plus aujourd'hui. Je lui parlais des acteurs. Des personnalités influentes. Je les lui restituais dans leur ethnie et dans leur parentèle, et lui expliquais la manière de les aborder. Il était extraordinairement habile. Après, ce qui lui est arrivé relève d'autres affaires.

Vos rapports avec la cellule de l'Élysée, que Nicolas Sarkozy fera disparaître, avec Bruno Joubert à sa tête, sont plus cordiaux jusqu'au grave différend né de la visite à Paris, en 2009, du président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz.

Je considère Bruno Joubert comme le meilleur conseiller Afrique de ces trente dernières années.

C'est pourtant Michel de Bonnecorse qui le fait nommer à ce poste.

Peu importe, j'avais les meilleures relations avec lui.

Qu'est-ce qui vous rapproche de ce diplomate par rapport aux autres ?

Il dégageait un vrai charisme et une vraie culture malgré un côté « vieille France » qui, dans ma bouche, n'est pas péjoratif. Il aimait l'Afrique. Ce qui nous séparait est que, parfois, il avait tendance à déformer les psychologies de ses acteurs influents.

Vos interventions sont-elles tarifées ? À quelle hauteur ?

Je n'avais pas de grilles d'honoraires.

Vous continuez à vivre de contrats de *lobbying*.

De contrats de lobbying, mais surtout de mes revenus – déclarés – qui étaient à la discrétion des chefs d'État pour lesquels je travaillais. Je n'établissais pas de notes d'honoraires en fonction des missions ou du temps passé auprès de ces présidents. C'était du forfaitaire. Ils me donnaient ce qu'ils voulaient.

Combien Omar Bongo vous donnait-il à l'année ?

Près de 50 000 euros par mois plus les « extras ». Il arrivait en tête avant Denis Sassou Nguesso, Laurent Gbagbo, Blaise Compaoré, Abdoulaye Wade ou encore le maréchal Mobutu. Je gagnais fort bien ma vie. Ce n'était pas à la louche mais au tonneau.

On comprend pourquoi Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso sont omniprésents dans le dispositif franco-africain.

C'est bien antérieur à mes activités. N'oublions pas que les trois pôles de la Françafrique sont Dakar, Abidjan et Libreville. Sassou est venu se greffer, et ce, d'autant mieux qu'il est devenu le beau-père par alliance d'Omar Bongo. Ils ne se quittaient plus. Ils voyageaient ensemble ou débarquaient tous les deux dans les conférences internationales. Ils allaient même faire une cure thermale, tous les étés, en Espagne.

Receviez-vous des émoluments de l'État français pour lequel vous avez rendu service ?

Aucun, pas même des billets d'avion.

Même sans fonction officielle, vous travailliez pourtant pour l'Élysée.

Je n'ai jamais reçu un sou de l'État français et je mets au défi les meilleurs enquêteurs de trouver un versement quelconque de la part des autorités françaises sur mes comptes bancaires.

Vous le serviez pourtant à travers vos missions de *missus dominicus*.

Je payais moi-même mes billets d'avion et mes hôtels. Je recevais de l'argent des chefs d'État africains et, comme je l'ai dit, je n'ai jamais eu à me plaindre.

En septembre 2007, vous convainquez Laurent Gbagbo, qui est encore votre ami, de venir aux Assemblées générales des Nations unies pour faire la connaissance du nouveau chef de l'État français. Une étape importante après les années de tension avec Jacques Chirac.

Pourquoi New York ? Parce que j'ai estimé le terrain plus neutre qu'à Paris. Un scrutin présidentiel devait se tenir depuis 2005 en Côte

d'Ivoire. La situation était totalement bloquée. Nous allions vers un mandat blanc.

Nous avons monté cette visite avec Claude Guéant. Tout le monde doutait qu'elle puisse avoir lieu. Je savais par Laurent Gbagbo lui-même qu'il viendrait. Cette rencontre s'est bien passée, même si Sarkozy a insisté sur la tenue impérative d'un scrutin présidentiel.

Vous permettez le réchauffement de la relation franco-ivoirienne puisque, par la suite, vous faites se rencontrer une nouvelle fois les deux hommes au sommet Europe-Afrique de Lisbonne, en décembre de la même année.

Absolument. Je ne rentrais jamais dans les dossiers. Je restais sur le plan de la symbolique. J'ai convaincu Laurent Gbagbo d'obtenir la paix avec Paris en faisant des gestes envers les groupes tricolores. C'est ce qui se faisait depuis de Gaulle. Chirac et Sarkozy étaient sur la même ligne. Depuis Jacques Foccart, on favorisait les entreprises françaises. En fin psychologue, il a compris qu'il s'agissait d'un gage pour l'Hexagone. C'est la raison pour laquelle les intérêts de groupes comme Bouygues et surtout Bolloré ont été préservés, voire encouragés. En avril 2008, les autorités ivoiriennes ont accordé à Bolloré la concession du terminal à conteneurs du port autonome d'Abidjan. Laurent Gbagbo lui a même organisé une cérémonie de décoration. Il faut quand même mettre tout cela dans la balance.

Je suis donc d'autant plus à l'aise pour affirmer que le comportement et l'attitude des autorités françaises à son égard ont créé sa « radicalisation ». Gbagbo n'était en aucun cas anti-Français, mais c'est un homme avec une culture et une colonne vertébrale. Pas du caramel mou. Paris l'a d'emblée considéré comme un adversaire. Ce fut un tort.

C'est-à-dire ?

La France n'a pas su le ménager ni le comprendre. Il a été littéralement humilié à Marcoussis. On a profondément violé sa nature humaine. Cela a commencé avec Villepin et les relations dévoyées entre Alassane Ouattara et Blaise Compaoré. J'étais un fidèle visiteur du président burkinabè. Je voyais les allers-retours permanents de Guillaume Soro et de tous ses lieutenants. Ouagadougou servait de base arrière à la rébellion, c'était tellement évident. Paris, qui était parfaitement avisé, n'a strictement rien fait pour venir en aide à Gbagbo.

J'ai même mis Nicolas Sarkozy en garde. Il faut reconnaître, cependant, qu'en dépit de sa proximité avec Alassane Ouattara, il a joué le jeu jusqu'à la présidentielle de 2010. Ce qui s'est passé pendant et après ce scrutin est une autre affaire.

---

115. Violette Lazard, « Les mallettes de Bongo à Sarkozy : l'interview qui accuse », *Libération*, 22 novembre 2011.

Chapitre 19 : Légion d'honneur chiraquienne

En septembre 2007, vous êtes décoré de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy, après une décision entérinée par Jacques Chirac.

Grâce à mon amie Patricia Balme, membre du cabinet de Renaud Dutreil, un ministre que j'appréciais beaucoup, mais que, malheureusement, comme je l'ai dit, je n'ai pu repêcher. Informée de tout cela, Patricia Balme m'a indiqué que je devais déposer une demande pour obtenir la Légion d'honneur avant la fin du mandat Chirac. Ce que j'ai fait. La première demande a été rejetée par Michel de Bonnecorse.

Conseiller Afrique de Jacques Chirac, il ne vous apprécie décidément pas beaucoup. Déjà, à sa nomination en 2002 comme successeur de Michel Dupuch, il avait reçu pour instruction de vous garder à distance. Concernant la Légion d'honneur, il a décidé de torpiller votre première demande, estimant qu'il s'agissait d'une « *vraie connerie* ».

Balivernes. Encore une fois nul besoin pour moi de passer par le 2, rue de l'Élysée pour voir mes contacts. C'eut été plutôt l'inverse. Mais je ne lui en veux pas. Pourquoi le travail que j'accomplissais dans les relations avec les États africains a-t-il parfaitement réussi ? Précisément parce que je n'avais aucune couverture officielle alors que, conseiller de l'Élysée, il avançait avec la solennité pompeuse et terriblement ennuyeuse que les présidents en question

n'appréciaient pas. À la présidence française, ils n'ont jamais compris et ne comprendront jamais les us et coutumes politiques des Palais africains et l'importance des rapports informels et personnels dans la relation avec ce continent.

Retentez-vous votre chance ?

J'ai déposé une seconde demande. Et je trouve assez étonnant que le président Chirac ait signé un décret m'attribuant cette Légion et que son conseiller Afrique, qui supervise la liste lorsqu'il s'agit de personnalités en relation avec ce continent, n'ait pu l'en empêcher. Comment se fait-il qu'une première tentative de Renaud Dutreil ait été refusée et que la seconde ait été couronnée de succès alors que Bonnecorse se trouvait toujours à l'Élysée ?

Le cabinet de Renaud Dutreil aurait fait en sorte de glisser votre nom *in extremis*, à la Pâque 2007, dans la liste des nominés.

Je veux bien croire ce que m'a rapporté mon amie Patricia Balme : nous étions en période de congés, donc de relâchement, et qu'une demi-heure avant la clôture des listes le nom de Robert Bourgi a réussi à se glisser. Je n'en suis pas moins heureux d'avoir été récipiendaire et tout aussi ravi que Renaud Dutreil soit, au final, parvenu à m'attribuer cette distinction.

Je continue cependant de trouver curieux que Jacques Chirac signe un acte aussi important pendant que le cerbère Michel de Bonnecorse veillait au grain. Lorsque le dossier arrive de la chancellerie à l'Élysée, il y a un contrôle strict du secrétaire général de l'Élysée et de l'aide de camp du chef de l'État. Ensuite, cette liste est allée vers Bonnecorse en personne.

Selon Patricia Balme, vous faites davantage le pied de grue auprès d'elle pour obtenir cette distinction.

C'est elle qui remplit le dossier, oui ou non ? Le décret signé par Jacques Chirac me l'attribuant a été obtenu à la seconde tentative. Mais il faut bien reconnaître que cela a été rendu possible grâce à la manœuvre amicale et affectueuse de Patricia Balme et de Renaud Dutreil, qui ont glissé mon nom peu avant la clôture des listes. C'est donc Jacques Chirac qui me l'attribue et, comble de l'ironie, Nicolas Sarkozy qui me la décernera.

Pourquoi Jacques Chirac aurait-il accepté de vous l'attribuer sachant que vous avez gagné le camp ennemi ?

Je ne sais pas, mais il a signé le décret. Dès que j'ai eu connaissance de la publication au Journal officiel (J.O), je l'ai annoncé à Nicolas Sarkozy, qui a fait cette réflexion :

« Il te l'a donnée, mais c'est moi qui vais te la remettre ».

En septembre 2007, il vous l'accroche au revers du veston.

Nous sommes en juin/juillet 2007. Il était élu et me recevait déjà régulièrement. Un jour, je lui ai rappelé de ne pas oublier de me remettre ce titre. Il a alors appelé Claude Guéant qui a fait entrer le chef du protocole. Dans le bureau présidentiel, ce dernier a déroulé la liste et les dates des cérémonies ainsi que le nom des récipiendaires. En ce qui me concerne, il a annoncé une date en août. Nicolas Sarkozy l'a dévisagé :

« Vous n'y pensez pas, sachez que Robert Bourgi se décore seul. Trouvez-moi un soir où il sera l'unique récipiendaire ».

Il m'a annoncé le jour de la remise, au retour des Assemblées générales des Nations unies, en septembre 2007.

Vous êtes un rouage essentiel de la perpétuation de la Françafrique même si, selon vous, les financements des présidents africains ont

stoppé net sous Nicolas Sarkozy. Comment expliquer cette volonté affichée de rupture tout en vous décorant quelques semaines après sa victoire ?

C'est du Sarkozy tout craché. Avant son investiture et sa prestation de serment, il m'a appelé à mon bureau, rue Saint-Dominique, pour me dire qu'il souhaitait me recevoir comme les futurs candidats à des postes ministériels. Mais il ne voulait pas me mêler à tous ces gens-là.

Il a souhaité que je sois son invité personnel à sa prestation de serment et placé dans le carré de famille. Dès qu'ils m'ont vu arriver le jour J, les journalistes furent stupéfaits. C'est là, qu'apercevant Villepin, je lui ai lancé :

« Vous êtes comme un bâtard le jour de la fête des Pères ».

Autre contradiction : Nicolas Sarkozy vous décore tout en faisant monter au front des personnalités qui, tel Jean-Marie Bockel[116], entendent dézinguer la Françafrique.

Il y avait une réelle amitié entre nous, et elle perdure.

Elle ne peut tout expliquer *a fortiori* sur le plan politico-diplomatique.

Il faut savoir que Nicolas Sarkozy n'apprécie pas les diplomates et les circuits officiels. Ils sont imposés par le système politique français et par la fonction présidentielle, mais ça n'a jamais été sa tasse de thé. Je pense qu'il s'est suffisamment exprimé sur ce point. Sans cela, il ne m'aurait jamais décoré. De Gaulle lui-même avait une sainte horreur des réflexes diplomatiques.

Dans son discours, il vous demande de participer à la politique étrangère de la France « *avec efficacité et discrétion* ». Il ajoute que, pour le culte du secret, vous êtes « *un professeur* », tout en

vous conseillant de « *rester à l'ombre pour ne pas attraper un coup de soleil* ». Coup de soleil que vous prendrez en septembre 2011, avec votre interview dans *Le JDD*. Il précise : « *Tu sais, Robert, que la passion tourmente* ». Qu'entend-il par-là ?

Chaque fois qu'un diplomate du Quai d'Orsay ou de l'Élysée me sabordait ou me critiquait, je l'appelais ou m'en plaignais auprès de Claude Guéant. Cela m'énervait, me tourmentait. J'en avais assez. C'est le sens, en filigrane, de sa remarque.

Pourquoi tenait-il tant à vous décerner cette Légion d'honneur ?

Bien que ce fût imposé par le calendrier, il voulait en faire une sorte de « publicité ». Avec moi, il tenait symboliquement une partie de sa vengeance personnelle envers la chiraquie, particulièrement Dominique de Villepin.

Fait rarissime : je fus le récipiendaire de la plus petite distinction de la Légion d'honneur et le seul dans la salle des fêtes de l'Élysée, où le président m'avait autorisé à inviter autant de convives que je voulais. Assistance illimitée ! Il y avait énormément de monde : les ambassadeurs africains, les responsables politiques, les conseillers ministériels, les amis…

---

116. Nommé secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie, le 18 juin 2007, dans le gouvernement de François Fillon.

Chapitre 20 : Qui veut la peau de Jean-Marie Bockel ?

Début 2008, lors de ses vœux à la presse « rue Monsieur », siège historique du ministère de la Coopération, le nouveau secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie, Jean-Marie Bockel, entend signer « *l'acte de décès de la Françafrique* » tout en évoquant la « *prédation* » de certains dirigeants africains.

Ce fut terrible, la réaction ne s'est pas fait attendre. Cette conférence a signé son arrêt de mort politique.

Qui provoque sa chute ?

Sans conteste Omar Bongo. Le soir même, il m'a téléphoné pour me demander qui était ce « fou furieux ». Je n'avais pas encore pris connaissance des propos tenus. On m'a envoyé le compte rendu avant qu'il m'intime de demander à Nicolas Sarkozy de le remercier :

« Il faut que tu dises à Nicolas qu'il s'en aille ! »

Il était remonté. Un quart d'heure plus tard, même coup de semonce de « BP ».

« Chef – il m'a toujours appelé chef –, va voir Nicolas immédiatement ! »

J'ai couru à l'Élysée pour faire comprendre à quel point ces présidents étaient mécontents, tout en résumant les propos de Bockel à une « connerie sans nom ». Je me sentais également visé par cette déclaration, mais j'avais l'habitude. En revanche, chez

Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso, en pleine affaire Elf et au début de celle des Biens mal acquis, ça n'est pas passé du tout.

Étonnamment, Nicolas Sarkozy accède rapidement à leur demande.

On a réellement frôlé l'incident diplomatique avec plusieurs « pays-amis ». Pour déminer, il s'est empressé de demander à Claude Guéant s'il entrevoyait quelqu'un à la place de Bockel. Guéant eut un instant de réflexion :

> « J'ai bien quelqu'un qui s'est rendu une fois en Côte d'Ivoire : Alain Joyandet. Je ne sais pas s'il connaît l'Afrique, mais Robert pourra toujours l'initier »[117]. (rires)

Comment Bockel a-t-il pris cette décision ?

Très, très mal. Il n'a pas tenu un an. Nous étions en mars 2008, il avait été nommé en juin 2007. Nicolas Sarkozy m'a malgré tout demandé de prendre attache avec lui. C'est le très réseauté Philippe Bohn, Senior vice-président de l'European Aeronautic Defence ans Space Company (EADS), qui a monté cette rencontre. Nous nous sommes retrouvés dans un salon privé de Chez Laurent, restaurant situé à quelques encablures de l'Élysée. Outre Philippe Bohn nous avaient rejoints son binôme et ami Jean-Philippe Gouyet, responsable Afrique et Maghreb d'EADS[118] ainsi que Bernard Squarcini[119], un vrai Corse comme ma femme.

C'est là que j'ai fait la connaissance du pauvre secrétaire d'État fraîchement remercié. Entre nous, le courant est néanmoins passé, car nous avons échangé d'homme à homme. C'était un militaire. Nous nous sommes vus par la suite régulièrement lorsqu'il occupera le poste de secrétaire d'État à la Justice, de juin 2009 à novembre 2010, toujours dans le gouvernement de Fillon II. Depuis, nous sommes les meilleurs amis du monde.

Un ami peu rancunier puisqu'il sera la première personnalité française à adresser une gerbe de fleurs à l'ambassade du Gabon, en France, à l'annonce du décès d'Omar Bongo, en juin 2009.

Exact.

Que craignait Nicolas Sarkozy pour réagir aussi vite ?

Son leitmotiv a toujours été de dire :

> « Je ne veux aucun problème avec les présidents africains et je ne veux pas qu'on lève le voile sur certaines pratiques ».

Comment expliquer qu'un président français accepte, à la demande d'un homologue africain ne pesant pas extraordinairement au regard de la géopolitique mondiale, de se défaire d'un membre de son gouvernement ?

Une vraie légende entourait Omar Bongo. Nicolas Sarkozy ne l'ignorait pas. Il le connaissait depuis la mairie de Neuilly. « Papa » était quand même en fonction depuis le général de Gaulle. Ce n'est pas rien. Son influence sur les dossiers africains était considérable, y compris aux Nations unies. Si, par exemple, Bongo demandait aux États africains de soutenir la France sur une résolution, cela ne se discutait pas.

Le Gabon est un petit pays, mais son président était en capacité de démêler énormément de conflits. Il était impliqué dans la diplomatie africaine. De la libération de Nelson Mandela jusqu'à la guerre civile au Congo-Brazzaville, en passant par les pourparlers de paix, il était à la manœuvre partout sur le continent et savait tout. Pour sa part, Nicolas Sarkozy a toujours eu un côté « cow-boy ». Il voulait toujours régler les problèmes rapidement.

C’est Claude Guéant qui a annoncé la nouvelle à Jean-Marie Bockel. Neuf mois après sa nomination, il était reconverti en secrétaire d’État à la Défense et aux Anciens combattants. Ce qui lui est arrivé est bien dommage. Il pensait que le discours de Cotonou avait fait date. Mais il n’y avait que David Martinon pour croire cela…

Comment avez-vous connu le duo Philippe Bohn-Jean-Philippe Gouyet ?

Nous avons sympathisé à l’occasion de diverses rencontres. Tous deux sont gaullistes. Ce sont des informateurs de première main. Après l’élimination de Nicolas Sarkozy à la primaire, j’ai fait un accord à mon cabinet entre tous ces gens, y compris Claude Guéant pour qu’ils soutiennent François Fillon.

Inversement, plusieurs épisodes permettent de dire que la relation franco-africaine est au beau fixe. On pense à l’intronisation, par vos soins, d’Alain Joyandet chez Omar Bongo le 13 avril 2008.

Les publics africains et français doivent savoir comment s’est déroulée cette opération de déminage. Une fois le départ de Jean-Marie Bockel officialisé après sa déplorable conférence de presse, rue Monsieur, dictée par l’inénarrable David Martinon, Nicolas Sarkozy m’a demandé de dîner le soir même avec Alain Joyandet pour en informer Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso.

Nous nous sommes retrouvés au Bristol. Après avoir fait sa connaissance, je lui ai passé Omar Bongo au téléphone. Il était estomaqué. Un chef d’État en ligne, comme cela, il n’en revenait pas. Il n’avait pas l’habitude. Il a promis à son illustre interlocuteur de lui réserver sa première visite. J’ai fait la même chose avec Denis Sasssou Nguesso. La presse n’était même pas encore informée. Je

crois me souvenir avoir donné le scoop au journaliste Jean-Michel Apathie.

Une fois officialisé à son poste, le 18 mars 2008, Alain Joyandet a été assailli par une armada de journalistes voulant savoir quel fut mon rôle dans sa nomination. Étant lié à beaucoup d'entre eux, j'ai pensé à un voyage de presse à Libreville. Les interviews ont débuté en plein vol.

Une fois débarqués dans la capitale gabonaise, les journalistes n'avaient aucun visa. Les voitures de la présidence les attendaient cependant déjà sur le tarmac. Ils n'ont rien compris. Le lendemain, nous sommes tous allés chez Omar Bongo que j'avais déjà briefé sur les questions qui lui seraient immanquablement posées. C'était un metteur en scène. Il voulait redorer son prestige et faire en sorte qu'on comprenne qu'il restait le « patron », au point de pouvoir déboulonner un membre du gouvernement français comme ce fut le cas de Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération et du Développement de François Mitterrand, à la demande de Félix Houphouët-Boigny[120].

Les journalistes étaient aux anges et Bongo assailli de questions. Soi-disant morte, la Françafrique repartait de plus belle. Un secrétaire d'État français venant baiser la main du doyen des présidents africains sous les projecteurs et les micros, c'était du jamais vu. Je me délectais. Puis nous sommes rentrés à notre tour. Omar Bongo était dans son imposant fauteuil. Alain Joyandet s'est assis en face de lui, Claude Guéant à droite et le minuscule Bourgi à gauche. Bongo a demandé au ministre à peine nommé s'il était content, tout en espérant qu'il ne fasse pas du Bockel. Et à Alain Joyandet de le rassurer :

« Monsieur le président, j'ai reçu des instructions ».

Traduction : « ce sera le retour en arrière ! » À la fin de l'entretien, Omar Bongo a fait entrer toute la presse française, notamment une équipe de Canal+, qui attendait à l'extérieur. Alain Joyandet et Claude Guéant étaient « piégés ». Que dire d'autre ?

Après la démission forcée d'Alain Joyandet à la suite d'une affaire de soupçon d'obtention illégale d'un permis de construire pour sa maison de Port-Grimaud et pour avoir effectué un vol en Martinique en jet privé pour plus de 116 000 €, il est question du retour de Jean-Marie Bockel à la Coopération. Avec Claude Guéant, vous auriez défendu un tel scénario.

Je m'inscris en faux. Il y avait de nombreux candidats parmi lesquels Bernard Debré, Anne Marie-Idrac et même Thierry Mariani, mais jamais le duo Guéant-Bourgi n'a joué cette carte. C'est finalement Henri de Raincourt, un « marquis » sans aucune consistance, qui a emporté le poste.

Entre votre Légion d'honneur et le « dégagement » de Jean-Marie Bockel, vous perpétuez les logiques de prédominance des liens non officieux au détriment de la diplomatie. Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, n'a quasiment aucune influence sur l'Afrique qui reste le « domaine réservé du domaine réservé » qu'est la présidence de la République.

Étrillé dans un livre de Pierre Péan[121], Bernard Kouchner n'a eu strictement aucune dimension africaine si ce n'est, à la rigueur, sur le dossier rwandais. L'Afrique fut un domaine encore plus réservé sous Nicolas Sarkozy.

De la même manière qu'Omar Bongo obtient la tête de Jean-Marie Bockel grâce à vous, vous faites remonter les vifs mécontentements d'Abdoulaye Wade envers l'ambassadeur de

France à Dakar, l'écrivain Jean-Christophe Ruffin, que vous réussissez à faire rappeler en juin 2010. Comment cela s'est-il déroulé ?

Le plus simplement du monde : Abdoulaye Wade a appelé Radio Bourgi. Je me rendais à l'aéroport pour rejoindre ma femme en Corse. Arrivé à Orly, j'ai reçu un appel enfiévré de sa part :

— Mon neveu, comment vas-tu, que fais-tu ?

— Tonton, ça va très bien, je vais rejoindre ma famille en Corse.

— C'est hors de question ! Tu retournes séance tenante à Paris. Ruffin a changé de nationalité, il est devenu Sénégalais et l'un de mes opposants. Je ne veux plus le voir. Je ne peux accepter que l'ambassadeur de France joue contre moi. Je veux qu'il dégage !

Alors ça, ce fut une nouvelle affaire Bockel. J'ai annulé mon voyage avant de me ruer chez Claude Guéant. Abdoulaye Wade, ce n'était pas le doyen par la longévité, mais par l'âge. Donc respect. Le secrétaire général de l'Élysée et moi avons tout expliqué au président Sarkozy dans son bureau. Il a eu cette réflexion :

« Encore ? Mais bon sang, c'est toujours comme ça ? »

J'ai répondu que ça évoluait un peu depuis trente ans : avant on changeait les chefs d'État, maintenant les ambassadeurs…

Nommé à ce poste, en août 2007, avec compétence sur la Gambie, Jean-Christophe Ruffin avait présidé l'ONG Action contre la Faim. Il avait un côté « développeur » et assumait une certaine liberté de ton qui déplaisait profondément au pouvoir sénégalais. Depuis sa prise de fonction, il avait demandé l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition. Il critiquait le président Wade pour ses nombreux déplacements tout comme son projet de statue de la Renaissance africaine, qu'il trouvait dispendieux. Son prédécesseur, André Parant, qui occupait le 2, rue de l'Élysée à cette date, avait eu lui aussi quelques problèmes à Dakar pour avoir critiqué la tentation

dynastique du clan Wade. Le départ de Jean-Christophe Ruffin étant acté, le président Sarkozy m'a demandé qui je voyais pour le remplacer. Traditionnellement, je ne suis pas proche des diplomates, mais, lors de ma dernière visite à Brazzaville, le président Sassou Nguesso s'était plaint de l'ambassadeur sur place, Nicolas Normand.

Nicolas Sarkozy eut cette remarque :

« Ah bon ? Même là-bas ? »

Je connaissais Nicolas Normand, car, à chacune de mes descentes dans la capitale congolaise, j'allais à la résidence de l'ambassadeur – une sorte de pèlerinage – puisqu'il s'agissait de la case de De Gaulle. En outre, il était le gendre de Roger Fauroux, ex-ministre de François Mitterrand. À la demande de Nicolas Sarkozy, je devais lui annoncer sa nomination à Dakar concomitamment au départ de Ruffin. Nicolas Normand, qui habite place du Panthéon, à Paris, à proximité de Laurent Fabius, était d'autant plus ravi que le Quai d'Orsay l'avait déjà « fléché » sur Djibouti après Brazzaville. Dakar est un beau poste.

Plus tard, je serai son parrain lorsqu'il recevra la Croix de la Légion d'honneur. C'est moi qui lui ai remis. Lors de la cérémonie, Roger Fauroux m'a apostrophé :

« Mais comme je suis heureux de rencontrer enfin monsieur Robert Bourgi ! »

Au Quai d'Orsay, ils ont dû s'étouffer.

Je pense qu'il y a eu une distribution générale d'antidépresseurs.

Nicolas Sarkozy prépare à l'époque *L'initiative 2010 pour l'Afrique* afin de célébrer le cinquantenaire des indépendances.

Jacques Toubon a été chargé de préparer l'événement. Il avait été l'une des victimes expiatoires de Dominique de Villepin lorsqu'il officiait comme conseiller à l'Élysée auprès de Jacques Chirac, mais ce n'est pas moi qui ai glissé son nom. Pour autant, Nicolas Sarkozy savait pertinemment que tous les chefs d'État en visite à Paris me consultaient à leur hôtel. La bombe atomique de 2011 n'avait pas encore été larguée.

En 2009, une mission d'observation française est montée pour la présidentielle au Congo-Brazzaville alors que le régime de Sassou Nguesso est dans le collimateur de l'Union européenne et que celle-ci refuse d'envoyer quiconque. Cette opération associe des personnalités comme l'avocat Emmanuel Carlier, Patrick Gaubert, Jean-François Mancel ou encore Jean-Marie Fourgeoux. En faites-vous partie ?

Je n'y ai pas été associé. Ce n'était pas dans mes missions. Et quand bien même on me l'aurait proposé, j'aurais refusé. Cela ne m'intéressait pas.

De peur d'être exposé au regard de la nature du régime ?

Non, puisque j'étais dans les meilleurs termes avec Sassou, mais je ne me suis jamais mélangé à un groupe. Je travaillais toujours en solo, c'était ma ligne de conduite. Je n'ai jamais dévié. « Secret de deux, secret de toujours. Secret de trois, secret de tous », me répétait tout le temps Jacques Foccart. J'en ai fait ma maxime.

En 1998, vous avez cependant monté une opération d'observateurs pour la présidentielle au Gabon.

Il y avait des personnalités comme l'avocat Francis Szpiner ou le magistrat Georges Fenec. C'était le premier scrutin présidentiel réellement pluraliste dans ce pays. Ils ont pu faire leur travail en toute

liberté. Mais, honnêtement, à cette époque, personne ne pesait réellement face à Bongo.

Beaucoup d'autres personnalités françaises furent désignées pour observer les élections en Afrique. Un exercice tout de même sujet à caution. On pense à l'avocat et député européen Jean-Paul Benoît qu'Omar Bongo voulait faire nommer comme ambassadeur de France à Libreville, dans les années 1990. Avec son binôme Jean-Pierre Mignard, ami personnel de François Hollande, il a défendu Alassane Ouattara et l'État ivoirien dans le procès contre Laurent Gbagbo devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Cet ancien collaborateur du ministre de la Coopération, Pierre Abelin[122], faisait partie du Club Zimbabwe auquel vous apparteniez. De quoi s'agissait-il ?

C'était un club né à la fin des années 1970, à partir de rencontres, d'amis, de conversations. Le président d'honneur en était Omar Bongo en personne. Outre Jean-Paul Benoit, en faisaient partie Christian Casteran[123], Jean-Marc Kalflèche[124], Claude Angeli, le Gabonais Albert Yangari Ngorouma[125] ainsi que votre serviteur. Chaque fois qu'Omar Bongo passait à Paris, il faisait en sorte de nous rassembler pour discuter, pour partager un repas. Nous parlions de l'actualité.

Ainsi, le directeur du *Canard enchaîné* appartenait à ce que l'on pourrait aujourd'hui qualifier de *think tank* informel, présidé par Omar Bongo lui-même.

Absolument.

La victoire de Nicolas Sarkozy signe le retour de son ami Patrick Balkany dans le village franco-africain. Les « activités africaines » du maire de Levallois-Perret n'étaient pas récentes

puisqu'il avait effectué plusieurs missions, dans les années 1990, pour le compte d'Édouard Balladur alors Premier ministre. Avec Nicolas Sarkozy, il s'intéresse particulièrement au secteur minier en Mauritanie, en République démocratique du Congo (RDC), en Guinée. Comment voyez-vous ce regain d'intérêt ?

Je me suis tout de suite demandé ce qu'il recherchait et ce qu'il pouvait bien faire sur les dossiers africains. Je le connaissais, bien sûr, comme je connaissais toutes les constellations de la galaxie Sarkozy. Il voulait voir Mohamed Ould Abdel Aziz pour parler minerais de fer avec lui. Il avait, semble-t-il, quelques contacts intéressés dans ce secteur.

Le président mauritanien l'a reçu lors de son passage, en France, à l'automne 2009. Je pense que ce fut la plus courte audience qu'il ait jamais donnée : dix minutes, montre en main ! Patrick Balkany est reparti beaucoup plus vite qu'il ne l'avait prévu. Il venait pour du business. Il n'a rien obtenu. Je n'ai jamais été associé à ses « affaires », mais j'ai toujours eu beaucoup d'affection pour lui et sa femme, Isabelle.

Son activisme ne vous a-t-il pas inquiété ?

Pas plus que cela, quoiqu'un jour où je m'entretenais avec lui au début de son mandat, le président Sarkozy m'a testé :

> « Je suis harcelé par Patrick, que j'adore, qui veut être nommé ministre de la Coopération. Il veut un portefeuille. Qu'en penses-tu, Robert ? »

Je l'ai alerté sur l'erreur fatale d'une telle nomination et les réactions qu'elle ne manquerait pas de susciter. Patrick Balkany ne maîtrisait rien des dossiers africains. On lui avait donné un passeport diplomatique, ça suffisait amplement.

Rattrapé pour ses activités sur le continent entre 2007 et 2012, il fut mis en examen pour « blanchiment de fraude fiscale » ; « corruption » ou encore « blanchiment de corruption ». Les juges Renaud Van Ruymbecke et Patricia Simon s'intéressaient à l'époque à ses activités dans le domaine minier en RDC et à ses relations avec l'homme d'affaires Georges Forrest. En aviez-vous connaissance ?

Il entrait effectivement sur l'Afrique via le secteur minier. C'est ce qu'il voulait faire en Mauritanie, en Guinée. Mais je ne savais rien de ses méthodes et de ses contacts. Seuls les juges peuvent répondre sur ce point. Il faisait des affaires ou était en quête de business. J'ignore s'il est parvenu à ses fins, mais, tant en Mauritanie qu'au Gabon, il s'est cassé les dents. Nicolas Sarkozy m'avait demandé qu'Omar Bongo le reçoive pendant sa visite à Libreville, en juillet 2007. Il voulait montrer à son ami qu'il était intervenu en sa faveur auprès de son homologue gabonais sans pour autant aller plus loin. Il a clairement complété sa demande en précisant :

« Robert, je te demande cela, mais n'insiste pas plus… »

J'ai demandé à Omar Bongo de le recevoir, mais la rencontre ne devait déboucher sur rien de concret. De fait, Balkany est reparti bredouille du palais présidentiel. Les affaires africaines, il les attend encore.

Il aurait amené un contrat à Georges Forrest empochant, au passage, 5 millions $ de commission.

Je n'en savais pas plus que cela.

Autre mission pendant la mandature Sarkozy, cette fois à Madagascar où vous vous rendez pour le compte de Louis

Dreyfus Commodities.

J'ai rencontré Louis Dreyfus via Abbas Jaber, homme d'affaires franco -sénégalo-libanais dont le père fut proche du mien et pour lequel j'étais conseiller-avocat. Nous avons sympathisé. Il voulait des entrées en Afrique. Je précise n'avoir jamais reçu un seul centime de sa part. J'ai profité de cette mission pour m'entretenir avec Andry Rajoelina, alors président de la transition.

Au-delà des présidents africains, vous avez travaillé pour de nombreux groupes français.

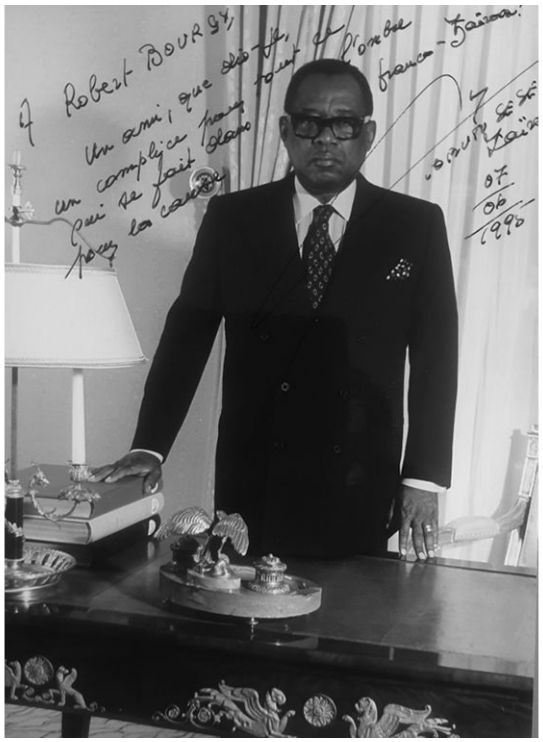
J'ai travaillé pour Bolloré ou encore pour Air France. La compagnie me payait 10 000 francs mensuels, soit 1500 euros. C'était sous les mandats Chirac et Sarkozy. Elle faisait appel à mes services et à mes contacts pour régler certains problèmes au Gabon, à Beyrouth, à Dakar. Il s'agissait, par exemple, d'intervenir auprès des présidents pour obtenir de nouvelles dessertes. J'emmenais Guy Delbrel, le directeur historique de la compagnie chargé des affaires internationales, chez Abdoulaye Wade, chez Omar Bongo, etc. Lui aussi, je l'apprécie beaucoup. Bon père, bon grand-père, bon mari. Lorsque nous déjeunons ou dînons ensemble, nous ne regardons pas le nombre de calories et le taux d'alcoolémie. Pour Bolloré, j'ai tenté d'ouvrir des portes, notamment en Guinée, pour sa filière tabac. Il mettait son avion à ma disposition. J'émargeais tous les mois chez lui. Dans la filière tabac de son groupe, mon correspondant était le si délicat et intelligent Pierre Imbert.

---

117. Ancien secrétaire national du RPR chargé des Nouvelles technologies, membre du bureau politique du RPR puis de l'UMP, maire de Vesoul de 1995 à 2012, député puis sénateur de la Haute-Saône, Alain Joyandet a occupé le poste de secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie du 18 mars 2008 au 4 juillet 2010.

118. Philippe Bohn et Jean-Philippe Gouyet sont alors, pour le premier, Senior vice-président, pour le second, directeur Afrique et directeur Afrique et Maghreb d'EADS (futur Airbus Group).
119. Bernard Squarcini fut directeur de la Surveillance du territoire en 2007 puis Directeur central du renseignement intérieur (DCRI) de 2008 à 2012.
120. Premier ministre de la Coopération et du Développement de François Mitterrand, Jean-Pierre Cot est forcé à la démission, le 8 décembre 1982, vingt mois après sa nomination, le 22 mai 1981, sous la pression de plusieurs présidents africains dont Félix Houphouët-Boigny. Il lui fut reproché d'avoir voulu rompre radicalement avec les pratiques en vigueur dans la relation franco-africaine.
121. Pierre Péan, *Le monde selon K*, Fayard, Paris, 2009.
122. Pierre Abelin (1909-1977) fut ministre de la Coopération dans le gouvernement de Jacques Chirac, de mai 1974 à janvier 1976.
123. Journaliste spécialiste des questions africaines, décédé en 2016. Auteur, notamment, de *Omar Bongo, Confidences d'un Africain*, Albin Michel, Paris, 1994.
124. Journaliste spécialisé sur l'Afrique, notamment au *Figaro*, décédé en 2001.
125. Journaliste de formation, Albert Yangari Ngorouma (1943-2023) fut le directeur de la Radio-Télévision Gabonaise 1 (RTG1), du quotidien gouvernemental *l'Union*. Directeur adjoint du cabinet privé d'Omar Bongo, il fut également secrétaire d'État chargé des Relations publiques puis du Tourisme.

Album photographique n°3



Le président Mobutu Sese Seko m'honore de son amitié et de son affection.

En 2002, à Marbella, le président Denis Sassou Nguesso qui, malheureusement, m'a tourné le dos après mon interview dans le JDD.

En 2004, nouvelle rencontre avec Denis Sassou Nguesso, à l'hôtel Bristol.

En 2005, ma femme et moi, avec Omar Bongo Ondimba, au pavillon d'Armenonville.

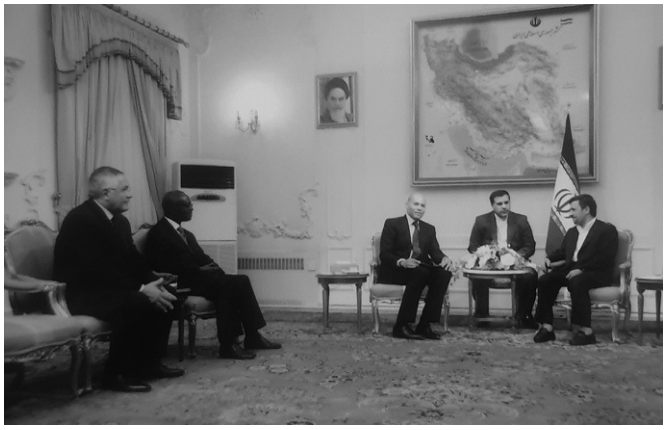
Avec le si regretté Henri Lopès, en 2008.

En 2009, avec Hajj Hussein Teffaha, imam chiite du Sud-Liban.

Avec la si délicieuse et intelligente Chantal, « Coco » Sassou Nguesso, fille du président congolais et influente conseillère de son père, chargée des relations publiques et de la communication, ainsi que le président Sarkozy.

Avec Catherine en Syrie, devant le mausolée de Sitt Zeinab (fille vénérée de l'imam Ali, commandeur des croyants), en préparation de ma visite en Iran, en 2010.

En 2010 à Téhéran, avec le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, avant d'entamer la négociation pour la libération de la Française Clotilde Reiss. Me saluant, il avait dit que les chiites étaient présents partout,y compris au sein de la présidence sénégalaise.



Début de la négociation sous le regard de l’Ayatollah Khomeini.

En 2010, déjeuner sur les hauteurs de Damas avec le général Mohamed Nassif (cheveux blancs), chef des services secrets syriens. À mes côtés, mon frère et ami Hassan Hejeij, ressortissant libanais très influent dans ce pays.

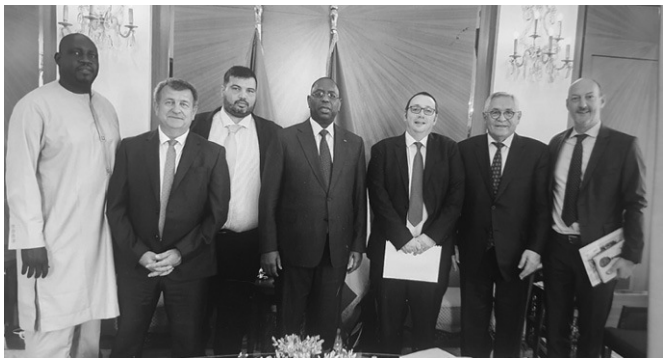
En 2010, Alain Joyandet, secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie, avec l'homme d'affaires Mohamed Ould Bouamatou, mon fils Olivier et mon « frère » Jean-Paul Fayot.

Mon vieil ami Jean-Paul Fayot, membre actif de la droite républicaine et chirurgien-dentiste de renom ayant exercé à Marseille, Nice et Abidjan. Nous nous connaissons depuis le lycée « Van Vo ». Il m’a accompagné tout au long de ma vie familiale et professionnelle.

Le 19 janvier 2013, mon très cher ami Jean-Claude Darmon vient d'être fait chevalier de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy. Je me retrouve en bonne compagnie avec Michel Drucker, Claude Lelouch et Gervais Martel, président du Racing Club de Lens.

En 2020, je présente le président bissau-guinéen, non encore investi, Umaro Emballo Sissoco, au président Sarkozy, en compagnie de l'homme d'affaires Kamel Benali.

De nombreux responsables politiques viennent toujours à ma rencontre. Ici Jordan Bardella, président du Rassemblement national, avec David Rachline, le maire de Fréjus, en 2022.



En 2023, audience du président Macky Sall, avec une délégation de la Nouvelle génération d’entrepreneurs (NGE), organisation économique.

En 2024, je fais recevoir mon ami, Mohamed Ould Bouamatou, et son fils, par Nicolas Sarkozy, dans son bureau.

Dans le cabinet parisien d’Eric Dupont-Moretti, en 2016, alors qu’il défendait mes intérêts.

Au Petit Palais, sur la corniche de Dakar, je suis le premier hôte d'Amadou Ba, candidat de l'Alliance pour la République (APR), à la présidentielle de mars 2024 au Sénégal.

Génération Bourgi : mes petits-enfants au grand complet.

Pèlerinage, comme chaque année, sur la tombe du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises.

Chapitre 21 : Des putschistes à l'Élysée

En août 2008, le coup d'État du général Mohamed Ould Abdel Aziz, en Mauritanie, va être suivi de très près par l'Élysée et créer plusieurs mini-crises diplomatiques. Quelques semaines après ce *putsch*, vous introduisez auprès de Claude Guéant un parent du nouvel homme fort à Nouakchott, l'homme d'affaires Mohamed Ould Bouamatou. Comment le rapprochement s'est-il effectué ?

J'avais vécu plus de deux ans en Mauritanie pour enseigner à l'École nationale d'administration de Nouakchott, mais je ne connaissais pas cet homme d'affaires influent et cousin du général Mohamed Ould Abdel Aziz. J'ai fait sa rencontre quelques jours après le coup d'État, via mon ami Abbas Jaber.

Il m'a contacté alors que nous nous trouvions tous deux en vacances, à Saint-Tropez. Il voulait me le présenter. Mohamed Ould Bouamatou est venu à mon hôtel pour m'expliquer les raisons du *putsch*, arguant que le président renversé, Sidi Ould Cheik Abdallali, quoique légitime, était devenu très impopulaire.

Par cette démarche, il souhaite clairement que le nouveau régime, mis au ban de la communauté internationale, soit adoubé *a fortiori* par Nicolas Sarkozy en sa qualité de président de la France et de l'Union européenne.

Oui. Il m'a également demandé de faire en sorte que le chef d'état-major de l'armée mauritanienne, le général Mohamed Ould

Ghazouani[126], qui avait été révoqué par le président défait, soit reçu à l'Élysée. Je lui ai demandé 24 heures. J'ai ensuite sollicité un entretien auprès de Claude Guéant.

Il a immédiatement accepté de recevoir l'homme d'affaires, en ma présence ainsi que celle du général Mohamed Ould Ghazouani. Le chef d'état-major m'avait été présenté juste avant l'audience. J'avais préalablement organisé un petit-déjeuner au Bristol, auquel tout ce petit monde fut convié en plus de Karim Wade et d'Alain Joyandet. Ce dernier était d'ailleurs fort embarrassé, car sans demande d'audience officielle.

Avec cet entretien au cœur de l'Élysée, vous travaillez à la légitimation d'un régime issu d'un coup d'État.

L'entretien s'est fort bien déroulé. Du moins dans un premier temps. Karim Wade s'est retiré au tout début, car, ministre d'État, il ne souhaitait pas apparaître comme partie prenante dans le dossier. D'emblée, Mohamed Ould Ghazouani m'a fait une très forte impression. Il avait des yeux bleus persans. Un port altier. Il a expliqué par le menu les raisons du putsch et a fait un point de la situation sur place, en précisant que la junte était soutenue par les grandes familles – les grandes tentes – mauritaniennes.

Cette discussion, ajoutée au décryptage de la situation que je lui avais faite, a séduit Claude Guéant. Conseiller Afrique de l'Élysée, Bruno Joubert s'est joint à nous après une demi-heure. Il semblait absolument horrifié par la scène. Un diplomate se retrouvant nez à nez avec un général putschiste : imaginez la scène ! Je réaffirme ce que j'ai dit plus haut : Bruno Joubert fut, selon moi, le meilleur conseiller Afrique de la présidence française de ces vingt-cinq dernières années, mais la situation ne manquait pas de piquant. Il s'est demandé quel piège lui avait été tendu.

Mohamed Ould Ghazouani a redéveloppé le même discours et les mêmes réflexions. Claude Guéant a demandé à Joubert son avis. Ulcéré, le diplomate a répondu plutôt sèchement :

> « Monsieur le secrétaire général, l'Union européenne rejette le pouvoir du général Mohamed Ould Abdel Aziz. Il n'est pas pensable que le président de la République puisse accepter cette situation. En outre, le général Mohamed Ould Ghazouani fait partie de ceux qui ont précipité la chute du président Abdallali ».

Ce qui n'était que vérité.

Difficile de dire le contraire. Mohamed Ould Ghazouani était effectivement un « putschiste » reçu à l'Élysée. Sa réaction fut terrible. Il a foudroyé le conseiller diplomatique du regard en lui intimant de ne pas lui parler sur ce ton. Voyant que la situation se tendait, Claude Guéant s'est tourné vers Alain Joyandet, ministre de la Coopération, pour lui demander ce qu'il pensait du contexte mauritanien.

Le pauvre était dépassé par les événements (rires). Il s'est rangé à mon avis en affirmant que le putsch était motivé par l'impopularité du régime sortant. La réunion a pris fin. Claude Guéant a réaffirmé que je continuerai de faire le lien avec Paris. Ensuite, nous sommes retournés au Bristol, cette fois-ci pour déjeuner. Bruno Joubert a quitté la réunion très préoccupé.

Une nouvelle illustration d'un sérieux court-circuitage de la diplomatie.

Il faut l'admettre, mais les plus grandes figures du nouveau régime mauritanien sont toutes passées par moi. Elles ne pouvaient décemment approcher le Quai d'Orsay, sous peine d'obtenir une fin de non-recevoir.

Ce *putsch* était rejeté par l'Union européenne ou encore les États-Unis. N'avez-vous aucun état d'âme à introduire ses principaux responsables à la présidence française ?

Aucun. J'ai suivi l'enseignement de mon maître en la matière.

Ce dossier marque le début de la fin pour Bruno Joubert comme conseiller Afrique de l'Élysée.

Nicolas Sarkozy est rentré de ses congés. Claude Guéant l'avait évidemment tenu au courant de la rencontre et de sa tonalité. Il m'a fait convoquer pour me demander de ce que j'en pensais de vive voix. Après avoir pris plusieurs contacts à Nouakchott, j'ai réaffirmé l'importance de jouer la carte Mohamed Ould Abdel Aziz. Claude Guéant était sur la même ligne.

Puis les tensions avec Bruno Joubert ont été évoquées. J'ai dit à Nicolas Sarkozy que son comportement envers Mohamed Ould Ghazouani m'avait paru discourtois, pour ne pas dire incorrect. D'ailleurs, ce dernier me confiera plus tard qu'il avait failli en venir aux mains.

Je sentais que le président de la République prenait mon parti. Il a demandé la libération du président Sidi Abdallali tout en attendant la présidentielle de 2009. Ce qui ne l'empêchera pas de recevoir le candidat Abdel Aziz à l'Élysée, en juin de la même année, quelques semaines avant le scrutin, ce qui jouera comme une reconnaissance officielle.

Avant ce scrutin, Claude Guéant reçoit de nouveau Mohamed Ould Ghazouani, en février 2009, accompagné du ministre des Affaires étrangères mauritanien, Mohamed Ould Mohamedou, en présence du directeur de la DGSE, Érard Corbin de Mangoux et vous-même.

Absolument.

Pourquoi la présence du patron de la DGSE sur ce dossier, et pourquoi avec vous ? C'est l'un des très rares entretiens auquel vous assistez sous ce format.

Je ne me souciais pas du patron de la DGSE. L'entretien se déroulait avant tout avec Claude Guéant en sa qualité de secrétaire général de l'Élysée. On assistait néanmoins à la montée du terrorisme islamique au Sahel. La Mauritanie fut l'un des premiers pays à être impacté, après un attentat suicide devant l'ambassade de France à Nouakchott, en juin 2009, et surtout la mort, deux ans auparavant, en décembre 2007, de quatre touristes français. Autant dire que le dossier « Mauritanie » a été rapidement confié aux services plutôt qu'au Quai d'Orsay.

Après cet entretien, Claude Guéant a joint Mouammar Kadhafi, président de l'Union africaine (UA), qui a reconnu le nouveau régime mauritanien.

Je n'ai pas été informé d'un tel coup de fil. Je l'ai appris plus tard par la voix du général Ghazouani.

Le positionnement de Kadhafi convainc-t-il davantage la France de légitimer Mohamed Ould Abdel Aziz ?

On peut dire cela.

En France, beaucoup de mouvements s'élèvent contre ce putsch**, y compris à l'Assemblée nationale.**

J'ai été étrillé par la presse, mais j'ai fait mon travail.

En juin 2009, Mohamed Ould Abdel Aziz est reçu à Paris.

Je n'ai rien organisé. Nous avons eu un petit-déjeuner, un samedi matin, avec lui. Y assistaient Claude Guéant, Mohamed Ould Bouamatou et moi-même.

Les Mauritaniens vous paient-ils ?

Je n'ai jamais reçu un seul sou de leur part.

Comment expliquer votre implication, une telle dépense de temps et d'énergie pour une mission à solde nul ?

Je travaillais toujours à mon influence. J'ai toujours été noté 20/20. On me savait très proche de Nicolas Sarkozy et de Claude Guéant. J'étais le seul interlocuteur capable de dénouer, sur l'Afrique, des demandes d'entretien non formalisées au plus haut niveau de l'État français, sans avoir à emprunter les coursives diplomatiques. Après la victoire de Mohamed Ould Abdel Aziz, Alain Joyandet a représenté le président de la République à la prestation de serment. J'étais présent à Nouakchott, mais toujours à titre officieux.

Comment la chute de Bruno Joubert est-elle actée ?

Aussitôt sa sortie de piste confirmée par Claude Guéant, le président Sarkozy a décidé de le remplacer. C'est un hyper-réactif. Un reptilien. Lorsqu'il décide quelque chose, il le fait rapidement. Il a exigé qu'on lui trouve un point de chute tout en me demandant mon avis. Je l'ai prié de ne pas me mêler à cela. Bruno Joubert obtiendra l'ambassade de France au Maroc.

Quelle fut son erreur ? De tacler le chef d'état-major illégitime d'un pays étranger ?

Il faut rendre à César ce qui lui revient : Bruno Joubert fut un grand diplomate, mais il a payé cher son culte de la diplomatie avec un « D » majuscule et son culte de l'éthique avec un « É » majuscule. En

revanche, sur le fléau de la balance, son analyse était naturellement la bonne.

Comment a-t-il pris la chose ?

Tellement mal que je ne l'ai plus jamais revu. Il a toujours pensé que j'étais à l'origine de ses déboires. Pour la petite histoire, j'ai assisté, dix ans plus tard, aux obsèques de son père dont j'avais appris la disparition en parcourant les pages nécrologiques du *Figaro*. Je me suis rendu à titre amical à l'église, avenue Franklin Roosevelt, pour assister à l'office funèbre. Au moment de m'approcher de lui pour l'embrasser, il m'a repoussé devant toute l'assemblée. Je suis retourné vers Catherine, qui m'avait accompagné, avant de quitter les lieux, vexé. Après avoir raconté cet épisode, le lendemain, à Nicolas Sarkozy, il a de nouveau fait cette remarque :

« Tu vois mon Robert, c'est ça les diplomates ».

Comme ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy se contredit radicalement en matière de politique africaine, entre les discours empreints d'une volonté de changement et de pluralisme politique et les actes posés. Recevoir à l'Élysée un général à l'origine d'un coup d'État, quelques semaines avant le scrutin présidentiel auquel ce dernier se présente, est un précédent fâcheux.

Il assumait totalement ce type de contradictions.

Bruno Joubert est remplacé par André Parant, autre grand diplomate à la parentèle et au pedigree africain prestigieux.

Je le connaissais, mais ne suis jamais allé discuter avec lui. Encore une fois, j'avais affaire au Bon Dieu. Nul besoin de passer par ses conseillers.

Élu en juillet 2009, Mohamed Ould Abdel Aziz vient à Paris en novembre. Il n'assiste pas au dîner organisé en son honneur au Quai d'Orsay, mais préfère recevoir au Meurice, notamment le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner. Il organise lui-même ces agapes auxquelles le chef de la diplomatie française est convié. Bernard Kouchner a insisté pour qu'Alain Joyandet n'y assiste pas. Instruction que le ministre de la Coopération a refusé de suivre en demandant l'arbitrage de Claude Guéant.

Et pour cause : Alain Joyandet estimait être l'invité personnel du nouveau président mauritanien. Je faisais partie des heureux convives. Claude Guéant a demandé que les deux ministres prennent part à ce repas. Au tout début du dîner, Kouchner est venu à ma rencontre pour me saluer chaleureusement.

« Le chef d'escale te salue Bernard ! » ai-je lancé.

Pourquoi ce trait d'humour ?

Depuis des mois, il n'arrêtait pas dire à qui voulait l'entendre qu'il ne me connaissait pas et qu'il ne m'avait salué qu'une seule fois dans sa vie sur le tarmac d'un aéroport. Or je le connaissais de longue date, notamment à travers les études fort rémunératrices sur la création d'un système d'assurances et de couvertures sociales qu'il avait faites pour le compte du Gabon et du Congo-Brazzaville.

Survient un *clash* : il refuse finalement d'assister à ce dîner et quitte la salle pour ne pas apparaître avec un président, selon lui, non légitime.

C'est du Kouchner, ni plus ni moins. En conformité avec son éthique : l'idéal socialiste aux multiples variantes…

Comment Mohamed Ould Abdel Aziz a-t-il réagi ?

Il n'a rien dit.

Et Alain Joyandet ?

En tant que ministre de la Coopération, il a joué le jeu. Il a tenu sa fonction.

Et Nicolas Sarkozy ?

Il a estimé que c'était du Kouchner. Il ne l'a jamais apprécié ni supporté. Pour lui, il s'agissait d'une prise de guerre. Rien de plus.

Éthique avec laquelle Bernard Kouchner a pris des libertés, en travaillant pour deux présidences très sujettes à caution du point de vue démocratique.

Les choses doivent être redites : c'est Omar Bongo qui a payé les deux études. Celle du Gabon et celle du Congo. Il a déboursé 800 000 €, montant évoqué avec Bernard Kouchner à son hôtel particulier, à Paris, rue Edmond Valentin, dans le 7e arrondissement, lors de sa venue en France en mai 2007. Pour cet entretien, le président gabonais avait souhaité ma présence. Dès qu'il m'a vu en rentrant dans la pièce, le chef de la diplomatie a été saisi d'étonnement. Omar Bongo m'a formellement demandé de rester. Puis il a dit à Kouchner :

> « Bernard, je t'ai fait préparer ce que tu as demandé pour le travail effectué. Le veux-tu maintenant ? »

Gêné aux entournures, il a répondu à Omar Bongo que ce dernier étant à Paris plusieurs jours, il aurait l'occasion de le revoir. Le président du Gabon l'a informé que son aide de camp, le général Flavien Nzengui-Nzoundou, prendrait attache avec lui. Là-dessus, il est parti.

« Mais Papa, vous m'avez mis dans une sacrée situation ! » ai-je fait remarquer au président gabonais.

Il m'a alors demandé de faire en sorte que Nicolas Sarkozy soit informé dans la soirée de la teneur de cette discussion.

Une précipitation calculée.

Et pour cause : le lendemain se tenait le conseil des ministres. Aussitôt dit, aussitôt fait : tout a été scrupuleusement rapporté. Le lendemain en conseil des ministres, Nicolas Sarkozy a salué tous ses ministres avant de demander à Kouchner si sa rencontre, la veille, à 20 h tapantes, avec le président Bongo, s'était bien déroulée. On m'a rapporté que le chef du Quai d'Orsay était livide. Son travail ne valait évidemment pas ce qu'il a facturé et perçu.

---

126. Mohamed Ould Ghazouani est élu président de la République islamique de Mauritanie le 1er août 2019 et réélu le 1er juillet 2024.

Chapitre 22 : La mort du père

Comment expliquer une telle proximité avec Omar Bongo ?

Nous nous sommes rencontrés la première fois en 1982, autour d'une riche conversation sur la gémellité. Il se sentait concerné, car des jumeaux existaient au sein de sa propre famille. Ce phénomène, surtout des jumeaux monozygotes, fascine en Afrique. Il m'avait mis sur le gril.

Il était d'une truculence folle et travaillait beaucoup, contrairement à d'autres présidents africains. Nous parlions de politique, des choses de la vie. Cette relation a fait naître tant de jalousies et d'inimitiés à mon égard. J'ai été violemment combattu par ses proches, des Français, des confrères. Je m'en plaignais, il n'en avait cure.

Des exemples ?

Une de ses conseillères, Liliane Marat, avec laquelle il avait eu un enfant, m'a téléphoné un jour, paniquée, en affirmant que Michel Teale, son directeur de cabinet politique, dont le père fut l'aide de camp de Léon Mba, se répandait partout à la présidence sur une relation qu'elle aurait avec moi. Pour Teale, nous formions un couple. J'ai débarqué à Libreville et ai mis les points sur les « i » en jurant du contraire sur la tombe de mes parents. Michel Teale a été convoqué. Arrivé dans le bureau présidentiel, il ne pouvait voir qu'Omar Bongo, car j'étais enfoncé dans un grand fauteuil qui lui tournait le dos. Le président gabonais l'a interrogé :

> « Alors comme ça, Bourgi a couché avec Liliane. Tu le confirmes ? »

Michel Teale s'est approché et m'a aperçu. Après une conversation d'homme à homme, il a reconnu avoir menti. Omar Bongo a appelé Pascaline pour qu'elle mette fin à ses fonctions. Ensuite, il a convoqué Liliane Marat et lui a demandé de dîner avec moi autour d'un bon plat sauce-feuille.

Vous parliez de son gynécée ?

Jamais nous ne parlions de femmes, je ne me serais pas permis. Mon éducation me l'interdisait.

Difficile à croire…

C'est vrai qu'il faisait souvent des commentaires louangeurs sur une telle ou une autre en regardant la télévision, par exemple, mais ça s'arrêtait là.

Quel est votre rapport avec les « Corses » du Gabon ? On pense immédiatement aux frères Tomi.

La seule fois où j'ai croisé Michel Tomi, c'est après la victoire d'Ali Bongo, en 2009. Il l'avait beaucoup aidé pour battre campagne, notamment en mettant ses avions à disposition. Je n'étais pas proche de ce réseau. Pour autant, l'appétence des uns et des autres faisait du Gabon la plaque tournante des mouvements de fonds africains. Je m'employais à entretenir les meilleurs rapports avec les proches collaborateurs de Charles Pasqua, dont Daniel Léandri ou Jean-Charles Marchiani.

En 2009 surviennent deux très fortes actualités : le décès, en mars, d'Édith Bongo suivi de celui, en juin, de votre père spirituel africain malade depuis plusieurs mois. Abordiez-vous la disparition d'Édith avec lui et avec Denis Sassou Nguesso ?

Non, mais Denis Sassou Nguesso savait que je savais. Avant le départ de sa femme, Omar Bongo m'a cependant fait passer ce message très important :

« Fiston, tu sais à quel point je suis attaché à Maman Édith. Elle est à Rabat où elle se soigne. Nicolas doit savoir que Bernard Debré ne s'occupera plus jamais de nous. Il a trop parlé sur son état de santé ».

J'ai évité de m'étendre sur le sujet jusqu'à présent : les déclarations de Bernard Debré à la presse, ancien ministre de la Coopération, ont fortement pesé dans sa décision d'aller se faire soigner en Espagne où il décédera. Il se savait malade bien avant la détérioration de l'état de santé de son épouse. La disparition de Maman Édith a précipité la sienne, mais il souffrait depuis plus longtemps. Je savais tout. Il avait un cancer des voies digestives. Chaque fois qu'il se rendait à Rabat, il me faisait venir. Il était terriblement affecté par la maladie de son épouse et avait énormément changé.

Il vous fait son légataire testamentaire moral.

En avril 2009, un mois après le départ d'Édith, il m'a fait venir à Libreville pour me confier cette chose absolument capitale :

« Tu vois Fiston, à la fin de la présidence de Jacques Chirac je suis venu plusieurs fois à Paris et je n'ai jamais été reçu. Or tu sais ce que j'ai fait pour lui comme ce que j'ai fait pour Pompidou, pour Giscard d'Estaing et pour tous les autres ces quarante dernières années. Je n'ai plus été reçu lors de mes derniers déplacements en France. On a prétexté la fatigue de Jacques… Fadaises. Je te demande une chose : que tu sois ma mémoire. Tu es au courant de tout et tout est passé par toi. Fais-le savoir le moment venu ».

C'est cette confession qui déterminera mon interview au *JDD*.

Les autorités françaises, à travers les services, sont-elles informées de la maladie d'Omar Bongo, parallèlement à celle de sa femme ?

Le président Sarkozy savait exactement ce qu'il se passait et ce qu'il se disait lorsque je me rendais tant à Rabat qu'à Libreville.

Ali ou Pascaline vous tiennent-ils au courant ?

Pendant l'hospitalisation de son père à Barcelone, Ali Bongo a été lui-même opéré en urgence à l'Hôpital Américain de Paris pour des problèmes intestinaux et digestifs. Les seuls visiteurs autorisés furent Claude Guéant et Robert Bourgi. Il avait convenu avec le secrétaire général de l'Élysée de partir ensemble à Barcelone pour voir son père. Mais la maladie de Bongo s'est subitement aggravée. En Espagne, il n'a vu aucune personnalité française. Pas même moi. Il me prenait au téléphone.

Beaucoup vous tiennent rigueur d'avoir ébruité sa disparition alors que les Gabonais tentaient de retenir l'information au maximum.

J'ai reçu un appel d'Ali Bongo nuitamment m'informant du départ de « Papa ». Je devais en informer Claude Guéant et le président Sarkozy. C'est lui qui m'a appris ce départ à la suite de quoi j'ai pu, peut-être, en informer quelques journalistes.

Nommé ministre de la Défense en 1999, Ali Bongo était préparé à la fonction suprême depuis longtemps.

J'ai commencé à le « coacher » en juin 2008, à la demande de son père. Il tenait à ce que Nicolas Sarkozy le reçoive à l'Élysée ce qui, dans un premier temps, n'a pu se faire. Il a pu néanmoins s'entretenir avec Claude Guéant à l'occasion d'un petit-déjeuner au Bristol et

avec Bruno Joubert au 2 rue de l'Élysée. Nicolas Sarkozy ne le verra qu'au début de l'année 2009 sur insistance du président gabonais.

Une scène illustre le délitement de la relation franco-africaine. En juin 2009, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy se recueillent devant le cercueil d'Omar Bongo au cœur de la présidence, à Libreville. Au même moment retentissent depuis la foule des huées et des critiques virulentes envers les deux présidents français : « *Partez, on ne veut plus de vous ! Manganèse, pétrole, bois… vous avez tout pillé, vous nous avez tout pris* »[127]. Était-ce un signe d'exaspération organisé comme les Gabonais savent si bien le faire ?

J'étais là pendant ces « incidents ». Ce n'était pas prémédité du tout, mais, au contraire, la marque d'une vraie lassitude. La France, à travers les juges ou la presse, n'avait cessé de taper sur le Gabon les années ayant précédé le départ de « Papa ». Les Gabonais n'en pouvaient plus. Je sentais ce ressentiment depuis plusieurs années. Excédé, Omar Bongo se plaignait souvent :

> « Tracfin se démène pour nous les Africains. Par contre, tous les Tangani qui reçoivent notre argent ne sont jamais concernés ! »

C'est pour cette raison qu'il m'a demandé d'être sa mémoire, ce qui a justifié mon outing médiatique. Vous autres, journalistes, vous avez toujours cru que je m'étais ouvert à la presse pour me refaire une santé parce que soi-disant en perte de vitesse. Eh bien, non. J'avais reçu cette confession et ce fut un devoir de la respecter.

Comment Nicolas Sarkozy a-t-il réagi à cette fronde inédite ?

Il était horripilé de devoir payer à ce point les déboires judiciaires d'Omar Bongo et de tout son clan.

Vous soutenez Ali Bongo sans ambiguïté pour la présidentielle d'août 2009. Vous expliquez dans les colonnes du *Monde* : « *Au Gabon, la France n'a pas de candidat, mais le candidat de Robert Bourgi, c'est Ali Bongo. Or je suis un ami très écouté de Nicolas Sarkozy. De façon subliminale, l'électeur comprendra* »[128]. Que pensez-vous du personnage ? Avez-vous la même complicité qu'avec le père ?

Omar Bongo m'avait chargé de l'introduire au « Château », ce que j'ai fait dès 2008. En réalité, il voulait une alliance avec sa fille Pascaline. De mes trois décennies de proximité, de complicité avec lui j'ai retenu ceci : Pascaline était de loin sa préférée. Lors de tous mes tête-à-tête, elle seule était autorisée à suivre l'entretien. Les missions confidentielles et sensibles lui étaient exclusivement confiées ainsi qu'à Jean-Marie Adze. Bongo me disait toujours qu'en dehors de lui, mes contacts à Libreville devaient se limiter à Chantal Myboto, Laure Gondjout et Pascaline. Un point. Un trait.

Vous avez souvent affirmé, dans des interviews, qu'Ali Bongo était illégitime, en référence au déroulement de la présidentielle de 2009, et que son père avait été fort mal inspiré de le choisir.

Je maintiens ces propos. Il a été poussé par défaut parce qu'il était l'aîné des garçons. Son père avait une préférence très nette pour sa fille.

Il fut malgré tout préparé à la présidence.

S'il lui eut été possible de choisir, Omar Bongo n'aurait pas hésité une seconde à propulser Pascaline. Qui était également présent aux côtés du président gabonais, lors de ses déplacements internationaux ? Pascaline, jamais Ali. De fait, je me sentais plus proche d'elle, mais ma position est devenue rapidement intenable à mesure que les tensions entre le frère et la sœur se sont accentuées

après 2009. Pascaline avait été bombardée Haute représentante de la présidence, mais les dissensions ont rapidement pris le dessus.

En outre, Ali Bongo, qui fonctionne à l'anglo-saxonne, éloigne tous les barons de l'ancien régime, dont l'ex-ministre de l'Économie et des Finances Paul Toungui, époux de Pascaline. Il prend ses distances avec Paris, préférant s'ouvrir à de nouveaux partenaires, à commencer par le groupe singapourien Olam, dont le représentant local, Gagan Gupta, devient rapidement un intime du nouveau couple présidentiel. Une époque s'achève pour vous.

La relation s'est sérieusement détériorée au bout d'un an.

Critiqué pour ne pas être aussi généreux que son père, Ali Bongo vous coupe-t-il le robinet ?

Il m'a versé 1 million € chaque année, de 2009 à 2013, sur mon compte professionnel pour des contrats de *lobbying*. C'est facilement vérifiable. Mais j'ai senti une vraie dégradation dès l'instant où son directeur de cabinet, le Béninois Maixent Accrombessi, commençait à le détourner de tous les proches de son père et surtout de la France. Là, j'ai commencé à me poser de sérieuses questions.

Aviez-vous connu Maixent Accrombessi lorsqu'il était directeur de cabinet d'Ali Bongo, ministre de la Défense ?

Je l'ai connu lorsque Ali Bongo est devenu président. Il avait un pouvoir extraordinaire. Le nouveau chef de l'État ne jurait que par lui. Il était sous son influence et cela dépassait largement la politique et les affaires. Il y avait entre eux des pratiques mystiques. Ali Bongo voyageait secrètement au Bénin pour des messes vaudou. Des prêtres venaient à Libreville.

Maixent Accrombessi se déplaçait également à mon cabinet à chaque séjour parisien. Au demeurant, cela m'emmerdait, car il fumait sans arrêt pendant l'entretien. Il m'appelait « Tonton ». Un jour, j'ai amené la conversation sur le vaudou en lui rappelant que j'avais vécu au Bénin et que je bénéficiais de la protection d'un marabout réputé ayant donné son nom à une rue de Ziguinchor. Histoire de lui signifier que j'étais inatteignable, ce qu'il savait pertinemment. Pour autant, c'est lui qui m'a bel et bien écarté à partir de 2013.

Date à laquelle vous approchez l'opposition.

À une nuance près : durant tout ce temps, je n'avais jamais rompu les liens avec les ténors de l'ancien régime, qu'il s'agisse de Jean Ping, de Paul Toungui, de Jean-Pierre Lemboumba-Lepandou, de Chantal Myboto, de Raymond Ndong Sima, y compris les opposants déclarés comme André Mba Obame. Il faut comprendre que je voulais, comme feu son père, faire en sorte qu'un dialogue puisse se nouer avec ses opposants. J'étais favorable à des intermédiations, ce qu'Ali Bongo n'a pas apprécié.

Il m'avait ouvertement demandé de couper les ponts avec tous ces gens, ce à quoi j'ai répondu par une phrase de son père : « il ne faut jamais fermer la porte et les fenêtres de manière à laisser entrer l'air venu d'ailleurs ». Je respectais ce dicton, ce qui déplaisait foncièrement à Maixent Accrombessi. À partir de là, ils m'ont coupé les vivres.

D'où votre posture de plus en plus virulente à son égard.

Parce qu'il était sous l'emprise diabolique de Maixent Accrombessi et n'écoutait plus personne d'autre que lui. La situation devenait réellement préoccupante. Par son attitude, il a tout fait pour je devienne le porte-parole de son opposition.

À quand remonte votre dernier déplacement à Libreville ?

À novembre 2015, après trois mois de froid polaire. Ali Bongo m'a recontacté, car il voulait me revoir. Je me suis déplacé à Libreville où j'ai eu deux heures d'entretien en tête à tête. Il voulait clairement me récupérer. Il est vrai qu'à l'approche de la présidentielle d'août 2016, il valait mieux avoir Bourgi de son côté que du côté des contempteurs de son régime. Il voulait que je cesse de rencontrer ses ennemis. Personnellement, je voulais mettre tout le monde autour d'une table. Ali m'a répondu qu'il n'était pas l'interlocuteur de chez gens-là et qu'il existait un médiateur de la République pour cela. J'étais stupéfait.

C'est au cours de cette visite qu'il a affrété son avion personnel pour que je me rende à Franceville afin de me recueillir sur la tombe de « Papa ». De retour à Libreville, nouvelle audience. Il a demandé que je voie Accrombessi. Le lendemain, la presse gabonaise progouvernementale m'a allumé. L'ambiance restait très dégradée. La violence avec laquelle Bongo-fils a géré l'après-présidentielle de 2016 m'a donné raison dans mes prises de distances. Il a quand même fait bombarder la résidence de Jean Ping, un acte sans précédent dans ce pays.

Fait-on appel à vous lors de cette crise post-électorale ? Jean Ping, dont la résidence est effectivement attaquée par la Garde présidentielle, vous demande-t-il d'intervenir auprès du chef de l'État ?

Je voudrais préciser que je n'ai jamais cherché à empêcher une candidature d'Ali Bongo, même si j'avais un avis personnel sur la question. Il s'agissait du fils aîné d'Omar Bongo. Il en portait le nom. Je ne pouvais œuvrer ou travailler à pousser quelqu'un d'autre, même si j'appréciais beaucoup André Mba Obame. Omar Bongo m'avait d'ailleurs dit un jour que s'il avait à choisir entre son ministre et sécurocrate et son propre fils, il n'aurait pas hésité.

Intérieurement, comme je m'en suis déjà confié, il aurait espéré que Pascaline puisse se présenter. Hélas, une femme à la tête du Gabon, même en 2009, cela restait compliqué. Mais le scénario du tandem n'a jamais pris. Dès son arrivée au pouvoir, Ali Bongo a très vite marginalisé et évincé sa sœur.

Je ne pouvais malheureusement militer pour quelqu'un d'autre, d'autant qu'Omar Bongo l'avait présenté à Nicolas Sarkozy et à Claude Guéant. En 2009, j'ai donc poussé. Au bout de trois ans, Ali Bongo a néanmoins stoppé tout contact avec moi. Maixent Accrombessi, véritable cardinal de Richelieu, a fait le reste pour empoisonner ma relation.

D'où votre soutien à Jean Ping pour la présidentielle de 2016.

Il a vraiment remporté cette élection alors que François Hollande ne mouftait pas. J'avais appuyé sa candidature. De nombreuses tractations se sont déroulées, avant le scrutin, à mon cabinet entre les ténors de l'opposition, qu'il s'agisse de Jean-Pierre Lemboumba-Lepandou, de Jean Ping, de Zacharie Myboto, de Jean-François Ntoutoume Emane, etc.

Après les résultats totalement bidons, donnant Ali Bongo vainqueur, tous ces opposants inquiétés m'ont appelé. J'ai tout fait remonter à Nicolas Sarkozy. Hélas, il avait quitté l'Élysée et mes réseaux dans la Hollandie étaient faibles. J'ai même participé à des manifestations plusieurs samedis d'affilée devant l'ambassade du Gabon en France, rue Raphaël, parfois même aux côtés de Jean-Luc Mélenchon.

En mai 2017, Emmanuel Macron a clarifié la position de la France en reconnaissant ouvertement le pouvoir d'Ali Bongo, après lui avoir donné du « Président » dès son arrivée à l'Élysée, en dépit de la bronca générale de l'Union européenne (UE).

Sentiez-vous l'emprise de Sylvia et Noureddine Bongo ?

Je ne les ai jamais réellement fréquentés. Sylvia Bongo, je l'ai connue jeune auprès de son père Édouard Valentin, le patron local du RPR que je surnommais affectueusement « Doudou »[129]. Je ne l'ai réellement revue qu'à la prestation de serment de son mari, en 2009.

Le coup d'État ayant déposé Ali Bongo, en août 2023, vous a-t-il surpris ?

Pas du tout puisque j'ai toujours affirmé dans la presse que son régime allait mal finir au regard de sa radicalité. On peut reprocher ce qu'on veut à Omar Bongo, mais son système garantissait la paix sociale. Il redistribuait et connaissait son pays comme personne. Pas un seul écho du moindre village de la moindre province gabonaise ne lui échappait.

Avec son fils, ce fut le césarisme, l'omnipotence, le totalitarisme. Les ponts étaient coupés depuis 2015. Je n'ai même pas pris de ses nouvelles lorsqu'il a fait son accident vasculaire cérébral (AVC) en 2018, en Arabie saoudite. Les écoutilles étaient définitivement fermées.

Vous reconnaissez très rapidement ce *putsch*.

Il fut libératoire. Le pouvoir d'Ali Bongo était momifié depuis son grave problème de santé.

Avez-vous été surpris par la rapidité de sa chute ?

Le plus surprenant est qu'elle vienne de Brice Clotaire Oligui Nguema. Il a toujours été discret. Omar Bongo le considérait comme l'un des meilleurs. Il lui faisait totalement confiance. J'avais toujours beaucoup de plaisir à converser avec lui.

L'avez-vous rencontré depuis son coup de force ?

Bien sûr. Nous avons eu des contacts indirects. Je lui ai adressé une lettre de félicitations. Il avait lu mes interviews dans la presse sénégalaise. Il m'a envoyé une lettre extrêmement chaleureuse, publiée dans cet ouvrage.

Lors de son passage à Dakar, début 2024, nous avons également devisé, au grand étonnement de son entourage que je ne connaissais pas. Le nouveau directeur du protocole m'a confié qu'il n'avait jamais vu Brice Clotaire Oligui Nguema prêter autant d'attention à l'un de ses interlocuteurs. Je l'ai nourri de quelques conseils. Mais je n'ai pas remis les pieds au Gabon. Pour l'instant, il fait un sans-faute. Cela ne m'étonnerait pas qu'il soit un jour à la tête du Gabon. Tous mes vœux l'accompagnent.

---

127. Jérôme Bouin et Tanguy Berthemet, « Sarkozy et Chirac hués aux obsèques de Bongo », *Le Figaro*, 16 juin 2009.

128. Raphaëlle Bacqué, « Robert Bourgi, vétéran de la Françafrique », *Le Monde*, 30 août 2009.

129. Homme d'affaires proche d'Omar Bongo, Édouard-Pierre Valentin (1939–2019) était notamment le patron de la compagnie d'assurance Ogar-Vie, première assurance au Gabon, pays où il s'était installé dans les années 1970.

Chapitre 23 : Clotilde Reiss libérée

Plus de vingt ans après votre médiation dans le dossier des otages du Liban, on vous retrouve sur le dossier Clotilde Reiss. En 2009, cette jeune universitaire, spécialiste du nucléaire, a été arrêtée et emprisonnée à Téhéran. Elle fut accusée d'avoir divulgué des documents (mails, photos…), notamment du Mouvement Vert, qui protestaient contre la réélection de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad. Elle fut également accusée d'être une espionne et un agent de la DGSE. Dès cette arrestation, la diplomatie et les médias français se mettent en branle. Plusieurs médiations s'organisent parallèlement, dont une du président sénégalais Abdoulaye Wade, proche des intérêts iraniens et alors président de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Vous n'entrez sur ce dossier que très tardivement, en mars 2010, deux mois avant la libération de la Française. De quelle manière ?

Mahmoud Ahmadinejad visitait le Sénégal et Abdoulaye Wade était à la tête de l'OCI. Cette médiation, que je suivais de près, n'aurait jamais pu aboutir.

Pourquoi ?

Il y avait une différence de taille entre les deux hommes : l'Iranien était chiite fondamentaliste et le président sénégalais sunnite. J'ai tout de suite saisi l'angle d'attaque : le religieux. J'ai fait une offre de service au président sénégalais et à son fils, Karim, arguant de mes origines. Puis nous avons mis au point une médiation composée de

Karim Wade, de Madické Niang, chef de la diplomatie sénégalaise, et de moi-même. Une fois à Paris, j'ai informé Claude Guéant et Nicolas Sarkozy de mes démarches. Ce dernier m'a dévisagé, perplexe :

— Je n'y crois pas.

— Pourquoi Nicolas ?

— Lulla a échoué, Erdogan s'est planté, nos services n'ont rien obtenu, notre diplomatie idem. Je ne vois pas comment une médiation sénégalo-Bourgi pourrait réussir.

— Il y a une dimension que tu appréhendes mal : c'est que je suis chitte et que je maîtrise parfaitement les arguments de négociation.

Karim Wade et Madické Niang m'ont rejoint en France et nous avons reçu le feu vert du chef de l'État, avec cette précision :

« Robert, tu travailleras sans filet. L'ambassadeur sur place restera dans l'ignorance. Pas de passeport diplomatique ni de lettre officielle. Tout le monde connaît ta proximité avec moi. Si la présidence sénégalaise avertit Téhéran que tu fais partie d'une médiation, les services iraniens comprendront tout de suite ».

Vous faites préalablement un détour par la Syrie et au Liban afin d'actionner vos réseaux.

J'ai effectué un voyage préparatoire dans ces deux pays du 12 au 14 mars 2010. À Beyrouth, j'ai rencontré plusieurs responsables du Hezbollah qui m'ont, ensuite, conduit au cimetière des martyrs dans lequel se trouvait le propre fils de Sayed Hassan Nasrallah.

J'ai tenu à ce que ma femme, pieuse chrétienne, m'accompagne. Elle devait porter un foulard pour pénétrer dans l'enceinte du cimetière où elle a fait ses prières, ponctuées de signes de croix en présence de la sécurité et de nombreuses musulmanes habillées en noir de la tête au pied. À la fin des prières, ces femmes l'ont

embrassée avec effusion et lui ont remis des fleurs. Un moment dense d'émotion.

Le lendemain, 13 mars, nous sommes partis pour Damas où j'ai développé mon argumentaire avec plusieurs responsables syriens afin qu'ils puissent faire pression sur Téhéran. Il se trouve que le président Bachar al-Assad venait juste de recevoir Mahmoud Ahmadinejad et Hassan Nasrallah. Le moment était propice pour plaider la cause de la jeune Française.

Claude Guéant était constamment en contact avec moi. Avec le feu vert du président syrien, il a pu s'entretenir avec le général Mohammed Nasif Kheirbek[130]. Je faisais la traduction. Le secrétaire général de l'Élysée a su trouver les mots qui ont touché le patron de la sécurité. En nous quittant, ce dernier nous a dit qu'il allait rendre compte et nous a souhaité bonne chance à Téhéran. Je tiens ici à remercier mon frère et ami Hadj Hassan Hejeij, un homme d'affaires libanais proche du Gabon, pour son rôle discret et efficace dans ces séjours. Je tiens quand même à rappeler que, tout en le quittant, le général Nasif m'a confié :

« Tu sais mon Frère, les Arabes sont tous gaullistes ».

Vous vous trouvez à Téhéran du 29 mars au 1er avril 2010.

On nous avait installés dans un magnifique hôtel donnant sur la montagne enneigée et une mosquée d'un bleu sublime. J'étais réveillé par le champ du muezzin. Nous avons été officiellement accueillis par le Quai d'Orsay local et une flopée de ministres. Un déjeuner a été offert en notre honneur avant de partir pour l'audience.

Comme traducteur, le président iranien avait fait appel à un jeune ancien étudiant de la Sorbonne qui maîtrisait admirablement la langue de Molière. J'étais étonné, car je souhaitais naturellement échanger en arabe, mais le n° 1 Iranien, nous disait-on, ne s'exprimait qu'en farsi (perse). Tu parles…

Karim Wade lui a tendu un message de son père exposant l'objet de la mission avant de me présenter, en lui rappelant mon pedigree de Libanais, de musulman et de chiite. Nous avions décidé du moment précis à partir duquel je prendrais le relais.

Mon tour arrive. Après les politesses d'usage, je rappelle au président iranien ma proximité avec Nicolas Sarkozy et mes deux pèlerinages à la Mecque. J'ai directement attaqué par le prisme religieux :

— Monsieur le président, le président Wade est l'autorité morale suprême parmi les chefs d'État africains. D'abord par son âge, mais aussi par le respect dû à son rang. Il fut mon maître à la faculté de Dakar, en 1965 et en 1966. Je n'ai jamais travaillé avec les services français. Je n'ai jamais vu un membre de la DGSE et j'affirme solennellement que le président Sarkozy n'est ni un ennemi de la cause arabe ni iranienne. La preuve : je suis son ami et à ses côtés.

J'ai poursuivi sur ma lancée :

— Vous devez connaître le Coran mieux que moi, mais permettez-moi de vous rappeler un hadith du Prophète – *salla l-lahu alay-hi wa sallam* (Que la paix et la bénédiction d'Allah soient sur lui et sa famille).

— Allez-y.

— Le Prophète – *salla l-lahu alay-hi wa sallam* – se trouvait chez sa fille préférée, Fatima, prénommée « La Rose », épouse de l'imam Amir al-Mu'minin, le commandeur des croyants. Il faisait la sieste pendant que jouaient, juste à côté de lui, ses deux petits-enfants Hassan et Hussein. Ne voulant pas qu'ils perturbent ce repos, Fatima les a fessés. Le Prophète – *salla l-lahu alay-hi wa sallam* – s'est alors relevé en lui intimant de ne plus jamais lever la main sur ses enfants, car lorsqu'un enfant souffre, le trône de Dieu

est ébranlé. Et actuellement, monsieur le président, le trône de Dieu est bousculé en Iran.

Il m'a regardé en me demandant :

— Pourquoi ?

— Parce qu'un enfant souffre en ce moment. La Française n'est pas une espionne. Un espion prendrait-il des photos ? Enverrait-il des mails ? La douleur d'un enfant ébranlerait le trône de Dieu et c'est à Téhéran que cela se déroule. Votre devoir est de la libérer. J'en appelle au dogme chiite.

À ce moment, j'ai soufflé à Karim Wade que l'affaire semblait bien engagée. Madické Niang restait muet comme une carpe. Il ne devait rien comprendre. Mahmoud Ahmadinejad nous a demandé combien de temps nous restions. Karim Wade a rajouté que, bien que sunnite, il était lui aussi dévolu à Dieu.

Après la dimension chiite est venue celle de l'islam. Après trois heures d'entretien, Mahmoud Ahmadinejad s'est levé et je me suis arrêté devant lui – j'avais tout préparé – en disant :

« Monsieur le président, au-dessus de vous se trouve un portrait de l'Ayatollah Khomeini. Avec votre permission, je voudrais faire la prière des morts. Je suis l'aîné de cette assemblée. Selon la tradition, je me mettrai donc devant vous ».

Il fut particulièrement sensible à ce geste. Puis je l'ai serré dans mes bras. Je voyais que ma parole avait été écoutée religieusement, c'est le cas de le dire. Nous sommes partis. Un peu plus tard, l'interprète est venu à notre l'hôtel pour nous dire que Mahmoud Ahmadinejad avait fait remonter au guide Ali Khamenei et que nous pouvions annoncer, par principe, la libération de la Française. Je lui ai demandé de tout taire auprès de l'ambassadeur de France.

Arrivés à Paris, nous avons rendu compte à Claude Guéant et au président Sarkozy. Karim Wade a merveilleusement défendu la

cause de Clotilde Reiss. Nicolas Sarkozy continuait de lancer des « Inch allah ». Il n'y croyait toujours pas. En mai 2010, le président iranien a appelé son homologue sénégalais pour confirmer une libération imminente. Clotilde Reiss est arrivée à Villacoublay le 16 mai.

C'est l'illustration du caractère indispensable des médiations officieuses. Sur les instructions de Jean-David Levitte, conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, André Parant avait pourtant cru bon de stopper la médiation d'Abdoulaye Wade, préférant ouvrir d'autres canaux de négociation.

L'indispensable utilité des émissaires secrets. Dans l'avion, Clotilde Reiss a souhaité savoir qui avait été à la manœuvre de sa libération et qui elle devait remercier. À son arrivée, Nicolas Sarkozy m'a suggéré de la rencontrer, ce que j'ai refusé.

Avez-vous été dédommagé pour cette mission ?

Mais non ! J'aurais bien voulu gagner une bouteille de vin, un grand cru, une caisse de champagne, mais rien. Rien de rien ! On a fait bien mieux : on m'a suspendu de ma Légion d'honneur pendant cinq ans pour des mots jugés déplacés à l'égard de François Fillon.

Une rançon a-t-elle été versée ?

Pas davantage, mais Abdoulaye Wade et son fils se sont particulièrement investis sur ce dossier.

Comment expliquer votre détour par la Banque centrale d'Iran durant votre séjour à Téhéran ?

Je n'ai pas le souvenir d'une telle visite. Le seul facteur ayant emporté la décision de Téhéran fut la lettre d'Abdoulaye Wade et mon intervention « de chiite à chiite ».

130. Mohammed Nasif Kheirbeik (1937-2015) fut le directeur de la sécurité interne et générale syrienne et vice-président adjoint pour les questions de sécurité.

Chapitre 24 : Crise ivoirienne

L'autre grande affaire de 2010 est, en novembre, le second tour de la présidentielle en Côte d'Ivoire. Ce scrutin va déclencher une guerre sans merci, au sens propre du terme, entre l'ancien Premier ministre et président du Rassemblement des républicains (RDR), Alassane Ouattara, donné vainqueur par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), mais victoire contredite par le Conseil constitutionnel qui déclare Laurent Gbagbo, le président sortant après un mandat blanc, vainqueur. Comment Nicolas Sarkozy aborde-t-il cet épineux dossier ?

Il ne supportait plus Laurent Gbagbo, qu'il considérait de mauvaise foi. Personnellement, je m'en remettais au Conseil constitutionnel ivoirien qui l'avait donné vainqueur du scrutin. Nicolas Sarkozy a toujours su que je suivais cette actualité de près depuis les mandats de Jacques Chirac. Je l'ai toujours briefé intégralement sur l'évolution de la situation ivoirienne, sachant que j'avais de nombreuses cartes en main. J'étais proche de Laurent Gbagbo. Je connaissais bien Alassane et Dominique Ouattara, que je voyais dans leur appartement de l'avenue Victor Hugo, à Paris.

J'étais proche de Blaise Compaoré, dont le jeu dans cette affaire avait été plus que trouble. Je savais surtout ce que la France devait à Gbagbo et ce qu'il avait déboursé pour Chirac, notamment avec sa dotation improbable au RPR. Je l'avais présenté à Jacques Foccart puis emmené à l'Élysée alors qu'il n'était qu'un opposant.

Je disposais donc de tous les contacts de part et d'autre durant cette grave crise. Les combats devenant de plus en plus violents, le président Sarkozy m'a fait venir à l'Élysée pour me demander de faire entendre raison à « mon ami » Laurent Gbagbo. Il était très agacé, courroucé même, mais proposait, comme je l'ai déjà évoqué, un statut d'ancien chef d'État. La décision du Conseil constitutionnel ivoirien ne lui importait absolument pas. Et voir les colères de Sarkozy, c'était quelque chose.

Sa position a toujours été claire : l'organisation de la présidentielle. Comme Claude Guéant devait se rendre en Côte d'Ivoire, le 3 octobre 2010, peu avant le scrutin, je lui avais dit comment aborder le personnage, entendre son nationalisme et surtout sa popularité, notamment à Abidjan. Je n'ai pas été écouté. Laurent Gbagbo criera « à la trahison » en parlant de moi, mais je n'y étais pour rien. J'ai été son avocat pendant des années. Les autorités françaises ne l'ont jamais apprécié pour des raisons qui m'échappent.

Au soir du second tour, je maintenais qu'il avait été élu. Proche d'Alassane Ouattara, Nicolas Sarkozy a pris fait et cause pour la CENI. Dès lors, pour lui, il fallait que Laurent Gbagbo « s'en aille », selon sa propre expression. Il fulminait. Cette position m'a été confirmée lors d'un entretien à l'Élysée, début décembre 2010, alors que la crise post-électorale pointait.

Il pestait en bras de chemise :

— Il me casse les pieds ton Gbagbo !

— Mais pourquoi dis-tu mon Gbagbo ? Je connais aussi tous les autres protagonistes. Il est victime d'un faux calcul de notre pays.

Il voulait que je le persuade de quitter le pouvoir, qu'il foute le camp. En accord avec les partenaires européens et occidentaux, il était même disposé à lui proposer tous les égards dus à un ancien chef d'État : une chaire d'histoire dans une université française ; un salaire

mensuel de 30 millions francs CFA[131], versé par la présidence ivoirienne ; une protection rapprochée… Bref, la totale !

Je suis alors retourné dans le bureau de Claude Guéant pour téléphoner à Laurent Gbagbo, investi le 4 décembre 2010. Son aide de camp m'a indiqué qu'il était « remonté comme jamais ». Il m'a pris malgré tout, très agacé :

— Alors Bob, qu'y a-t-il ?

— Laurent, on se connaît depuis plus de vingt ans. Tu es le « Tonton » de ma famille, je t'appelle du bureau du secrétaire général de l'Élysée. Je sors de celui du président de la République. Voici ce qu'il te propose.

— Bob, écoute-moi bien : dis à Sarkozy que je serai son Mugabe. Je refuse. Je ne capitulerai pas ! Je vais prendre d'assaut l'hôtel du Golf et je comprends que tu n'es plus mon ami.

Ces propos m'avaient extrêmement chagriné. Nous sommes retournés dans le bureau du président Sarkozy, qui nous attendait dans un canapé. Apprenant le rejet de ses propositions, je le revois bondir d'un coup :

« Dès demain, je le vitrifie ! »

La suite est connue.

Est-ce le seul entretien que vous avez eu avec Gbagbo durant cette période ?

Oui. Son arrestation par les forces d'Alassane Ouattara, aidé des forces rebelles et françaises, n'a pas tardé. Je n'ai plus entendu parler de lui.

Après plusieurs semaines de combats dans la capitale, Alassane Ouattara sort de l'Hôtel du Golf. Laurent, Simone Gbagbo et nombre de leurs proches sont arrêtés. Alassane

Ouattara prête serment le 21 mai 2011 en présence du président Sarkozy. Une cérémonie à laquelle vous n'êtes pas le bienvenu.

J'ai été invité par Dominique Ouattara qui m'en a informé par téléphone, l'architecte Pierre Fakhoury peut le confirmer. Cela tombait d'autant mieux que je devais faire partie de la délégation.

Une demi-heure après ce coup de fil, j'ai reçu un appel très gêné de Claude Guéant me demandant de la compréhension et se confondant en excuses. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, m'avait barré la route. Il ne voulait pas de moi à cette prestation de serment. La demande avait été répercutée auprès du président Sarkozy.

Pour quelle raison ?

Il faudrait qu'on me dise avant de mourir pourquoi il m'en a toujours voulu à ce point. J'ai toujours été correct avec lui. Je lui ai concocté des voyages partout en Afrique (Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal…) pour le compte du club 89 dont il était le secrétaire général, club que je n'ai cessé de financer grâce aux présidents africains. J'ai fait financer le RPR, dont il était également le secrétaire général puis le président. J'ai demandé à Karim Wade qu'il affrète un avion personnel pour certaines de ses missions. Je lui ai obtenu de faire la revue des troupes à Dakar, le 18 juin 2003, alors qu'il avait déjà des démêlés judiciaires qui déboucheront sur une condamnation pour « prise illégale d'intérêt » dans l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris.

Pourquoi avez-vous été mis en balance ?

Mais que l'on me donne une explication avant que je quitte cette Terre ! Où a-t-on vu qu'un homme politique français condamné par la justice, que je fais inviter au Gabon, au Sénégal, avec un statut de chef d'État et des dîners officiels, se comporte de la sorte ? Il reste

une énigme. Dominique Ouattara elle-même m'a adressé un message d'excuses verbal.

En reprenant le ministère des Affaires étrangères en 2011[132], Alain Juppé entend « *rompre avec la Françafrique* ». Réagissant à votre interview au « *JDD* », il explique dans *Le Monde*[133] ne pas se sentir concerné par vos révélations sur le financement du club 89 par les présidents africains, tout en ajoutant qu'il comprend que vous ne l'appréciez pas puisque c'est réciproque…

Cela ne mérite qu'indifférence de ma part au regard de ce que j'ai fait pour lui et que j'ai décrit dans les pages précédentes. Le lecteur s'est fait son idée sur le personnage.

Vous fuyait-il de peur que vous en sachiez un peu trop sur lui, vous l'ami personnel de Claude Angeli ?

Il n'aurait pas eu tort. Ainsi, concernant son appartement de la rue Jacob à Paris, je fus le premier à connaître la source qui a tout dévoilé[134]. La raison est simple : elle m'a approché pour pouvoir entrer en contact avec Claude.

Ce fameux « *grand malentendu* » que vous évoquerez plus tard à Bordeaux, en rencontrant Alain Juppé à l'occasion d'une séance dédicace, en janvier 2016.

Lorsque je suis allé à la librairie Mollat de Bordeaux, le 23 janvier plus exactement, ma fille Clémence, qui suivait des études en hypokhâgne au lycée Michel de Montaigne, m'a demandé de l'accompagner à une conférence de Juppé. J'avais préalablement averti Nicolas Sarkozy pour qu'il ne soit pas surpris. J'étais assis au fond de la salle avec mon ami Jean-Paul Fayot, chirurgien-dentiste,

ancien professeur de dentisterie à l'université de médecine d'Abidjan et secrétaire général du club 89 d'Abidjan.

À la fin de la conférence, j'ai accompagné ma fille à la séance de dédicace, avec une dizaine d'ouvrages achetés à l'entrée. Clémence m'a demandé d'avancer. Juppé a sursauté en me voyant. Il faut dire qu'il y avait une équipe du *Petit Journal* de Yann Bartès, ce qui n'a rien arrangé.

Je l'ai salué :

— Alain, il est temps de dissiper ce grand malentendu entre nous.

— Aucun problème, venez me voir à mon bureau, boulevard Raspail. Faites-moi signe dès que vous arriverez à Paris.

Par la suite, j'ai téléphoné à son secrétariat. Aucune réponse évidemment. Nous sommes tous les deux de 1945 et à nos âges, on ne fait plus de prêts longue durée.

À quoi faites-vous référence en évoquant un « *malentendu* » ?

Je voulais lui apprendre qui l'avait poignardé dans le dos pour son appartement de la rue Jacob. Personne ne l'a jamais su, pas même lui. Il s'agissait de Philippe Martel, son chef de cabinet lorsqu'il dirigeait le département des Finances de la mairie de Paris. Il voulait balancer toute l'affaire. J'étais très lié à Philippe, y compris lorsqu'il travaillait pour Alain Juppé au Quai d'Orsay. Début 2013, il a basculé chez Marine Le Pen, il en avait assez. Il avait quitté le RPR en 1997[135].

Il m'avait approché pour que je lui présente Claude. Cela m'avait interloqué, car, en général, lorsqu'on veut rencontrer le directeur du *Canard enchaîné*, c'est pour lâcher une bombe thermonucléaire. Ça n'a pas loupé. J'ai monté la rencontre au Grand Hôtel Intercontinental devenu, depuis, le Westin Paris Vendôme, rue de Castiglione.

L'affaire des emplois fictifs lui pesait ?

Il nous a confié vouloir régler ses comptes. Comme à son habitude, Claude prenait des notes sur un petit carnet. Après la rencontre, nous sommes tous les deux partis à l'Hôtel Régina, stupéfaits par ces révélations. Il a ensuite appelé le secrétariat d'Alain Juppé, alors Premier ministre, pour se faire confirmer l'information. Aucune réponse. L'article est sorti. Philippe, qui n'est plus de ce monde, ne supportait pas Juppé. Il se l'est payé et bien payé.

Tentera-t-il de vous rapprocher du Front national ?

Il a entrepris des démarches pour me rapprocher de Marine Le Pen, ce que j'ai toujours refusé. Je ne suis même pas intervenu pour la visite de Jean-Marie Le Pen à Libreville en 1988. Elle fut montée de toutes pièces par le général Louis Pierre « Loulou » Martin[136], un proche du patron du Front national à l'origine de plusieurs Gardes présidentielles en Afrique, dont celle du Gabon. J'ai d'ailleurs croisé Le Pen-père à ses obsèques, en 2004. « Loulou » était un homme de Foccart. Je l'appréciais beaucoup.

---

131. Environ 45 000 €.

132. Alain Juppé fut ministre des Affaires étrangères à deux reprises : du 30 mars 1993 au 11 mai 1995 dans le gouvernement d'Édouard Balladur et du 27 février 2011 au 10 mai 2012 dans le gouvernement de François Fillon.

133. Brice Pedroletti, « Alain Juppé ne se sent "pas concerné" par les accusations de Robert Bourgi », *Le Monde*, 13 septembre 2011.

134. Dans son édition du 28 juin 1995, *Le Canard enchaîné* révèle qu'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Balladur, occupait depuis plusieurs années un appartement, propriété de la ville, de 181 m^2 rue Jacob, dans le 6e arrondissement pour un loyer avantageux de 12 000 francs (1 600 €). Un autre appartement avait été par ailleurs mis à la disposition de son fils, Laurent, avec une décotte de 1 000 francs sur le loyer, sur instruction d'Alain Juppé lui-même. Le procureur de la République de Paris classera l'affaire sous condition tout en évoquant un délit d'ingérence.

135. Énarque et haut fonctionnaire, Philippe Martel fut un proche collaborateur d'Alain Juppé de 1988 à 1994, à la mairie de Paris puis au Quai d'Orsay. Il fut l'un des sept

emplois fictifs de la mairie de Paris, ce qui lui valut, en 2004, une condamnation à 14 mois de prison avec sursis. Militant du RPR, il quitte ce parti en 1997. Début 2013, il bascule au sein du Front national et devient directeur de cabinet de Marine Le Pen. Philippe Martel est décédé en novembre 2020.

136. Louis Pierre Martin (1924-2005). Commandant de la Légion étrangère, il prend part à la Seconde Guerre mondiale, mais aussi aux guerres d'Indochine et d'Algérie. Il participe au putsch des généraux contre le général de Gaulle, en 1961. Proche de Robert « Bob » Denard, il crée, en 1970, la Garde présidentielle gabonaise. Il est fait Grand officier de la Légion d'honneur en 2004.

Chapitre 25 : Un candidat pour l'AFD

À l'image de Nicolas Normand, vous faites non seulement nommer les diplomates, mais aussi le directeur général de l'Agence française de développement (AFD), à l'instar de Dov Zerah, en juin 2010.

Je l'ai connu par mon ami Abbas Jaber, celui-là même qui m'avait présenté Mohamed Ould Bouamatou à Saint-Tropez. Tous deux sont venus à mon cabinet, deux ans avant la nomination de Dov Zerah. Encarté à l'UMP, ce dernier présidait le consistoire et avait dirigé la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT, future Dagris). Il était conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine. Le poste de DG de l'AFD l'intéressait depuis longtemps. C'était traditionnellement un bastion de la gauche. Il m'a sollicité pour appuyer sa candidature. Je lui ai demandé pourquoi passer par moi.

« Abbas m'a dit que vous étiez très proche du président Sarkozy ».

Je lui ai promis que j'en parlerai en haut lieu. Il faut dire que cet appui n'était pas sans désintéresser Abbas Jaber pour ses affaires. Dov Zerah m'a laissé son CV, que j'ai glissé au président Sarkozy au détour d'une conversation :

« Nicolas, il y a cette personne, Dov Zerah, qui serait très intéressée par l'Agence française de développement ».

Consulté, Claude Guéant a évoqué d'autres profils déjà pressentis. Nicolas Sarkozy a néanmoins donné l'avantage à Dov Zerah. Le dossier a suivi son cours. Il m'appelait quasiment tous les jours,

comme s'il n'y avait que cette priorité pour le président de la République française. Je lui ai conseillé de se calmer.

Un soir, c'était un vendredi, j'ai reçu un appel de Claude Guéant me confirmant sa nomination en Conseil des ministres et me demandant d'en informer l'intéressé. J'ai appelé Dov Zerah sur son portable une bonne vingtaine de fois. Aucune réponse. À minuit, c'est lui qui m'a appelé :

— Mais Robert, que se passe-t-il ?
— Ça fait plus de vingt fois que je tente de te joindre !
— Mais Robert, c'est shabbat ! Je ne pouvais pas décrocher.
— Je parle au futur patron de l'AFD !
— Non, c'est vrai ? Champagne ! Je viens te voir demain.

Et nous avons fêté sa nomination avec Abbas Jaber. Personne ne pensait un instant qu'il allait emporter le poste, mais ce choix ne m'interpellait pas plus que cela. J'avais été dans mon rôle d'avocat-lobbyiste. En revanche, Abbas Jaber pensait sincèrement que cela allait lui apporter plus d'opportunités en Afrique, l'AFD finançant de nombreux projets dans son domaine qu'est l'agriculture. Il misait là-dessus.

Dov Zerah le lui avait confirmé et j'étais le conseil d'Abbas Jaber. Lors d'un déjeuner au restaurant casher Chez Nini, dans le 17e arrondissement, avec force boukha et compagnie, je lui ai confié :

— Dov, je suis l'avocat d'Abbas. Il t'a obtenu ce poste prestigieux par mon intermédiaire, il faut faire affaire avec lui.
— Il n'y a aucun problème, Robert.

Eh bien si Abraham, Moïse, Jacob et Aaron ont pu faire des affaires, Abbas, lui, n'a strictement rien obtenu durant les trois années de mandat de Dov Zerah ! Rien ! Et pour ma part, plus aucune nouvelle du jour au lendemain. Alors j'ai fait cette confession à mon ami :

« Abbas, je suis ton aîné de plus de dix ans. Dans toutes les langues du monde, il existe un mot : demain. Il le paiera cher ».

Autant vous dire que j'ai passé mon temps à le démolir. Il n'a fait qu'un mandat.

Suffit-il que des personnalités ambitieuses vous soient recommandées pour que vous défendiez leur dossier ? Donner votre confiance aussi aveuglément ne vous a-t-il jamais exposé ?

Il faut comprendre une chose : je suis à la fois un Oriental, un Africain et un Français. Trois civilisations et trois systèmes de pensée vivent en moi. Lorsque je suis avec Abbas Jaber, je revois son père avec le mien. Ils sont arrivés quasiment au même moment au Sénégal, tous les deux nus comme des vers au début du siècle dernier. Je revois son père dans le bureau du mien. Ces images ne me quittent jamais. Il est comme mon petit frère. Accessoirement, il n'est pas n'importe qui. Ses affaires sont extrêmement sérieuses.

Vous faites en sorte qu'il emporte la privatisation de Dagris.

Naturellement. Il a emporté le dossier non sans difficulté. L'ex-CFDT était un vrai nid à barbouzes. Jacques Foccart y avait placé tous ses hommes discrètement. L'État français voulait céder ce fleuron.

Abbas, qui opérait déjà dans les oléagineux, m'a saisi pour ce dossier. J'ai sensibilisé le président Sarkozy quant à cet intérêt. À sa demande, Claude Guéant a listé devant nous les soumissionnaires pour la privatisation, ce à quoi le président de la République a répondu : « Vous rajouterez monsieur Abbas Jaber, un ami de Robert ». Abbas Jaber est sorti vainqueur à la surprise générale, car il y a eu plusieurs rounds. Personne ne s'y attendait.

Le ministère de l'Économie et des Finances annule même l'opération une première fois. Est-ce à dire que le processus a été pipé ?

Ça, je l'ignore, mais, encore une fois, la candidature d'Abbas Jaber n'était pas du tout farfelue compte tenu de son domaine de compétence et de son expertise. Dagris gérait la filière coton de plusieurs pays africains francophones. Cette entreprise lui permettait de structurer formidablement son groupe qui deviendra par la suite Advens-Geocoton.

De mars à octobre 2011 est lancée l'opération militaire emmenée par une coalition de pays qui, sous l'égide de l'ONU, aboutira à la chute de Mouammar Kadhafi. Les présidents africains vous ont-ils fait remonter leur inquiétude, le leader libyen étant très apprécié au sud du Sahara ?

Je n'ai jamais été associé aux dossiers nord-africains. Omar Bongo m'a chargé de dire à Nicolas Sarkozy d'arrêter de critiquer Kadhafi. Jean Ping, qui présidait la commission de l'Union africaine, en avait fait lui-même part au président français. C'est Bernard-Henri Lévy qui a emporté son adhésion pour des raisons qui, aujourd'hui encore, m'échappent totalement.

Le sensibilisez-vous sur la dangerosité d'une intervention occidentale et d'une possible implosion de ce pays avec des dommages irréparables pour la sous-région ?

J'ai passé le message d'Omar Bongo. De nombreux autres présidents africains l'ont alerté. Mais il a préféré se fier à un philosophe en matière de géopolitique africaine. Comprenne qui pourra.

D'emblée, il s'est avéré très proactif pour mobiliser ses partenaires. Vous n'y voyez pas comme une volonté de solder un passif avec le leader libyen ?

L'affaire est pendante devant la justice depuis des années. Je n'entrerai pas dans ce genre de débats.

À partir d'une enquête extrêmement fouillée et documentée de *Mediapart*.

Aux juges de se prononcer. Si vous me posez la question de ce que je pense de cette affaire, je suis absolument et intimement persuadé que Nicolas Sarkozy n'est en rien mêlé à ce dossier de financements libyens. Pourquoi ? Au lendemain d'une garde à vue épuisante de plusieurs jours, sa secrétaire, Sylvie Burgel, m'a appelé pour me dire qu'il souhaitait me voir. J'étais très étonné par cette requête, car je le savais fatigué et très affecté. Il m'a demandé si j'étais au courant de tout cela, moi qui ai organisé, pendant près de trente ans, les financements des présidents africains. Il semblait tomber des nues.

C'est pourtant lui et lui seul à avoir subi une garde à vue.

Je me réfère à ce qu'il m'a dit solennellement en octobre 2005 :

« Je ne veux plus un seul sou de l'Afrique ».

D'autant moins d'un Kadhafi, même si j'imagine difficilement que ce dernier n'ait pas été prodigue en largesses envers certaines personnalités politiques françaises. Mouammar Kadhafi, vous lui serriez la main, vous touchiez le jackpot s'il vous sentait corruptible.

En réalité, on accable Nicolas Sarkozy sans aucune preuve. Le fils chéri de Kadhafi, Saïf al-Islam Kadhafi, dirigeant de la Jamahiriya arabe libyenne, a joué jusqu'à la fin un rôle fondamental auprès de son père. S'il avait eu la moindre preuve d'un financement, pensez-vous qu'il n'en aurait pas parlé immédiatement, au regard des

conditions de la disparition du leader libyen ? J'ajoute que j'ai vu à plusieurs reprises le journaliste Fabrice Arfi à mon cabinet concernant ce dossier. Je lui ai répondu la même chose. Que je ne savais rien. D'ailleurs, mon nom, comme pour tous les autres dossiers, en est totalement absent. J'en profite pour signaler que, concernant de prétendus mouvements de fonds de l'Afrique subsaharienne vers Nicolas Sarkozy, *Médiapart*, pas plus que tous les autres médias français, n'a jamais rien sorti ou mis en évidence. Ni aucun juge d'ailleurs. C'est bien la preuve que les transferts se sont arrêtés en 2007.

Il existe des témoignages, notamment de l'homme d'affaires Ziad Takieddine.

Alors lui, je vous le laisse volontiers ! Il m'a trouvé une affaire avec le président Sarkozy au Sénégal. N'importe quoi. Je lui ai d'ailleurs fait passer un message à ma manière : depuis Beyrouth. Il n'a plus jamais prononcé mon nom.

Il accuse Nicolas Sarkozy pour se dédire ensuite, avant d'affirmer que le même Nicolas Sarkozy serait à l'origine de ce revirement. C'est juste grotesque, ce n'est pas sérieux. La politique est une chose trop importante pour se laisser aller à de telles folies.

Vous aviez été mandaté par l'État ivoirien pour assurer sa défense dans un litige face à Noël Dubus. Connaissiez-vous ce personnage controversé, dont il est question dans la rétractation de Ziad Takieddine, concernant l'affaire du financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy pour la présidentielle de 2007 ?

L'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France m'a effectivement désigné comme avocat. Il a fait une missive explicite publiée dans les annexes de ce livre. J'avais entendu parler de cet individu, de sa

mauvaise réputation et de sa propension à générer des « affaires ». À telle enseigne que j'ai personnellement appelé Omar Bongo pour l'informer de ma constitution par l'État ivoirien et lui demander d'interdire à cet individu l'accès du territoire gabonais. Ce qui a été fait.

Dans son livre *Les visiteurs du soir*[137], Renaud Revel vous consacre un chapitre entier. Selon lui, vous auriez fait assaut d'amabilités auprès de Nicolas Sarkozy pour le mettre en garde contre « *l'irresponsable* » BHL. Il vous dépeint comme figé, voire tétanisé, lorsqu'il déroule devant vous son plan de guerre concocté par le philosophe alors même que les présidents africains vous font remonter leur grande inquiétude. Comment expliquez-vous son aveuglement ?

Renaud Revel, que j'ai reçu quelques heures avec beaucoup de plaisir pour la préparation de son livre, a beaucoup galégé avec la vérité. Comme j'ai pu le dire, certains chefs d'État, au premier rang desquels Omar Bongo, m'ont expressément demandé de sensibiliser Nicolas Sarkozy sur le fait qu'il faisait fausse route quant à ses appréciations et analyses sur Mouammar Kadhafi.

Le président français n'a pas entendu ces conseils puisque c'est à lui qu'est revenue la décision finale de frapper le Guide libyen avec le concours des forces de l'OTAN et de l'ONU.

Derrière cette décision : Bernard-Henri Lévy. Je le connais personnellement. Nous avons discuté de longues heures ensemble. Je lui dois même de m'avoir fait découvrir un coin magnifique sur la Côte d'Azur avec une belle plage privée. Lorsque nous nous retrouvions, nous parlions du Moyen-Orient, de l'Afrique. C'est un garçon cultivé et curieux. Toutefois, je lui reproche de se prendre un peu trop pour André Malraux révolutionnaire, dont il n'a épousé que le côté « dandy ». Dandy physique et vestimentaire au brushing

toujours impeccable, la chemise immaculée et les chaussures toujours admirablement cirées.

Mais le Malraux des *Conquérants*, c'était quand même autre chose que ce révolutionnaire de salon. C'est bien beau d'emmener les journalistes et agences de presse en Afghanistan, en Libye, au Soudan… Mais il y a des langues, des tenues et des postures à respecter pour saisir plus subtilement les contextes locaux et les réalités. Je ne crois pas qu'à l'époque Alain Juppé ait beaucoup apprécié son intervention. On peut dire ce que l'on veut d'Alain Juppé, mais il ne joue pas avec la vérité lorsqu'elle devient dangereuse.

Revel explique également que la Libye est le « *dossier de votre vie* ». Vous voulez inverser le cours de l'Histoire face à ce philosophe qui semble avoir « *marabouté* » le président français.

Quel délire ! La Libye n'a jamais été un dossier stratégique pour la simple et bonne raison qu'il ne relevait pas de ma zone d'intervention. À la demande d'Omar Bongo, j'ai abjuré Nicolas Sarkozy de ne pas intervenir pour défaire le régime de Kadhafi.

Claude Guéant est également mêlé à cette enquête sur un financement libyen de la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy, en particulier pour un virement de 500 000 € sur son compte personnel à la suite de la vente de deux peintures flamandes.

Nicolas Sarkozy m'a également questionné sur cette affaire me demandant si j'étais au courant. Si tel avait été le cas, j'aurais immédiatement mis Claude en garde. Je trouve d'ailleurs plutôt étrange qu'un homme ayant été ministre de l'Intérieur, secrétaire général de l'Élysée, directeur général de la Police nationale et préfet puisse faire atterrir une telle somme sur un compte personnel privé.

Une somme sur laquelle il n'a payé aucun impôt. S'il m'avait prévenu, je lui aurais dit tout de suite d'arrêter cette connerie.

Avez-vous gardé contact avec lui ?

Claude a trois mois de plus que moi. Il était très affaibli par son incarcération à la prison de la Santé. Je ne l'ai jamais laissé tomber. J'ai gardé pour lui estime et affection.

Il rebondit en Afrique, en marchant sur vos pas. Après être devenu avocat d'affaires, il a effectué, à partir de 2012, de nombreuses missions aux côtés de son gendre, le banquier Jean-Charles Charki. Il intervient pour le compte de groupes comme le Chinois Citic Construction SA LDT, en Côte d'Ivoire.

Je suis allé une fois avec eux au Gabon, en décembre 2012, pendant le mandat d'Ali Bongo. Je leur ai ouvert mes entrées dans ce pays. Nous avons rencontré le président et Maixent Accrombessi. Pour le reste, il n'a pas besoin de mes services, car il est connu. Son carnet d'adresses est épais.

---

137. Renaud Revel, *Les visiteurs du soir : ce qu'ils disent à l'oreille du président*, Plon, 2020.

Chapitre 26 : Bombe médiatique

Le 11 septembre 2011, *Le JDD* publie l'une de vos interviews qui fera date, laquelle, pour reprendre *Le Monde*, met « *le feu à la République* »[138]. Sous le titre « *J'ai vu Chirac et Villepin compter les billets* », vous dégoupillez votre grenade en mettant à jour toutes les pratiques et les mouvements d'argent venus d'Afrique, méthodiquement supervisés par vos soins durant plusieurs décennies. Pourquoi sortir du bois et pourquoi à cette date ?

Le temps était venu de vider mon sac. D'abord cette promesse faite à Omar Bongo, à la fin de sa vie, d'être sa mémoire le moment opportun. Mais, surtout, parce que je voyais tous les présidents, pour lesquels je travaillais, assommés sous les coups de boutoir des juges français. Ils n'en pouvaient plus. Pas un jour sans la mise en examen d'un tel ou d'un autre, et même l'arrestation de hauts dignitaires en public, aux douanes des aéroports français. La presse embrayait. Tout ce qui venait du sud du Sahara était pourri et tout ce qui venait de l'Occident valait de l'or.

Or pendant des années, j'avais aidé à convoyer des millions d'euros en cash pour les principaux responsables politiques français, lesquels bénéficiaient d'une impunité totale. Omar Bongo me disait qu'il avait toujours financé le gaullisme. Il en avait assez des enquêtes dévoilant par le menu son patrimoine en France. Je fus l'unique témoin de tout cela. J'ai voulu rééquilibrer les choses.

À quel moment précis décidez-vous d'ouvrir votre boîte à secrets ?

À partir d'une conversation avec Pierre Péan, que je voyais plusieurs fois par mois et qui achevait une enquête sur les mouvements de fonds au sein de la République française[139]. Je lui ai exprimé le souhait de me « confesser ». C'est lui qui m'a orienté vers Le *JDD* et vers Vincent Valdiguié, qui cherchait depuis des années à me coller une affaire sur le dos sans jamais rien trouver. Il a eu l'interview de sa vie. Il n'en dormait plus.

Pourquoi attendre plus de deux ans après la mort de Bongo ?

Le temps de la réflexion. À l'été 2011, j'ai décidé de tout révéler. Ma femme a vainement tenté de m'en dissuader, en insistant sur le fait que j'étais encore l'ami de nombreux chefs d'État africains et qu'ils allaient se détourner. Mais le message de Bongo résonnait en moi. Au Gabon, Ali Bongo était loin de l'image de son père. Ce n'était plus ma période.

Cette interview n'est-elle pas calculée au moment où votre étoile pâlit ? Votre protecteur gabonais n'est plus là. Laurent Gbagbo non plus. À Paris, vous êtes *blacklisté* par Alain Juppé. La gauche s'apprête à revenir au pouvoir.

Où avez-vous vu que mon étoile pâlissait ? J'étais encore très proche de bien d'autres chefs d'État en fonction ou à venir, comme Compaoré, Sassou Nguesso ou Macky Sall.

Vos déclarations éclaboussent énormément de monde. Avez-vous demandé un feu vert à Nicolas Sarkozy ?

Absolument pas, au contraire, il a été surpris. Dès la sortie du journal, il m'a téléphoné tôt le matin pour savoir ce qui m'avait pris. Il a demandé à me voir le jour même, dans l'après-midi, en me faisant

entrer pour la première fois par la grille du Coq et non par la rue du Faubourg Saint-Honoré.

Il attendait des explications. Je lui ai rappelé mon engagement envers feu le président gabonais et sa lassitude quant au traitement inique infligé aux dignitaires africains alors que plus de la moitié de la classe politique française n'était pas propre.

Lecteurs et observateurs ont vite fait d'associer le président Sarkozy au système de financements que vous dénoncez. Vous en a-t-il voulu ?

Nullement. Pour preuve, il m'a gardé son amitié et sa confiance. Je viens de subir une légère opération chirurgicale. Il m'a téléphoné tous les jours[140].

Les présidents africains sont directement impactés par vos révélations. L'émissaire du président Blaise Compaoré, Salif Diallo, est l'un des premiers à monter au créneau.

Parce qu'ils n'ont jamais su la raison pour laquelle j'ai effectué cette sortie. En outre, il savait parfaitement que je disais la vérité. Blaise Compaoré n'a pas porté plainte. Du reste, il n'y en a eu aucune, à l'exception de celle de Jean-Marie Le Pen. Jacques Chirac et Villepin m'ont menacé sans jamais passer à l'acte. Roué et professionnel comme il était, Jean-Pierre Elkabbach avait dit à Villepin, peu après mon interview, qu'il disposait d'un mois pour lancer sa plainte. Je l'attends toujours.

Vous n'aviez averti aucun président africain préalablement ?

Non, ils m'auraient fortement déconseillé de parler.

Avec cette interview, vous donnez le sentiment de vous en prendre à un système qui vous a nourri. De « cracher dans la

soupe ».

Je n'ai pas du tout ce sentiment.

Avez-vous conscience que, *de facto*, votre carrière prend un tournant ? Un « homme de l'ombre » sortant à ce point dans la lumière n'est plus crédible. Il devient même infréquentable, pour ne pas dire dangereux.

C'est vrai, les présidents africains se sont détournés de moi du jour au lendemain. Je n'ai plus entendu parler d'eux. Ce fut le cas, par exemple, de Denis Sassou Nguesso pour lequel j'avais une énorme estime. J'en ai souffert, non pas sur le plan pécuniaire, mais personnel. Ils ont tous coupé les ponts, mais j'ai eu la sensation de libérer ma conscience.

Dans cet entretien, vous parlez de « *cadeaux* » à Villepin. De quoi s'agissait-il ?

Principalement de livres, d'objets d'art africains ou liés à Napoléon, comme la statue de l'Empereur que j'ai évoquée et dont la facture est reproduite dans ce livre. Mobutu lui avait offert un bâton du Maréchal d'Empire. Il recevait des masques africains d'une qualité exceptionnelle.

Après cet *outing*, de nombreuses portes se ferment. Des missions vout sont-elles encore confiées ?

Le Gabon m'a payé jusqu'en 2013. Je continuais à travailler pour le Sénégal et pour plusieurs groupes français. J'étais le conseil d'Imperial Tobacco, d'Advens…

Après votre interview, vous entamez vos *Mémoires* avec le journaliste Laurent Valdiguié. Nicolas Sarkoy en lit les bonnes

feuilles et vous explique que, s'ils paraissent, la moitié de la classe politique française disparaît.

C'est très exagéré. Je le tenais au courant, je lui parlais des sujets abordés avec, bien entendu, la question des financements africains évoqués, ici, avec vous. Il m'a demandé de ne pas donner suite à ce livre en bloquant le bon à tirer (BAT). Et j'ai menacé de poursuites, via mon avocat, si d'aventure le texte paraissait.

Pourquoi ?

Au fur et à mesure de la teneur des entretiens, je me suis aperçu que Laurent Valdiguié, qui m'a enregistré durant deux ans, m'amenait progressivement à charger Nicolas Sarkozy en faisant croire qu'il avait été monnayé par les présidents africains ce qui, je le rappelle une énième fois, est totalement faux, faux et faux. Ses questions étaient biaisées. Ses retranscriptions non fidèles à mes propos. Un jour, je me suis énervé et ai mis fin à notre collaboration.

Ce manuscrit vous l'avez relu. Qu'avait-il de si compromettant ?

Nicolas Sarkozy ne voulait pas que nous revenions sempiternellement aux financements des présidents africains. Il m'a demandé de ne pas le faire paraître.

Était-ce lié à la Libye ?

Absolument pas. Il caressait encore l'espoir d'être réélu. Simplement, il ne souhaitait pas de faux amalgames. Je le répète : Nicolas Sarkozy a refusé d'emblée tout financement de ces présidents. C'est la raison pour laquelle il a toujours pu leur tenir un discours de vérité durant son quinquennat. Il a eu cette marge de manœuvre car, contrairement à son prédécesseur, il ne leur était redevable de rien. Vous pensez sincèrement que si Nicolas Sarkozy

avait été financé par l'Afrique, il aurait pu prononcer son fameux discours, à Dakar ?

---

138. « Robert Bourgi, l'ancien "M. Afrique" qui met le feu à la République », *Le Monde*, 12 septembre 2011.
139. Pierre Péan, *La République des mallettes. Enquête sur la Principauté française de non-droit*, Fayard, Paris, 2011.
140. Entretien avec Robert Bourgi, le 10 avril 2024.

Chapitre 27 : Wade : le mandat de trop

On l'a vu notamment pour l'affaire des otages du Liban, vous entretenez des rapports de proximité avec Abdou Diouf.

Ils remontaient bien avant la libération des otages français, dès notre première rencontre, en 1986, lorsque j'officiais au cabinet de Michel Aurillac. J'allais à Dakar dans ce cadre deux à trois fois par mois. Il faut se rappeler que Michel Aurillac avait connu le président Diouf en 1960 à sa sortie de l'École nationale de la France d'outre-mer (Enfom). Il était déjà lié à Léopold Sédar Senghor et présidera, par la suite, une des chambres de la Cour suprême dirigée par Isaac Forster[141]. Il avait une véritable prédilection pour le Sénégal.

Avec Abdou Diouf, les entretiens duraient jusqu'à deux heures. Nous abordions toutes les questions d'ordre politique sénégalais ou international. J'ai fait partie, à mon modeste niveau, de ceux qui ont amené ce chef d'État, membre de l'Internationale socialiste, à ne pas s'abstenir lors du vote aux Nations unies sur la Nouvelle-Calédonie. ONU qui, je le rappelle, poussait à un processus de décolonisation. L'abstention le tentait, ce que François Mitterrand et son Premier ministre Jacques Chirac voyaient d'un mauvais œil. Jacques Foccart avait été dépêché à Dakar pour le faire changer d'avis.

Michel Aurillac m'avait également demandé d'intervenir. Bruno Diatta, l'emblématique chef du protocole de la présidence sénégalaise, avait fait retenir l'avion de mon retour sur Paris, le temps de développer mes argumentaires. Finalement, Abdou Diouf a suivi la France. Par la suite, j'ai continué de le côtoyer même lorsque

je n'étais plus conseiller, rue Monsieur. Malgré cela, nous n'étions pas des intimes. Je n'étais proche ni de sa famille ni de ses enfants.

Que retenez-vous du personnage ?

Il est à l'image de la confiance que lui a faite Léopold Sédar Senghor. Il avait toutes les qualités : l'intelligence d'esprit, la classe, la culture. Et il était si agréable. Je prenais vraiment plaisir à le voir. Nous sommes voisins à Paris. Il m'arrive de l'apercevoir.

Quels étaient vos rapports avec Abdoulaye Wade, opposant historique à la tête du Parti démocratique sénégalais (PDS) ? Le connaissiez-vous depuis longtemps ?

Avec Abdoulaye Wade, c'était autre chose. Aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, il était un ami de mon père. Ils ont fait connaissance à la fin des années 1950. Avocat, il avait un cabinet à Dakar et il entretenait d'excellentes relations avec mon père.

Quelques années plus tard, mon jeune frère, Rassek Bourgi, fera son stage dans ce cabinet. Il le considère jusqu'à aujourd'hui comme son maître à penser. Presque un second père. Même si j'ai montré quelquefois quelques divergences envers Abdoulaye Wade et son fils, Karim, j'ai du respect pour cette grande figure. Qui n'en aurait pas ? Aucun Sénégalais en tous les cas.

Avez-vous connu Karim Wade jeune ?

Ce serait mentir de dire que je l'ai connu jeune. La première fois que j'ai discuté avec lui, c'était après l'accession de son père au pouvoir, en 2002. Nous déjeunions toujours ensemble lorsqu'il passait à Paris. J'ai eu des avis très tranchés envers lui. Mais les intimes, les familiers, les initiés savent que notre estime reste réciproque. C'est mon « petit » au sens fort du terme. Est arrivé pour lui le temps de servir son pays, surtout après l'alternance improbable à laquelle nous

venons d'assister avec l'arrivée au pouvoir de Bassirou Diomaye Faye[142].

Pourquoi soutenir Abdoulaye Wade en 2000 et non le candidat du Parti socialiste ? Par conviction politique, le PDS étant membre de l'Internationale libérale ?

J'ai estimé que le temps d'Abdou Diouf était passé. Vingt ans, c'était beaucoup.

Dans quelle mesure actionnez-vous votre relationnel pour la candidature Wade à cette présidentielle ? Êtes-vous proche, par exemple, de son ami Alain Madelin, qui fut à la fois ministre de Jacques Chirac et d'Édouard Balladur ?[143]

Il est évident que j'ai activé mon relationnel pour amener mes amis politiques français à s'intéresser de très près à cette personnalité et à sa candidature. Je leur disais qu'il méritait toute leur attention. Je le savais évidemment soutenu par Alain Madelin, mais je n'ai pas joué avec lui pour faire gagner Wade.

Lors d'un déjeuner à l'Elysée, en septembre 2001, Abdoulaye Wade confirme une aide financière pour la présidentielle de 2002, en France. Vous avez confirmé cette opération au *JDD* avant de vous rétracter. Pour quelle raison ?

Le président Wade a effectivement promis une contribution. Promesse concrétisée par la remise d'1 million $ dans le bureau du secrétaire général de l'élysée, en avril 2002. L'argent était contenu dans une mallette. Pourquoi me suis-je rétracté ? J'avais une grande estime pour Abdoulaye Wade, qui était un ami de ma famille depuis plus de cinquante ans. Après la parution de l'interview du *JDD*, il m'a appelé de New York où il suivait l'Assemblée générale de l'Onu. Il a eu des mots touchants à l'endroit de mes parents et de la famille

Bourgi. J'ai accédé à sa demande de me rétracter. Aujourd'hui, je maintiens qu'il a participé au financement de cette présidentielle.

En 2002, le journaliste Jean-Marc Kalflèche, membre du club Zimbabwe, a écrit un livre sur Abdoulaye Wade aux éditions Lafont : *Wade, une vie pour l'Afrique*. Êtes-vous à la base de ce projet ?

J'ai très bien connu Jean-Marc dans le cadre de ce club présidé par Omar Bongo. Il avait une plume extraordinaire. Mais je n'ai pas initié ce projet.

En mai 2003, Alain Juppé est à Libreville et à Dakar au titre de président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Vous obtenez du président Wade qu'il fasse une passe d'armes au camp Dial Diop.

Comme toujours, j'ai suivi ces deux déplacements de manière informelle tout en ayant joué un rôle prépondérant dans leur organisation, notamment en ce qui concerne le programme. Je garde mon estime pour Alain Juppé, mais je serai frustré de devoir quitter cette Terre sans jamais avoir su pourquoi il m'a toujours tenu à distance. Il venait d'être condamné dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris. J'ai demandé aux deux présidents de lui réserver les plus hauts égards, car l'entourage et les « amis » de Juppé commençaient à maugréer. Tout s'est déroulé magnifiquement. Karim Wade a mobilisé un avion venu nous chercher à Libreville. Il était dans l'appareil avec l'imposante délégation de Juppé, qui comprenait Martine Aurillac, épouse de Michel Aurillac, alors députée de Paris que j'affectionne énormément.

À Dakar, Abdoulaye Wade a sorti le grand jeu pour Alain Juppé, qui a même bénéficié d'une prise d'armes au camp Diop puisque nous étions le 8 mai. Il a passé les troupes en revue. Il fut très touché par

ce geste. Il me revient le devoir de dire ce que je suis le seul à avoir entendu et vécu avec Alain Juppé, Abdoulaye Wade et Karim Wade.

Avant le dîner officiel, le président sénégalais avait organisé un tête-à-tête avec le patron de l'UMP au 2e étage du palais présidentiel. J'ai admiré, ce jour-là, le président Wade qui a su utiliser les bons mots à l'égard de son hôte en affirmant, en ancien avocat et professeur de droit qu'il était, que sa condamnation serait rapidement oubliée et qu'il demeurait une personnalité politique centrale de la France.

Que gérez-vous pour Abdoulaye Wade ? Comment vous entendez-vous avec ses communicants, dont Anne Méaux, patronne d'Image 7 ?

La si précieuse Anne Méaux s'occupait de l'image d'Abdoulaye Wade, de son fils et, de manière générale, de celle du Sénégal. Elle m'honorait de son amitié, qui a volé en éclats avec l'affaire des costumes de François Fillon. Si l'occasion m'en est donnée, je saurai un jour m'en expliquer avec elle. Avec le président Wade, je n'avais ni plans ni missions précises. Il faisait appel à moi dès qu'il en avait besoin.

Vous prenez Karim Wade en main. Vous l'introduisez en tant que ministre sous les ors de la République française, notamment auprès de Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie, du Développement, des Transports et du Logement de Nicolas Sarkozy. Sur quels dossiers ?

Je l'ai introduit auprès de nombreux ministres de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, telle Nathalie Kosciusko-Morizet lorsqu'elle détenait le portefeuille des Transports. Ce n'est un secret pour personne, je nourris pour elle et son grand-père, l'ambassadeur Jacques Kosciusko-Morizet, une affection particulière. Je prenais

plaisir à discuter, déjeuner et dîner avec elle. Je regrette profondément qu'elle ait quitté le terrain politique en France.

D'un esprit supérieur, elle aimait servir l'État et était respectueuse des institutions. Sa supériorité intellectuelle jouait d'ailleurs comme un handicap, car elle pouvait paraître sans pitié pour les esprits médiocres. Et dans le monde politique, la médiocrité est monnaie courante.

Je me remémore les week-ends passés ensemble en famille, que ce soit dans l'Essonne ou dans sa maison, près de Sainte-Mère-Église, nous n'arrêtions pas d'échanger. Elle aurait pu faire une carrière politique bien plus prestigieuse encore. Elle devrait savoir qu'elle a toujours un rôle à jouer sur ce plan.

Comment voyiez-vous la tentative inédite d'Abdoulaye Wade de rempiler pour un troisième mandat en 2012 ?

Il était sûr et certain de passer dès le premier tour. J'ai fait en sorte de faire recevoir Karim par Nicolas Sarkozy lequel, comme j'ai pu le dire, l'a mis en garde sur l'erreur fatale que cette candidature aurait sur l'image de son père. Mais il n'en démordait pas, persuadé que son père ferait un troisième tour de manège sans anicroches. On connaît la suite…

Tentative qui marque votre rupture avec le camp Wade.

Nous nous sommes brouillés à cette période, l'année 2011. Je ne cessais de répéter à Karim que son père devait éviter de livrer le combat de trop.

Abdoulaye Wade jouant à un jeu dangereux, vous vous rapprochez de Macky Sall.

Dès l'instant où il fut en délicatesse avec le président Wade. Il s'était retiré dans sa maison, après avoir été démis du perchoir de la

présidence de l'Assemblée nationale, et lorsqu'il a commencé à tisser sa toile en très bonne intelligence pour emporter le pouvoir suprême en 2012.

Lors d'un déplacement au Sénégal, je me trouvais, comme d'habitude, dans une voiture de la présidence, et suis allé lui rendre visite. Il n'avait plus aucune fonction. Le chauffeur a rapporté cette visite en haut lieu. Abdoulaye Wade m'a passé un savon mémorable le soir même.

« De deux choses l'une : soit tu es avec moi, soit tu ne l'es pas ! »

En conséquence, j'ai pris mes distances. Macky Sall m'avait par ailleurs été présenté par l'excellent Pascal Drouhaud, ex-responsable des relations internationales du RPR, mais aussi, il faut le savoir, ami personnel et de longue date du futur président sénégalais. Je prenais toujours un grand plaisir à échanger avec lui.

---

141. Juriste sénégalais, Isaac Forster (1903-1984) fut le premier juge d'Afrique subsaharienne élu à la Cour internationale de Justice, en 1964.

142. Né en 1980, membre du PASTEF et inspecteur des finances publiques de profession, Bassirou Diomaye Faye succède à Macky Sall, le 2 avril 2024.

143. Né en 1946, Alain Madelin, président de Démocratie libérale, fut ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Tourisme dans le gouvernement de Jacques Chirac, de 1986 à 1988 ; ministre des Entreprises et du Développement économique dans le gouvernement d'Édouard Balladur, de 1993 à 1995 et ministre de l'Économie et des Finances dans le gouvernement d'Alain Juppé de mai à août 1995.

Chapitre 28 : Confidences

Pourquoi certains pays francophones d'Afrique vous échappent-ils – ou pourquoi vous en détournez-vous – alors que l'on peut supposer que leurs présidents tapent à la porte de votre cabinet ? On pense au Tchadien Idris Déby Itno ; aux Centrafricains Ange-Félix Patassé et François Bozizé ; au Nigérien Mamadou Tandja ; au Guinéen Alpha Condé ou encore aux Maliens Amadou Toumani Touré et Ibrahim Boubacar Keïta.

J'ai connu et côtoyé d'innombrables autres présidents. Ange-Félix Patassé, je ne l'ai jamais rencontré en Centrafrique, mais au Bristol lors de ses passages à Paris. Il me proposait immanquablement un verre de Bordeaux 1er Grand Cru. J'ai croisé deux, trois fois François Bozizé chez le maréchal Mobutu. En revanche, Alpha Condé est une très vieille connaissance. Il se déplaçait à mon cabinet lorsqu'il était opposant puis, une fois président, à partir de décembre 2010, plus rien. Alpha Condé restera toujours Alpha Condé. Mais j'irais jusqu'à dévoiler qu'il a toujours été membre du conseil de notre famille. C'en est même le doyen. Mon père l'appréciait beaucoup. Mon frère Albert lui voue de l'adoration. J'aurais aimé que la réciproque soit vraie.

Je voyais régulièrement « ATT » à Bamako, Dakar ou Paris. Je l'aimais beaucoup. Il a toujours été très amical avec moi. « IBK », je le rencontrais plutôt dans la cour de mon cabinet. Pourquoi ? Il était très proche d'Anne Lauvergeon, qui habitait mon immeuble. Il venait la visiter à chacun de ses passages à Paris comme on dit en Afrique.

Quels sont vos rapports avec Gnassingbé Eyadema, dont Jacques Foccart vous demande de vous occuper ? Il était très proche de Jacques Chirac. Passez-vous par Charles Debbasch pour vos missions ?

J'ai bien connu Eyadema, mais je n'ai jamais convoyé des fonds en provenance du Togo, même si Jacques Foccart l'appréciait beaucoup. Il me recevait très tôt. Je croisais Charles Debbasch au palais de Lomé, sans plus. Je n'ai pas « travaillé » avec lui. Il était proche du président togolais, mais pas de la même nature que mes liens avec Omar Bongo.

Avec Eyadema, on ne plaisantait pas. Nos rapports étaient chaleureux, mais pas du tout complices. Je n'ai pas eu connaissance d'une aide financière de sa part pour Jacques Chirac. Peut-être directement via Jacques Foccart.

Pourquoi ne pas intervenir au Cameroun ? Aucun émissaire chez Paul Biya ?

Je me suis rendu quelques fois dans ce pays sur recommandation de Jacques Foccart. Mais je n'ai jamais eu de prédilection particulière pour Paul Biya.

Vous recevez de nombreux opposants ou d'autres personnalités. On vous a beaucoup croisé avec Cellou Dalein Diallo ou Anicet-Georges Dologuélé. Quels services pouviez-vous leur rendre ?

J'ai soutenu Cellou Dalein Diallo. Je le rencontre quelquefois à Dakar, mais je ne l'ai pas fréquenté plus que cela. Pour ces opposants, j'opérais comme d'habitude. J'ouvrais des portes, des contacts.

En Afrique, la franc-maçonnerie est « le réseau du réseau ». Appartenez-vous à une loge ?

Pas le moins du monde. Je n'ai même pas assisté à l'intronisation d'Ali Bongo comme Grand maître de la Grande Loge du Gabon (GLG), c'est vous dire. Je n'ai jamais travaillé avec eux, mais je me suis toujours retrouvé très fréquemment à la table de francs-maçons plus ou moins illustres.

Quels sont les principaux traits de caractère et psychologiques des chefs d'État que vous connaissez ou avez connus ?

Je n'ai pas, hélas, été proche de Félix Houphouët-Boigny que j'ai rencontré pour la première fois en 1978 à la demande de Foccart afin de lui offrir ma thèse. J'ai passé trois longues heures avec lui. Quel personnage ! Il était tout simplement extraordinaire. Je comprends que de Gaulle, plutôt avare en compliments, ait pu le qualifier de cerveau politique exceptionnel. Un homme d'une distinction hors du commun avec une voix très particulière. Il ne parlait pas, mais murmurait. Il anticipait tout. Tout ce qui survient aujourd'hui en Afrique ou au Proche et Moyen-Orient figurait déjà dans ses discours.

Comment ne pas parler du si charismatique Omar Bongo ? Notre rencontre en 1982 à Libreville, à l'occasion d'une réunion de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), a scellé une grande filiation. Je professais à l'université de droit d'Abidjan. Jacques Chirac avait fait le déplacement et m'avait présenté. Le courant est immédiatement passé entre nous, à tel point qu'il m'a demandé de rester un jour de plus alors que je devais repartir en Côte d'Ivoire. J'ai demandé l'autorisation au doyen de la faculté, Francis Wodié.

Personne ne me connaissait à Libreville. Je m'y rendais pour la première fois. Comme je l'ai souligné, Omar Bongo a immédiatement

deviné que j'étais un jumeau monozygote. Ces questions le passionnaient. Je le rappelle aussi : les jumeaux en Afrique exercent un véritable pouvoir d'attraction. Une fascination. De ce jour est né un lien très fort entre nous. Au fil du temps, cette amitié s'est transformée en relation familiale. Je n'ai pas connu un homme aussi généreux. Je ne fais pas forcément référence à l'argent, mais au cœur. C'est en 1986 qu'il m'a demandé de l'appeler « Papa ».

Petite anecdote sur la générosité : un de ses plus farouches opposants était venu me voir à mon cabinet pour évoquer des problèmes non politiques, mais personnels graves. Il m'a demandé d'intervenir. J'ai téléphoné à Bongo pour lui expliquer la situation de son opposant. Il a accepté de voler à son secours en me demandant d'aller retirer une importante somme d'argent à la banque, somme à laquelle il a rajouté un « bonus » pour soutenir le journal de son adversaire. Voilà Bongo. Contrairement à ce que l'on raconte, il n'appréciait pas sortir, faire la fête. Il avait une façon unique de parler, de vous faire rire. L'emploi de l'humour était sa marque. Il était unique.

Mes rapports avec Blaise Compaoré, rencontré lors d'une visite de Thomas Sankara à Paris, en 1986, étaient plus complexes. Quoiqu'agréable et attentif, je sentais le personnage plus calculateur. Je l'ai côtoyé jusqu'en 2011, date de mon entretien au *JDD*. Je l'ai réellement fréquenté dans son appartement parisien où il passait beaucoup de temps avec Chantal. Il avait une qualité que peu de chefs d'État africains possèdent : la ponctualité. Il s'intéressait à l'Histoire de France. Il savait que je maîtrisais certains événements. Je les lui racontais. J'allais aussi à sa rencontre à Ziniaré, son village natal à une cinquantaine de kilomètres de Ouagadougou, où il se reposait les week-ends, entouré de ses nombreux animaux.

Je comprends qu'il impressionnait ses collaborateurs et opposants : il avait un regard à la fois terrifiant et enjôleur. Nous nous

téléphonions souvent en soirée. Si l'occasion s'offrait à moi, c'est avec plaisir que je le reverrais malgré ce que j'ai pu dire de lui relativement à l'assassinat de Thomas Sankara. Il n'était pas dégagé de toute responsabilité dans ce tragique événement.

Abdou Diouf était également d'une ponctualité de maître. Il me recevait toujours au secrétariat général et non à la présidence du Sénégal. L'éminentissime Bruno Diatta venait me chercher et m'introduisait. Le président Diouf m'attendait déjà debout derrière la porte. J'ai toujours eu un immense plaisir à échanger avec lui. Il était très à cheval sur ses responsabilités et maîtrisait parfaitement ses dossiers. C'était toujours très précis, minutieux, méthodique. Il adorait Jacques Chirac tout en faisant preuve d'un grand respect pour Jacques Foccart. Diouf en un mot, c'était la classe.

J'ai vu Denis Sassou Nguesso pour la première fois lorsque je travaillais auprès de Michel Aurillac. Ce dernier m'avait donné une autonomie de manœuvre. Je n'ai jamais cessé de le rencontrer comme président ou comme opposant. J'allais lui rendre visite quatre à cinq fois par semaine dans son appartement de l'avenue Rapp. Je l'ai toujours considéré comme un dandy et n'hésitais jamais à le lui faire remarquer. Je le voyais souvent en Europe, en Italie, en Espagne. Sa femme, Antoinette, était tout à fait délicieuse. Je ne pense pas que je revivrai ces moments. L'homme est très dur. Le pouvoir, il le tient au sens fort du terme. Il vénérait Jacques Chirac tout en ayant un faible pour Nicolas Sarkozy.

J'ai très souvent vu Idriss Deby Itno à N'Djamena tout comme à Paris. Il était toujours souriant, mais j'ai marqué une distance avec lui, même si nous nous embrassions ou nous nous prenions la main. Le personnage ne prêtait pas vraiment au copinage.

Arrivé tardivement au pouvoir, Abdoulaye Wade, dont j'avais été l'étudiant, était profondément Africain et Sénégalais, mais n'a jamais été, à mes yeux, un président africain. Il était resté avocat et

professeur. Sa personnalité et son phrasé impressionnaient. Il a toujours été proche de ma famille. Il est comme un père pour mon frère Rassek. J'aimais sa façon d'aborder et de traiter les dossiers. Il rencontrait souvent Nicolas Sarkozy, lorsque ce dernier était ministre, à la résidence du Sénégal, à Paris. Il lui parlait comme à un élève. La conversation s'éternisait. Je savais que Sarkozy, de nature impatiente, n'attendait qu'une chose : repartir. Je ne le vois plus depuis des années tout comme Karim. S'il voulait bien m'appeler, ce qu'il ne fera pas, je serais déjà chez lui à Versailles.

Quant à Laurent Gbagbo, il reste mon ami, mon frère. La tragique crise post-électorale de 2010/2011 et les multiples racontars nous ont éloignés. Très proche de ma fille Sophie, il était membre de ma famille avant même d'être président. Il m'avait écrit une lettre depuis la prison où Félix Houphouët-Boigny l'avait envoyé. Je l'ai assidûment fréquenté lorsque nous professions à Abidjan. Il me rendait visite à l'Hôtel Ivoire lors de mes séjours à Abidjan. Il n'a pas mérité ce qui lui est arrivé. On ne l'a jamais laissé tranquille. Il avait la stature d'un Patrice Lumumba en portant haut les valeurs de l'Afrique et en recherchant toujours une forme de respectabilité, ce qui est tout à son honneur. Qu'il sache que je ne l'ai jamais trahi. J'ai beaucoup fait pour lui.

Comment gériez-vous le rapport entre Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso dès l'instant où le second est devenu le beau-père du premier ? Avanciez-vous à pas feutrés ?

Leur relation était très forte, mais il existait une différence évidente de statut. Certes, les deux étaient chefs d'État, mais Omar Bongo était le doyen des présidents francophones d'Afrique. Il fallait faire preuve de prudence. Ma foi, j'ai toujours réussi à naviguer sur le fleuve de leur relation sans trop de problèmes. Je gardais à l'esprit que tout ce que je faisais au Congo-Brazzaville était su et connu du

président Bongo et inversement. Lorsque je me trouvais à Brazzaville, Bongo m'envoyait toujours son avion pour me faire venir à Libreville. Je n'ai jamais eu à me plaindre de la parentèle Bongo-Sassou, mais prudence et mesure.

Chapitre 29 : Un félon nommé Fillon

Six ans après votre sortie tonitruante sur l'argent des présidents africains, vous faites de nouveau chanceler la République française en 2017, en pleine campagne présidentielle, en portant un coup fatal à François Fillon, candidat du parti Les Républicains. Après le *Pénélopegate*, qui a dangereusement fragilisé l'ex-Premier ministre de Nicolas Sarkozy, *Le JDD* révèle que vous avez « cadeauté » le favori du scrutin de deux costumes de chez Arnys d'une valeur globale de 15 000 €. Vous signez son arrêt de mort au moment où il axait sa campagne sur la probité, l'exemplarité et la transparence.

Plusieurs faits ont mûri ma réflexion. D'abord son discours de Sablé-sur-Sarthe, en août 2016, dans lequel il lie deux notions absolument antinomiques et choquantes pour moi : « De Gaulle » et « mise en examen ». Ensuite, son attaque de Nicolas Sarkozy alors que ce dernier l'a conservé comme Premier ministre pendant cinq ans. Qu'on le veuille ou pas, et bien qu'il le traitât constamment de « mollusque », cinq ans ce n'est pas rien.

Le président Sarkozy a fait Fillon politiquement. Qui était-il avant sa nomination ? Rien. Il n'avait été rien d'autre qu'un simple ministre technique. Pas même le détenteur d'un portefeuille régalien. Nicolas Sarkozy voulait tout le temps le remercier pour le remplacer par Jean-Louis Borloo, mais de nombreuses personnes montaient au créneau pour le défendre. Au lendemain de son discours, François Fillon et moi avons pris un petit-déjeuner au Ritz, au cours duquel je lui ai dit textuellement qu'il déconnait véritablement. Il a admis que,

pris par l'enthousiasme militant, sa parole avait dépassé ses pensées.

« Je suis en désaccord avec ce que tu as dit François », ai-je martelé.

S'il y avait eu un duel Sarkozy-Fillon, mon choix aurait été vite fait. Reste qu'il est sorti vainqueur des primaires de la droite, à la loyale, alors je lui ai fait cette remarque au terme de l'entretien :

« Tu es le favori, tu dois être correctement habillé ».

Je suis allé chez Arnys pour lui commander deux costumes. La boutique le connaissait déjà. J'ai demandé à son patron de lui envoyer son maître tailleur. Tous les médias se sont répandus sur cette affaire après coup, mais il faut savoir que je prenais plaisir à lui offrir des vêtements depuis plusieurs années. Des chemises sur mesure, des cravates. Nous nous fréquentions depuis le début des années 1980. Nous étions très liés. Dans ces gestes, il n'y avait aucun calcul de ma part.

Comment Nicolas Sarkozy a-t-il réagi au discours de la Sarthe ?

Il m'a confié avoir été affecté et choqué.

A-t-il influé sur votre décision de « piéger » son ex-chef de gouvernement ?

Je l'ai répété mille fois : il n'a en rien été mêlé à ma décision. Arrêtez, vous les journalistes, de voir systématiquement l'ombre ou la patte de Sarkozy dans ce que dis ou fais.

Dans quelles circonstances avez-vous rencontré Fillon ?

Avec Jacques Foccart. Nous sommes allés voir Joël Le Theule, ministre de la Défense, dont il était le collaborateur[144].

En offrant ces costumes, en réalité en faisant du trafic d'influence, une idée vous trottait-elle déjà derrière la tête ?

Au début, même si j'étais remonté contre Fillon, je ne voulais pas lui nuire. Mais les semaines s'écoulaient. L'homme que je voyais deux à trois fois par semaine depuis tant d'années devenait subitement injoignable. Je multipliais les messages, les SMS, les appels. Il ne répondait plus et m'évitait même. Pas un mot de remerciement pour les costumes, vous vous rendez compte ?

Son staff, à commencer par son directeur de campagne et ancien préfet, Patrick Stefanini, forme un cordon sécuritaire autour de lui.

Je me moquais complètement de son équipe comme avec Chirac et Sarkozy. Du reste, Patrick Stefanini démissionnera en décembre 2016. Puis un jour, alors que je me trouvais dans un bistrot de la rue Cler, près de son domicile, en face de ma poissonnerie, tombe un SMS de Fillon. J'étais en compagnie d'une personne mise dans la confidence de la colère qui grondait :

> « Bonjour, Robert, j'ai la tête sous l'eau. Laissons passer les semaines et nous nous retrouverons pour boire un Saint-Julien ».

Fillon a une prédilection pour ce vin qui n'est pas de la bibine. J'ai fait lire le message à la personne en question. Elle a eu cette remarque :

> « Il est mort ».

Je suis rentré chez moi, j'ai montré le message à ma femme :

> « Mon Dieu, il ne sait vraiment pas ce qu'il fait ».

Il commençait à redresser la tête après le *Pénélopegate*, j'ai pris ma décision.

De le « *niquer* », selon votre expression.

Absolument. Nicolas Sarkozy m'a invité à déjeuner. Je lui ai fait lire le message. Il a pris sa tête entre ses deux mains en me demandant ce que je comptais faire. Je lui ai répondu qu'il ne serait jamais président.

Quelle réaction ?

Il savait que rien ne m'arrêterait. Il m'a abjuré de songer aux dégâts collatéraux pour notre famille politique. Il avait, certes, mille et une raisons de mettre en difficulté son ex-Premier ministre, mais il m'a fortement déconseillé de passer à l'acte.

Se doute-t-il de ce qu'il va se passer ?

J'ai aussitôt contacté Laurent Valdiguié pour lui livrer ce nouveau scoop. Je n'avais pas raccroché qu'il était déjà dans mon cabinet, un stylo en main. J'avais fait préparer une copie de la facture par ma secrétaire. Il n'avait même pas fini de tout éplucher qu'il a commenté :

« Fillon, c'est fini ».

Après le *Pénélopegate*, vous portez l'estocade. Pourquoi étiez-vous si sûr de votre fait ? Que ces costumes, même pour 15 000 €, allaient définitivement plomber sa candidature ?

Parce que lorsqu'on ne cesse, dans une campagne présidentielle, de parler éthique, transparence, cherté du coût de la vie et que l'on accepte 15 000 € de costumes, on sait que c'est terminé. J'ai vissé le dernier clou de son cercueil politique. À partir de là, Laurent Valdiguié a fait son travail. Pas comme l'historien Frédéric Turpin, qui a commis un livre entier sur Jacques Foccart sans jamais me contacter ![145]

Il a pris attache avec François Fillon pour recouper ses informations et pour le prévenir de ce qu'il s'apprêtait à sortir. Les vendredi et

samedi qui ont précédé la publication de l'article, lui et Anne Méaux, sa communicante et patronne d'Image 7 dont j'étais proche puisqu'elle était sous contrat avec le président Abdoulaye Wade, m'ont inondé de messages. J'étais au Bristol avec mes petits-enfants. J'ai finalement pris Fillon. Il me suppliait de ne pas dévoiler mon identité et de ne pas répondre aux journalistes. J'ai refusé, tout en lui précisant qu'il ne devait s'en prendre qu'à lui-même.

Je ne mendie pas une audience ! Je ne lui ai jamais rien demandé. Lui, en revanche, me devait beaucoup. Même son grand ami Jean de Boishue[146] a pu dire sur les plateaux de BMF TV qu'il était entièrement responsable de cette situation et de ce crash final. L'argent, le lucre… Je le savais cupide. Pire : pingre. Il se faisait inviter partout par tout le monde sans jamais rien débourser. C'est sa nature profonde.

Avez-vous conscience d'être sur le point de faire imploser votre famille politique ?

Je n'ai aucun regret. François Fillon m'a manqué d'homme à homme, et même gravement. Le reste m'importait peu en réalité.

Valérie Pécresse n'enregistre que 4,78 % des suffrages au premier tour de la présidentielle de 2022.

C'est déjà pas mal, non ? Anne Hidalgo n'a pas dépassé 2 %. (rires)

Referiez-vous la même chose aujourd'hui ?

Inutile de refaire quoi que ce soit, il n'y a plus matière à cela.

Quelle réaction de Nicolas Sarkozy à la sortie de l'article ?

Il m'a téléphoné pour me lancer un vibrant : « Merci, mon Robert ». Sans être à l'origine de cette chute, il n'était pas mécontent. Dans les

rues du 16e arrondissement, où je vis, les passants me dévisageaient méchamment et m'apostrophaient :

« Ah, on peut dire que vous avez fait du beau travail. Vous êtes content de vous, maître ? »

La suite du *Pénélopegate* me donnera raison. Les mêmes habitants revenaient à ma hauteur pour me dire qu'en définitive j'avais eu raison tout en qualifiant François Fillon de « triste sire ». Ils ont non seulement appris qu'il payait généreusement son épouse à ne rien faire, mais qu'il s'était fait rembourser les frais de mariage de son fils et les loyers de sa chambre d'étudiant. Pathétique.

Aucune nouvelle de lui après ce coup ?

Rien. En revanche, tous les collaborateurs des présidents africains n'ont cessé de me féliciter :

« Eh, Grand frère, vraiment, tu es trop fort. Nicolas est vengé ! »

Sur tous les plateaux de télévision, vous vous glorifiez d'avoir « *niqué* » un ancien Premier ministre français. Regrettez-vous ce langage ?

Les Français doivent savoir que ce langage très fleuri est généralisé et couramment utilisé par leur classe politique. Villepin emploie-t-il un vocabulaire plus châtié lorsqu'il prétend vouloir « bourrer le nabot » en parlant de Nicolas Sarkozy ?

Il ne le dit pas publiquement.

J'étais juste satisfait d'avoir disqualifié ce candidat. C'était ce que je voulais. Objectif atteint, même si ces propos m'ont valu une privation de ma Légion d'honneur pendant cinq ans. Je l'ai récupérée le 9 mars 2024.

François Fillon ne fut pas le seul à être « cadeauté » en vêtements. C'est votre côté oriental.

C'est mon tempérament, sans calculer ou avoir une idée derrière la tête. J'ai offert des petits cadeaux à François Fillon comme j'en offrais à des personnalités africaines. Je ne citerai personne, mais j'ai beaucoup, beaucoup, beaucoup « cadeauté ». À François Fillon, j'avais déjà offert un blazer en 2014, des pantalons… Toujours de chez Arnys.

Après cette affaire, vous demandez à être entendu.

Via mon avocat Éric Moutet. Cela a pris un certain temps. J'ai été convoqué à l'OCCLIF[147] comme simple témoin. Je me suis rendu à Nanterre où j'ai été interrogé par son grand patron, le commissaire divisionnaire Guillaume Hézard. C'était un 4 avril, jour de mon anniversaire. Il m'a offert un café avec un chocolat.

J'ai souligné qu'il agissait sur commission rogatoire de « l'implacable » juge Serge Tournaire tout en lui demandant à quel moment je le verrais. Hézard m'a répondu que le juge n'aurait pas besoin de s'entretenir avec moi, car déjà parfaitement au courant de ce que j'avais fait.

> « Nous avons les moyens de tout savoir », s'est-il empressé de préciser.

Que sont devenus les costumes ?

L'officier de sécurité de François Fillon me les a ramenés à mon cabinet, après l'émission au cours de laquelle le journaliste David Pujadas l'a complètement cloué au pilori[148]. Ils n'avaient pas été nettoyés et n'étaient même pas dans leur housse d'origine.

Signe distinctif : ils portaient encore des auréoles sous les bras. Par la suite, je les ai envoyés à Guillaume Hézard en lui demandant qu'ils soient donnés aux Petites Sœurs des Pauvres, avenue de Breteuil.

N'avez-vous pas joué sur plusieurs tableaux bien avant les primaires de la droite, le 27 novembre 2016 ? En 2014 et 2015, vous versez à l'UMP dirigée par Nicolas Sarkozy, mais aussi à Force républicaine, mouvement de François Fillon, 7500 € à chacune des deux formations en guise de soutien. Ces sommes vous vaudront une condamnation, en 2018, à un mois de prison avec sursis et à 2 500 € d'amende sans inscription sur le casier judiciaire pour avoir dépassé les plafonds autorisés.

Nicolas Sarkozy me savait très lié à François Fillon depuis plus de trente ans. Un jour, il ne s'est pas privé de me faire remarquer que je le voyais un peu trop à son goût, ce qui n'était pas faux. Nous nous voyions à mon cabinet, dans de grands restaurants parisiens, au siège de Force républicaine, etc.

Je soutenais François, mais avec l'idée secrète de lui faire renoncer à se présenter à la primaire. Je fus même à l'origine d'un déjeuner entre Nicolas Sarkozy et lui dans un restaurant sous le pont Alexandre III, dont le chef cuisinier était celui que Fillon avait eu à Matignon, pour tenter de les départager.

C'était une première approche. Juste avant les primaires. Mais Fillon n'en démordait pas. Sentant qu'il pouvait l'emporter, il vivait son heure de gloire. En revanche, je méconnaissais totalement les dispositions légales sur les plafonds de financement des partis politiques. J'ai été sanctionné pour cela.

Bien que proche de Nicolas Sarkozy, vous n'hésitez pas à le critiquer après son discours de Grenoble, en juillet 2010. Vous estimez que ses sorties sur l'immigration, sur l'islam ou encore le lien immigration/délinquance sont maladroites.

Et je le maintiens. Le jour de ce discours, je buvais un pot avec Jean-Marie Bockel au Georges V. Ma réaction a été de dire qu'il allait

perdre toutes les banlieues ainsi que le vote des binationaux pour la présidentielle de 2012. Ce texte était inspiré par Patrick Buisson, son conseiller politique qui basculera à l'extrême droite populiste, d'abord chez Nicolas Dupont-Aignan puis chez Éric Zemmour, après avoir collaboré auprès de François Fillon pour les primaires de 2016[149].

En soutenant à la fois Nicolas Sarkozy et François Fillon, vous distribuez vos cartes de telle manière que vous vous rappelez au bon vouloir du potentiel vainqueur.

Je ne suis aucunement animé par un esprit opportuniste. J'aimais Nicolas Sarkozy par-dessus tout. J'étais avec François Fillon, garçon avec lequel j'avais passé beaucoup de temps durant ma carrière. Je ne pouvais considérer cette relation comme secondaire et y mettre fin pour des raisons purement électoralistes. Pour tout dire, si j'avais voulu être opportuniste j'aurais plutôt joué la carte Alain Juppé. Il a toujours été le préféré à droite. Il faut arrêter de me prêter d'obscurs calculs d'opportunisme politique.

À l'approche de son procès en 2020, François Fillon a avoué avoir commis deux erreurs par rapport à l'affaire des costumes : « *les avoir acceptés* » et « *avoir donné sa confiance à quelqu'un qui ne la méritait pas* »[150].

Une remarque particulièrement mal venue et discourtoise au regard de ce que fut notre relation. Cette affaire n'aurait jamais existé s'il s'était comporté correctement, en vrai gentleman. Je pensais, inversement, que nous étions amis. J'avais toujours plaisir à le rencontrer, à parler avec lui. Et voici que, tout d'un coup, cet homme ne donne plus aucun signe de vie dès son investiture pour la présidentielle de 2017. Comme si je n'existais plus.

Je suis fait de chair et de sang. J'ai un cerveau, des nerfs et des muscles et surtout une mémoire. Il ne répondait même plus à mes

messages. Je devenais subitement un pestiféré. Et quand bien même son entourage l'aurait mis en garde sur notre fréquentation, son attitude est inexcusable.

Avez-vous conscience de participer du délabrement moral de la droite française ?

Nicolas Sarkozy m'avait mis en garde :

> « Mon Robert, je te demande de prendre la mesure de ta punition, car tu risques de faire exploser toute la droite ».

Le regardant, je l'ai prévenu que Dieu lui-même ne me ferait pas revenir sur ma décision. De la même manière qu'il a tenu à vitrifier Laurent Gbagbo, j'étais déterminé à pulvériser Fillon.

Que vous inspire son annonce, début 2023, de son retrait de la vie politique ?

De la pitié.

En affirmant avoir « *niqué* » un ancien chef du gouvernement français, vous soulevez la fronde de l'ordre du barreau de Paris. Après une audition devant son conseil de discipline vous écopez, début 2019, d'une interdiction d'exercer pendant un an, dont six mois avec sursis. Votre avocat est alors Éric Dupont-Moretti. Comment l'avez-vous connu ? Votre rencontre coïncide avec la montée en puissance des dossiers africains de celui qui n'est pas encore ministre de la Justice et garde des Sceaux. Êtes-vous derrière certains de ses dossiers ?

Je l'ai rencontré pour la première fois à la suite de mon interview au *JDD*, qui m'a déjà valu une convocation du Conseil de l'Ordre. Pour l'affaire Fillon, j'avais préféré mon vieil ami Pierre Haïk, lequel a refusé très gentiment d'assurer ma défense. Idem de Thierry Herzog,

beaucoup plus inélégant. Pierre Haïk m'a orienté vers Éric Dupont-Moretti, qui a pris mon dossier.

Par la suite, nous avons entretenu des liens d'amitié et de confiance. Nous nous fréquentions souvent, y compris en Corse. Je l'ai fait recevoir à Dakar par Macky Sall. Il m'a défendu par rapport à la plainte de Jean-Marie Le Pen, mais aussi sur mes financements à Nicolas Sarkozy et à François Fillon, financements pour lesquels il m'avait traité de « grand couillon ». J'étais un familier de son cabinet, à Paris.

Après sa nomination à la chancellerie, j'ai travaillé avec son collaborateur, Antoine Vey, qui m'a défendu tant bien que mal devant le Conseil de l'Ordre. Dès sa nomination dans le gouvernement de Jean Castex, en juillet 2020, il m'a néanmoins fait passer un message pour me faire comprendre qu'il était préférable de ne plus nous voir. Il faut dire que j'avais à mon actif 14 braquages de banques, 152 mises en examen, 1002 perquisitions et 162 condamnations dont une avec trois ans de prison ferme…

Quand je pense avoir abondamment fréquenté la chancellerie du temps où Jacques Toubon ou Jean-Marie Bockel en étaient les locataires. Bref, je suis, là aussi, devenu subitement infréquentable. Depuis cette nomination, nous ne nous sommes plus revus.

Lui aviez-vous présenté des dossiers africains ?

Pour ce qui est des rapprochements lorsqu'il était encore « Acquittator », j'ai présenté Éric Dupont-Moretti à Maixent Accrombessi, directeur de cabinet d'Ali Bongo inquiété par l'affaire Marck. Il est devenu l'avocat du Gabon bien que cela ne soit pas allé très loin. Je l'ai également rapproché du Congolais Moïse Katumbi Chapwe, en délicatesse avec le régime de Joseph Kabila.

Je l'ai présenté à Patricia Balme au sujet du Français Michel-Thierry Atangana, emprisonné au Cameroun depuis plusieurs années dans

le cadre de l'affaire anticorruption Épervier. Et un jour, alors que je rencontrais fortuitement Jean-Dominique Okemba au Bristol, je lui ai dit tout le bien que je pensais de cette « robe noire ».

Je crois savoir que Denis Sassou Nguesso a tenté de lui proposer certaines affaires. J'ai aussi établi le contact avec l'ambassadeur de Guinée équatoriale en France, Miguel Oyono Ndong Mifumu, sans rien connaître des développements de cette rencontre. Éric sait être un homme secret…

---

144. Originaire de Sablé-sur-Sarthe, Joël Le Theule (1930-1980) fut ministre de la Défense, en 1980, dans le 3e gouvernement de Raymond Barre.

145. Frédéric Turpin, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, CNRS Éditions, Paris, 2015.

146. Né en 1943, Jean de Boishue est un haut fonctionnaire. Professeur agrégé et membre du RPR, il fut député, secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur, Conseiller général de l'Essonne (1988-2001) et maire de Brétigny-sur-Orge dans le même département (1984–2001).

147. Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales.

148. *L'Émission politique*. Invité : François Fillon, France 2, 23 mars 2017.

149. Né en 1949, Patrick Buisson fut journaliste, essayiste. Conseiller politique de Nicolas Sarkozy de 2007 à 2012. Il meurt en décembre 2023.

150. *Vous avez la parole,* France 2, 30 janvier 2020.

Chapitre 30 : Sous les ors de la République

En 2012, après le mandat de Sarkozy, tentez-vous de vous rapprocher de personnalités proches de François Hollande ?

En aucun cas, je ne cherche à le faire. Ce n'est pas ma famille politique même si, évidemment, j'en connaissais les nombreux protagonistes. Lors du tout premier voyage de François Hollande en Afrique, au Sénégal et en République démocratique du Congo, en octobre 2012, le journaliste Thomas Sotto m'avait invité à une matinale d'Europe 1 pour commenter. J'avais suggéré que François Hollande, s'il souhaitait marquer de son empreinte la politique africaine de la France, devait s'investir personnellement auprès de ses homologues africains pour éviter la tentation des mandats illimités.

Pour le reste, mes interventions sont devenues plus discrètes. Je menais ma petite barque. J'ai continué de présenter des responsables politiques et économiques à Nicolas Sarkozy. Je m'occupais du Sénégal. Je recevais les opposants gabonais, etc.

Comment prenez-vous la décision d'Emmanuel Macron de suspendre votre Légion d'honneur ? Voulait-il vous tenir à distance en lançant un signal envers la Françafrique dont il a souhaité, comme ses prédécesseurs, se départir, et ce, dès son premier voyage sur le continent, à Ouagadougou, en novembre 2017 ?

Je n'ai rien fait contre cette décision et n'ai eu aucune rancœur. En revanche, ma femme, assez désappointée, a dû découdre tous les rubans rouges de mes vestes.

Emmanuel Macron s'en est-il pris délibérément à « l'ambassadeur » de la Françafrique pour marquer les esprits ?

En 2017, François Fillon devait l'emporter. En le dézinguant, Emmanuel Macron savait parfaitement que je n'avais pas joué un petit rôle, quoiqu'indirect, dans sa victoire. Il a profité d'un boulevard et je n'y étais pas étranger du tout. Certains se sont même imaginé que j'avais évincé le candidat LR sciemment pour lui permettre de percer, ce qui est faux. Arrivé au pouvoir, il était sans doute important pour lui de clarifier les choses, notamment en s'alignant sur le général Benoît Pugat, pour me tenir à bout de gaffe. Général Pugat dont le site *Mediapart* vient de révéler qu'il était visé par une enquête pour corruption sur l'attribution des Légions d'honneur[151]. On nage en plein vaudeville.

Aviez-vous, malgré tout, des velléités d'approcher le camp Macron ?

Mais pas du tout ! Tout comme vous ne m'avez jamais vu courir après François Hollande.

Même via Jean-Marie Le Guen ?

Encore une rumeur. Je n'ai jamais approché Jean-Marie Le Guen, c'est même tout l'inverse. C'est lui qui a souhaité me rencontrer en passant par l'architecte Pierre Fakhoury. Ce dernier a organisé un dîner, le 14 janvier 2010, chez l'avocat Pierre Haïk avec Claude Guéant, Jean-Christophe Cambadellis, Jean-Marie Le Guen et moi-même. Pierre Fakhoury m'a susurré qu'il souhaitait faire la connaissance du « Cardinal »[152]. La droite était encore aux affaires,

mais j'ignore quel dessein animait Le Guen. Il faut avouer que je connais de très nombreux responsables politiques de tous bords et qu'ils me connaissent. Je ne m'interdis aucune relation. Souvent, ils m'aperçoivent et viennent à ma hauteur pour me saluer.

Ce fut récemment le cas du Premier ministre d'Emmanuel Macron, Gabriel Attal[153], sur une plage à Ajaccio. J'ai fait la connaissance de Jordan Bardella par l'entremise du maire de Fréjus, David Rachline, pendant des vacances à Saint-Raphaël. J'étais dans un restaurant. Ils m'ont reconnu et m'ont invité à leur table. Nous avons bu en toute sympathie et beaucoup parlé. J'ai revu les deux à plusieurs reprises. Jordan Bardella est un homme supérieurement intelligent avec une réflexion très poussée, avec des ambitions pour la France. Entre lui et moi, les points de désaccord étaient évidents, mais rien de profondément dissemblable. Nous échangeons des messages régulièrement. Je ne vois pas où est le danger de son ascension.

De toute façon, la famille politique à laquelle j'appartiens depuis plus de 50 ans est en état de mort cérébrale. Depuis la défaite de Nicolas Sarkozy en 2012, je me suis éloigné de cette formation à laquelle j'apportais encore récemment une contribution financière, mais j'ai stoppé il y a un an. J'avais placé beaucoup d'espoirs en Emmanuel Macron, mais la déception est gigantesque. À l'international comme au niveau national. Nous sommes absents du champ politique arabe. L'Afrique, n'en parlons même pas, nous l'avons totalement perdue. Je pense que Jordan Bardella a des chances de redonner de la force, un espoir et une solidité nouvelle à notre pays.

Hormis Jean-Marie Bockel ou Roland Dumas, avez-vous entretenu d'autres liens avec des personnalités socialistes ? On pense à Michel Charasse.

Comme je l'ai dit, je connaissais peu Roland Dumas, lequel a été pourtant un ami intime d'Omar Bongo pendant près de trente ans,

comme le journaliste Christian Casteran le rappelle dans son livre, *Confidences d'un Africain*, écrit avec le président gabonais[154]. J'ai entretenu et continue d'entretenir tout un tas de relations avec des responsables de la gauche française. Jean-Marie Bockel, bien sûr. L'histoire de sa chute est maintenant connue. Mais depuis la médiation de Bernard Squarcini, de Philippe Bohn et de Jean-Philippe Gouyet, je m'honore de son amitié. C'est un homme de courage et un vrai patriote. Son fils est tombé héroïquement au Mali.

Dans *Les visiteurs du soir*, Vincent Revel vous dépeint également comme le porteur de valises autoproclamé pour « *une flopée de partis politiques, du RPR au PS en passant par l'UMP et le PC* »[155].

Ce sont les obsessions de Revel, des bêtises ! Porteur de valises, qui plus est au Cameroun, pays dans lequel je n'ai quasiment jamais mis les pieds. N'importe quoi. Une bonne fois pour toutes : je n'ai jamais été un porteur de valises, terme que je n'apprécie pas. J'ai passé ma vie à accompagner les émissaires qui les portaient – la nuance est de taille –, le plus souvent, à des personnalités de droite. Et jamais ce ne furent des valises au sens propre du terme. Plutôt des sacs de sport, des mallettes, des cartables à la rigueur.

À l'époque, et jusqu'aux lois de 1988 puis de 1990 et 1995, le financement des partis politiques était autorisé. D'autres lois ont été votées par la suite, en 1995 et en 2013, qui ont durci le système, et je ne dis pas qu'il ne fallait pas jongler un peu plus.

J'ai joué ce rôle d'accompagnateur, mais jamais pour d'autres partis. Jamais, jamais, jamais. J'étais, en revanche, dans les confidences de certains chefs d'État. Je savais bien évidemment que Valéry Giscard d'Estaing ou François Mitterrand étaient bien gâtés. Mais je n'ai pas orienté de fonds pour le compte du PS, encore moins

pour le PCF. Renaud Revel doit cesser de divaguer et de romancer en permanence.

Vous avez évoqué différents épisodes cocasses avec Jean-Marie Le Pen, lequel n'a pas hésité à vous insulter dans les médias après l'interview dans le *JDD*, dans laquelle vous l'accusez d'avoir reçu des financements d'Omar Bongo pour sa campagne présidentielle de 1988. C'est d'ailleurs le seul à avoir remporté son procès en diffamation contre vous. Pourquoi avoir évoqué le nom de Le Pen ? Une erreur ? Un trou de mémoire ?

Il a porté plainte, procès que j'ai perdu. J'étais défendu dans cette affaire par Éric Dupont-Moretti, visiblement beaucoup moins à l'aise dans la défense de Robert Bourgi que dans celle des grands criminels. Tout ce que j'ai à dire c'est : « Monsieur Le Pen, vous savez que je sais ». D'autres personnalités, dont son plus proche collaborateur, Lorrain de Saint-Affrique, ont remporté des actions en justice contre lui. Je ne parle même pas des déclarations de l'ancien Premier ministre gabonais, Jean Eyeghe Ndong, qui a confirmé ces financements venus du Gabon[156]. Curieusement, aucune plainte n'a été émise contre lui.

De toutes les personnalités politiques françaises que vous avez côtoyées, laquelle vous a laissé la plus forte impression ?

En réalité, il y en a quatre et je ne peux départager les deux premières : Jacques Foccart et Jacques Chirac. Le premier est mon préféré par le cœur. Ensuite, chacun avec leurs avantages et leurs qualités, Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy malgré mon différend avec le premier. Ces quatre personnalités sont flamboyantes et impressionnantes par leur culture. C'est vrai que je me suis brouillé avec Dominique de Villepin mais comment ne pas être insensible à son charisme, à sa faconde, à son discours aux

Nations unies ? Même si nos rapports ne sont plus les mêmes nous nous saluons lorsque nous nous croisons dans des restaurants. Bien après l'interview du JDD, il m'a même adressé, en mars 2012, un exemplaire de son livre *Seul le devoir nous rendra libres*[157], avec une très belle dédicace.

Vous maintenez le vouvoiement avec certaines d'entre elles, comme Dominique de Villepin, et adoptez le tutoiement avec d'autres comme Nicolas Sarkozy. Comment l'expliquez-vous ?

Cela venait instinctivement, naturellement. Villepin m'appelait « Camarade », mais le vouvoiement est resté de mise entre nous. Nous n'avons jamais éprouvé le besoin de nous tutoyer. Idem avec Alain Juppé.

Au cours de votre « carrière » se dégage un mode opératoire : vous collez toujours au principal collaborateur des présidents Chirac et Sarkozy, leur sherpa, qu'il s'agisse de Jacques Foccart ou des secrétaires généraux de l'Élysée, cible choisie pour faire fructifier votre « commerce ». Cela répond-il à un calcul, une stratégie délibérée ?

Ce n'est pas une stratégie délibérée, mais le fruit des circonstances et des rencontres. Lorsque je fais la connaissance de Jacques Chirac, c'est par l'entremise de Jacques Foccart que je fréquentais depuis longtemps. Lequel Chirac m'a naturellement présenté à Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Élysée. Lorsque je bascule chez Nicolas Sarkozy, c'est lui qui me présente à Claude Guéant.

Après son mandat, Nicolas Sarkozy devient lui aussi une sorte d'avocat-lobbyiste, notamment en Afrique, ce qui est un précédent pour un ancien président français. Sur le continent, il

défend les activités du groupe hôtelier Accor, dont il est administrateur indépendant en 2017 et reconduit en 2019, groupe en partenariat avec la *Qatar Investment Authority* pour développer ses affaires sur le continent. Il appuie également son ami Dominique Desseigne, patron du groupe Barrière. Il représente d'autres entités économiques comme le groupe Chargeurs de Michaël Fribourg, ex-collaborateur de son ministre de l'Industrie, Éric Besson. Il défend les intérêts de la société de paris en ligne Beltic. Il cultive, enfin, sa relation avec plusieurs présidents, parmi lesquels Alassane Ouattara et surtout Paul Kagamé auprès duquel il promeut des groupes économiques hexagonaux. L'aidez-vous dans cette reconversion ?

Aucunement. En tant qu'ancien président français devenu avocat, il n'a pas eu besoin de moi pour faire fructifier ses activités et son carnet d'adresses en Afrique. Il ne m'en a jamais parlé et ne m'a jamais rien demandé. Il s'appuie sur son jeune et brillant conseiller diplomatique, Pierre Régent. À ce propos, je me permets une digression pour dire qu'il fut fortement marqué par son voyage officiel à Kigali, en février 2010, après 16 ans de brouille diplomatique, voyage au cours duquel il reconnaîtra les « graves erreurs d'appréciation » et « l'aveuglement » des autorités françaises de l'époque, face à la dimension génocidaire du régime Habyarimana.

J'étais de ce voyage. Moi qui l'avais toujours connu en guerrier, je revois encore son visage complètement miné au Mémorial du génocide, face à cette montagne de crânes. Il m'a confié que ce qu'il avait vu était juste « épouvantable ». L'observant attentivement lors de son déjeuner avec Paul Kagamé, j'ai constaté que le président rwandais changeait son regard sur la France. Les relations se réchauffaient indéniablement.

Vous présentez à Nicolas Sarkozy des personnalités de passage à Paris, comme le président Obiang Nguema Mbasogo, mais aussi, en janvier 2020, Umaro Sissoco Embalo alors que ce dernier n'est pas encore reconnu par la Cour Suprême de son pays comme le nouveau président de Guinée-Bissau. Vous le rencontrez accompagné de l'homme d'affaires marocain, Kamel Benali.

C'est Macky Sall qui m'a demandé de l'introduire auprès de Nicolas Sarkozy. Macky Sall et Emballo étaient amis de longue date. Pour cette rencontre, j'ai été approché par Ali Attyé, factotum du président bissau-guinéen et musulman chiite, dont la famille est proche de la mienne. Je ne connaissais strictement pas la Guinée-Bissau. J'ai demandé un feu vert à Nicolas Sarkozy qui m'a dit :

« OK, je viendrai pour te faire plaisir ».

Je ne me suis pas inquiété de la non-reconnaissance d'Emballo ni de savoir si elle pouvait gêner le président Macron. Nicolas Sarkozy est calé sur la question et n'a posé aucune opposition. Il nous a rejoints dans un salon de l'hôtel. Kamel Benali voulait participer à l'entretien, mais il a refusé. Il s'est contenté de se greffer sur la photo (rires). Je l'ai revu récemment en train de déjeuner avec Francis Szpiner. Il aime bien tous ces milieux Szpiner…[158]

Avocat très branché sur l'Afrique, qui fut un moment le vôtre.

Je l'ai connu il y a plus de vingt ans, au hasard de mes rencontres, à la remise d'une Légion d'honneur à un confrère. Maire du 16e arrondissement de 2020 à 2023, avant de devenir sénateur, il fut mon défenseur dans une affaire d'ordre privé, mais c'est surtout un ami. En revanche, je ne l'ai appuyé dans aucun de ses dossiers africains.

Début 2019, Nicolas Sarkozy parvient à monter une improbable médiation entre le président guinéen Alpha Condé, en conflit avec l'homme d'affaires israélien Beny Steinmetz, patron du groupe Beny Steinmetz Group Resources (BSGR). Vous avait-il mis dans la confidence ?

Jamais le président Sarkozy ne parle de ses dossiers africains ou même de quelque dossier que ce soit avec moi. Il s'est entouré de son conseiller venu du Quai d'Orsay, Pierre Régent, qu'il apprécie particulièrement, tout comme moi. Il a parfois assisté à nos entretiens. Une présence très discrète et intelligente. Mais la plupart du temps, je me trouve seul avec Nicolas.

Vous êtes l'ami et avez été la source de très nombreux journalistes spécialistes de la politique française et de l'Afrique. Vous en avez même aidé certains en mauvaise posture.

Les journalistes, les vrais, m'ont toujours suivi dans mes pérégrinations. Je n'avais aucun secret pour certains, à commencer par Claude Angeli. Je le voyais au minimum une fois par semaine. Nous faisions le tour des grandes questions d'actualité. Je le place au-dessus de tous les autres. Pour moi, il est hors catégorie. Sa marque de confiance est qu'il m'a désigné comme son témoin de mariage avec sa si charmante femme, Stéphanie Mesnier, elle aussi journaliste. Nous gagnons tous les deux en âge, mais lui, avec ses plus de 90 ans, je suis toujours aussi impressionné par la pertinence de ses analyses et ses jugements toujours très aiguisés et pointilleux.

D'autres journalistes amis me manquent beaucoup à l'instar de Jean-Marc Kalflèche. J'ai même envie de lui dire : « ton absence, Jean-Marc, me pèse ». Il avait un regard aiguisé sur l'Afrique. J'appréciais beaucoup Christian Casteran et Daniel Carton,

journaliste au *Monde* et au *Nouvel Observateur*. Pour ceux qui couvrent également l'Afrique, j'ai une énorme estime pour le duo Antoine Glaser-Stephen Smith, qui me consultait régulièrement pour leurs enquêtes respectives ou dans le cadre de la préparation de leurs ouvrages. J'ai même été amené à sortir Stephen Smith d'un guêpier lors de la présidentielle d'août 2009, au Gabon. Je me trouvais à Disney World à Orlando, aux États-Unis, lorsque j'ai reçu son appel au secours. Il venait d'être arrêté par les sbires d'Ali Bongo en pleine brousse. Il m'a demandé d'intervenir. Après avoir téléphoné à Ali, il fut libéré et conduit à la frontière congolaise. Prévenu par mes soins, Denis Sasssou Nguesso a pris le relais en dénouant la situation.

Il y a, enfin, Pierre Péan en dépit de quelques articles ou livres qui auraient pu me contrarier ou que j'aurais pu trouver déplaisants. Notre amitié était sincère. Je l'avais connu dans les années 1980 par l'intermédiaire de mon frère, Albert, lors la parution de deux ouvrages dont *Affaires africaines* sur le régime d'Omar Bongo[159]. Ce livre avait provoqué une grave crise avec la France. Le président gabonais menaçait la relation diplomatique. Jacques Foccart n'était plus en service, mais a fait en sorte de calmer les esprits.

Pierre Péan dont vous auriez sauvé la vie.

Jusqu'à présent, cet épisode est resté inconnu. Il nous arrivait souvent avec Albert de dîner avec Claude Angeli, Jean-Marc Kalflèche qui me surnommait le « Gaullo-Gaullien » et Pierre. Foccart n'ignorait pas les relations entre Péan, lequel n'était pas de mon bord politique, et la famille Bourgi. Nous rigolions beaucoup. Il avait un esprit subtil, critique et plein d'humour.

Un soir de 1984, Foccart m'a demandé de venir rue de Prony, en me disant qu'*Affaires africaines* était trop explosif. Il m'avait clairement chargé de mettre Pierre Péan en garde.

— J'ai appris par Pierre Debizet[160] que quelque chose se prépare contre ce journaliste.

— J'espère, « Doyen », que ceux qui lui en veulent ne vont pas arriver à leur fin.

— Prévenez-le.

Ce que j'ai fait. Nous nous sommes vus à l'hôtel Élysée Ponthieu, près de l'avenue Matignon. Je l'ai appelé à mettre la pédale douce, tout en lui précisant que Foccart gérait. Il y avait clairement un « contrat » sur la tête de Pierre Péan, qui ne sera finalement pas inquiété. Je le verrai souvent par la suite pour lui livrer de nombreuses informations de première main, qu'il n'hésitera pas à utiliser au mépris de mes intérêts et de mon confort personnel. La rançon des otages du Liban en est une illustration. Je l'ai souvent emmené chez Foccart. Il avait été l'un des rares journalistes invités à Luzarches. Sous ses allures de Robin des Bois, Pierre avait un cœur tendre. Je regrette avoir contracté la covid au moment de son enterrement[161]. Sa plume et son rire manquent.

Le seul souci rencontré avec les journalistes fut avec Vincent Hugeux lorsqu'il était grand reporter à l'*Express*. Il le niera, mais il venait me voir à mon cabinet. Lui aussi me doit une fière chandelle au Gabon. Je me souviens que, pendant une campagne présidentielle d'Omar Bongo, nous parcourions le pays dans le Transgabonais. Le président était accompagné d'André Mba Obame. Alors que nous ralentissions à l'approche d'une gare, le ministre de l'Intérieur, apercevant subitement le journaliste par la fenêtre, s'est mis à crier :

« Patron, c'est le journaliste français qui nous critique tout le temps. Il faut l'arrêter ! »

Comme je connaissais à la fois Hugeux et les méthodes de l'État gabonais, je me suis empressé de dire à Omar Bongo qu'une telle

décision serait éminemment dangereuse pour la bonne tenue de la relation bilatérale et qu'elle ne ferait pas honneur à son pays. Vincent Hugeux doit savoir que je lui ai sauvé la mise. Nous nous sommes revus par la suite, mais, à l'instar d'Alain Juppé, je voudrais qu'on me dise un jour pourquoi il m'en a toujours voulu.

Toute votre vie, vous avez été assis aux plus grandes tables. Quel est votre restaurant préféré ?

Sans hésitation Le Pavillon, de Yannick Alléno, sur les Champs-Élysées et le restaurant du Bristol à l'époque où il était tenu par Éric Frechon, qui vient de partir. Je fus extrêmement friand de cette table. Le Flandrin également, avenue Henri Martin dans le 16e arrondissement de Paris. Une sorte de « QG » pour ma femme et moi. Nous y avons notre rond de serviette. J'apprécie me rendre à l'Ambroisie, place des Vosges, restaurant longtemps tenu par Bernard Pacaud ainsi qu'au Stresa, rue de Chambiges, dans le 8e arrondissement. J'apprécie aussi Chez Waknine de mon ami Sam.

Bien que musulman, vous avez également testé les plus grandes bouteilles.

Je respecte scrupuleusement les valeurs de la religion musulmane tout en rappelant que je suis chiite, mais pas un coupeur de gorge. J'ai visité deux fois la Mecque et j'assume de boire du vin et des alcools. Je ne compte pas les whiskys partagés, lors de soirées mémorables, avec Villepin ou Charles Pasqua.

Dans ma cave se trouve encore, au milieu de dizaines de bouteilles, le malt de 1963 que Dominique m'a offert. J'ai demandé à mes enfants de ne jamais l'ouvrir. En revanche, je me suis toujours interdit de boire de l'alcool devant ou en compagnie de personnalités musulmanes, a fortiori des chefs d'État. Seuls Omar Bongo, Sassou Nguesso et Mobutu choisissaient pour moi les meilleurs crus.

Que répondez-vous à vos détracteurs qui estiment que votre amour de l'Afrique est avant tout guidé par l'appât du gain ?

Je ne commenterai même pas. Évitons de tomber dans le grotesque.

Quels sont vos souvenirs les plus marquants et les plus douloureux ?

« *Je suis un homme fait de tous les autres, qui les vaut tous et que vaut n'importe quoi* », disait Sartre. J'ai eu des bonheurs extrêmes tant professionnels que personnels, qu'il s'agisse de ma soutenance de thèse avec Pierre Dabezies, Cadet de la France Libre, que j'admirais ; la victoire de Jacques Chirac en 1995 et celle de Nicolas Sarkozy, en 2007. Autre moment de bonheur : la réussite de mes enfants.

J'ai connu des moments de grande détresse : la mort de ma mère en 1960 et celle de ma jeune sœur Rassika, le 17 juillet 1967. Je fus terriblement triste à la disparition de Jacques Foccart. Tout un pan de ma vie a été absorbé avec cet événement. Je n'oublierai pas le réconfort de Chirac. Tristesse aussi lors de la mort d'Omar Bongo en 2009. J'en ai pleuré.

Antoine de Saint-Exupéry affirmait que « l'enfant est père de l'homme ». Je connais d'innombrables personnes, mais qu'il me soit donné la possibilité de parler de tout ceux, frères et sœurs, qui, enfant, adolescent et étudiant, m'ont laissé un souvenir impérissable. D'abord, l'industriel libanais ayant fait fortune à Dakar, Mohamed Bourgi dit « Moe ». Aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, il est présent. Il s'est retiré à Nice. Sa mère, Mama Assem était une cousine de mes parents. Nous nous fréquentons depuis 72 ans. Un homme admirable au-dessus de toutes les valeurs. À l'école

élémentaire, Sophie Mezzadri et Marie-Josée Riedlin étaient de formidables copines tout comme Jacqueline Audic.

Des amis me sont restés de mes années de lycée à « Van Vo » de Dakar, tels Viviane Marchi, la fille d'une de mes institutrices, ainsi que ses frères Don Jean et Christian. Pierre Cave, dont le père était radiologue à l'hôpital universitaire de Dakar. Les frères Bohuon, des Bretons. L'aîné, Jean-Malo Bohuon, a fini sa carrière comme magistrat à Nanterre. Avec son frère Yves, ils étaient mes camarades de tennis. Je pense également à Marc Lapeyre et à Hervé Dufour, fils de mon professeur de droit à la faculté de Dakar, qui a terminé sa carrière à celle de Nice.

Je ne peux pas ne pas parler ici de mon indéfectible ami Jean-Paul Fayot, dont j'ai fait la connaissance, en 1958, au lycée « Van Vo », à Dakar. Chirurgien-dentiste de renom à Marseille, Nice et Abidjan, membre actif de l'UNR puis du RPR, de l'UMP et de LR, il m'a accompagné tout au long de ma vie familiale et professionnelle. Il reste très actif chez Les Républicains. Toutes ces personnes ne cessent de peupler le lobe affectif de mon cerveau.

En tant qu'organisateur du transfert des fonds africains destinés au RPR et, indirectement à son fondateur, quelle scène vous a particulièrement marqué ?

Cet homme m'a profondément touché et impressionné au cours de ma « carrière ». Je l'ai admiré. Parfois, il m'arrive de me rendre au cimetière du Montparnasse pour me recueillir. Je ne l'imagine pas disparu. Une scène me revient en mémoire assez souvent, qui me fait rire chaque fois. C'était à l'hiver 1994. Nous étions dans son immense et splendide bureau de la mairie de Paris. J'étais arrivé dans la cour d'honneur dans une voiture de l'ambassade du Gabon en France, avant d'être accueilli par le si fidèle Jean-Claude

Laumond qui m'a conduit dans la salle d'attente de Jacques Chirac. La porte s'ouvre, je l'aperçois tout sourire en bras de chemise :

— Bonjour, Robert.

— Bonjour, monsieur le maire.

Nous voici dans son antre d'un beau bleu, avec un feu de cheminée crépitant.

— Comment va le président Bongo ? Il est très confiant pour moi et m'assure de ma victoire.

— Je vous le confirme, monsieur le maire, il me l'a de nouveau certifié par téléphone, il y a peu de temps, et vous destine ceci comme marque d'affection.

Je lui ai tendu un cartable contenant 1 million de francs réparti en dix petits paquets de 100 000 francs qu'il a déposé sur une table. C'est la seule et unique fois de toute ma vie où j'ai touché moi-même un cartable avec de l'argent africain. Après s'être dirigé vers son fauteuil, il a enfilé sa veste en y glissant 4 paquets, 2 dans chaque poche.

« Monsieur le maire, c'est bien trop visible, il faut vous délester. »

Ce qu'il a fait avant de lever très haut les bras.

« Et maintenant ? Ça se voit ? »

Je n'ai pu me retenir. Nous avons éclaté de rire. Puis il a appelé Laumond pour lui remettre les deux paquets soustraits de ses poches, en lui murmurant quelque chose à l'oreille. Ce dernier a quitté le bureau en me faisant un clin d'œil amical et complice.

Mettant fin à des décennies d'activités politiques, je me remémore cette phrase que l'on prête à William Shakespeare :

« La vérité triomphe toujours, mais sa victoire est lente et difficile. Comme les déesses antiques, elle prend son temps, et le temps des Dieux n'est pas celui des hommes ».

Vous avez incarné la Françafrique des décennies durant. Avez-vous des regrets ?

J'ai été l'acteur et le témoin ultra-privilégié de ce système. Dans ces Mémoires, j'ai évoqué, parmi beaucoup d'autres choses, les financements des partis politiques français surtout à droite de l'échiquier politique. J'ai organisé ces mouvements pendant plusieurs décennies avec la fierté d'accomplir ces missions. Je n'ai pu m'en empêcher, mais elles m'ont progressivement incommodé, ce qui m'a poussé à les dénoncer. J'ai voulu que cela cesse. La Terre entière m'est tombée dessus, y compris de ceux qui furent à l'origine de ces convoyages. Mais « *Ainsi va le monde* », comme le martèle si bien le journaliste Vincent Hervouët[162].

---

151. Antton Rouget, « L'ancien chef d'état-major de l'Élysée visé par une enquête pour corruption », *Mediapart*, 9 avril 2024.
152. Surnom donné à Claude Guéant.
153. Entretien réalisé le 30 mai 2024.
154. Omar Bongo, *Confidences d'un Africain : entretiens avec Christian Casteran*, Albin Michel, 1994.
155. *Les visiteurs du soir*, p. 306-307.
156. « Un dirigeant africain évoque des valises pour Le Pen », *Le Journal du dimanche*, 28 septembre 2011.
157. Dominique de Villepin, *Seul le devoir nous rendra libres.* éditions du Cherche Midi. Paris. 112 pages. 2012.
158. Défenseur de l'ancien président centrafricain, Jean-Marie Bedel Bokassa, devant la cour d'assisses de Bangui, Francis Szpiner est également connu comme avocat d'Abdoulaye Wade, du président djiboutien Ismaël Omar Guelleh et de l'État de Djibouti dans le dossier lié à l'assassinat en 1995, dans ce pays, du juge Bernard Borrel ; de l'État du Sénégal face à Khalifa Sall ou encore de l'ancien ministre socialiste délégué à la Coopération, Christian Nucci.
159. Pierre Péan, *Affaires africaines*, Fayard, 1983.
160. Pierre Debizet (1922-1996), ancien résistant, décoré de la Croix de guerre et de la Médaille de la Résistance, il fut l'un des responsables du service d'ordre du RPF, avant de devenir l'une des figures du Service d'action civique (SAC) comme président ou secrétaire général, organisation dissoute en 1982. Barbouze, il est accusé d'être derrière l'assassinat, en 1978, du militant communiste et anticolonialiste Henri Curiel.

Voir Les « missions africaines de M. Debizet » par Laure Greil Samer, *Le Monde*, 1er août 1981.

161. Né en 1938, Pierre Péan décède le 25 juillet 2019.

162. Vincent Hervouët, *Ainsi va le monde*, Albin Michel, 2014.

Conclusion : à l'Afrique, la France reconnaissante

Au lendemain des indépendances des anciennes colonies d'Afrique francophone, la France s'est employée à préserver une relation verticale avec ce « bloc historique » sur les cendres de la Communauté franco-africaine plombée, dès sa naissance en 1958, par la non-adhésion du leader guinéen, Ahmed Sékou Touré, et la caducité progressive de ce système, à partir de 1960. Malgré ce contexte, le maintien de relations denses avec ces territoires nouvellement autonomes était, pour la France, rendu indispensable pour de multiples raisons : garantir un accès à des ressources énergétiques stratégiques ; s'assurer des marchés captifs pour écouler ses produits manufacturés ; soigner son aura internationale ; préserver son rang de « plus grande des puissances moyennes » ; maintenir son influence linguistique via la francophonie ; perpétuer son militarisme ou encore préserver cette zone de la conflictualité est-ouest du temps de la guerre froide.

Après le choc de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne qu'il n'avait ni voulu ni anticipé, et pour mieux préserver la croissance de cette France industrieuse, le général de Gaulle s'est donc employé à installer à la tête de ces pays des chefs d'état en tous points favorables à sa vision, à son dessein international et aux intérêts bien compris de ces nouveaux partenaires. Dans l'esprit des autorités françaises, le moindre recul sur ces questions l'aurait été au détriment de l'Hexagone, et aussitôt comblé par l'action d'autres

puissances sur le continent africain, à commencer par l'Union soviétique.

Jusqu'au début des années 1990, ce clientélisme a été essentiellement porté, élaboré, animé et incarné par un homme : Jacques Foccart. Habité par la raison d'État, ce petit homme frêle aussi discret que puissant a maintenu, au sens premier du terme, la cohésion de ce « pré carré », y compris au prix d'actions ou de « consignes » sortant totalement du champ institutionnel et républicain. Deux leaders au long cours l'ont indubitablement aidé dans cette entreprise postcoloniale : Félix Houphouët-Boigny et Omar Bongo Ondimba.

Terre de résistance à l'ennemi nazi et vichyssois, l'Afrique francophone ne s'est pas limitée à la préservation de marchés captifs ou à celle d'intérêts bien compris. Elle a également participé de la bonne santé de la vie politique française en finançant, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ses partis et son personnel toutes tendances confondues. Cette corne d'abondance, Robert Bourgi, et avant lui son père Mahmoud, en a été l'un des témoins privilégiés à la droite de l'échiquier. Le récit de ce « logisticien », avisé et prudent, d'innombrables convoyages de fonds, n'en est que plus instructif. Pour la première fois, il décrit avec précision les modes opératoires, les acteurs et les émissaires de ces mouvements. Il révèle par ailleurs, fait trop méconnu, l'importance jouée par les communautés libanaises ou moyen-orientales d'Afrique, laquelle explique une partie de l'attachement d'un Jacques Chirac pour cette autre partie du monde.

Malgré des lois de plus en plus drastiques sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, ces contributions et « cadeaux » ont longtemps perduré dans le silence trouble de l'Afrique de la nuit jusqu'à s'étioler complètement, à l'heure actuelle, à l'image de la politique africaine de la France.

Mais dans cette relation aux intérêts longtemps mêlés, le « client » n'a pas toujours été celui qu'on croit. En faisant remonter des millions de francs CFA vers Paris, en réponse aux « sollicitations » de responsables politiques français, nombre de présidents africains sont parvenus à s'acheter une paix intérieure, leur survie politique, mais aussi l'indulgence calculée de Paris quant à l'absence de libertés publiques ou de démocratie réelle dans leur pays. En ce sens, ils ont bénéficié, en retour, du système qu'ils ont contribué à alimenter allant même, dans le cas d'un Omar Bongo, jusqu'à peser sur certaines décisions de l'État français.

Ce clientélisme explique ainsi les liens étroits et ultra-personnifiés d'un François Mitterrand, et surtout d'un Jacques Chirac appuyé par un très fort réseau en Afrique, avec leurs homologues du sud du Sahara. Le soutien financier constant dont ce réseau a fait preuve éclaire d'un nouveau jour le régime privilégié dont, par exemple, Blaise Compaoré a bénéficié de la part de la France. Invitation comme hôte de marque à la première cérémonie du 14 Juillet de Jacques Chirac, en 1995, organisation du sommet France-Afrique à Ouagadougou en décembre 1996, intronisation à l'Académie des sciences d'outre-mer ne sont que quelques illustrations, parmi d'autres, des marques de courtoisie envers un pays, le Burkina Faso, à l'importance stratégique pourtant très relative. Que dire du positionnement de l'appareil d'État français par rapport à d'autres États ? Qu'il s'agisse du Gabon ou du Congo-Brazzaville, les pouvoirs en place ont longtemps pu compter sur son extrême-onction. Et pour cause.

En plus des règlementations sur le financement des partis politiques, ce système s'est néanmoins trouvé grippé au rythme des changements de régime, en France, mais surtout, fait nouveau, de l'activisme judiciaire. En autorisant les juges, en novembre 2010, à enquêter sur le patrimoine accumulé dans l'Hexagone par trois

présidents africains, la chambre criminelle de la Cour de cassation a provoqué un basculement. Par son caractère inédit, cela explique même leur désamour pour la France, symbolisé par la mort d'Omar Bongo, chantre de la Françafrique, en Espagne.

Pour les populations africaines, les prodigalités et largesses de leurs présidents afin d'innerver la vie politique française soulèvent, en revanche, de plus sérieuses questions. Illustration de cette « politique du ventre » chère au politologue Jean-François Bayart, ces millions d'euros de prébendes et de patrimoines rutilants furent autant de financements échappant au développement de leur pays. Sur ce point, l'urgence dans laquelle se trouvent de nombreux États francophones du continent (santé, infrastructures, écoles, industrie…) n'est pas étrangère au siphonnage de leur économie nationale, souvent au bénéfice des pratiques françafricaines.

À l'heure où l'avancée des travaux scientifiques, le militantisme de certaines associations ou les initiatives mémorielles (restitution d'œuvres d'art pillées durant la période coloniale, création de commissions d'historiens…) leur permettent de se réapproprier leur histoire, les Africains, jeunes et moins jeunes, connaissent de mieux en mieux, s'il en était encore besoin, le rôle, l'implication, voire la compromission de leurs dirigeants avec la Ve République française. Telle est également la vocation didactique de ce livre.

F.L.

Annexes et documents

Des premières années de Jacques Chirac à la tête du Rassemblement pour la République (RPR), en décembre 1976, au coup d'État de Brice Clotaire Oligui Nguema au Gabon, en août 2023, la vie professionnelle de Robert Bourgi, et son implication dans la relation franco-africaine, court sur presque un demi-siècle. Par leur seul volume, les notes personnelles, agendas, courriers, correspondances confidentielles accumulées tout au long de cette période auraient mérité deux tomes supplémentaires aux présents Mémoires.

Quelque 150 d'entre eux ont cependant été rigoureusement sélectionnés, qui sont reproduits dans ces annexes. Éclectiques et inédits, ils éclairent ou viennent renforcer les propos de ce livre tout en confirmant la proximité réelle de Robert Bourgi avec de nombreuses personnalités centrales de la Ve République, à commencer, naturellement, par Jacques Foccart.

Le lecteur y retrouvera aussi bien les correspondances de Jacques Chirac que les activités au sein du club 89 ; une lettre adressée, en 1992, par Laurent Gbagbo depuis sa cellule de la prison de Yopougon ; la liste du gouvernement Villepin du 31 mai 2005 écrite de la main même d'Omar Bongo avant d'être remise, dans la foulée, au président Chirac ou encore la photocopie du chèque de 75 000 € émis par la présidence burkinabè pour l'achat d'un buste de Napoléon, cadeau destiné au même Dominique de Villepin.

Plus rares sont les notes personnelles manuscrites de Robert Bourgi. Celles-ci décryptent les actualités africaines sensibles ou

rendent compte des entretiens réguliers de ce dernier avec les chefs d'État africains. Loin de court-circuiter les analyses des diplomates en poste ou celles des fonctionnaires du Quai d'Orsay, ces documents prouvent, s'il en était encore besoin, la multiplicité des sources sur l'Afrique remontant au plus haut niveau de l'État français afin de mieux saisir les ressorts et les dynamiques propres à ce continent.

Enfin, comment ne pas évoquer la présence, dans ces annexes, des agendas de Robert Bourgi ? Par leur nombre et leur multiplicité, ces rendez-vous annotés prouvent à quel point celui qu'une dépêche du Département américain, révélée par Wikileaks, avait qualifié de « personnage principal de la Françafrique » avait su pénétrer, voire imprégner, les coursives élyséennes et ministérielles, prodiguant conseils, réconfort ou, plus largement, recevant, tel le conseiller du Prince, les doléances et les confidences de ses interlocuteurs.

Annexe n°1 : Première correspondance entre Jacques Chirac et Robert Bourgi, le 8 octobre 1976.

Jacques Chirac

PARIS, le 8 Octobre 1976

Cher Monsieur,

Votre lettre m'a beaucoup touché et je vous remercie de ce témoignage d'amitié et de confiance.

Malgré mon éloignement actuel du Gouvernement, soyez assuré que je ferai en sorte de continuer à servir notre pays et à défendre les idées auxquelles vous et moi nous croyons.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

J. Chirac

Monsieur Robert BOURGI
Assistant en Droit

Parc Berthault "Les Palmiers"
2000 - A J A C C I O

Annexe n°2 : Correspondance de Jacques Foccart avec Robert Bourgi, alors au Bénin, à la suite d'une entrevue de ce dernier avec le président Félix Houphouët-Boigny, le 28 avril 1978.

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tel. 227-11-27

447/78

PARIS, le 26 Avril 1978.

Cher Ami,

J'ai bien reçu votre petite carte du 19 Avril et vous en remercie.

J'étais, en effet, à Abidjan le 15 Avril ; j'étais même parrain à un baptême où se trouvait le Président HOUPHOUET, baptême qui a eu lieu dans l'après-midi. Je regrette de ne pas avoir vu que vous étiez là car j'aurais vu avec plaisir.

Je suis très heureux que vous ayez eu ce bon contact avec le Président de la République de Côte d'Ivoire. C'est, en effet, un homme exceptionnel qui est très simple et très humain et qui a une vision des problèmes politique tout à fait remarquable.

Je suis peiné des nouvelles que vous me donnez de votre Père. Il ne peut hélas en être autrement.

Bien Amicalement

Annexe n°3 : Faire-part du décès de Mahmoud Bourgi, le 10 avril 1979.

Ses Enfants

ont la douleur de vous faire part du décès de leur Père

MAHMOUD BOURGI

Officier de l'Ordre National du Mérite Français

Officier de l'Ordre du Cèdre Libanais

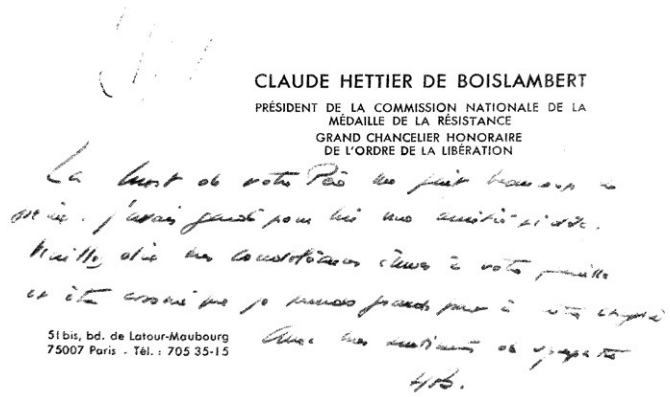
Chevalier de l'ordre National du Mérite Sénégalais

décédé dans sa 81ème année le Mardi 10 Avril 1979

à l'Hôpital Principal de DAKAR

Ses Obsèques ont été célébrées le Mercredi 11 Avril 1979 à Dakar

Annexe n°4 : Hommage de Claude Hettier de Boislambert après la disparition de Mahmoud Bourgi, le 10 avril 1979.

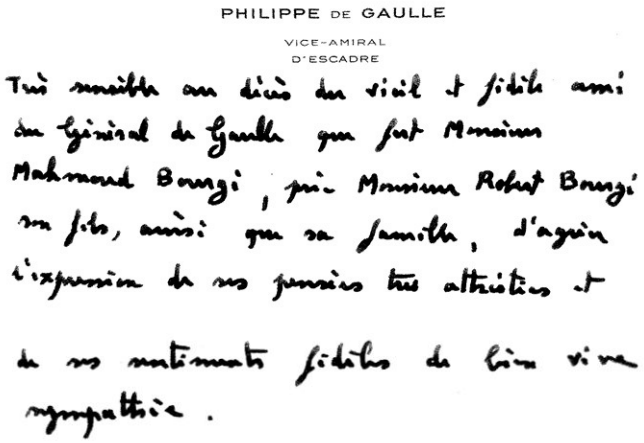


CLAUDE HETTIER DE BOISLAMBERT

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE LA MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE
GRAND CHANCELIER HONORAIRE DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

51 bis, bd. de Latour-Maubourg
75007 Paris - Tél. : 705 35-15

Annexe n°5 : Condoléances de l'amiral Philippe de Gaulle après la disparition de Mahmoud Bourgi, le 10 avril 1979.



PHILIPPE DE GAULLE

VICE-AMIRAL
D'ESCADRE

Très sensible au décès de votre vieil et fidèle ami
de l'Amiral de Gaulle que fut Monsieur
Mahmoud Bourgi, père Monsieur Robert Bourgi
votre fils, ainsi que sa famille, j'agréa
l'expression de mes pensées très attristées et
de mes sentiments fidèles de bien vive
sympathie.

Annexe n°6 : Lettre adressée par Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 2 mai 1979, en Mauritanie, en hommage à Mahmoud Bourgi.

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tél. 227-11-27

PARIS, le 2 Mai 1979.

445/79

Cher Ami,

J'ai trouvé, rentrant de voyage, votre lettre du 13 Avril m'annonçant la triste nouvelle du décès de votre Père, mon Ami Mahmoud BOURGI, survenu le 10 Avril à Dakar.

C'est, en effet, un très vieil et fidèle ami que je perds. Il me rappelle les souvenirs des temps héroïques du Gaullisme en particulier ce qu'on appelle "la traversée du désert". Nous n'étions pas si nombreux et nous étions en butte à beaucoup d'obstilités. Il a toujours été à tous moments l'Ami fidèle du Général de GAULLE et il l'a maintes fois prouvé.

J'imagine qu'il a dû être accompagné à sa dernière demeure par une foule immense car sa loyauté et son sens de l'amitié lui avaient valu l'estime de tous.

C'est avec un profond chagrin que je pense à lui et c'est de tout coeur que mon épouse se joint à moi pour vous adresser à vous-même et à tous les vôtres nos bien sincères condoléances et l'assurance de notre profonde sympathie.

Bien Amicalement vôtre

Monsieur Robert BOURGI
Boîte Postale 171
Nouakchott Mauritanie

Annexe n°7 : Lettre de l'ambassadeur Raphaël Léonard Touze, le 14 mai 1979, en hommage à Mahmoud Bourgi.

AMBASSADE DE FRANCE
AUX PHILIPPINES

L'AMBASSADEUR

Manille, le 14 mai 1979

Cher ami

J'ai reçu il y a quelques jours votre lettre du 13 avril m'annonçant le décès de votre père. Cette nouvelle nous a beaucoup frappés, ma femme et moi. Nous gardons, en effet, malgré le temps - il y a déjà seize ans que nous avons quitté Dakar - le meilleur des souvenirs de votre père. C'était un homme d'honneur, un grand ami de la France, et je me suis réjoui, pendant mes trois années de Consul général à Dakar, qu'il ait bien voulu me compter parmi ses amis. Sa perte sera profondément ressentie par de nombreux Français, au même titre que par sa famille.

Voulez-vous, cher Ami, accepter de ma femme et moi nos plus sincères condoléances et les transmettre autour de vous.

A Nouakchott vous avez comme médecin notre fils Jean-Etienne que vous avez connu en culottes courtes à Dakar.

Ma femme se joint à moi pour vous adresser, à vous et aux vôtres, nos meilleures amitiés.

Raphaël Léonard TOUZE

Monsieur Robert BOURGI
Boîte postale 171
NOUAKCHOTT Mauritanie

Annexe n°8 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 23 octobre 1979, regrettant l'impossibilité, pour ce dernier, d'assurer sa présence à un important colloque sur *La politique africaine du général de Gaulle*, organisé en octobre 1979 par le Centre d'études d'Afrique noire (Cean) – Institut d'études politiques de Bordeaux (IEP). Les actes de ce colloque (421 pages) ont été publiés, en 1981, aux éditions Pedone.

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tél. 227-11-27

PARIS, le 23 Octobre 1979.

738/79

Cher Ami,

A mon retour d'un voyage que je viens de faire à Abidjan, j'ai trouvé votre lettre du 8 Octobre.

Nous avons, ma femme et moi, séjourné à Abidjan du 1er au 17 Octobre et je suis justement rentré pour participer au Colloque de Bordeaux.

J'ai moi-même beaucoup regretté de ne pas vous rencontrer.

Nous avons parlé de vous à Bordeaux et nous avons été désolé que vous ne puissiez être des nôtres. Si, j'avais su que vous veniez d'arriver à Abidjan, je serais certainement intervenu auprès de M. Michel DUPUCH pour qu'il vous autorise à vous absenter. Je suis certain qu'il l'aurait fait.

Les travaux ont été intéressants et je dois dire que les rapports qui ont été présentés étaient assez près de ce que je considère comme la vérité de la politique du Général de GAULLE en Afrique. Bien entendu, ils ont donné lieu à des discussions qui ont permis aux témoins et aux acteurs de cette grande période d'apporter des rectifications. Il est apparu que c'était un excellent travail que de confronter les points de vue et de demander des corrections à ceux qui ont été les artisans de cette page d'histoire.

J'ai été frappé, en ce qui me concerne, par le fait que chez beaucoup d'Africains et également beaucoup d'universitaires français l'image de Jacques Foccart, homme mystérieux, et responsable des principaux coups d'Etat est restée très forte. J'ai pu remettre les choses au point sur un certain nombre de sujets et en particulier sur les interventions militaires françaises, pendant la période où j'étais en fonction.

M. Mathieu EKRA, qui représentait le Président HOUPHOUET-BOIGNY, a fait un discours d'une exceptionnelle

. . .

Monsieur Robert BOURGI
Boite Postale 28 11
ABIDJAN Côte d'Ivoire

qualité et il a fait connaître à l'assistance le message verbal que lui avait confié le Président HOUPHOUET, à cette occasion. C'était très émouvant. J'espère que nous en aurons le texte. Je n'ai pu, pour ma part, rester jusqu'à la fin car je devais prendre l'avion.

En terminant, je voudrais vous remercier, cher Ami, de la pensée si sympathique que vous eue pour moi et pour ce que j'ai pu faire. Je voulais vous dire également que je pense souvent à votre cher Père qui aura été, pour moi, l'exemple de la fidélité gaulliste de la terre africaine.

Merci encore -

Bien Amicalement

Jacques FOCCART

Annexe n°9 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 30 septembre 1980, le recommandant pour intégrer le club 89.

JACQUES FOCCART

Le 30 Septembre 1980

382/81

Cher Henri,

J'ai bien reçu vos lettres du 22 et 23 Septembre, retransmises à CAVALAIRE, puis à PARIS.

En ce qui concerne la première, je vais voir la semaine prochaine Jacques CHIRAC et j'insisterai pour que vous fassiez partie du Club 89. Vous y avez en effet votre place et votre expérience sera très utile.

Pour la seconde, je vous ai dit au téléphone mon point de vue, qui n'a pas changé. Une intervention serait totalement inefficace, mais bien entendu, j'en parlerai également à Jacques CHIRAC dans l'esprit que vous souhaitez. Je partage en effet tout à fait votre opinion.

Bien à vous

J. FOCCART

Monsieur Robert BOURGI
01 B.P. 2811
ABIDJAN 01
République de Côte d'Ivoire

Annexe n°10 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 20 octobre 1980, à propos du centenaire de Brazzaville. Jacques Focart évoque – déjà – l'influence de la Russie en Afrique.

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tél. 227-11-27

PARIS, le 20 Octobre 1980.

556/80

Cher Ami,

Merci de votre lettre du 12 Octobre qui me donne vos impressions sur les cérémonies de Brazzaville. Ceci correspond en tous points au récit que j'ai eu de différents côtés. Je crois même savoir que les Russes ont été fort mécontents de tout ce qui a été fait en faveur de la France alors qu'ils considèrent que ce n'est plus de notre "zone" mais de la leur.

Mon prochain voyage à Abidjan a été retardé. Il se situera vraisemblablement un peu avant la fête nationale c'est-à-dire aux environs du 5 Décembre. Je ne manquerai pas de vous informer.

Croyez, cher Ami, à mes meilleurs sentiments.

Bien à vous

Monsieur Robert BOURGI
01 B.P. 28 11
ABIDJAN 01
---------- Côte d'Ivoire

Annexe n°11 : Lettre de Marie-Antoinette Isnard, déléguée nationale des Français de l'étranger, le 28 février 1981, demandant à Robert Bourgi de se rapprocher du représentant du RPR en Côte d'Ivoire, après avoir marqué sa volonté de soutenir la candidature de Jacques Chirac à la présidentielle de 1981.

COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE JACQUES CHIRAC

7 RUE DE TILSITT (PLACE CHARLES DE GAULLE) 75017 PARIS. TÉLÉPHONE 755 97 15

Paris, le 26 Février 1981

123 Rue de Lille
75007 PARIS

N/Ref. 2192

Cher Professeur,

Monsieur Jacques CHIRAC me charge de vous remercier pour le soutien et l'attachement que vous lui témoignez, vos encouragements; croyez le bien, lui sont particulièrement précieux.

Je vous demande en tant que Déléguée Nationale des Français de prendre une part active au Comité de Soutien qui vient d'être créé à ABIDJAN et de vous mettre en rapport avec :

Monsieur GIACOMONI
01 B. P. 1745
ABIDJAN 01 - Tél. 35 70 05 ligne directe : 35 77 12

qui jusqu'à présent a assumé les fonctions de Délégué, représentant le R. P. R. en Cote d'Ivoire.

Naturellement, le Comité de Soutien à la candidature de Jacques CHIRAC est indépendant du R. P. R., car Jacques CHIRAC est le candidat de tous les français soutenus par le R. P. R., mais non candidat du R. P. R. Ce Comité sera le rouage essentiel au sein duquel se regrouperont toutes les bonnes volontés qui, avec vous et dans l'enthousiasme, se battent pour le succès de notre candidat.

Je vous demande d'être l'interprête auprès de Madame Catherine BOURGI et de la remercier également pour son soutien.

En restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, je vous prie de croire, Cher Professeur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Marie-Antoinette ISNARD
Déléguée Nationale des Français
de l'Etranger.

Maître Robert BOURGI
Professeur de Faculté de Droit
B. P. 3811
ABIDJAN

Annexe n°12 : Lettre du délégué du RPR en Côte d'Ivoire, du 7 mars 1981, confirmant Robert Bourgi dans sa fonction de président du comité de soutien de la candidature de Jacques Chirac à la présidentielle de 1981.

RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE

DELEGATION DE Côte d'Ivoire

01 BP 1785 ABIDJAN

Monsieur Robert BOURGI

01 BP 3811

ABIDJAN 01

Abidjan, le 7 mars 1981

Cher Compagnon et ami,

Vous avez bien voulu accepter de présider le Comité de soutien en Côte d'Ivoire pour la candidature de Jacques CHIRAC.

Ce témoignage de fidélité et d'enthousiasme nous est très agréable et nous sommes persuadés que le dynamisme qui vous caractérise vous permettra avec toute l'équipe constituée autour de vous de faire une propagande active dans les milieux de l'électorat français de Côte d'Ivoire.

Notre mouvement est tout à fait conscient de la très importante tâche qui est la vôtre et mettra tous les moyens dont il dispose à votre service pour la faciliter.

Croyez, Cher Compagnon et ami, à notre très cordial encouragement et à nos sentiments dévoués.

Le Délégué,

Jean-Laurent

JEAN LAURENT

cc/ Comité National de J. CHIRAC

Annexe n°13 : Lettre de Jacques Chirac remerciant Robert Bourgi pour son soutien, le 12 mars 1981.

Jacques Chirac

Paris, le 12 mars 1981

Mon Cher Compatriote,

J'ai le plaisir de vous confirmer que je viens d'aviser, conformément aux prescriptions légales Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de votre désignation, par mes soins, comme délégué habilité à contrôler toutes les opérations de vote, de dépouillement et de décompte des voix dans le bureau de vote pour lequel vous avez donné votre accord.

En vous remerciant pour le concours que vous m'apportez de la sorte, je vous prie d'agréer, Mon Cher Compatriote, l'expression des mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Robert BOURGY
B.P. 3811, ABIDJAN
COTE D'IVOIRE

Annexe n°14 : Lettre du 24 avril 1981, du consul général de France à Abidjan, Claude Le Breton, confirmant la désignation par Jacques Chirac de Robert Bourgi pour le contrôle des opérations électorales dans plusieurs bureaux de vote à Abidjan, dans le cadre de la présidentielle de 1981.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSULAT GENERAL DE FRANCE
à ABIDJAN

01 B. P. 1385

ABIDJAN, le

N°

ATTESTATION

Le Consul Général de France à Abidjan certifie que Monsieur Robert BOURGY a été désigné par Monsieur Jacques CHIRAC pour le contrôle des opérations électorales aux bureaux 1 à 5 du Centre d'Abidjan lors de l'élection présidentielle du 26 avril 1981./.

Fait à Abidjan, le 24 avril 1981.

Claude LE BRETON
Consul Général de France

Annexe n°15 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 28 juin 1981, après la défaite de Jacques Chirac.

JACQUES FOCCART

333/81

Cher Ami,

J'ai bien reçu vos lettres des 12 et 16 Juin.

J'avais eu connaissance en effet de l'article de Philippe DECRAENE et j'avais apprécié l'éloge qu'il faisait de votre remarquable travail.

Je ne manquerai pas de remettre dés demain en mains propres à Jacques CHIRAC la lettre que vous lui destinez.

Voilà enfin terminé cette longue période électorale. Le verdict a été très sévère ! Nous avons payé pour la façon dont Monsieur GISCARD D'ESTAING a conduit le pays pendant 7 ans, en manquant tout à fait de psychologie et en considérant depuis les premiers jours que les Gaullistes étaient les ennemis à abattre. La leçon malheureusement n'a pas servi puisque j'ai entendu hier au soir dans un débat télévisé Monsieur PONIATOWSKI déclarer que GISCARD était le recours et désigner (sans le nommer toutefois) que l'adversaire c'était Jacques CHIRAC.

Nous allons voir comment François MITTERAND va gouverner. Il risque d'être embarrassé par une majorité trop forte et un Groupe qui ne sera pas facile à conduire.

Je souhaite que nous soyons capables de mener une opposition intelligente et que nous entreprenions une réorganisation de notre Mouvement qui reste au demeurant plein de vie, (j'ai distribué de nombreux carnets d'adhésions depuis le 10 Mai).

J'ai eu tout à l'heure un appel téléphonique de René qui m'a dit qu'il allait vous rejoindre demain. Je suis touché par la fidélité de votre famille.

Veuillez présenter mes hommages à Madame BOURGI et croyez, Cher Ami, à l'assurance de ma fidèle amitié.

Bien Amicalement

J. FOCCART

Monsieur Robert BOURGI
B.P.3811
01 ABIDJAN
COTE D'IVOIRE

Annexe n°16 : Lettre de remerciements personnel de Jacques Chirac à Robert Bourgi pour son soutien et son implication dans le cadre de la campagne et du scrutin présidentiel de 1981, en France (5 juin 1981).

Jacques Chirac

Paris, le 5 Juin 1981

Cher Monsieur,

Vous avez bien voulu m'apporter votre soutien et je tiens à vous en remercier personnellement.

J'attache, en effet, le plus grand prix à votre témoignage de sympathie et je suis très sensible à votre confiance qui me donne la force et l'espoir dans l'avenir.

Elle me sera précieuse pour continuer à défendre les idées auxquelles je crois et qui un jour, je le sais, l'emporteront.

Avec ma reconnaissance pour votre témoignage,

Je vous prie d'accepter, Cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

J. Chirac

Monsieur Robert BOURGI
Parc Berthault
Les palmiers A.
20000 AJACCIO

Annexe n°17 : Lettre de Jacques Chirac du 25 juin 1981, comptant sur le soutien de Robert Bourgi en Côte d'Ivoire.

Jacques Chirac

PARIS le 25 juin 1981

Cher Ami,

J'ai été très sensible à votre lettre du 16 juin, et je vous remercie de tout coeur pour l'efficacité de votre aide, et la fidélité de votre témoignage .

Nous allons en effet reprendre le combat, et j'aurai plaisir à vous rencontrer lors de votre prochain passage à Paris.

Je continue à compter sur vous et sur votre action dans ce beau pays de Côte d'Ivoire.

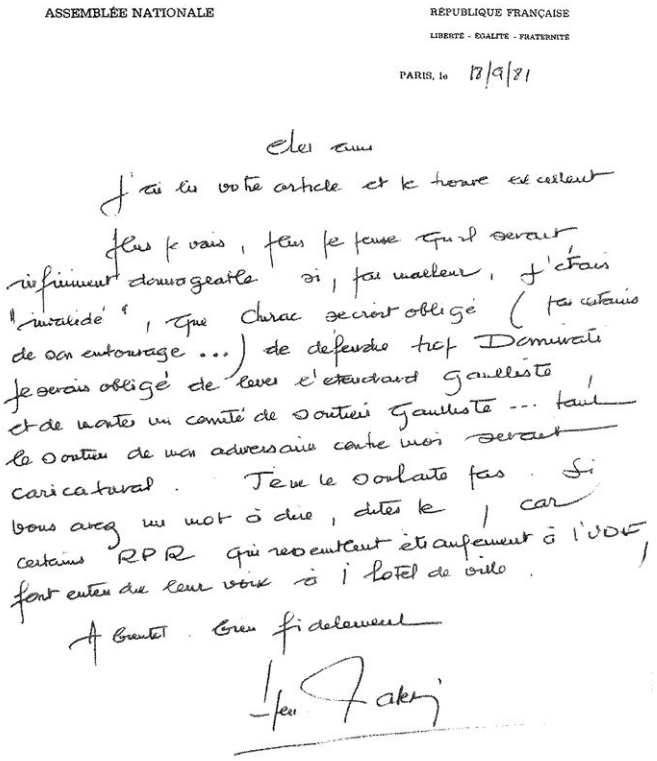
Je vous prie de bien vouloir accepter, Cher Ami, l'expression de mon très fidèle et cordial souvenir

Bien amicalement

Jac 81

Monsieur Robert BOURGI
01 B.P. 3811
ABIDJAN 01 Rép. de Côte d'Ivoire

Annexe n°18 : Lettre de Pierre Dabezies à Robert Bourgi, le 18 septembre 1981, demandant le soutien explicite de Jacques Chirac après une invalidation de sa candidature pour la députation.



ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, le 17/9/81

Cher ami

J'ai lu votre article et le trouve excellent

Plus je vais, plus je pense qu'il serait infiniment dommageable si, par malheur, j'étais "invalidé", que Chirac serait obligé (par certains de son entourage ...) de défendre trop Damiville

Je serais obligé de lever l'étendard gaulliste et de mettre un comité de soutien gaulliste ... tout le soutien de mon adversaire contre moi serait caricatural. Je ne le souhaite pas. Si vous avez un mot à dire, dites le ! car certains RPR qui regrettent étrangement à l'UDF font entendre leur voix à l'Hôtel de Ville.

Amitié. Bien fidèlement

Jean Bourgi

Annexe n°19 : Lettre de Jacques Foccart, du 19 novembre 1981, informant Robert Bourgi du soutien de Jacques Chirac pour son entrée au club 89.

JACQUES FOCCART

PARIS, le 19 NOVEMBRE 1981

Cher Ami,

Je m'excuse de n'avoir pas répondu plus tôt à votre demande concernant le CLUB 89.

J'en ai parlé à Jacques CHIRAC qui estime que vous seriez une très bonne recrue et j'ai eu l'occasion également d'en parler avec Alain JUPPE qui, bien entendu, serait très heureux de vous compter parmi les membres de ce club. Adressez-lui un petit mot dans ce sens :

- Monsieur Alain JUPPE
  Direction des Finances de la Ville de Paris
  17, Boulevard Morland
  75004 PARIS

Je profite de l'occasion pour vous signaler que je serai à Abidjan du 1.er au 12 décembre. Je descendrai à l'Hôtel Ivoire.

J'espère avoir le plaisir de vous voir.

Croyez, Cher Ami, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Bien à vous

J. FOCCART

Monsieur Robert BOURGI
01 B.P. 3811
ABIDJAN 01

Annexe n°20 : Mot d'amitié de Michel Aurillac, le 4 novembre 1982, président du club 89.

CONSEIL D'ÉTAT

Paris, le 4 novembre 1982

PALAIS-ROYAL 75100 PARIS R P
TÉL. 261.52.29

Bien cher Ami,

Ce petit mot, dans la hâte d'un retour de l'actualité parisienne me donne à nouveau vous dire encore merci pour la qualité de votre accueil, de chaleur et l'affection de votre appréciation -

Nous nous reparlerons avec Martine et moi de vous revoir bientôt à Paris à l'occasion du colloque y avec Catherine et les Foyot. Petit changement de date pour la soirée amicale - Je préside un dîner débat les 25 Vendredi. Vous nous réservez la soirée du Vendredi 26 - Rendez-vous chez nous 10 rue Masseran à 20 heures -

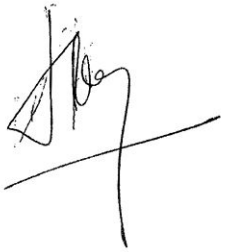
Amitié de notre ménage au vôtre.

M. Aurillac

Annexe n°21 : Robert Bourgi, qui vit encore à Abidjan, est désigné comme « locataire » des locaux du club 89, avenue Montaigne (26 novembre 1982).

Paris, le 26 novembre 1982

Je soussigné, BOURGI Robert, demeurant actuellement à Abidjan (Côte d'Ivoire), immeuble Niargon, appartement 1632, Riviéra 2, 01 BP 3811, donne tout pouvoir à Monsieur Michel SCHNEIDER, afin de me représenter et d'agir en mon nom avec l'E. D. F.-G. D. F. et les Postes et Télécommunications pour ce qui concerne mon installation dans l'appartement loué à mon nom 45 Avenue Montaigne, PARIS 8e, 6ème étage à droite.



Annexe n°22 : Lettre d'Alain Juppé, secrétaire général du club 89, à Robert Bourgi, le 25 octobre 1983, pour son voyage en Côte d'Ivoire.

club 89

Paris, le 25 octobre 1983

LE SECRETAIRE GENERAL

Nos réf. : AJ/AC

Cher Ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 11 octobre et je vous confirme ma venue à Abidjan du 26 décembre au 2 janvier.

Le programme que vous suggérez me convient parfaitement. Je souhaiterais qu'on puisse y glisser un entretien avec les responsables R.P.R. des Français de l'Etranger, sans donner bien sûr à ce contact la dimension d'un grand show politique.

Si cela ne pose pas trop de problèmes d'organisation, je vous indique que je viendrai probablement accompagné de mes deux enfants.

En attendant une reprise de contact sur ce programme, je vous prie d'agréer, Cher Ami, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Cordialement

Alain JUPPE

Monsieur Robert BOURCI

BPV 179
ABIDJAN 01
COTE D'IVOIRE

45, AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS TÉL. : 720.61.33

Annexe n°23 : Correspondance de Jacques Foccart, le 14 décembre 1983, avec Robert Bourgi concernant la visite d'Alain Juppé en Côte d'Ivoire.

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tél. 227-11-27

Le 14 Décembre 1983

358/93

Cher Ami,

Pardonnez-moi de ne pas avoir répondu plus rapidement à votre lettre du 20 Novembre, mais j'ai été très bousculé par deux séjours en COTE D'IVOIRE puisque j'y suis retourné du 6 au 11 pour le jumelage de YAMOUSSOUKRO. et Lagaches -

Merci en tout cas de votre lettre dont les termes m'ont beaucoup touché. Je suis moi-même toujours très heureux de vous rencontrer.

En ce qui concerne le rendez-vous que vous aviez demandé pour Monsieur O. je n'ai pas fait d'intervention suite aux indications que vous m'avez données par la suite.

Pour Alain JUPPE , j'en ai parlé au Président HOUPHOUET qui est tout à fait d'accord pour le recevoir. Georges OUEGNIN est prévenu. J'ai également indiqué au Secrétariat d'Alain JUPPE que le Président le recevrait. Je vous laisse donc le soin de prendre le rendez-vous avec OUEGNIN.

Pour votre réception du 27 Décembre, je ne vois pas des compatriotes que je pourrais vous indiquer afin de leur [illegible]. Vous les connaissez en effet tous et bien mieux que moi. —

Merci également de l'avoir [illegible] qui est fort intéressante et dont je prendrai connaissance à tête reposée par la suite.

... ...

J'ai donné une interview au " FIGARO MAGAZINE " que vous avez peut être lue. Le Président BONGO m'a téléphoné. Il est très heureux de cette interview et en a semblé réconforté. Je l'ai fait parce que je sentais que le climat était resté mauvais malgré tout ce qu'on en dit. Nous devons donc tous faire un effort pour l'améliorer.

Je reste à votre disposition et vous prie de croire, Cher Ami, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Bien Amicalement à vous deux

J. FOCCART

Monsieur Robert BOURGI

01 B.P. 3811
ABIDJAN 01

Côte d'Ivoire

Annexe n°24 : Lettre de Michel Aurillac, du 26 janvier 1984, demandant à Robert Bourgi un décryptage de la situation au Gabon et des détériorations des relations avec la France.

Michel Aurillac

Paris, le 26 Janvier 1984.

Mon Cher Robert,

J'ai bien reçu les propositions du Club d'Abidjan, concernant sa participation à la définition de la stratégie de gouvernement. Elles me paraissent tout à fait satisfaisantes, je vous en remercie, et vous prie de transmettre mes remerciements à toute l'équipe.

Nous verrons les modalités lors de notre entretien le 6 Février. Dans cette perspective je voudrais que vous soyez prêt à me faire le point du projet de voyage au Gabon. Ce voyage est jugé de plus en plus nécessaire. Je vous rappelle les dates envisagées : du 17 au 22 Avril. Si la détérioration du climat Franco-Gabonais vous paraît nécessiter une accéleration du programme, je pourrais à la rigueur envisager de faire le voyage entre le 2 et le 11 Avril, la durée restant fixée à 4 ou 5 jours.

J'ai aussi été invité par notre ami de Port-Gentil ce qui alourdit mon programme, mais cela me paraît indispensable étant donné l'importance de la colonie française dans la capitale du Gabon. En vous remerciant de vous préoccuper de ce projet, je vous prie, mon cher Robert de partager avec votre épouse, nos amitiés.

M. Aurillac

Monsieur Robert BOURGI
01. BP. 179 ABIDJAN.

Michel AURILLAC

P.S. Bien reçu votre dernière lettre. A ...

Annexe n°25 : Lettre de recommandation d'Omar Bongo à Jacques Chirac à propos de l'engagement politique de Robert Bourgi, les traits de sa personnalité et sa volonté de le voir professer à l'université de Libreville (16 mars 1984).

République Gabonaise
Union - Travail - Justice

Le Président de la République

LIBREVILLE, LE 16 MARS 1984

Mon Très Cher Ami,

J'ai l'honneur et le plaisir de Vous faire savoir que, grâce à mon Ministre Conseiller Personnel, j'ai été amené à faire la connaissance de Monsieur Robert BOURGI, Professeur de Droit à ABIDJAN, l'un des animateurs de Votre Club 89 aux dernières Assises duquel, j'ai délégué des personnalités gabonaises.

J'ai depuis, accordé deux audiences à Mr. Robert BOURGI à Libreville et l'ai invité récemment, avec sa jeune épouse, à prendre part aux manifestations ayant marqué le 16ème Anniversaire du Parti Démocratique Gabonais et de la Rénovation dont il constitue l'instrument privilégié.

Monsieur Robert BOURGI porte à Votre personne une très grande admiration et une profonde amitié nourries, l'une et l'autre, autant aux sources du Coeur qu'à celles de la Raison. C'est un Jeune homme très sérieux et très intelligent, connaissant assez parfaitement l'homme Africain et bien au fait de l'évolution et des grands problèmes de notre Continent, dans son interdépendance avec l'Europe, et plus particulièrement avec Votre Pays, la France. C'est en outre un garçon simple qui suscite assez facilement estime et attachement de la part de ceux qui l'abordent sans idées préconçues et sans arrières-pensées Ce sont là des qualités qui sont d'autant plus précieux qu'ils deviennent rares dans les milieux qui nous sont familiers.

Monsieur Jacques CHIRAC
Maire de PARIS

- F R A N C E -

./2

Le Président de la République

Si Vous n'y voyiez aucun inconvénient, peut-être pourrais-je être amené, dans un proche avenir, à demander à mon Ministre compétent que des cours de Droit public, de sociologie politique, d'Histoire ou des idées politiques (africaines) soient amenagés pour lui.

Il pourra, comme Professeur missionnaire, venir les dispenser dans Notre Université Nationale.

Je Vous prie d'agréer, Mon Très Cher Ami, l'expression de ma haute et très amicale considération./-

Je vous demande de vouloir bien accepter cette lettre comme les sentiments profonds du cœur de celui qui forme pour vous des vœux de fraternité et familiarité.

EL HADJ OMAR BONGO

Annexe n°26 : Réponse de Jacques Chirac à Omar Bongo, le 23 mai 1984.

Jacques Chirac

Paris, le 23 mai 1984

Cher Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me faire savoir que vous aviez été amené à faire la connaissance de M. Robert BOURGI, Professeur à la Faculté de Droit d'Abidjan.

Tout le bien que vous me dites de Robert BOURGI ne me surprend pas, car j'estime personnellement beaucoup ce jeune professeur, dont la compétence professionnelle le dispute à une grande connaissance de l'Afrique et des Africains. C'est également un homme qui a su parfaitement assimiler la pensée du Général de GAULLE et la traduire dans les différentes actions qu'il mène pour développer l'amitié entre la France et les Etats d'Afrique.

Aussi je ne vois que des avantages à ce que des cours de droit public, de sociologie et d'histoire des idées politiques en Afrique, soient aménagés pour lui dans votre Université nationale.

En attendant le plaisir de vous revoir, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération et de mon respectueux et fidèle amitié.

Jacques

Son Excellence
Monsieur El Hadj Omar BONGO
Président de la République Gabonaise

Annexe n°27 : Intervention de Robert Bourgi auprès de Jacques Chirac pour l'inscription de la fille de Salim Farhat dans une université parisienne (4 octobre 1984).

JHR/db

Le Maire de Paris

Paris le 4 Octobre 1984

Monsieur le Président et Cher Ami,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation de votre fille que vous souhaitiez voir admise dans une université parisienne.

Il m'est agréable de vous faire savoir qu'à la suite de la pressante démarche que j'ai effectuée auprès du Professeur Michel GUILLOU, votre fille a été inscrite à l'Université de Paris XII.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Bien cordialement

Jacques CHIRAC

onsieur Salim FARHAT
ice-Président de la section
e Côte d'Ivoire de l'Union
ibanaise Culturelle Mondiale

Annexe n°28 : Une lettre de Jacques Chirac à l'homme d'affaires libanais Roger Abinader, qui sera diffusée dans la presse ivoirienne (23 octobre 1984).

Jacques Chirac

Paris, le 23 octobre 1984

Cher Monsieur,

Notre ami, Robert Bourgi, m'a transmis les dossiers relatant les excellents résultats de vos diffirentes équipes sportives et je me permets de vous adresser mes très sincères félicitations pour une oeuvre aussi dynamique au profit de la jeunesse ivoirienne.

J'espère avoir bientôt le plaisir de vous rencontrer et je vous prie de bien vouloir accepter, Cher Monsieur, l'expression de mon très cordial souvenir.

Bien amicalement

Jacques Chirac

Monsieur Roger ABINADER
B.P. 2149
ABIDJAN 01
COTE D' IVOIRE

Annexe n°29 : Réaction très agacée de Michel Bujon, responsable du RPR en Côte d'IVoire, qui se plaint du financement du RPR par les Libanais qualifiés de «basanés» (29 octobre 1984).

MICHEL BUJON
DÉLÉGUÉ AU CONSEIL SUPÉRIEUR DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
01 B.P. 1768
ABIDJAN 01
32 98 93 TELEX : INSTEMA 23761

Abidjan, le 29 Octobre 1984

Madame Marie Antoinette ECHARD
Déléguée Nationale
Chargée des Relations Publiques
et des Français de l'Etranger

CONFIDENTIEL

Chère Amie,

Comme nous en avions parlé Vendredi matin lors de notre trop brève communication téléphonique, je vous adresse ci-joint l'extrait du journal FRATERNITE MATIN où est reproduite la lettre de Jacques CHIRAC à Roger ABINADER, ou plutôt le montage partiel qui semble en avoir été fait.

Il ne s'agit bien sur que d'une très banale lettre de félicitations, mais dans le contexte local, elle est unanimement perçue comme une lettre de remerciement pure et simple, pour des services qu'en filigrane, chacun trouve des plus transparents. Telle est en tout cas l'opinion qui s'exprime narquoisement dans les dîners en ville. Inutile de dire qu'en d'autres milieux, les commentaires sont infiniment moins nuancés !

Je sais bien qu'il ne s'agit là que d'une simple opération publicitaire de la part d'ABINADER, qui très fier d'entretenir des relations qu'il considère comme privilégiées avec Jacques CHIRAC, n'a pas résisté au plaisir de le faire savoir.
Mais l'effet produit n'en demeure pas moins désastreux auprès nos militants et la quasi totalité des membres du bureau, dont le premier réflexe a été d'envisager de cesser toute activité, et même de renvoyer leur carte.

Il est en effet particulièrement décourageant de voir ruiner une somme d'efforts considérable accomplie depuis quelques temps pour remonter un électorat désabusé, à cause d'une correspondance en apparence anodine.

Je trouve assez ahurissant qu'aient été si mal pesées, les conséquences possibles de la publication d'une telle lettre sur nos compatriotes, dont certains sont directement touchés dans leurs intérets économiques, par une concurrence libanaise omniprésente, parfois déloyale, et bien souvent arrogante.

On n'ose imaginer qu'il puisse s'agir d'une opération réfléchie destinée à mettre la Délégation en porte à faux. Toujours est-il que le résultat est rigoureusement le même que s'il s'était agi d'un torpillage en règle.

Il n'est maintenant plus possible de rattrapper l'affaire. Nous devrons simplement essayer de réparer les dégats et Dieu sait s'ils ont été ravageurs.

Pour éviter la réédition de ce genre d'incidents à l'avenir Bernard [illegible] et moi, avons donc immédiatement pris rendez-vous avec Roger ABIHADEM, que nous avons rencontré Samedi matin.

Il est en effet indispensable de définir le plus rapidement et le plus diplomatiquement possible, nos relations avec la communauté libanaise locale. A l'issue de cette entrevue, un modus vivendi parait possible, bien que délicat. Il aurait par exemple été plus que maladroit lors de cette entrevue, de faire savoir à Roger ABIHADEM qui a par ailleurs été relativement coopératif, que la parution de sa lettre était très mal perçue par nos compatriotes. Les enveloppes libanaises sont certes bienvenues, mais elles doivent demeurer discrètes, sinon elles finiront par nous couter plus cher en voix, qu'elles ne nous rapporteront en capitaux.

Mais ce genre de mise au point n'est pas de notre ressort et devrait avoir été fait avec les nuances d'usage. Et il faudrait pour cela que certains à la hauteur de Paris comment de jouer en sous-main, un jeu plus qu'équivoque.

Nous avons en effet appris d'ABIHAYAR lui-même, que RICHARD avait été contacté pour savoir s'il était ouvert au publier cette lettre. Il s'est bien évidemment empressé de donner le feu vert, sachant combien le destinataire serait flatté de le faire. Je persiste à penser qu'il ne pouvait en ignorer les conséquences, où alors il fait preuve d'une absence de sens politique incroyable au poste qu'il occupe.

Si demain LIBE publie un article du style "CHIRAC et l'argent des affairistes libanais" j'aimerais bien pouvoir entendre les explications de ce triste sire . Vous savez que je suis calme, et je pèse là mes qualificatifs.

La Délégation de Côte d'Ivoire représente ici l'appareil du Rassemblement. Elle/charge avant tout de mobiliser les électeurs en faveur de Jacques CHIRAC.
Si d'autres considérations, au nom d'un intérêt supérieur, priment ses activités, il serait préférable que nous en soyons informés. Cela éviterait beaucoup de travail à tous ceux qui se mobilisent sans compter depuis des années et commencent à avoir la désagréable impression d'être pris pour d'aimables jocrisses. Car le résultat d'une démobilisation de la Délégation ne serait peut-être pas pire que les conséquences que nous allons devoir être amenés à supporter, si certains à la Mairie de Paris persistent à intervenir directement et de manière brouillonne, dans les affaires de la Côte d'Ivoire.

A moins d'un an des élections au CNPJ, tout ceci est calamiteux, et risque de nous coûter au moins un siège au bénéfice d'une éventuelle liste Le Pen. Alors que CHEMAL était d'accord pour nous prendre la tête d'une liste où nous aurions placé trois RPR sur les quatre premiers, et plus important, était gonflé à bloc pour tenir tête à l'UDF, dans les négociations difficiles qui ne manqueront pas de s'ensuivre. Car quelle image voulez vous que nous donnions maintenant à un électorat hypersensible aux arguments racistes les plus démagogiques : le RPR, un parti financé par des capitaux "bizarres" ? Certains se frottent, et se font déjà un plaisir de le dire.

De toute façon, je ne manquerai pas de vous tenir régulièrement informés de l'évolution de la situation.
En attendant, nous poursuivons notre action avec détermination à défaut d'enthousiasme.

Vous trouverez sous ce pli divers documents, dont le nouvel organigramme du bureau de la délégation, et le numéro 1 de " La Lettre de LIBERTE ", qui vient d'être diffusé. Le numéro 2 est prêt et sera diffusé avec " LIBERTE " la semaine prochaine ;
Il présentera le programme de travail des commissions aux Assises, et invitera nos Compagnons à un effort de réflexion dans ces domaines.

J'espère que vous en trouverez la formule satisfaisante. Elle est basée sur la nécéssité de rétablir la vérité des faits, tout en manifestant une présence soutenue auprès des militants

Espérons que rien de nouveau ne viendra encore se mettre en travers de notre action, car je ne vous cache pas qu'il serait alors impossible d'éviter la débandade totale de nos troupes. Et je ne peux m'empêcher d'éprouver un certain sentiment d'amertume à cette perspective, après tous les efforts fournis.

Dans un tout autre ordre d'idées, pourriez vous nous communiquer les coordonnées d'un mandataire à CHARTRES, pour une personne qui désire se faire inscrire sur les listes électorales de cette ville ?

Je vous en remercie par avance, et vous prie de croire, Chère Amie à l'assurance de mes sentiments les meilleurs, et les plus amicaux.

Michel BUJON

PS : Excusez la mauvaise qualité de cette lettre, mais compte tenu du caractère confidentiel de sa teneur, je l'ai frappée moi-même, et ai du faire des photocopies des pages les plus " rafistolées ".

Annexe n°30 : Lettre de Michel Aurillac, président du club 89, à Robert Bourgi, le 26 octobre 1984.

Michel Aurillac

Le 26 octobre 1984

Mon Cher Robert,

Nous nous sommes manqués au déjeuner Messmer. J'ai peur que vous ne soyez venu au Club trop tard et que personne n'ait pu vous indiquer l'adresse que, de mon côté, je n'avais pas notée.

Si je suis la cause involontaire de votre absence, je vous prie de m'en excuser.

Le Maire m'a redit combien il avait été heureux de votre visite et tout le bien qu'il pense de votre action.

Le virement du Club 89 d'Abidjan est bien parvenu. Je tiens à vous en remercier. Il faut maintenant pour la régularité de nos écritures que vous m'adressiez, comme convenu, la liste des membres bienfaiteurs qui ont contribué à cette souscription. Ils recevront en retour leurs cartes d'adhérent.

Courrier ci-joint à eux pour vos demandes de parrainage avec carte ainsi que leurs cartes perso.

J. Aurillac

Monsieur Robert BOURGI
01 BP 3811
ABIDJAN 01
Côte d'Ivoire

Annexe n°31 : Lettre de Jacques Chirac à Robert Bourgi, le 4 janvier 1985.

Jacques Chirac

Paris, le 4 janvier 1985

Cher Ami,

J'ai bien reçu votre dernière lettre et j'ai été très sensible au message de Madame TOMASINI à qui je viens d'ailleurs de répondre.

Je souhaiterais pouvoir vous rencontrer à l'occasion de votre prochain passage à Paris afin de déterminer avec vous les modalités d'une coopération que vous pourrez apporter utilement au RPR dans les domaines des relations entre notre Mouvement et les pays africains.

Je vous renouvelle mes voeux les meilleurs pour vous-même et les vôtres à l'occasion de cette nouvelle année et d'accepter, Cher Ami, l'expression de mon très amical souvenir.

Bien cordialement

Chirac

Monsieur Robert BOURGI
Professeur Faculté de Droit
01 B.P. 3811 ABIDJAN 01
COTE D'IVOIRE

Annexe n°32 : Lettre de Jacques Chirac à Omar Bongo, le 23 février 1985, l'informant avoir confié à Robert Bourgi une mission sur les problèmes de l'Afrique francophone au sud du Sahara. Une mission en lien avec l'ambassadeur Jacques Kosciusko-Morizet.

Jacques Chirac

Paris, le 23 février 1985

Monsieur le Président, à Très Cher Ami

A la suite de notre dernier entretien, et compte tenu de vos amicales suggestions, j'ai décidé de confier à notre ami Robert Bourgi une mission, au titre du R.P.R., de contacts et d'information sur les problèmes de l'Afrique francophone au Sud du Sahara.

Robert Bourgi m'est apparu en effet, par sa connaissance des pays concernés, par sa formation et par ses qualités, tout désigné pour ces fonctions.

Il exercera sa mission auprès de Jacques Kosciusko-Morizet et auprès de moi.

J'ai tenu à ce que vous soyez le premier informé de cette décision qui, je l'espère, vous conviendra.

Avec toute ma reconnaissance je vous prie de bien vouloir accepter, Monsieur le Président à Très Cher Ami, l'expression de ma très respectueuse, fidèle et cordiale amitié ainsi que mes sentiments de très haute estime.

Son Excellence Monsieur El Hadj Omar BONGO
Président de la République du GABON

Annexe n°33 : Note de Jacques Foccart à Robert Bourgi après sa nomination comme délégué du club 89, chargé de l'Afrique au sud du Sahara (27 mai 1985).

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tél. 227-11-27

Le 27 Mai 1985

260/85

Cher Ami,

Merci de votre gentille lettre du 14 Mai.

Je suis heureux que la décision ait été publiée dans la Lettre de la Nation.

Nous nous sommes manqués de peu hier puisque vous arriviez au début de l'après-midi alors que je prenais l'avion pour rentrer le matin.

J'avais oublié de parler de votre nomination au Président BONGO qui d'ailleurs devait être certainement au courant, mais j'avais demandé à son Directeur de Cabinet de le faire, en m'excusant de mon oubli.

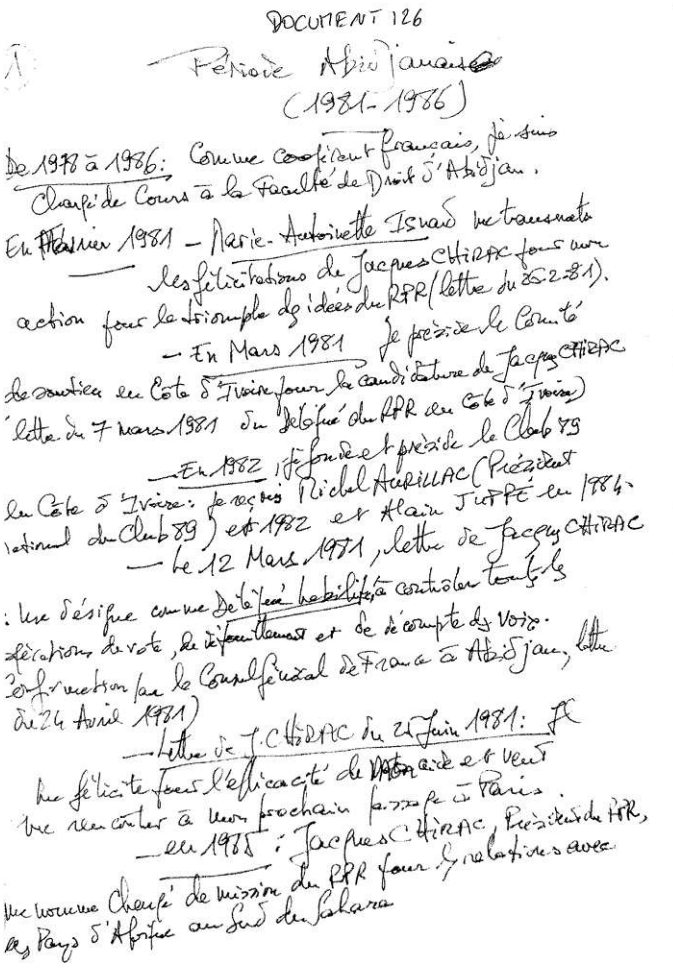
Je vous verrai certainement avant que vous receviez cette lettre, c'est pourquoi je ne m'étends pas davantage et je vous dis donc à Samedi prochain.

Bien Amicalement

J. FOCCART

Monsieur Robert BOURGI
01 B.P.3811
ABIDJAN 01
Côte d'Ivoire

Annexe n°34 : Notes personnelles de Robert Bourgi sur sa « période » abidjanaise (1981-1986).



DOCUMENT 126

Période Abidjanaise
(1981-1986)

De 1978 à 1986: Comme Coopérant français, je suis Chargé de Cours à la Faculté de Droit d'Abidjan.

En février 1981 – Marie-Antoinette Isnard me transmets les félicitations de Jacques CHIRAC pour mon action pour le triomphe des idées du RPR (lettre du 25-2-81).

– En Mars 1981 je préside le Comité de soutien en Côte d'Ivoire pour la candidature de Jacques CHIRAC (lettre du 7 mars 1981 du délégué du RPR en Côte d'Ivoire)

– En 1982 je fonde et préside le Club 89 en Côte d'Ivoire: je reçois Michel AURILLAC (Président national du Club 89) en 1982 et Alain JUPPÉ en 1984.

– le 12 Mars 1981, lettre de Jacques CHIRAC me désigne comme délégué habilité à contrôler toutes les opérations de vote, de dépouillement et de décompte des voix. (confirmation par le Consul général de France à Abidjan, lettre du 24 Avril 1981)

– Lettre de J.C. CHIRAC du 25 Juin 1981: il me félicite pour l'efficacité de mon aide et veut me rencontrer à mon prochain passage à Paris.

– en 1985: Jacques CHIRAC Président du RPR, me nomme Chargé de mission du RPR pour les relations avec les Pays d'Afrique au Sud du Sahara

(2)

Financement de Jacques CHIRAC
[illegible] dans une période ivoirienne

Essentiellement libanais. Voir lettre de Jacques CHIRAC à Roger ABINADER (23 Octobre 1984) : dossiers veut dire argent et de J. CHIRAC à M. Salim Farhat (6 Novembre 1985) ; ainsi qu'une lettre de M. ABINADER à M. Jacques-Henri RICHARD. (13 Juillet 1984)

Une délégation de l'Union Libanaise Culturelle Mondiale avait été reçue par J. CHIRAC à la Mairie de Paris en 1984 ou 1985. (Là aussi remise d'argent)
Aux Archives de M. ABINADER et de l'Union Libanaise)
J'étais présent

Tout cela est confirmé par la lettre de M. BOUJON (Membre du bureau du RPR de la Côte d'Ivoire, et Député au Conseil Supérieur des Français de l'Etranger) à Marie Antoinette ISNARD (29 Octobre 1984)

Voir page 3 de la lettre "Capitaux basanés"

Aussi lettres de M. ABINADER au Pdt HOUPHOUËT-BOIGNY (13.7.1984) et de M. ABINADER à Jacques CHIRAC (13.7.1984)

Annexe n°35 : Lettre d'Étienne Pinte, député des Yvelines et maire adjoint de Versailles à Michel Aurillac, président du club 89, protestant contre le blocage des tentatives de Philippe Séguin pour qu'il soit désigné à la tête du club 89 (30 octobre 1990).

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES

Etienne PINTE
Député des Yvelines
Maire-Adjoint de Versailles

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, le 30 OCT. 1990

COPIE

Monsieur Michel AURILLAC
Président du Club 89
45 avenue Montaigne
75008 PARIS

Monsieur le Président,

Il y a quelques mois, vous aviez exprimé le souhait de voir le Club 89 s'ouvrir et s'élargir à d'autres personnalités afin de lui donner un nouveau souffle.

C'est ainsi que vous aviez demandé à un certain nombre d'entre nous, déjà membres des Clubs, mais surtout à des personnalités encore non adhérentes de prendre des responsabilités au sein de ses structures de réflexion et de proposition. Vous aviez vous-même exprimé le désir de voir Philippe SEGUIN vous remplacer à la tête du Club, estimant qu'après dix années de présidence, le moment était venu de vous retirer.

Nous avions accepté votre offre pensant qu'il était de notre devoir d'apporter notre contribution à une démarche qui avait été intéressante entre 1981 et 1986 et que nous aurions pu revitaliser. Notre participation devait se traduire par notre entrée au Comité Directeur du Club ainsi que nous en étions convenus.

Quelle n'a donc pas été la stupéfaction de beaucoup d'adhérents présents à l'Assemblée Générale de samedi dernier de constater que non seulement vous n'avez pas exposé clairement les nouvelles orientations que devait prendre notre Association, mais que, de surcroît, vous n'avez rien fait pour rendre lisible le message qui aurait dû être le vôtre et qui aurait dû se traduire concrètement par l'élection d'une équipe conforme au projet d'ouverture tant espéré.

Votre maladresse a brutalement interrompu ce processus. Si vous souhaitiez sincèrement mener une démarche de renouveau, il fallait vous engager personnellement à la réussir. Vous avez échoué. En outre, nous avons eu le sentiment d'assister à des manoeuvres médiocres et méprisables de manipulations.

L'état d'esprit du Club que vous dirigez encore ne permettant ni l'ouverture à d'autres sensibilités ni la mise en oeuvre de procédures de choix clairs et démocratiques, je vous demande d'enregistrer ma démission de Président de la Fédération des Clubs des Yvelines et de celle de membre du Club 89.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Etienne PINTE

PALAIS BOURBON - 75355 PARIS - Tél. 40.63.69.27 - Fax : 40.63.52.42
HOTEL DE VILLE - 78011 VERSAILLES CEDEX - Tél. 30.21.20.20 - Fax : 39.02.07.86

Annexe n°36 : Proposition de répartition des postes, à la tête du club 89, par Omar Bongo, le 8 octobre 1990. PDT – MA (président : Michel Aurillac)Vce-Pdt (vice-présidents : Philippe Séguin et Nicole Cathala)SG : MR (secrétaire général : Maurice Robert)SGA : RAP (secrétaire général adjoint : Roland d'Adhemar de Panat)DN – RB (délégué national pour les pays en développement : Robert Bourgi)

EL HADJ OMAR BONGO
B. P. 546
LIBREVILLE

7.10.90

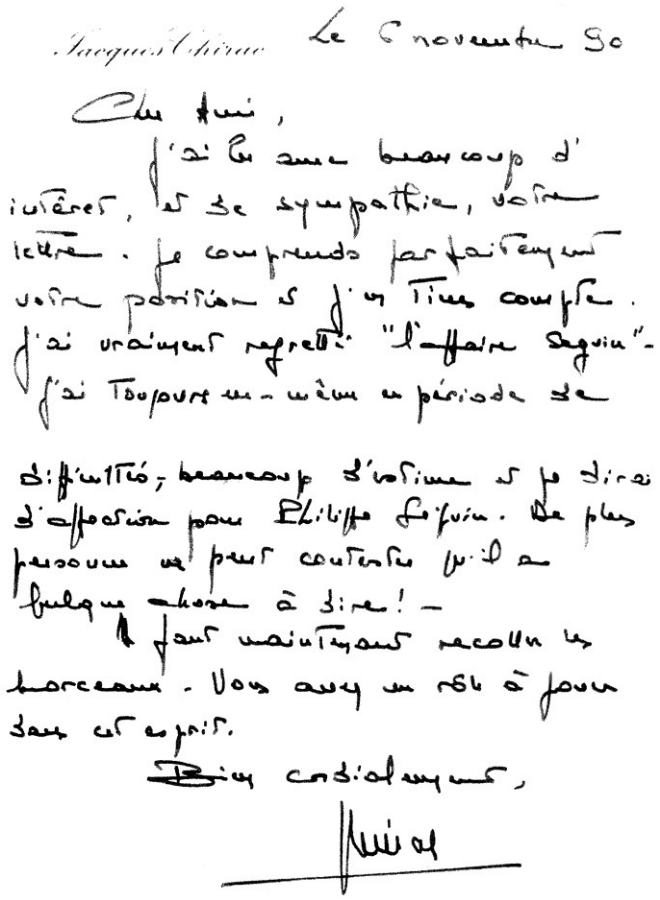
Répartition du Président Omar Bongo

1 Pdt → D.A
2 Vce-Pdts ← 1) P. Séguin
2) N. Cathala

SG. = D.R.
SGA. R.A.P.
DN = R.B

Vu
Omar Bongo

Annexe n°37 : Mot de Jacques Chirac à Robert Bourgi à propos de Philippe Séguin, le 6 novembre 1990.



Jacques Chirac Le 6 novembre 90

Cher ami,

J'ai été sensible à beaucoup d'intérêt, et de sympathie, dans votre lettre. Je comprends parfaitement votre position et j'en tiens compte. J'ai vraiment regretté "l'affaire Séguin". J'ai toujours eu – même en période de difficultés, beaucoup d'estime et de dirai d'affection pour Philippe Séguin. De plus personne ne peut contester qu'il a toujours chose à dire! –

Je vous remercie encore de vos encouragements. Vous avez un rôle à jouer dans cet esprit.

Bien cordialement,

Jacques

Annexe n°38 : Faire-part du décès d'Isabelle Foccart, épouse de Jacques Foccart.

†

JACQUES FOCCART

profondément touché par les marques d'affection

et de sympathie que vous lui avez témoignées

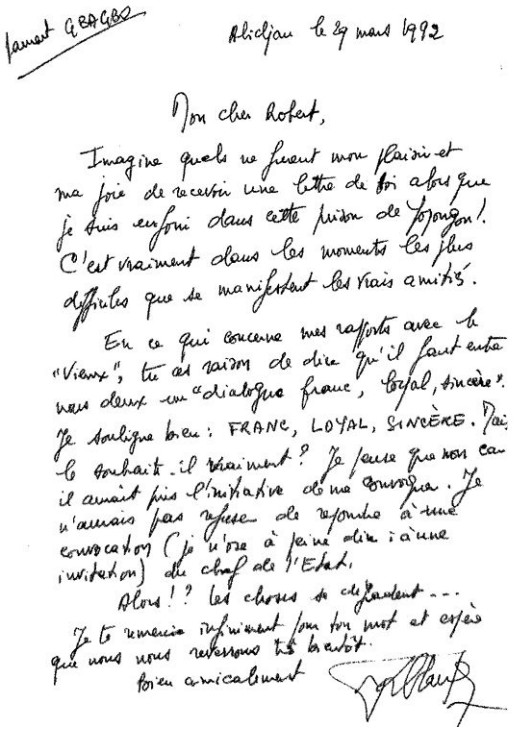
lors du décès de son épouse

ISABELLE

vous remercie chaleureusement

Bien Foccart

Annexe n°39 : Lettre de Laurent Gbagbo, fondateur du Front populaire ivoirien (FPI) et opposant à Félix Houphouët-Boigny, adressée par avion à Robert Bourgi depuis la prison de Yopougon, son lieu d'incarcération à Abidjan (29 mars 1992).



Laurent GBAGBO

Abidjan le 29 mars 1992

Mon cher Robert,

Imagine quels ne furent mon plaisir et ma joie de recevoir une lettre de toi alors que je suis enfoui dans cette prison de Yopougon! C'est vraiment dans les moments les plus difficiles que se manifestent les vrais amitiés.

En ce qui concerne mes rapports avec le "Vieux", tu as raison de dire qu'il faut entre nous deux un "dialogue franc, loyal, sincère". Je souligne bien : FRANC, LOYAL, SINCÈRE. Dis-le souhaite-t-il vraiment? Je pense que non car il aurait pris l'initiative de me contacter. Je n'aurais pas refusé de répondre à une conversation (je n'ose à peine dire à une invitation) du chef de l'Etat.

Alors!? les choses se décideront...

Je te remercie infiniment pour ton mot et espère que nous nous reverrons très bientôt.

Bien amicalement

Annexe n°40 : Lettre d'Omar Bongo, du 4 mai 1992, présentant Robert Bourgi comme son conseiller personnel en mission aux États-Unis.

REPUBLIQUE GABONAISE — UNION - TRAVAIL - JUSTICE

LE PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE

Libreville, le 04 Mai 1992

Cher Monsieur,

Je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu recevoir à Washington la semaine dernière, Monsieur Robert BOURGI qui est mon Conseiller Personnel, chargé des problèmes juridiques.

Je vous renouvelle l'invitation à vous rendre au Gabon que je l'avias chargé de vous transmettre verbalement.

L'entretien qu'il a eu avec vous m'a été extrêmement profitable.

Pour cette seconde rencontre, Monsieur Robert BOURGI sera accompagné de Monsieur l'Ambassadeur Michel Leslie TEALE qui est aussi mon Conseiller Spécial et que je considère en outre comme mon fils.

Dans l'attente de vous accueillir dans mon pays, je vous assure, Cher Monsieur, de mes sentiments les meilleurs.

EL HADJ OMAR BONGO

Monsieur William LEFHELT
1801 F Street N.W.
Washington D.C.
USA

Annexe n°41 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, au président Abdou Diouf, mandatant Robert Bourgi (5 octobre 1993).

République Française

Ministère de la Culture et de la Francophonie

3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01 - Téléphone : (1) 40 15 80 00

Le Ministre

Monsieur le Président et très cher Ami,

Il m'est particulièrement agréable de dépêcher auprès de vous notre ami commun Robert Bourg qui exerce à mes côtés au Club 89 que je préside les fonctions de Délégué national pour les Pays en Développement.

J'ai chargé Robert Bourgi de vous entretenir d'un voyage que j'envisage d'effectuer dans votre Pays à la fin du mois de juillet 1993. J'apprécierais beaucoup que vous m'en indiquiez la date que vous aurez retenue et, pour ce qui est du programme, je me conformerai aux orientations que vous voudrez bien lui donner.

Je dois vous dire que c'est avec un réel plaisir que je vous rencontrerai afin de bénéficier de votre grande expérience acquise tant à la tête de l'Etat sénégalais que comme Président de la Conférence Islamique et comme secrétaire général de l'O.U.A.

Etant en charge de la Culture et de la Francophonie au sein du Gouvernement français, j'ai beaucoup à apprendre aussi de vous qui avez organisé et présidé à Dakar un Sommet de la Francophonie.

Dans l'attente de vous voir, je vous assure, Monsieur le Président et très cher Ami, de mes sentiments respectueusement et amicalement dévoués.

Jacques TOUBON

A son Excellence, Monsieur Abdou Diouf
Président de la République du Sénégal
DAKAR

Annexe n°42 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, au président congolais Pascal Lissouba, missionnant Robert Bourgi (5 octobre 1993).

République Française

Ministère de la Culture et de la Francophonie

3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01 - Téléphone : (1) 42 15 80 00

Le Ministre

le 5 octobre 1993

Monsieur le Président et Cher Ami,

Je charge notre ami commun, Robert BOURGI, de vous remettre ce message par lequel je vous remercie du soutien que vous avez décidé d'apporter à mon projet politique de la Francophonie que j'exposerai lors du prochain Sommet à l'Ile Maurice.

C'est avec beaucoup de plaisir que je vous rencontrerai là-bas.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour vous dire combien j'apprécie le courage dont vous faites preuve pour permettre à votre pays de sortir des épreuves difficiles qu'il traverse actuellement.

Soyez assuré, Monsieur le Président et Cher Ami, de ma fidèle et respectueuse amitié.

Jacques TOUBON

Monsieur Pascal LISSOUBA
Président de la République du Congo
BRAZZAVILLE

Annexe n°43 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, au président Omar Bongo, missionnant Robert Bourgi (5 octobre 1993).

République Française

Ministère de la Culture et de la Francophonie

3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01 - Téléphone : (1) 40 15 80 00

Le Ministre

le 5 octobre 1993

Monsieur le Président et Cher Ami,

Je charge notre ami commun, Robert BOURGI, de vous remettre ce message par lequel je vous remercie du soutien que vous avez décidé d'apporter à mon projet politique de la Francophonie que j'exposerai lors du prochain Sommet à l'Ile Maurice.

Nous regretterons beaucoup votre absence à cette réunion où vos interventions ont toujours été remarquées pour leur bon sens et leur précision.

Soyez assuré, Monsieur le Président et Cher Ami, de ma fidèle et respectueuse amitié.

Jacques TOUBON

Son Excellence El Hadj Omar BONGO
Président de la République Gabonaise
LIBREVILLE

Annexe n°44 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, mandatant Robert Bourgi pour assister aux obsèques de Félix Houphouët-Boigny décédé en décembre 1993 (4 février 1994).

République Française

Ministère de la Culture et de la Francophonie

3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01 - Téléphone : (1) 40 15 80 00

Le Ministre

le 4 février 1994

Monsieur le Président et Cher Ami,

J'ai demandé à notre ami commun Robert Bourgi de me représenter aux obsèques de notre regretté Président et Père Félix HOUPHOUËT-BOIGNY.

Le 7 février, vous aurez à vos cotés les représentants de presque tous les pays du monde. ce jour-là, je communierai avec vous par la pensée et par le coeur.

Vous savez quelle affection et quel estime j'avais pour le Président HOUPHOUËT-BOIGNY.

Il nous a tracé une route pour les relations franco-ivoiriennes et franco-africaines ; sur cette route-là, je serai et resterai votre ami, votre compagnon et votre partenaire.

J'ai chargé Robert Bourgi d'organiser avec vous et sous votre autorité la visite que je compte effectuer en Côte d'Ivoire le vendredi 25 février.

Je me réjouis de vous revoir à cette occasion et en attendant, je vous assure, Monsieur le Président et Cher Ami, de ma fidèle et respectueuse amitié.

Jacques TOUBON

Son Excellence Monsieur Henri KONAN BEDIE
Président de la République de Côte d'Ivoire
ABIDJAN

Annexe n°45 : Lettre de remerciements du président Henri Konan Bédié à l'occasion des obsèques de Félix Houphouët-Boigny (18 décembre 1993).

■ T E L E X ■ EXEMPLAIRE 1 ■ T E L E X ■
R494 : CULTCAB 215134F 364 1753 250500BA PARIS F ZCZC SBA851 C 1/2

■
CULTCAB 215134F
364 1753
250500BA PARIS F

ZCZC SBA851 CIF598 XIE898/009/SMH
FRXX BY CIAB 219
ABIDJANTELEX 219/198 30 1020

Copie à S.E. M. Houphouët-Boigny

1/11
Jacques TOUBON

ETATPRIORITE
PRESIREPUBLIQUE ABIDJAN
A
MONSIEUR JACQUES TOUBON
MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE
3 RUEDEVALOIS
75042PARIS CIDEX 01

NO. 75419
MONSIEUR LE MINISTRE
VOTRE MESSAGE DE CONDOLEANCES A L'OCCASION DE LA SI DOULOUREUSE DISPARITION DU PRESIDENT FELIX HOUPHOUET-BOIGNY M'A PROFONDEMENT TOUCHE ET RECONFORTE. JE VOUS EN REMERCIE TRES SINCEREMENT.
AU DELA DES BIENFAITS DE SON ACTION POUR LA COTE D'IVOIRE, LE PRESIDENT HOUPHOUET-BOIGNY DEMEURE L'INCARNATION MEME DE L'AMITIE ET DE LA COOPERATION AVEC LA FRANCE. IL EN FIT DE LA LANGUE, LA LANGUE OFFICIELLE DE LA COTE D'IVOIRE, AVEC TOUT CE QU'UN TEL CHOIX EMPORTE D'HERITAGE CULTUREL D'ADMIRATION ET MEME D'AMOUR POUR LE PAYS DU GENERAL DE GAULLE DONT IL FUT VOUS LE SAVEZ LE COLLABORATEUR L'AMI LE FEAL.
A TOUS EGARDS, VOUS NE POUVIEZ AVOIR EN LUI QU'UN INTERLOCUTEUR TRES ATTENTIF ET DEJA DEVOUE AUX OBJECTIFS DE VOTRE CHARGE ET DE VOS CONVICTIONS
CROYEZ MONSIEUR LE MINISTRE QUE JE ME SOUHAITE DE TOUT COEUR LES MEMES DISPOSITIONS POUR QUE DURE TOUJOURS SANS FAILLE LA SI BELLE HISTOIRE D'ESTIME ET DE FIDELITE ENTRE LA FRANCE ET LA COTE D'IVOIRE.
AVEC LES ASSURANCES DE MA HAUTE CONSIDERATION.

HENRI KONAN BEDIE
PRESIDENT DE LA REPUBLIOQUE DE COTE D'IVOIRE.

COL CKD

../..

Annexe n°46 : Correspondance de Jacques Foccart avec Robert Bourgi, le 4 mars 1994).

JACQUES FOCCART
95. Rue de Prony
75017 Paris
Tel 42 27 11 27
Fax 42 12 04 73

Paris, le 4 Mars 1994

186/94

Cher Ami,

Je vous remercie bien vivement de votre si gentille lettre du 2 Mars. Vos reproches amicaux m'ont touché. Il est certain que quelques que fois je me laisse aller à un certain pessimisme. Il est malheureusement souvent justifié, mais il ne faut pas se laisser gagner par ce sentiment et il faut lutter. Votre lettre m'amène à cette conclusion et c'est déjà un résultat.

Nous en reparlerons bientôt et en attendant je vous prie de croire à mes sentiments bien amicaux et fidèles.

Bien à vous

J.FOCCART

Monsieur Robert BOURGI
Avocat à la Cour
25, avenue Pierre 1er de Serbie
75116 PARIS

Annexe n°47 : Correspondance de Herman J. Cohen, du 8 août 1994, avec Robert Bourgi.

Herman J. Cohen
3605 R Street, N.W.
Washington, DC 20007

Washington le 8 août 1994
via fax: 33-1-47-23-37-38

Cher ami:

Merci pour votre visite d'aujourd'hui. Votre famille est très sympathique.

Voici un papier à donner à notre ami Léon.

Bonne chance. Mon meilleur souvenir à Monsieur Afrique numéro UN, Jacques Foccart.

A bientôt,

Herman

Herman J. Cohen

Annexe n°48 : Message de Jacques Foccart au président Mobutu Sese Seko, à la suite de son déplacement à Gbadolite (9 septembre 1994).

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tél. 42 27 11 27
Fax 42 12 04 73

Paris, le 9 Septembre 1994

574/94

Monsieur le Président de la République
et très cher Ami,

Il m'est particulièrement agréable de vous faire parvenir ce message d'amitié et de confiance par notre ami commun, Robert BOURGI.

Je tiens à vous remercier encore de l'accueil particulièrement chaleureux et fraternel que vous avez bien voulu me réserver lors de mon trop bref séjour à GBADO-LITE le mois dernier.

Je vous remercie également bien vivement du message que vous m'avez fait parvenir par Robert BOURGI.

J'espère que ma visite aura servi à apaiser les esprits et à préparer le terrain pour une totale entente entre vous et votre Premier Ministre. Cette entente est absolument indispensable pour que votre pays retrouve sa prospérité et son dynamisme. Je sais que vous faites tous vos efforts pour atteindre ce but et je suis sûr du résultat.

En vous demandant de transmettre à votre épouse mes respectueux hommages, je vous assure Monsieur le Président de la République et très cher Ami, de ma très haute considération et de ma fidèle et affectueuse amitié.

Bien à vous.

J. FOCCART

Monsieur le Maréchal MOBUTU SESE SEKO
Président de la République du Zaïre
KINSHASA

République du ZAIRE

Annexe n°49 : Mot de remerciement d'Alain Juppé à Robert Bourgi, le 1er juin 2003, pour la contribution que ce dernier a apportée à la réussite de son voyage au Sénégal et au Gabon en mai de la même année.

ALAIN JUPPÉ

Cher Robert,

Merci pour votre message de soutien, et pour ces magnifiques stylos qui me sont bien utiles dans ma tâche quotidienne...

J'ai été heureux de vous revoir en Afrique et de vous savoir présent à notre Conseil National qui a eu un tel succès.

Bien cordialement

Alain Juppé

Annexe n°50 : Le groupe Scac Delmas Vieljeux approche Jacques Foccart pour défendre ses intérêts au Zaïre, notamment sur le port de Matadi (24 janvier 1995).

SCAC DELMAS VIELJEUX
-SDV-

DIVISION TERRESTRE INTERNATIONAL
& 46 96 42 74 - FAX 46 96 40 53

EV/OS 24 janvier 1995

Hervé JOBBE-DUVAL

ZAIRE - PORT DE MATADI

Au cours des années passées nous avons à plusieurs reprises mené des discussions avec les Autorités Zaïroises pour aborder l'ensemble du fonctionnement du Port de MATADI.

Les nombreux changements qui sont intervenus au niveau des Ministres de tutelle ne nous ont pas permis de faire progresser nos souhaits.

Nous avions élaboré l'idée de créer une société de gestion du Port de MATADI dans laquelle la Compagnie Maritime Zaïroise (CMZ), l'État zaïrois et SDV se partageraient les participations.

Notre idée était que notre Groupe puisse assurer l'organisation, le contrôle et la gestion de l'ensemble portuaire.

Le port de MATADI, compte tenu de la dégradation de ses installations est devenue pour l'ensemble des Armateurs un sujet de préoccupation et de désintérêt. Il est aussi le port le plus cher de la Côte Ouest Africaine.

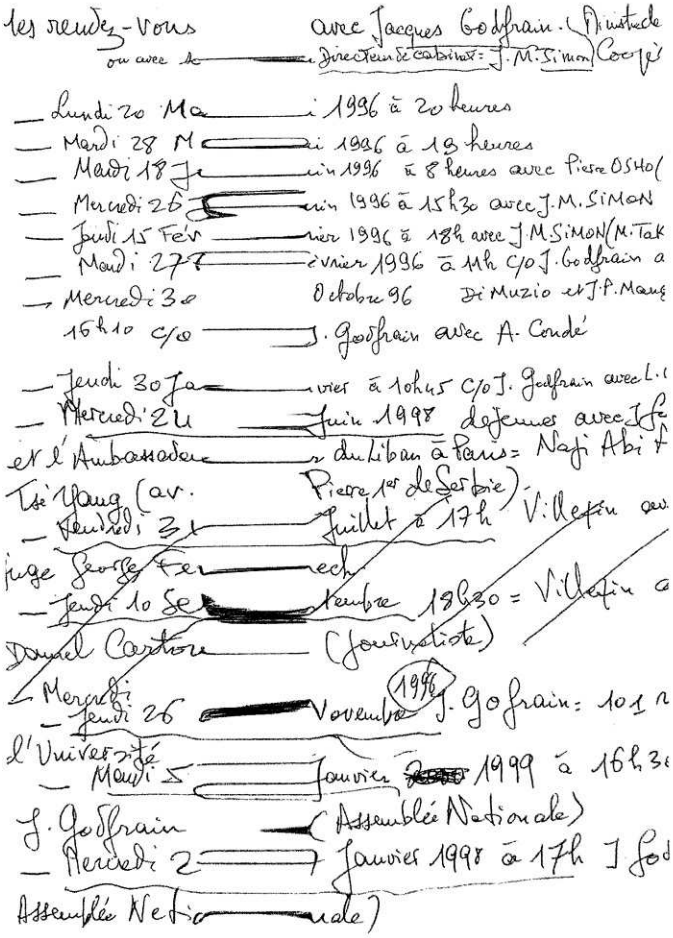
Nous sommes persuadés que la gestion par une société privée amènerait rapidement une amélioration qui viserait à une augmentation des tonnages qui y sont traités et par voie de conséquence une diminution des coûts pour tous les utilisateurs (armateurs, transitaires, transporteurs routiers).

L'expérience de notre Groupe dans le domaine de l'organisation ou de la restructuration des ensembles portuaires nous incite à nouveau à souhaiter la reprise du dialogue avec les Autorités zaïroises.

Etienne VAILLANT.

CORRESPONDANCE A ADRESSER :
TOUR DELMAS-VIELJEUX - 31-32, QUAI DE DION BOUTON - 92811 PUTEAUX CEDEX FRANCE
TÉL. 33 (1) 46 96 44 33 - FAX 33 (1) 46 96 44 22 - TELEX 616 260 - TVA FR 64 512 110 481
SIEGE SOCIAL : QUIMPER - 29000 ERQUE GABERIC - SCAC DELMAS VIELJEUX - SDV - S A AU CAPITAL DE 164 180 820 FRANCS - RCS QUIMPER B 542 110 481

Annexe n°51 : Agenda et notes personnelles de Robert Bourgi (1996 à 2001).



(1)

Entretien avec Monsieur Jacques CHIRAC à la Mairie de PARIS avant son élection à la Présidence de la République j'étais seul ou avec Monsieur Jacques FOCCART (1995)

Lundi 9 Janvier 1995 : chez Jacques CHIRAC avec Monsieur FOCCART, rv à 11h30 = remise de 10 millions de NF (1 milliard d'anciens francs) - Un émissaire gabonais (sécurité rapprochée) les avait portés dans une mallette et les avait portés chez Monsieur FOCCART au 95 rue de Prony 75017 Paris à 10 heures - j'ai déjeuné avec Monsieur FOCCART ensuite chez Petrus.

Lundi 13 Mars à 11 heures arrivée du Président MOBUTU au Bourget : je dîne le soir même au restaurant Lasserre avec le Maréchal MOBUTU et sa famille. Je lui dis au Maréchal qu'il a rendez-vous le lendemain à 12 heures chez Monsieur FOCCART c'est à dire le mardi 14 Mars à 12 heures = le Maréchal remet à M. FOCCART, 2 millions de dollars destinés à Monsieur CHIRAC. M. FOCCART se chargera de cette tâche.

Le Jeudi 16 Mars à 11h30, Monsieur FOCCART me dit que M. CHIRAC était entré en possession de la contribution du Maréchal MOBUTU. Le même jour j'avais pris le petit déjeuner avec Nicolas BAZIRE (DC du Cabinet de Monsieur Edouard BALLADUR Premier Ministre) chez le Maréchal MOBUTU qui m'a dit, après le départ de Nicolas BAZIRE, avoir reçu

(2) Un coup de fil de "mon Ami Jacques CHIRAC"
— Le Jeudi 20 Avril à 19h30 je pars pour Libreville par vol RK (Air Afrique)
— le Vendredi 21 Avril à 10 heures, je suis reçu par le Président BONGO qui m'annonce que le lendemain matin une voiture de l'Ambassade du Gabon viendra à mon domicile avec une personne de confiance me remettre une participation pour "Davin" - nom de code de M. CHIRAC (M. Davin, un Temps, fut Maire de Libreville). Je quitte le soir même Libreville pour Paris par Air Gabon.
— Le Samedi 22 Avril à 10 heures, l'émissaire du Président BONGO arrive à mon domicile Rue St Dominique (7e) à bord d'une voiture de l'Ambassade du Gabon (43 CD ou cd 43). Nous partons à l'Hôtel de Ville où j'avais rendez-vous à 11 heures avec M. CHIRAC. Remise rapide de 10 millions de francs. Je repars dans la même voiture de l'Ambassade du Gabon. Ce même jour, à 15 heures, je vais rendre compte à M. FOCCART à Luzarches (Val d'Oise, villa Charlotte).
— CHIRAC est élu Président de la République et reçoit le Samedi 13 Mai à 15 heures : MM. FOCCART et Nibaux à l'Hôtel de ville et leur signifie qu'il ne s'installera pas au 2 rue de l'Elysée mais au 14

(3). Le coup est terrible pour M. FOCCART auquel avait été promis le 2;

J. CHIRAC à l'Elysée

Entretiens de Me Robert BOURGI à l'Elysée (4)
soit seul (ou) accompagné (1995–2002)

Année 1995 : Mai 1995 : Election de M. Jacques CHIRAC
→ à la Présidence de la République.

Il m'est arrivé d'être signalé sous mon nom soit sous le nom de CHAMBERTIN.

Rien à signaler, c'est Monsieur J. FOCCART qui n'a jamais occupé le 14 de l'Elysée qui assure le relais directement avec M. FOCCART.
que je voyais au moins 3 fois par semaine à Paris, à Luzarches (Val d'Oise) ou à Cavalaire (Var)

Année 1996

Visites régulières à M. FOCCART.

Le Mercredi 24 Avril 1996, je dîne avec la famille MOBUTU et le couple CACOUBE chez Taillevent
Le Maréchal MOBUTU, à part, me dit qu'il veut voir

dès le lendemain.

D. FOCCART reçoit le Maréchal MOBUTU le ~~Jeudi~~ 27 Avril à 9h30 et lui remet une contribution de 2 millions de dollars pour M. CHIRAC. A M. FOCCART de la remettre au Président de la République. D. FOCCART me dit le 7 Mai à 19h30 qu'il avait fait le nécessaire pour le Président de la République -

Mercredi 19 Mars 1997 ; décès de Jacques FOCCART

Lundi 24 Mars à 11 heures = obsèques de J. FOCCART

Lundi 24 Mars à 20 heures = avec J. CHIRAC et Villepin (bureau de Villepin)

J.C : " Maintenant que Jacques est mort, vous travaillerez avec moi et Dominique "

Lundi 28 Avril 1997 PREMIER rendez-vous ~~19h30~~ avec D. de Villefin à l'Elysée avec Claude Angeli (Gratification du Canard Enchaîné) dont je suis le témoin de mariage avec Stéphanie Mesnier. Etais-je Robert BOURGI ou Chambertin ?

14 Mai 19h15 RV avec D. de Villefin (Chambertin ou BOURGI, je l'ignore ?)

Le 2 Juin 1997 avec Michel Rocard chez

(6) Dominique de Villepin. M. Rocard candidat au poste de M.A.E du Gouvernement Jospin - Vaste polémique ensuite, encore cette année -
Lundi 9 Juin 1997 à 18h45 = C/o Villepin avec le Préfet Nachiani.
Le 11 Juin à 19h C/o Villepin.
Le 15 Juin de 11h30 à 12 heures le Président de la République m'appelle dans ma voiture alors que je suis sur la route de Luzarches - Jour de la fête des Pères ; j'allais fleurir la tombe de M. Foccart et déjeuner avec Odette, gouvernante de M. Foccart. dans une auberge.
Jeudi 19 Juin à 18h D de Villepin.
Lundi 23 Juin 9h D de Villepin.
Samedi 28 Juin 19 heures = suite du coup de fil de J. Chirac dans ma voiture = je le vois dans le bureau de Villepin - Artisan de la cohabitation suicidaire, Villepin est sur un siège éjectable - Isolé, voué aux gémonies du RPR et de Madame CHIRAC "Villepin, c'est Néron" je convaincs Chirac de le garder. Oui, je sauve Villepin -
Lundi 1er Septembre à 18h45 - D de Villepin.
Vendredi 19 Septembre 19h30 Villepin.

(7) Jeudi 20 Novembre 19h = Villefin
Mardi 20 Janvier 1998 19h30 = Villefin.
Mercredi 4 Février 19h30 = Villefin
Jeudi 12 Février 12h45 = Villefin.
Vendredi 27 Février 19h = Villefin.
Mardi 17 mars à 19h = Villefin.
Lundi 30 Mars à 19h15 = c/o Villefin avec D. Amara Essy (M.A.E de Côte d'Ivoire) = J. Chirac assiste à l'entretien.
Jeudi 16 Avril 12h45 Villefin.
Lundi 11 Mai 18h30 Villefin.
Vendredi 22 Mai à 13h Déjeuner avec Villefi à l'invitation de Georges Dueguin au Bar au Sel (Quai d'Orsay ; réservation Mr Georges)
Jeudi 28 Mai 19h Villefin avec Claud Angeli (Canard Enchaîné)
Lundi 15 Juin (1998) 19h = Villefin.
Vendredi 31 Juillet 17h Villefin avec le juge Georges Fenech.
Jeudi 10 Septembre 18h30 Villefin avec David Carlton (journaliste)
Mercredi 23 Septembre 19h Villefin

(8) Le Mercredi 14 Octobre 1998 à 18h30 Villefin
rend visite au Président BONGO à l'Hotel Crillon.
J'assiste à l'entretien. Le Président BONGO
remet une contribution de 1 million d'euros
(valise commandant de bord). Après l'entretien,
à bord d'une voiture ambassade Gabon, accompagné
du Colonel Kabori, nous partons à l'Elysée
et nous remettons la valise à Villefin dans son
bureau (entrée par l'avenue de Marigny)

Vendredi 23 Octobre à 17h30 Villefin.

Vendredi 6 Novembre à 18h Villefin

Vendredi 20 Novembre à 18h30 Villefin.

Vendredi 29 Janvier 1999 Villefin à 18h45

Lundi 15 Février 11h30 = Villefin.

Jeudi 15 Avril 1999 18h30 = Villefin

Lundi 17 Juin à 18h Villefin avec le Général d'armée Raymond Germanos

Lundi 17 Juin à 18h30 Villefin avec le Général Laroche (Inspecteur Général de Service de Santé)

Lundi 28 Juin 18h Villefin

Mardi 13 Juillet 18h30 Villefin

Mardi 20 Juillet 18h30 Villefin

(9) Jeudi 23 Septembre 1999 18h = Villefin
Lundi 11 Octobre 18h = Villefin
Mardi 12 Octobre à 18h Villefin avec
Amara Eddy (M.A.E. Côte d'Ivoire) = J. Chirac
assiste à l'entretien.
Vendredi 15 Octobre à 19h = Villefin
Vendredi 19 Novembre à 19h Villefin
Vendredi 26 Novembre à 19h30 Villefin

2000 Mardi 4 Janvier 19h = Villefin
Mercredi 12 Janvier 2000 = Villefin avec
à 12h30 l'Ambassadeur
Eliséo Figueredo (Angola)
Lundi 24 Janvier à 18h30 = Villefin
avec l'Ambassadeur Ivorien Georges Ouegnin porteur
d'un message du Pdt Ivorien le Général Gueï pour le
Président Jacques CHIRAC.
Mercredi 16 Février à 19h = Villefin avec
Laurent GBAGBO
Jeudi 23 Mars à 19h = Villefin
Lundi 10 Avril 18h30 Villefin
Lundi 25 Avril à 18h30 Villefin
Lundi 15 Mai 17h = Villefin

(10)

Mardi 23 Mai 19h = Villefin
Jeudi 25 Mai 12h30 Villefin
Lundi 3 Juillet 18h Villefin
Mardi 18 Juillet 18h Villefin.
Mardi 25 Juillet 8h30 Villefin (Bristol) annulée
Jeudi 7 Septembre 18h = D. Villefin.
Mardi 19 Septembre 18h30 Villefin
Lundi 25 Septembre à 18h45 Villefin.
Vendredi 29 Septembre à 17h30 = Villefin.
Lundi 9 Octobre à 18h = Villefin.
Vendredi 20 Octobre à 19h = Villefin
Mercredi 8 Novembre à 18h = Villefin
Mercredi 15 Novembre à 18h30 Villefin
Lundi 4 Décembre à 12h45 Villefin
Mardi 5 Décembre à 18h. Villefin
Mercredi 13 Décembre à 18h30 Villefin
Vendredi 22 Décembre à 19h = Villefin

2001 pas retrouvé 1er et 2e trimestres 2001

Mardi 17 Juillet à 12h45 Villefin.
Samedi 21 Juillet à 19h Président A. Wade
à l'Hôtel Bernet = le frère de A. W. me dit qu'il

(11) Va aider J. CHIRAC :

Jeudi 26 Juillet 2001 19h = Villefin. Je lui annonce que Pascaline BONGO va lui remettre une contribution de son Père = 1 million d'euros le lendemain Vendredi 27 Juillet à 11heures -

Vendredi 27 Juillet à 10h30 = Pascaline BONGO passe me récupérer à mon cabinet à bord de sa voiture diplomatique. A ses pieds, 1 mallette de Commandant de bord qu'elle me donne. A l'Elysée, je l'ai à la main à ses côtés - Dans le bureau de Villefin et selon l'usage, je mets la mallette derrière le bureau de Villefin. et l'audience commence -

Lundi 30 Juillet à 12h30 Villefin à l'Elysée

Lundi 3 Septembre à 12h45 Villefin

Lundi 10 Septembre à 18h45 Villefin

Vendredi 14 Septembre à 18h30 Villefin

Le Vendredi 21 Septembre à 13h = le Président A. Wade déjeune à l'Elysée ; et au cours du déjeuner, il confirme au Pdt Chirac qu'il va l'aider et que Karim sera Chargé de la contribution - X X X X

(12) Vendredi 28 Septembre 12h45 = Villefin

Lundi 1er Octobre à 12h30 Villefin.

Jeudi 11 Octobre 2001 le Président COMPAORÉ arrive en visite officielle en France (Hôtel Meurice)-

Vendredi 12 Octobre à 12h30 le Ministre Salif DIALLO (Burkina Faso (agriculture)] est reçu à l'Elysée par Villefin en ma présence. Là, M. Salif Diallo dit à Villefin que le Pdt COMPAORÉ va aider M. CHIRAC pour les élections présidentielle de 2002. Mise au point de cela à Ouaga. XXXX

Mardi 23 Octobre à 12h30 = Villefin.

Mardi 30 Octobre à 12h30 Villefin.

Le Lundi 5 Novembre à 11 heures je prends le vol pour Ouagadougou j'arrive à Ouaga à 16 heures - Hôtel Silmande #523.

Je vois le Président COMPAORE le Mardi 6 Novembre à 15 heures à Ouaga 2000, en présence de M. Salif Diallo -

(13) Je repars le soir même aux Paris - Décollage 20h45 (siège 1E) - Arrivée le 7 Novembre à 6heures du matin (et) le Mercredi 7 Novembre à 12h45, je vois Villepin à l'Elysée - XXX

Mardi 13 Novembre à 19h30 - Villepin

Vendredi 15 Novembre à 19heures = Villepin

Le même soir à 19h30 je vois M. Salif Diallo à son hôtel (Sofitel Champs Elysees, 8 rue Jean Goujon (8e) 0140747900

X Là, M. Salif Diallo me dit
X que la contribution revêt la
X forme de 4 Djembés avec à l'intérieur de
X ces djembés (5 millions de dollars) -

EI Le Dimanche 18 Novembre à 2heures, j'entre avec un émissaire burkinabé au volant de ma voiture et dans la voiture les 4 djembés que M. de Villepin, sa secrétaire, l'émissaire et moi-même montons au bureau de Villepin. Voiture garée dans la cour d'honneur.

(16) Mercredi 21 Novembre à 15h30 Villefin

Lundi 26 Novembre Villefin (12h55) -

Lundi 3 Décembre 13 heures = Villefin

Jeudi 6 Décembre à 12h30 Elysée
Villefin.

XXX Le même jour à 19 heures, je rends
visite au Président L. Gbagbo en visite
à Paris à son hôtel, Plaza Athénée -
Le lendemain à 9h, Laurent Gbagbo est reçu
à l'Académie Française - et à

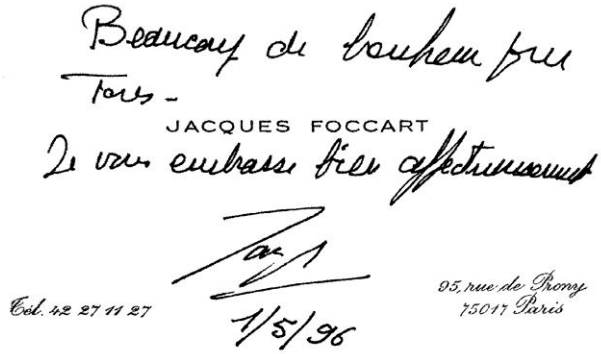
7 Décembre à 14 heures, L. Gbagbo est reçu au
Palais de Justice de Paris XXX

Le Samedi 8 Décembre à 20 heures, dîner
Jacques Chirac. Laurent Gbagbo à l'Elysée.
Laurent Gbagbo confirme à J. CHIRAC
qu'il va l'aider pour 2002 XXX

ET le Jeudi 13 Décembre à
15 heures ; avec Eugène ALLOU
(Ambassadeur, D2 Protocole Ivoirien) nous
allons à l'Elysée dans ma voiture avec

Annexe n°52 : Vœux de Jacques Foccart à Robert et Catherine Bourgi (1er mai 1996).

Lettre de remerciement d'Odette Leguerney, secrétaire historique de Jacques Foccart, au couple Bourgi pour leurs vœux.



Beaucoup de bonheur pour tous -

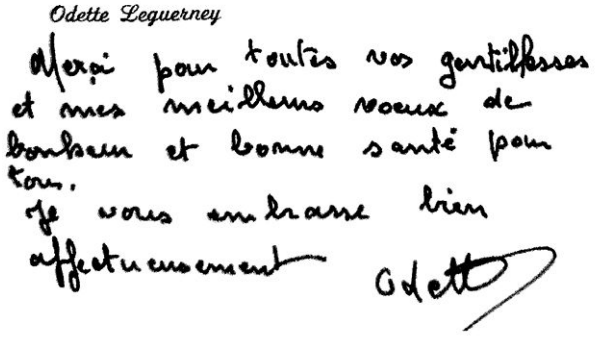
JACQUES FOCCART

Je vous embrasse bien affectueusement

Tél. 42 27 11 27

95, rue de Bronx
75017 Paris

1/5/96



Odette Leguerney

Merci pour toutes vos gentillesses et mes meilleurs vœux de bonheur et bonne santé pour tous.

Je vous embrasse bien affectueusement

Odette

Annexe n°53 : Invitation, le 31 mai 1996, de Jacques Foccart aux réceptions données chaque année dans sa villa de Luzarches.

JACQUES FOCCART
95, Rue de Prony
75017 Paris
Tel. 42.27.11.27
Fax 42.12.04.73

Paris, le 31 Mai 1996

Confirmation

Chers Amis,

Depuis quelques années, l'habitude a été prise de nous retrouver tous, anciens du Secrétariat Général à la Communauté, le plus souvent à LUZARCHES et l'an dernier à l'Elysée.

Je serais heureux de poursuivre ce qui est presque devenu une tradition en vous recevant à LUZARCHES, le samedi 8 juin prochain, à 12 H, pour déjeuner.

J'espère qu'il vous sera possible de venir m'y retrouver avec la plupart des anciens de la rue de Grenelle ou de la rue de l'Elysée.

Pour une bonne organisation de ce déjeuner, je vous serais obligé de bien vouloir faire part de votre réponse à mon secrétariat, en téléphonant au 42.92.87.90, ou en m'adressant un petit mot à la Présidence de la République, 14, rue de l'Elysée, 75008 PARIS.

Bien amicalement à vous,

Bien à vous très heureusement

Jacques FOCCART.

Monsieur et Madame Robert BOURGI
96, rue Saint-Dominique
75007 PARIS

Annexe n°54 : Notes d'analyse de Robert Bourgi à l'attention de Dominique de Villepin sur l'actualité africaine (10 octobre 1996).

Robert Bourgi
Avocat à la Cour
Docteur en Droit

25, Avenue Pierre 1er de Serbie
75116 Paris

Tel 47 20 45 08
Fax 47 23 37 35
Palais C 1444

Vendredi 10 Octobre 1996

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai pensé qu'il était bon que je revienne sur un certain nombre de réflexions que j'avais faites à Jacques Toubon verbalement et par écrit et ayant trait au paysage politique africain. Sauf erreur de ma part, J.T. devait vous en parler parce qu'il partageait tout à fait mon analyse.

Zaïre : j'ai rendu visite à plusieurs reprises à Lausanne au Président MOBUTU ; une fois, Fernand Wibaux et moi-même avions fait le déplacement ensemble ; j'étais porteur d'un message du Président de la République et muni d'un message de J.T. J'avais trouvé le Maréchal un peu moins fringant la fois précédente : mobilité des traits, légèrement "remplumé", la voix plus claire sauf qu'au bout d'une vingtaine de minutes, la langue et la parole reprenaient le dessus.

J'ai revu depuis le Maréchal à 2 reprises et mon impression est le fait que s'accentuent : amaigrissement, attention basse, voix éraillée, et refus total de s'alimenter ; fontanet, il m'avait emmené déjeuner à Annecy c/o Marc VEYRAT.

Depuis 48 heures, je cherche en vain à le joindre au téléphone : Maman Présidente et son beau frère l'honorable Fangbi me répondent qu'il se repose et qu'il est fatigué.

Mardi à 12h30 KEREKOU m'ayant à ses côtés avait lui aussi tenté en vain de lui parler ; hier soir, dans l'avion

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE LE REGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHEQUE EST ACCEPTE

rance fut un ramassis de Kinshasa, même scénario. Alors on l'interroge. J'aime KENGO qui sera à Paris du 24 au 27/10.
Il m'a dit son inquiétude si le Maréchal venait à disparaître : implosion du pays, fronde des généraux, menace aussi sur les marches de l'est par Museveni et Kagame interposés.
Je sais notre Ambassadeur inquiet lui aussi. Les Zaïrois veulent voir leur Chef mais s'ils devaient voir "la Léopard" tel qu'il est aujourd'hui, ce serait une catastrophe sans nom.
Je ne suis pas médecin mais je sais l'homme non seulement atteint physiquement mais amoindri nettement sur le plan moral. J'ai eu mauvaise surprise qu'il m'a dit la semaine dernière, quand il me prit la main pour faire quelques pas avec moi : "c'est dur, Robert, très dur mais j'y arriverai". Le choc émotionnel fut terrible pour moi parce qu'il m'a fallu le cacher.
Usez, je vous prie, de votre autorité et de votre audience pour faire en sorte qu'il estime à sa juste valeur son Europe et à se reposer à Cap Martin. Je sais combien il sera attentif à ce que lui diront "son ami Jacques" et Dominique, comme il vous appelle l'un et l'autre.
Léon K m'a dit qu'Alain JUPPE devait le recevoir lors de sa visite à Paris ; je crois indispensable que le Président aussi le reçoive en votre présence. LK ne tient que par la volonté du Maréchal ; il le sait comme il sait que les généraux malfaisants de la Garde Présidentielle et de la Garde Civile ne le laisseront pas si d'aventure... Léon a besoin de se sentir soutenu et conforté. Vous savez qu'en dehors de lui, il n'y a personne au Zaïre ayant sa crédibilité et son sérieux.
Il m'avait reçu LK fin 1994 à l'Hôtel de Ville en présence de Damien FOCCART.
J'aimerais de la peine pour le Maréchal car il a toujours été fidèle à notre Président et à notre combat pour le triomphe de nos idées (Lausanne 19.41.21.613.33.33)
— CONGO Mais une embellie lors de la visite du Président à Brazza, voilà que Pascal LISSOUBA retombe #407

dans sa paranoïa, ses divagations scientifico-intellectuelles totalement incohérentes et inintelligibles. soumis aussi à un entourage divisé, clanique, tribal et rayant pour nerf moteur l'accumulation rapide d'argent et d'autres les moyens.

Je crois qu'il va falloir peser lourdement sur Madame DUNARI, seule capable, à mon sens, d'agir positivement sur le Président et le comportement de tous les responsables, elle prise en compte aussi. Je pense qu'il ne serait pas inutile que vous la receviez lors ~~d'un~~ prochain passage à Paris ; certaines vérités dites par vous, fermement, produiraient à coup sûr un effet salvateur pour ce pays.

— GABON : Les "hommes" du Président BONGO se révélant de plus en plus insignifiants face à l'opposition rénovatrice de toute stratégie à la dérive, voici notre fidèle et bon Omar obligé de resserrer lui-même les boulons, de monter au créneau et de gagner l'opposition, individu par individu. Le score des municipales sera révélateur et fort important pour la suite : législatives et sénatoriales.

— TOGO : vous connaissez depuis longtemps mon opinion : PARLOU, MAE, c'est la symbolique du nivellement par le bas. On croit rêver ou plutôt cauchemarder. Quel dommage que l'ami KODJO soit dénué de tout sens politique et qu'il soit irrémédiablement atteint d'égocentrisme accentué.

— Côte d'Ivoire : Des amis dirigent le pays mais je n'arrête pas de leur dire qu'ils ont tort d'ignorer Laurent GBAGBO ; il vaut mieux avoir cet homme "dedans" que "dehors". Là aussi, il y a confusion des genres ; mon Maître Georges BURDEAU m'avait expliqué que jamais "l'intérêt général ne signifiait la somme des intérêts particuliers". Un homme se distingue par son honnêteté, sa discrétion et sa compétence. AHARA ESSY, M.A.E et qui fut, il y a 2 ans, Pdt de l'Assemblée générale de l'ONU ; je comprends, à le fréquenter assidûment, pourquoi, dans ses dernières années, le "Vieux" HOUPHOUËT l'avait choisi comme confident et témoin ultime de ses réflexions...

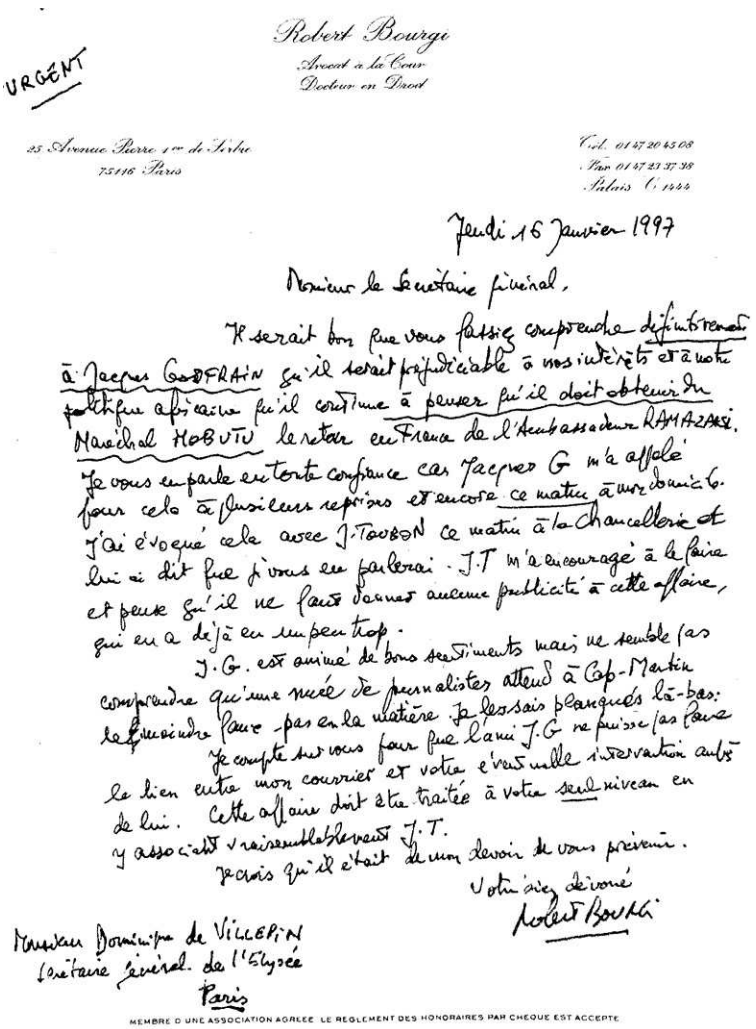
— SENEGAL mon pays natal et celui où reposent mes parents et les miens disparus ne cesse de m'inquiéter : les germes de l'explosion sont palpables : misère, famine, montée de l'intégrisme, division des hommes au sein du Pouvoir : Tanor DIENG / Moustapha NIASSE. Opposition de plus en plus structurée et consciente des carences du système et voyant de plus en plus en ses chances.

C'est en toute confiance et en amitié que je vous ai écrit.

Croyez mon vieux bien dévoué

Robert BOURGI.

Annexe n°55 : Note urgente de Robert Bourgi à Dominique de Villepin à propos du ministre de la Coopération, Jacques Godfrain (16 janvier 1997).



Robert Bourgi
Avocat à la Cour
Docteur en Droit

URGENT

25 Avenue Pierre 1er de Serbie
75116 Paris

Tél. 01 47 20 43 08
Fax 01 47 23 37 38
Palais C 1154

Jeudi 16 Janvier 1997

Monsieur le Secrétaire général,

Il serait bon que vous fassiez comprendre définitivement à Jacques GODFRAIN qu'il serait préjudiciable à nos intérêts et à notre politique africaine qu'il continue à penser qu'il doit obtenir du Maréchal MOBUTU le retour en France de l'Ambassadeur RAMAZANI.
Je vous en parle en toute confiance car Jacques G m'a appelé pour cela à plusieurs reprises et encore ce matin à une heure 6.
J'ai évoqué cela avec J. TOUBON ce matin à la Chancellerie et lui ai dit que j'vous en parlerai - J.T m'a encouragé à le faire et pense qu'il ne faut donner aucune publicité à cette affaire, qui en a déjà eu un peu trop.
J.G. est animé de bons sentiments mais ne semble pas comprendre qu'une meute de journalistes attend à Cap-Martin le premier faux pas en la matière. Je laissais planqués là-bas.
Je compte sur vous pour que l'ami J.G ne puisse pas faire le lien entre mon courrier et votre éventuelle intervention auprès de lui. Cette affaire doit être traitée à votre seul niveau en y associant vraisemblablement J.T.
Je crois qu'il était de mon devoir de vous prévenir.

Votre bien dévoué
Robert Bourgi

Monsieur Dominique de VILLEPIN
Secrétaire Général de l'Elysée
Paris

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE LE REGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHEQUE EST ACCEPTE

Annexe n°56 : Carte de remerciements des proches de Jacques Foccart à la suite de son décès (20 mars 1997).

†

La famille et les proches de

JACQUES FOCCART

profondément touchés par les marques d'affection
et de sympathie que vous leur avez témoignées
vous remercient chaleureusement

Annexe n°57 : Lettre d'Alain Plantey, le 10 mai 1997, remerciant Robert Bourgi pour sa contribution aux obsèques de Jacques Foccart.

INSTITUT DE FRANCE

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES
ET POLITIQUES

Paris, le 10 mai 1997

Cher Ami,

Ensemble, nous avons offert à notre Secrétaire Général de belles fleurs qui l'ont accompagné à Saint Louis des Invalides et à Luzarches.

Grâce à votre générosité, j'ai pu faire réaliser un portrait de lui qui me semble fidèle et expressif.

En remerciement de votre geste et en hommage à Jacques Foccart, je vous envoie ce souvenir,

avec l'expression de mon amitié très attristée.

Affectueusement

Alain PLANTEY

Annexe n°58 : Lettre de réconfort et d'amitié à Dominique de Villepin, considéré à cette date comme à l'origine de la dissolution de l'Assemblée nationale (19 juin 1997).

Robert Bourgi
50, BOULEVARD EMILE AUGIER
75116 PARIS
TÉL. 01 45 03 04 28

Jeudi 19 Juin 1997

Mon cher Dominique,

J'étais réellement choqué lorsque je vous ai quitté hier en fin d'après-midi.

Je comprends fort bien tout ce que vous pouvez ressentir après ce qui s'est passé le 1er Juin.

L'infortune vécue ce jour-là produit toujours les mêmes effets : elle permet aux médiocres écrasés par la dimension des projections et l'analyse visionnaire de reprendre du poil de la bête" et de se croire désormais porteurs d'un projet de substitution.

Secouez-vous d'abord et surtout ne leur laissez en aucune manière la possibilité de voir sur vous apparaître les stigmates d'un quelconque fléchissement ! C'est l'aîné de 8 ans qui vous parle parce qu'il vous estime beaucoup et sait que le proche avenir vous donnera raison ainsi qu'à ceux qui ont partagé votre défi. Etre tenté d'enfermer notre grand

dans un cocon anesthésiant conduirait à lui rogner les ailes et diminuer son envergure qu'il a si grandes fondées mues et si majestueuse pour l'autre.

Le Grand est fait pour l'Action et le Mouvement. Le forcer à ralentir la cadence le conduirait à sa perte car on négligerait et écraserait sa spécificité qui fait justement sa différence avec les autres.

Il ne faut pas qu'il oublie qu'il doit faire face à 2 ennemis — ceux de l'extérieur qui gouvernent
— ceux de l'intérieur et ce sont ceux-là les plus dangereux pour l'avenir.

Je ne pense pas me tromper et je ne manquerai pas de le lui dire en votre présence. Lorsqu'il me recevra. A ce propos, j'ai appelé hier Marianne Hibon pour mon R.V. J'espère que vous avez pu de votre côté le sensibiliser.

Redevenez vite le flamboyant Dominique car c'est celui-là qui a ouvert la route de l'Elysée à notre Chef! Dieu vous y aide! Votre fidèle

Robert Bourbi

Annexe n°59 : Lettre d'encouragement, du 21 juillet 1997, à Dominique de Villepin et sur l'actualité gabonaise.

Robert Bourgi
50, BOULEVARD EMILE AUGIER
75116 PARIS
TÉL. 01 45 03 04 28

Courrier devant demeurer confidentiel sauf à l'initiative du Président.

Lundi 21 Juillet 1997

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai laissé passer 48 heures avant de vous parler de ce dîner chez moi où mes convives et moi vous avons tant regretté. Comme vous le savez ces convives prestigieux leur mettent au niveau que vous connaissez et depuis tant d'années, mais ils sont aussi et avant tout de vrais amis et "complices" de tant de choses.

B.V. rentrait de Bxlles où il avait accompagné le Président ; C.A et S M voient tout de monde et sont sollicités de mille et un cercles ... l'enseignement général est le suivant :

— Le Président, à Bxlles, a fait une impression énorme : robuste, flamme, énergie, disponibilité, combativité et surtout au regard mitoyen qui en disait long sur sa volonté de ne pas rester inerte dans cette cohabitation qui ira se durcissant. Le PM et tous ses ministres en sont conscients et se rendent compte finalement et discutent entre eux et autour d'eux que "le Père CHIRAC" n'est pas aussi simple qu'on le disait ... Aujourd'hui il les surprend et les déroute.

— Son jeu actuel, son attitude de vigilance et de contrôle doivent être maintenus pour le plus grand bonheur des Français.

— Son intervention du 14 Juillet est "parfaite".

— Que le Président ne s'y trompe pas : la cohabitation avec Philippe SEGUIN sera au moins aussi difficile ; P.S.

comité directorial, a placé des hommes à lui et ceux qu'on a appelle les Chiraquiens seront peu à peu "marginalisés puis dessoudés". Il a commencé à noyauter la machine, à la "nettoyer", et peu à peu, tant à l'intérieur de l'hexagone qu'à l'extérieur, il se rendra maître de la machine.

Dans ses propos discrets, il n'est guère tendre avec le Président. C'en est même "choquant" car, me disent-ils, il en oublie que c'est J.C. qui l'a créé et fait. Mais, ajoutent-ils, "son caractère le perdra..."

— Quant à vous, mon cher Dominique, le traitement verbal qui vous est réservé par ceux qui, il y a peu, sollicitaient vos prébendes est inqualifiable. Seulement, me disent-ils, votre silence et votre discrétion, encore plus grands que de coutume, seront, à moyen terme, porteurs "d'une régénérescence". Ils sont d'accord sur un point : très grand talent, très forte personnalité, grande ambition (inégalité!) et "vous jouerez un jour prochain dans la cour des très grands"...

— Ils pensent et disent que ce serait une erreur de faire de l'Elysée "l'auberge des recalés et des rejetés" à l'exception de Jacques BOREL "tombé pour avoir voulu couvrir et protéger des amis politiques qui plombent et J.C et le Mouvement..." Je suis obligé — par devoir amical — de ne rien altérer de leurs propos et ma fraternelle amitié pour J.T n'y est pour rien.

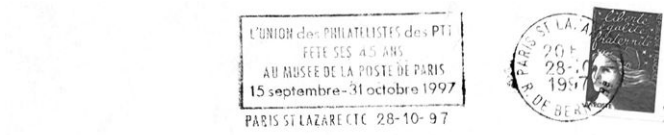
Je pars ce soir pour Libreville où le Président BONGO souhaiterait me parler "crûment" de la médiation sur le Congo et de ses conditions. Je serai de retour jeudi matin à Paris et joignable, si besoin en était, à l'Hôtel Méridien de Libreville : 76 61 61 (Cindichif 241)

Autant vous dire que je refuserai tout contact avec votre Ambassadeur sur place car, en retour, il me "paie" jamais en loyauté. Ce monsieur ignore que j'ai ma place depuis toujours et pour longtemps des oreilles bienveillantes.

Croyez moi, Damien le Secrétaire général et cher Dominique, votre fidèle ami. Mon indéfectible attachement au Président que je vous demanderai de féliciter pour sa réélection.

R.B.

Annexe n°60 : Mot personnel de Chirac et enveloppe écrite de sa main remerciant Robert pour ses notes (28 octobre 1997).



Monsieur Robert BOURGI
50, Boulevard Emile Augier
75116 PARIS

28 octobre

Jacques Chirac

J'ai bien reçu votre lettre du 27 octobre. Merci pour vos analyses et vos informations toujours très intéressantes.

Bien cordialement,

Annexe n°61 : Lettre de Pierre Salinger, du 6 novembre 1998, « recruté » comme lobbyiste pour le Gabon à l'occasion de la présidentielle de 1998.

PIERRE SALINGER
INDEPENDENT PUBLIC RELATIONS DIRECTOR
50, RUE DE BOURGOGNE, PARIS, 75007, FRANCE
TEL: 01-4705-3108 FAX: 01-4705-3109

November 6, 1998

Robert Bourgi
25 Avenue Ier de Serbie
75116, Paris

Fax to: 01-4723-3738

Dear Robert

I am sad not to have been sent to Gabon for the election. I would have worked out that election importantly and President Bongo would have won. One of the important things I would have done is work with the young children who represent 50 per cent of the population in Gabon 30 years old or younger. It is now possible that President Bongo will lose the election. It is also possible that it would not be a total democratic election and the United States would continue to look at President Bongo as a dictator.

There is also an important subject. When I was in Gabon in September of 1997, I received $500,000, of which I gave you $150,000 so I had $350,000. This money is now practically gone. Over the the last 12 months, I had to pay Shandwick Public Relations $204,000. I worked for Bongo $10,000 a month, total $120,000. There was also travel to Gabon with Richard Pollock which cost me $16,000 and I had to pay the hotel $2000. I also had to pay phone calls for President Bongo that cost $2300. So it cost $344,300 and I have only $5,700 left. To continue to work for President Bongo in the US and France, I probably need another $200,000.

I am now in Paris and still believe that it would be interesting to work on the election. You should convince President Bongo that if I do not show up, it could be a great mistake.

Best regards,

Pierre

Annexe n°62 : Correspondance de Robert Bourgi avec Pierre Salinger (9 novembre 1998).

Robert Bourgi
Avocat à la Cour
Docteur en Droit

Paris le 9 Novembre 1998

Mon cher Pierre,

J'ai bien reçu ton fax du 6.11.1998.
Je suis vraiment peiné et surpris par son contenu.
J'ai cherché à te joindre au n° que tu as laissé sur ton répondeur: 04 90 92 41 14 mais la personne (un homme) qui m'a répondu ne te connaissait pas. Je pars en Côte d'Ivoire demain et je reviens le Samedi 14 Novembre au matin.
Je t'appellerai d'Abidjan où je descendrai à l'Hôtel Ivoire (225) 44 10 45.
Pour le mandat en cours du Président Bongo et jusqu'aux élections du 6.12.1998, le Président a jugé qu'il n'était pas opportun que tu viennes au Gabon sans rien ôter à tes éminentes qualités tant personnelles que professionnelles.
Le billet Air France t'a été offert et seul le Président Bongo, après les résultats des élections, décidera s'il sera utile de poursuivre ton action.

25, avenue Pierre 1er de Serbie - 75116 Paris
Tél.: 47 20 65 08 - Fax: 47 23 37 38 Télex C 1661
MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGRÉÉE LE RÈGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHÈQUE EST ACCEPTÉ

De ce côté-là, donc, mon cher Pierre, tu n'as pas d'inquiétude à avoir - Considère cette mission comme terminée -

Tu as accompli ta mission, loyalement et fidèlement, même si tu n'as pas pu obtenir une visite à la Maison-Blanche pour cette année -

Le Président BONGO ne t'en tient pas rigueur ; rassure-toi - Il t'apprécie beaucoup -

Mais il faut savoir rester discret et ne pas écrire ce que tu as défendu pour lui, et ce que tu as obtenu de lui - Jamais -

Le Président BONGO est vraiment un grand Monsieur et il ne s'occupe jamais de chiffres - Comme il ne demande jamais de comptes -

Il fait confiance - et tu as sa confiance -

Nous en reparlerons de vive voix -

Amitiés - Fidèlement

Robert

Annexe n°63 : Lettre de Jacques Chirac félicitant Robert Bourgi, élevé au grade de commandeur dans l'ordre national du Lion sénégalais (22 septembre 2000).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 22 septembre 2000

Cher Ami,

Au moment où vous allez être élevé au grade de Commandeur dans l'Ordre National du Lion sénégalais, permettez-moi de vous adresser toutes mes félicitations.

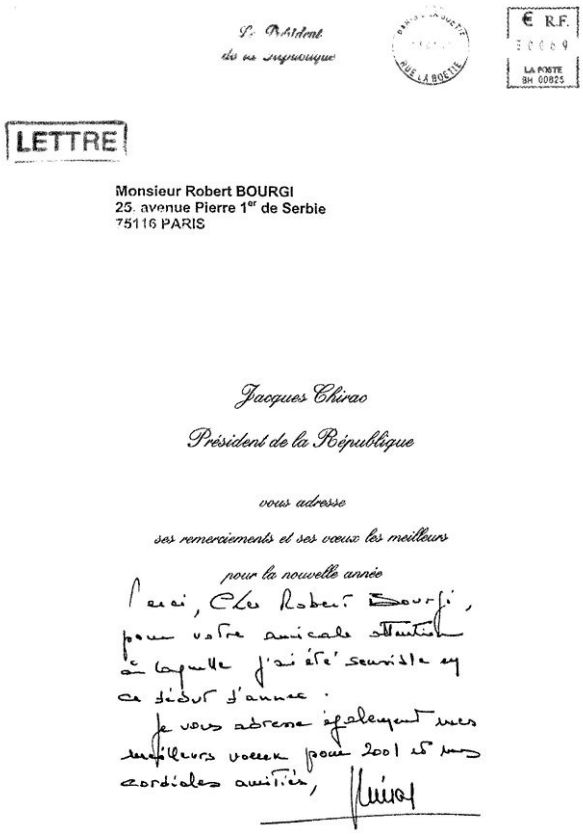
Jacques Foccart aurait été très heureux de vous voir décerner cette distinction et je suis sûr que tous vos amis s'en réjouissent.

Bien cordialement,

Jacques CHIRAC

Maître Robert BOURGI
Avocat à la Cour
25 avenue Pierre Ier de Serbie
75116 PARIS

Annexe n°64 : Lettre de vœux de Jacques Chirac, le 6 janvier 2001.



Le Président
de la République

€ R.F.

LA POSTE
BH 00825

LETTRE

Monsieur Robert BOURGI
25, avenue Pierre 1er de Serbie
75116 PARIS

Jacques Chirac

Président de la République

vous adresse

ses remerciements et ses vœux les meilleurs

pour la nouvelle année

Merci, Cher Robert Bourgi,
pour votre amicale attention
à laquelle j'ai été sensible en
ce début d'année.
Je vous adresse également mes
meilleurs vœux pour 2001 et mes
cordiales amitiés,

Chirac

Annexe n°65 : Lettre de Bernard Guillet relative à l'association France Orient devenue France Orient-Maghreb et remerciement pour le don de Robert Bourgi (21 février 2001).

Association « France – Orient »
جمعية فرنسا الاشرق

Paris, le 21 février 2001

Maître, cher Robert

Je me réfère à mon courrier du 18 mai 2000 ainsi qu'à notre récente conversation.

Je vous avais écrit dans ma lettre précitée combien nous étions heureux de vous accueillir au sein de notre Association France-Orient, devenue France-Orient-Maghreb.

Je tiens, aujourd'hui, à vous remercier pour votre généreuse contribution de 85.000 francs (quatre vingt cinq mille francs français) qui vous confère le titre de membre bienfaiteur (article 4 de nos statuts).

Je saisis enfin cette occasion pour vous inviter à participer à notre prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui sera suivie par une réunion du Conseil de l'Association, le vendredi 2 mars 2001 à 17H30 dans les bureaux de l'Association.

Avec mon bon amical et fidèle souvenir –

Bernard Guillet

Le Président
Bernard GUILLET

Maître Robert BOURGI
Avocat à la Cour
25 avenue Pierre 1er de Serbie
75116 PARIS

50, rue de Berri 75008 PARIS Tél.: 01.58.50.30.30 Fax : 01.43.59.20.16 E-mail : info@franceorient.org.com
Association loi 1901

Annexe n°66 : Décryptage pour Dominique de Villepin des visites des présidents Laurent Gbagbo et Abdoulaye Wade en France (18 juin 2001).

confidentiel

Le 13 Juin 2001

A l'Attention de Dominique de VILLEPIN

Objet Visites des Présidents Laurent GBAGBO et Abdoulaye WADE

Les Présidents L.G. et A.W. sont à la veille d'effectuer des visites en France : entre le 18 Juin et le 22 Juin.

La visite d'A.W. est une visite officielle.
La visite de L.G. est une visite privée, effectuée à l'invitation de son homologue français.

Jacques CHIRAC va à doit trouver là une occasion de confirmer et de préserver d'abord la très grande connaissance de l'Afrique et des Africains et ensuite la prééminence internationale, parfois contestée, sur l'autre rive de l'Atlantique.

La rencontre CHIRAC-GBAGBO ayant lieu le 18 Juin et celle du Président français avec A. WADE le 20 Juin, c'est par la première rencontre que j'aborderai ma réflexion.

(A) La rencontre CHIRAC-GBAGBO (18 Juin à 13h)

J'accorderai, paradoxalement, un intérêt particulier au privilège à la rencontre avec le Président L.G. D'abord, elle a été souhaitée par le Président ivoirien qui n'avait chargé de véhiculer ce souhait. Ensuite, parce que L.G. offrant historique du Président HOUPHOUËT-BOIGNY fait partie de l'Internationale Socialiste et apparaît, à ce titre,

comme le compagnon de route des dirigeants socialistes français.

Je tiens assurer qu'il ne s'est tout à fait rien

Je n'ai pas manqué de vous dire, à diverses reprises, combien L.G. avait été déçu par ses Amis de la gauche française auxquels il reproche de l'avoir laissé, lui et son Gouvernement, "prisonniers" des Institutions internationales tant politiques que financières : Banque Mondiale, FMI, Commission de Bruxelles.

A l'appui de sa démonstration, à mon faite, il a relaté — afin de vous la relater — un entretien téléphonique assez tendu entre lui et Lionel JOSPIN il y a environ 5 semaines.

Au "Camarade Laurent" lancé par L.J. au début de l'entretien, L.G a répondu : "... je pense, cher Ami, que les socialistes français n'ont jamais compris le sens réel de ces termes camarade et socialisme ; le socialisme français n'a rien à voir avec le socialisme à l'africaine ; j'envoie à Paris une délégation conduite par mon premier Ministre et 3 ministres dont un Ministre d'Etat et vous ne trouvez rien de mieux que de la faire recevoir au niveau gouvernemental par un simple Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur. Alors que, dans le même temps, cette délégation était reçue à l'Elysée avec des égards particuliers, et s'entretenait avec le Président de la République lui-même et le Secrétaire général de l'Elysée. En outre, je sais, que OUATTARA a des contacts et des soutiens au sein même de ton Gouvernement : Fabius ... "

Oui, L.G. est un homme de gauche, un homme de progrès, mais il a une fidélité, sans doute une relative faiblesse en politique, c'est que c'est un homme très sensible et très affectif. Les propos qu'il me tint ce jour-là à Abidjan dans son salon particulier, à Cocody, bouleversent d'émotion. C'est ce jour-là qu'il me dit :

" Robert, je suis las et fatigué. J'ai besoin de réconfort et d'un soutien. Dis à Chirac et à Dominique de m'inviter sous quelque forme que ce soit mais de préférence à titre personnel et privé. Je veux faire une visite en France étant Président de la République de Côte d'Ivoire, sur invitation personnelle de Jacques Chirac. Nous sommes, toi et moi, de vieux amis. En prison, quand Houphouët et Duatti nous avaient jetés avec ma femme, sur fils et nous étions tu as été parmi les rares à te manifester. Je souhaite que Chirac m'invite; j'ai fait pour lui des égards particuliers. J'en ai besoin / la Côte d'Ivoire en a besoin; elle traverse des moments difficiles, Chirac aime ce Pays et en souvenir d'Houphouët qu'il a aimé comme un Père, il se doit de le faire. Guy Labertit et ses amis passent leur temps à Abidjan; ils ne savent de paroles et de promesses; et je ne vois rien. Redis à Dominique et à Chirac mon admiration et pour le Général de Gaulle et pour Chirac lui-même. Ne l'ai-je pas dit à Dominique quand il a accepté de me rencontrer alors que je n'étais qu'un Chef de Parti?... Cette faveur-là ne s'oubliera jamais..."

s)

L.G. est un Bété. C'est une ethnie de gens coriaces, au caractère difficile et entier. L.G. n'oublie pas; il n'oublie rien.

Son entourage et lui-même sont conscients de l'opportunité exceptionnelle qui s'offre à eux.

Il nous faut aussi marquer l'événement: à l'Elysée, le 18 Juin, faisons en sorte que L.G. constate qu'il a un Ami à L'Elysée et que celui-ci a pour lui des égards particuliers.

L.G. a une formation d'historien. Il connaît la symbolique historique. Il sait la dimension de la date du 18 Juin surtout quand le Président siégeant à l'Elysée est l'héritier naturel du Général de GAULLE.

L.G. aura avec lui pour relater et filmer l'événement beaucoup de journalistes et cameramen ivoiriens et africains. Mobilisés aussi ceux qui sont rattachés à la presse présidentielle française.

Jacques CHIRAC doit saisir l'occasion pour porter sur son amitié, son estime et son affection qu'il a pour Laurent G. aux dimensions de la classe politique africaine.

Laurent G. est un homme chaleureux et plaisant malgré les marques indélébiles de l'exil et de la prison. Il apprécira fortement les effusions viriles, les mains posées sur l'épaule et les sourires éclatants; en somme, la "griffe CHIRAC". Tout sera ephémère en France et en Afrique. Au moment où Lionel JOSPIN, à PRETORIA, affirme pour nos amis francophones, affirme qu'il faut changer fondamentalement les données

- de la politique africaine, à Jacques CHIRAC de montrer que l'élargissement de la politique africaine n'exclue pas le maintien des liens historiques et traditionnels avec nos Amis francophones.

A certaines questions qui pourraient lui être posées sur la personne de l'Elysée, L.G. apportera certaines réponses qui conforteront la primauté de J. CHIRAC et son inégalable expérience en matière africaine.

Je me suis occupé de tout cela avec L.G.

L.G. m'a dit avoir besoin que J. CHIRAC

— lui offre des milliers de livres scolaires et littéraires destinés aux jeunes Ivoiriens dépourvus de ces outils de culture. Nous savons que tous les ans des milliers et des milliers de ces ouvrages vont au pilon. Sauvons les au profit d'enfants qui acquerront ainsi notre culture française.

— que Madame CHIRAC s'intéresse à des œuvres sociales en Côte d'Ivoire. Nous avons [illegible], pourquoi ne pas offrir à Laurent G. l'occasion d'annoncer [illegible] dans ce domaine sur la personne de l'Elysée?

— que J.C. s'investisse personnellement dans les négociations difficiles de la Côte d'Ivoire avec les Institutions financières internationales.

— que J.C. lui ménage personnellement un entretien avec son Ami Georges W. BUSH : L.G. sait que le Président CHIRAC est lié à la famille BUSH.

Le 20 Juin, le Président J-CHIRAC reçoit le Président A. WADE

(B) La rencontre avec A. WADE (20 Juin 13 heures).

Encore un Président, certes septuagénaire, mais "structurellement" partie intégrante de la nouvelle génération des dirigeants africains. Encore un Président qui a connu l'éloignement du Pays et la prison sous couvert des tribunaux et la humiliation pour lui a fait connaître et subir. Qu'attend A. WADE du Président français? Tout est dans ce que lui a dit le Président WADE lors de notre dernier entretien à Dakar le 8 Mai au soir.

"... Robert, c'est ton GORGUI qui te parle. (Gorgui = le Vieux). Il faut dire à CHIRAC et à Villepin que je suis un Ami; que je veux être leur Ami; que je suis un libéral, que j'admire de GAULLE et le Gaullisme; que je ne veux pas être réduit à la simple amitié avec Madelin; que je suis disposé, si on me le demande, à faire pression sur Madelin et BAYROU afin de donner toutes les chances à CHIRAC pour 2002; je peux le faire très discrètement à l'Elysée même. Il faut que CHIRAC repasse; c'est dans notre intérêt à tous. Je veux que dominique de Villepin rencontre mon collaborateur le plus direct, celui qui a toute ma confiance,

et qui représente le Sénégal de demain : Idrissa SECK
(Ministre d'Etat, S.G. de la Présidence de la République).

Dès à CHIRAC et à VILLEPIN que je tiens, entre autres, à la réhabilitation du Port FAIDHERBE à St Louis du Sénégal (coût 40 MF) ; qu'ils me trouvent un don, une aide, ou du mécénat. C'est un ouvrage de la colonisation et le Port FAIDHERBE est quelque chose de fort dans le cœur des Sénégalais et des Français.

Hier au soir Jacques CHIRAC déjeune avec Plan OMEGA contre le Plan Thabo MBEKI...
je ne suis pas un homme démonstratif, tu le sais.
Mais je suis sensible aux marques d'amitié que l'on peut avoir pour moi..."

Ai-je besoin de vous dire que cette conversation a eu pour langue, en très grande partie, le Wolof que je parle, comme vous le savez, à la perfection.

Il y a là, pour notre Président, en ces deux occasions successives, une occasion de prouver, si besoin en était encore, que c'est à l'Elysée que se trouve le seul grand Africain français

Annexe n°67 : Lettre de Bernard Guillet relative aux difficultés de l'association France Orient-Maghreb (20 décembre 2001).

ASSOCIATION FRANCE ORIENT - MAGHREB

جمعية فرنسا المشرق والمغرب العربي

Paris, le Jeudi 20 Décembre 2001

Monsieur et cher Robert,

Comme vous le savez, la dernière Assemblée Générale de notre Association s'est tenue, le 19 Mars 2001, dans nos locaux. Le Compte rendu de cette réunion vous a été adressé en date du 23 Mars 2001. C'est ainsi que nous vous avons rendu compte des perquisitions dont nos locaux avaient fait l'objet et du harcèlement des juges Philippe COURROYE et Isabelle PREVOST-DEPREZ à l'égard de toutes les associations hébergées 50 rue de BERRI ainsi que de la permanence du député au Parlement européen, Monsieur Jean Charles MARCHIANI.

Hélas, la situation ne s'est pas améliorée au printemps de l'année qui s'achève puisque j'ai été mis en examen, le 12 AVRIL, puis soumis à un contrôle judiciaire très strict qui m'empêche notamment de me

./..

50, rue de Berri 75008 PARIS Tél. : 01.58.56.36.36 Fax : 01.43.59.26.16

٥٠، شارع دي بري ٧٥٠٠٨ باريس - فرنسا هاتف : ٠١ ٥٨٥٦٣٦٣٦ فاكس : ٠١ / ٤٣٥٩٢٦١٦

venche dans les locaux de la rue de Berri et de rencontrer un certain nombre de personnes (dont M. Jean Charles MARCHIANI, Vice Président, également mis en examen, Madame Saline MOUTIER, trésorière qui a présenté sa démission et Madame Marie Danièle FAURE, elle même mise en examen et dans l'incapacité de rencontrer M. Jean Charles MARCHIANI).

Je suis persuadé que vous avez du penser que de tels problèmes allaient avoir raison de notre Association - S'il est exact que la gestion "à distance" du France Grand Maghreb a été particulièrement compliquée, nous sommes néanmoins parvenus à faire face à toutes les échéances, financières en tout premier lieu -

L'essentiel ayant été sauvegardé, il nous reste à redéfinir la stratégie de l'Association et de l'adapter aux circonstances du moment - C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous convier à l'Assemblée Générale de notre Association qui se tiendra, le Jeudi 10 Janvier 2002 chez Monsieur Hervé BENAROUM, 96-98 rue de MONTREUIL, Paris 11ème, à 5 minutes de la place /..

3/ de la Nation.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale portera sur les points suivants :

1/ maintien de la domiciliation de l'Association France Orient Maghreb 50 rue de Bessi, Paris 8ème et sous location des locaux en partie ou en quasi totalité.

2/ fixation du montant de la cotisation 2002 soit 200 € ou 1312 FF.

3/ rapport du Président concernant le fonctionnement de l'Association (rapport moral et rapport financier)

4/ élections aux postes éventuellement vacants au sein du bureau de l'Association.

5/ calendrier des activités pour l'année 2002 et questions diverses.

Je rappelle que vous ne pourrez prendre part à l'Assemblée Générale (y compris aux votes) que dans la mesure où vous aurez réglé votre cotisation

./..

pour l'année 2001 soit 1000 FF ou 153 €.

Dans le cas où vous ne pourriez pas participer à cette Assemblée Générale (absence ou impossibilité du fait de l'instruction menée par le juge COURROYE) je vous invite à me retourner votre procuration par l'intermédiaire du bulletin ci-joint.

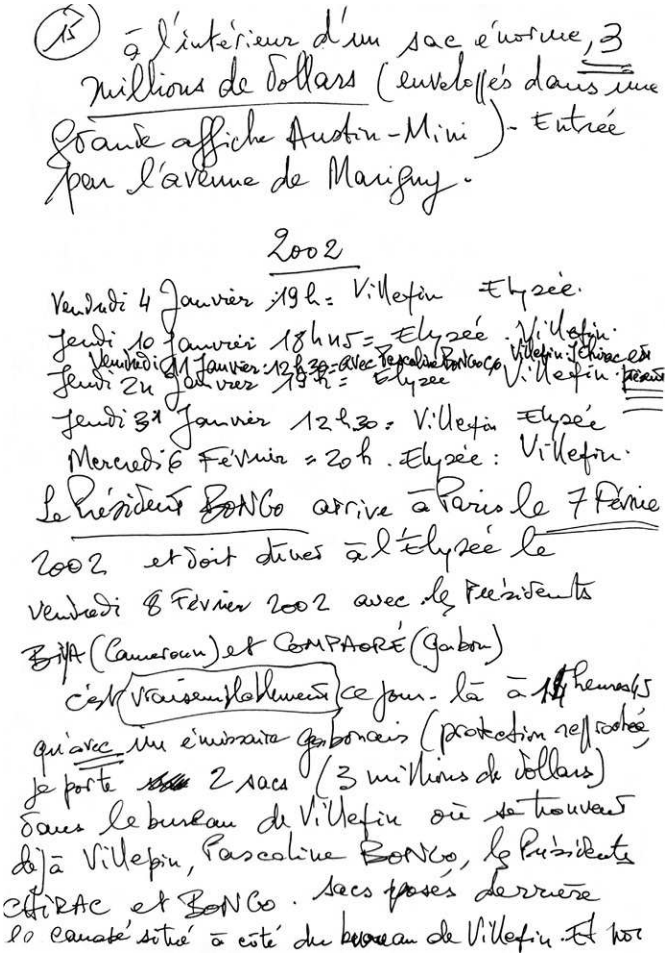
Enfin, dans l'hypothèse où vous ne souhaiteriez plus faire partie de l'Association, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me retourner une lettre dans ce sens.

Dans l'attente de vous revoir ou de vous lire, Veuillez recevoir, Monsieur et cher Ridoux, l'assurance de mon bien amical souvenir.

Bernard Guillet

BERNARD GUILLET

Annexe n°68 : Agenda et notes de Robert Bourgi sur la période 2002-2007.



(15) à l'intérieur d'un sac énorme, 3 millions de dollars (enveloppés dans une grande affiche Austin-Mini) - Entrée par l'avenue de Marigny.

2002

Vendredi 4 Janvier 19 h = Villepin Elysée.
Jeudi 10 Janvier 18 h 45 = Elysée. Villepin.
Vendredi 11 Janvier 12 h 30 = avec Pascaline Bongo, Villepin, Chirac et
Jeudi 24 Janvier 19 h = Elysée Villepin. Chirac
Jeudi 31 Janvier 12 h 30 = Villepin Elysée
Mercredi 6 Février = 20 h. Elysée : Villepin.
Le Président BONGO arrive à Paris le 7 Février 2002 et doit dîner à l'Elysée le Vendredi 8 Février 2002 avec les Présidents BIYA (Cameroun) et COMPAORÉ (Gabon)
C'est (vraisemblablement) ce jour-là à 18 heures qu'avec un émissaire gabonais (protection rapprochée) je porte 2 sacs (3 millions de dollars) dans le bureau de Villepin où se trouvent déjà Villepin, Pascaline BONGO, le Président CHIRAC et BONGO. Sacs posés derrière le canapé situé à côté du bureau de Villepin. Et hop

16) Sortons ("j'ai eu honte réellement pour mon pays")

Jeudi 7 Mars 18h30 Villefin.

Lundi 18 Mars 17h30 Villefin

Jeudi 4 Avril 12h30 Villefin

Mercredi 10 Avril 19h30 Villefin avec Karim UKADE qui remet à Villefin une mallette contenant 1 million de dollars. (Voiture diplomatique).

Vendredi 19 Avril 19h30. Villefin ou 17h30 (changement de dernière minute.

Mardi 23 Avril 17h30 Villefin.

Mercredi 24 Avril 18h45 c/o Villefin avec Denis Villinac, F. Szpiner, Valerie Terranova - Ils souhaitaient faire partie du gouvernement. Echec des 3

Samedi 27 Avril 18h Villefin. ou Jeudi 2 Mai 18h30

Jeudi 2 Mai 18h30 Villefin

(17) Jeudi 9 Mai 18h45 = Villefin au Quai d'ORSAY

Villefin, MAE, je ne rencontrai plus les chefs à l'Elysée.

Vendredi 24 Mai 20h = Villefin au Quai d'O.

Samedi 1er Juin 15h45 c/o Villefin avec Jeanne Bongo et Paul Toungui; les 2 Gabonais et Villefin partent ensuite à l'Elysée où ils sont reçus à 16h15

Vendredi 7 Juin 20h = Villefin

Dimanche 21 Juillet (12h) à Ouaga, j'assiste au tête à tête entre D. de Vezle Président COMPAORÉ

Mardi 1er Octobre 19h15 = D. de Villefin.

Mardi 5 Novembre 19h30 = D. de Villefin avec M. Sahi DIALLO (Ministre agriculture du Burkina-Faso.

Mercredi 27 Novembre ABIDJAN Villefin à Abidjan 12h, j'assiste au tête à tête GBAGBO - Villefin

(18) Lundi 16 décembre 10h30 = avec Pascaline BONGO chez Villefin.

2003

le Mardi 7 Janvier à 19h30 = Salif Diallo, Alassane Ouattara et moi chez Villefin

Lundi 13 Janvier à 19h30 Alassane Ouattara et moi chez Villefin.

Mercredi 15 Janvier à 21 heures moi c/o P. A. WILTZER : Ministre de l'Intérieur à la Coopération

Mardi 21 Janvier 18h30 Salif et moi c/o D. de Villefin

Mercredi 22 Janvier 19h15 = Salif Diallo et moi c/o Villefin

Vendredi 24 Janvier 8 heures c/o Villefin, avec Salif Diallo et les 3 mouvements rebelles ivoiriens

Vendredi 24 Janvier à 18 heures avec Blaise COMPAORÉ chez Villefin. Pdt

Vendredi 24 Janvier 19 heures avec Gbagbo, Pdt Soro et Ouattara chez Villefin Pdt

Samedi 25 Janvier 20h30 = Villefin

(19) Samedi 1er Février 19h = Villefin

Samedi 8 Février 12h30 Villefin

Samedi 15 Février à 12h30 avec le Ministre Salif Diallo chez Villefin.

Vendredi 28 Février 8h petit déjeuner avec Villefin.

Jeudi 13 Mars à 15h avec P.A. WILTZER Ministre délégué à la Coopération.

Le 4 Mai au soir à 23h25, je décolle pour Libreville où je retrouve Pascal DROUHAUD et Virginie Aubin pour préparer le séjour de JUPPÉ au GABON puis au Sénégal.

Le Mardi 5 Mai, avec JUPPÉ au déjeuner offert par le Président BONGO.

Le Mercredi 7 Mai à 8 heures, nous décollons tous de Libreville pour DAKAR à bord d'un avion affrété par Karim WADE présents à bord avec JUPPÉ et toute sa délégation

(20) Le Mercredi 7 Mai à 18h, audience du Président A. Wade. et à 20 heures, dîner par le Président Wade en l'honneur de JUPPÉ.

Le Jeudi 8 Mai à 11heures au Camp Dial Diop, sur mon intervention auprès du Pdt WADE, Alain JUPPÉ préside une prise d'armes ; c'est la Victoire de 1945.

Suis présent avec Karim Wade -

Je relais le soir même à 23h sur Paris (Air France).

Le Vendredi 16 Mai à 19heures chez Villetin avec le Ministre Salif Diallo

le Mardi 27 Mai à 17h30 Villetin.

Dimanche 22 Juin 14h Villetin

Mardi 22 Juillet à 19h45 Villetin avec une émissaire burkinabé : énorme buste de l'Empereur (galerie de Soazy - Voir facture livré par son fils)

(21) Mercredi 10 Septembre 19h30 Villefin.

Lundi 6 Octobre 19h30 = Villefin

Vendredi 17 Octobre 19h = Villefin

Jeudi 13 Novembre 19h30 Villefin

Vendredi 21 Novembre 20h avec

Villefin c/o le Président BONGO - Laurent

GBAGBO (Pdt RCI) est au dîner (XXX)

Lundi 8 Décembre 19h30 Villefin

Vendredi 19 Décembre 19h Villefin

2004

Vendredi 21 Janvier 19h45 Villefin

Mercredi 28 Janvier 12h30 Villefin

Dimanche 1er Février à 19h = avec Villefin

c/o le Président GBAGBO

Mercredi 3 Mars ~~19h~~ =19h = Villefin avec J.D

Vendredi 12 Mars 12h45 = Villefin. XXX ORAMBA (500.000 euros)

(22) Jeudi 25 Mars 19h Villepin

Samedi 10 Avril 19h = Beauvau

VILLEPIN

Samedi 24 Avril à ~~19h~~ avec le Président COMPAORÉ (décédé au Bristol) chez Villepin

Samedi 5 Juin 19h Villepin

Samedi 26 Juin 19h avec Pascaline BONGO chez Villepin

Dimanche 4 Juillet 19h Villepin

Dimanche 19 Septembre 19h 30 = Villepin

Dimanche 10 Octobre 19h30 = Avec J.M. ~~BAZE~~ (Ambassadeur du Gabon) chez Villepin:

Jeudi 21 Octobre à 20h avec Manuel Vicente (Angola - Sonangol) chez Villepin

Jeudi 28 Octobre 13h O. BONGO déjeune chez J CHIRAC

Vendredi 29 Octobre à 13h Le Président BONGO et sa fille Pascaline et moi déjeunons c/o Villepin. Le Président BONGO laisse une mallette 1 million d'euros

(23) Mardi 2 Novembre 13h D. Villepin déjeune c/o le Président BONGO au Meurice - Suis présent

Mercredi 17 Novembre 13h XXX
Le Président A. Wade et OBiang Nguema déjeunent à Beauvau - Suis présent. Karim aussi; après le déjeuner ds le appartements du Ministre, les Présidents rejoignent le Ministre dans son bureau: le Président OBiang remet une mallette d'1 million Seuros à Villepin

Dimanche 28 Novembre 19h30 Villepin

Jeudi 30 Décembre 18h30 Villepin

2005

Mercredi 26 Janvier 19h45 c/o Villepin avec J. Dominique OKEMBA (Congo) (500.000 euros)

Dimanche 6 Mars 19h45 = Villepin

Jeudi 17 Mars 22h avec Villepin c/o le Pdt BONGO (dîner à la Sablière)

Jeudi 24 Mars 20h ~~avec~~ c/o Villepin avec l'Ambassadeur J.M. ADZE (1 million d'euros)

(24)

Vendredi 22 Avril 13h = le Président O. BONGO, sa fille Pascaline et moi déjeunons chez Villefin

Mardi 26 Avril 19h30 Villefin

Samedi 14 Mai 19h30 Villefin

Jeudi 26 Mai 20h avec Pascaline BONGO chez Villefin.

Dimanche 12 Juin 18h30 Villefin à MATIGNON (il prononce le discours de politique générale)

Mercredi 8 Juin à 15h

Mercredi 22 Juin à 20h15 Villefin c/o le Président BONGO au Meurice j'assiste à l'entretien

le Jeudi 23 Juin le Président BONGO et Madame BONGO, Pascaline BONGO, moi-même déjeunons à Matignon - Mme de Villefin est présente Au Café : le Garde des Sceaux, Pascal Clément vient saluer le Pdt BONGO

(25) Lundi 27 Juin à 20h30, avec Desiderio Costa (Diriste angolais du Pétrole) c/o Villefin

Mardi 19 Juillet 20h Villefin

Lundi 5 Septembre 19h45 Villefin

Samedi 10 Septembre 15h, le Président A. Waïe et Karim, chez ~~le Président~~ Villefin. J'assiste à l'entretien.

Samedi 10 Septembre à 19h30 avec Pascaline Bongo à Natiguon, c/o Villefin.

L'Ambassadeur J.M. AZZE nous rejoint à 19h45 essoufflé et remet à Villefin une mallette contenant 1,5 million d'euros - (un million et demi d'euros)

La remise de fonds s'est passée ~~en fait~~ le Samedi 24 Septembre à 18 heures (le scénario tel décrit ci-dessus)

25 Clash Villefin - BOURG

le Lundi 10 Octobre à 19 h 45 au Pavillon de musique. Nadine IZARD était venue me chercher à Moulleau-fleurs Bd des Invalides). Finie la vache à lait Villefin sera à la diète)

Et le Vendredi 14 Octobre à 19 h au Bristol, je rejoins le 1er Cercle de Nicolas Sarkozy (Ministre de l'Intérieur)

Mes relations avec Villefin ne seront pas finies car le Samedi 22 Octobre, je vois le Président BONGO à la Sablière avant un grand dîner à l'Hôtel Atlantique

(27) Après mon clash avec Villepin au Pavillon de Musique à Motsigeon, le Président BONGO, informé par mes soins, me demande de "descendre" le voir - Je prends l'avion le vol A.F du Vendredi 21 Octobre à 23h15. pour Libreville (siège 2E).

Le Président BONGO veut convaincre le Premier Ministre de renoncer à ses ambitions présidentielles et de se ranger derrière Nicolas SARKOZY (déjeuner à Beaulieu le 29 Octobre à 13h (2004)

Il me dit plus ou moins pour Villepin mais garder le contact. Accepter de le voir - Villepin n'avait pas de me relancer directement - ou via Nadine

(28) Je vois longuement le Pdt BONGO le dimanche 23 Octobre à 15 h à la Sobhera. Je repars sur Paris le Lundi 24 Octobre à 9 h 15.

J'accepte de revoir Villepin le Vendredi 18 Novembre à 20h 15

Le Président SASSOU N'Guesso (Congo Brazza) veut lui aussi convaincre Villepin de se ranger derrière N. SARKOZY. Il me demande d'aller le voir. Je pars à Brazzaville le Mercredi 7 Décembre. Je vois le Pdt Sassou N'Guesso le jeudi 8 Décembre à 12h et je déjeune avec lui en tête à tête. De Brazzaville, je pars le Vendredi 9 Décembre à 8 h pour Libreville par vol spécial.

Ce jour là, je vois le Président BONGO à 11 heures, et le soir même (à 16h) je m'envole pour Abidjan.

29 le Samedi 10 Décembre au matin (7h30) je partais pour Paris -

Dimanche 18 Décembre 19h30 avec Pascaline BONGO chez Villefin.

2006

Lundi 23 Janvier 19h: Voeux Premier Cercle à Nicolas SARKOZY

Mardi 7 Février 19h Villefin à Matignon

Jeudi 9 Février 13h. Villefin déjeune chez le Président BONGO au Meurice (Jamais présent)

Mercredi 1er Mars 13h45 Villefin reçoit le Président Jasson NGUESSO (Congo Brazza) à déjeuner. Je viens au dessert. Convaincre Villefin de rester derrière SARKOZY

Dimanche 5 Mars 20h = avec J. DOKEMBA (Conseiller Spécial de Jasson Nguesso) à Matignon. Convaincre Villefin de rejoindre N. Sarkozy

(30) Vendredi 17 Mars 16h30 à Beauvau avec Nicolas SARKOZY en présence de C. Guéant

Jeudi 6 Avril 19h30 avec Villefin à Matignon : "réforme N. SARKOZY".

Mercredi 18 Avril 18h45 Nicolas SARKOZY à Beauvau (C. C. Guéant présent)

Mardi 23 Mai 12h30 : Nicolas SARKOZY à Beauvau (C. C. Guéant, présent)

Mercredi 24 Mai 19h30 C/o le Président Wade (Paris) avec N. Sarkozy et C. Guéant.

Mercredi 7 Juin 18h30 = C/o le Président BONGO (3 rue Josué 16e) avec N. SARKOZY

Vendredi 21 Juillet 13h30 Déjeuner à Matignon du Président Sasson N'Guesso et Ambassadeur H. LOPES j'assiste : " Dominique, réforme Nicolas

Vendredi 21 Juillet 16h : C. Guéant à Beauvau.

Mardi 25 Juillet 16h30 N. Sarkozy et Claude Guéant.

(31)

Vendredi 28 juillet 9h30. Nicolas SARKOZY

Lundi 21 Août 12h à Matignon avec l'Ambassadeur de Gabon; message du Pdt BONGO: "Dominique, reforçons N. Sarkozy"

Jeudi 31 Août Villetin c/o BONGO (Paris) suis présent. (16 heures) même objectif

31 Août 18h Nicolas Sarkozy c/o Pdt BONGO (suis présent) même objectif.

Vendredi 22 Septembre 18h. Nicolas SARKOZ c/o Pdt BONGO (Paris); Tjs en objectif. Suis présent

Mercredi 11 Octobre 8h30 = le Président Sassou N'Guesso prend son petit déjeuner à Matignon (suis présent; tjs en objectif)

Jeudi 9 Novembre N. Sarkozy c/o le Président BONGO (Paris). Suis présent. Même objectif.

Mardi 19 Décembre 18h30 = pot offert par Nicolas Sarkozy (Bristol)

32

2007

Lundi 22 Janvier 2007 19h15 = Villefin à Matignon

Lundi 29 Janvier 2007. Claude GUEANT (18 rue d'Eylau)
(10h)

Mercredi 31 Janvier 18h30 Premier Cercle ; 18 rue d'Eylau

Mardi 6 Février 19h30 Villefin (Matignon)

Vendredi 9 Février 10h = N. Sarkozy et Claude Guéant

Vendredi 14 Février 18h45 Nicolas Sarkozy

Vendredi 9 Mars 18h Claude Guéant

Mercredi 14 Mars 13h30 Déjeuner à Matignon avec le Président Sasson.

Même objectif

Vendredi 16 Mars 16h = Claude Guéant

Lundi 19 Mars 12h Nicolas Sarkozy et Claude Guéant c/o le Pdt Bonnoo ; Jean Guéant

Vendredi 6 Avril 11h15 (Paris) Nicolas Sarkozy avec J.M. ADZE

Vendredi 16 Mai 11h
Nicolas SARKOZY Porte Retirant
Je suis son invité. Carré de Famille.

33

Dimanche 20 Mai 19h = C. Guéant à l'Elysée

Samedi 9 Juin ; reporté au 13 à 14h30

R.V. avec le Président N. SARKOZY

Annexe n°69 : Correspondance de l'association des Amis de Jacques Foccart, le 12 février 2002.

Les amis de Jacques Foccart

Levallois, le 12 février 2002

Le Délégué Général

Monsieur BOURGI
Robert
50 Boulevard Emile Augier
75116 PARIS

Nos Réf : ITD/VP

Monsieur

Nous avions bien reçu, en son temps, votre adhésion et nous vous en remercions. J'ai le plaisir de vous adresser votre carte d'adhérent et le cas échéant vos cartes correspondant à vos années de renouvellement.

La volonté de tous ceux qui ont bien connu Jacques Foccart à divers moments de sa vie est de lui rendre hommage. C'est notre objectif.

Je vous encourage à faire connaître autour de vous notre association au service de la France.

Dans un premier temps, nous vous avions demandé de faire adhérer tous ceux qui ont connu et apprécié Jacques Foccart.

Maintenant nous ouvrons l'association à tous ceux qui se reconnaissent dans les principes défendus par Jacques Foccart.

Veuillez agréer l'expression de mes salutations distinguées.

A.J.F.
75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret - Tél. 01 47 57 40 01 - Télécopie. 01 47 57 41 52

Annexe n°70 : Note de sensibilisation sur la personnalité d'Alain Belais, secrétaire général de la mairie de Nice, en quête de sa nomination au cabinet de Pierre-André Wiltzer, ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie (mars 2002).

NOTE

Le mercredi 3 juin, M. Alain **BELAIS**, chef de cabinet du ministre de la coopération et de la francophonie M. Pierre-André **WILTZER**, a reçu au ministère pour un petit déjeuner M. Christian **ESTROSI**, député des Alpes-Maritimes. Loin de se borner à des « retrouvailles niçoises », M. **BELAIS** ayant occupé jusque-là les fonctions de secrétaire général de la mairie de Nice, cette rencontre pourrait avoir porté sur l'éventualité d'une nomination prochaine au cabinet de M. **WILTZER** de M. Christian **GAMBOTTI** qui est connu pour être très proche de M. **ESTROSI** au point d'être considéré couramment comme un de ses « hommes de main ».

Si tel devait être le cas, la nomination de M. **GAMBOTTI** n'irait pas sans soulever un problème délicat. En effet, pour n'être pas connu à ce jour des services des R.G, l'intéressé n'en est pas moins réputé pour son affairisme multiforme, non seulement dans la région niçoise au regard de ses connexions supposées avec le « milieu » mais également à Paris où certaines de ses activités commerciales (éditoriales notamment) semblent se développer en relation plus ou moins directe avec le R.P.R. Enfin, M. **GAMBOTTI** passe, selon certaines sources, pour être la « tête de pont » de certains intérêts locaux niçois qui envisageraient désormais de pousser leurs activités dans certains pays africains, à l'abri d'une protection officielle au sein même du cabinet de la coopération.

Ce type d'interférence n'est guère souhaitable et il est en conséquence nécessaire de le prévenir. Il ne saurait être admis qu'un dérapage éventuel en ce domaine, si faible soit-il, vienne contrarier la visibilité de la politique africaine mise en œuvre par le ministre des Affaires étrangères et soit susceptible de mettre en cause la probité des membres d'un cabinet sur lequel il exerce sa tutelle.

Annexe n°71 : Mandat de l'État de Côte d'Ivoire donné à Robert Bourgi pour assurer sa défense dans l'affaire Noël Dubus (18 avril 2002).

AMBASSADE DE CÔTE D'IVOIRE
EN FRANCE

102, AVENUE RAYMOND POINCARE
75116 PARIS

PARIS, LE

18 avril 2002

A
Monsieur le Juge Jean-Paul ALBERT,
Vice-Doyen
Pôle Financier du Parquet de
Paris

Monsieur le Vice-Doyen,

J'ai l'honneur de vous informer que dans l'affaire Noël DUBUS, j'ai commis Me Robert BOURGI pour défendre les intérêts de l'Etat ivoirien.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Doyen, l'expression de ma très haute considération.

KOUDOU Kessié Raymond
Ambassadeur

AMBASSADE DE CÔTE D'IVOIRE EN FRANCE

Annexe n°72 : Communiqué de presse relatif à l'affaire Noël Dubus (18 avril 2002).

COMMMUNIQUÉ DE PRESSE

URGENT POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

L'Ambassade de Côte d'Ivoire engage des poursuites contre un ressortissant français

Paris, le 18 avril 2002 – Le samedi 13 avril 2002, un certain Noël DUBUS, qui se prénommerait également Seeger SAINT-JOHN, a été interpellé par la section économique et financière de la police judiciaire de Paris, sur plainte de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, M. KOUDOU Kessié Raymond.

L'individu, de nationalité française, âgé d'une trentaine d'années, affirmait détenir des informations sensibles touchant à la sécurité et à la sûreté de l'Etat de Côte d'Ivoire – renseignements qu'il a tenté de monnayer auprès des autorités ivoiriennes tant à Paris qu'à Abidjan.

Par ailleurs, muni de fausses garanties, M. Noël DUBUS s'est présenté à des entreprises françaises comme un mandant agissant au nom et pour le compte de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire afin de superviser ou signer des contrats de prestation d'audit, de sécurité et de protection des officiels ivoiriens.

M. Noël DUBUS a été déféré le lundi 15 avril 2002 devant la juge d'instruction de la section financière du Parquet de Paris, Mme DELAMOTTE-COLIN. Il a été mis en examen pour les chefs d'accusation de « tentative d'extorsion de fonds, menaces, appels malveillants et vol », puis placé en détention par le juge des libertés et des détentions mardi soir. L'affaire est instruite par le juge Jean-Paul ALBERT, du Pôle financier du Parquet de Paris.

L'Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, M. KOUDOU Kessié Raymond, a désigné Maître Robert BOURGI, Avocat au Barreau de Paris, pour défendre les intérêts de l'État ivoirien. Il renouvelle ses sincères remerciements aux autorités, à la police et à la justice françaises pour leur bienveillante attention dans le traitement de ce dossier.

Les autorités nationales ivoiriennes et leur représentant légal en France tiennent à affirmer que leur vigilance continuera d'être exercée avec la plus grande acuité à l'égard des individus qui pourraient à l'avenir se réclamer d'un quelconque mandat à eux confié par l'État de Côte d'Ivoire.

Contact presse :

Monsieur Toussaint ALAIN
Conseiller chargé de la Communication,
Ambassade de Côte d'Ivoire en France
06 67 90 76 45 – Fax : 01 47 78 11 30
E-mail : altoussaint@hotmail.com

Annexe n°73 : Facture de la galerie de Souzy adressée à la présidence burkinabè concernant le buste de Napoléon offert à Dominique de Villepin (29 mai 2002).

Galerie de Souzy

PARIS le 29/05/2002

FACTURE:

Vendu ce jour à: **Monsieur le Président de la République du Burkina-Faso**
OUAGADOUGOU
BURKINA-FASO

La pièce ci-dessous désignée:

Une sculpture napoléonienne d'époque XIX° Siècle.

Prix de vente: **75 000 Euro T.T.C.**

En votre règlement par virement bancaire.
R.I.B. joint.

Galerie de SOUZY
98 Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS
Tél. : 01 42 65 90 96 / 27 33
Fax : 01 42 65 90 97
www.desouzy.com - info@desouzy.com
R.C.S. n° 438785453 00012

CIC Banque SNVB

Relevé d'Identité Bancaire

CADRE RÉSERVÉ AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

références	domiciliation	Titulaire du compte
	SNVB PARIS HAUSSMANN	
code banque / code guichet / n° de compte / clé		
30087 00081 0176998143N 01		DE SOUZY SARL
International Bank Account Number (IBAN)		
FR81 3008 7000 8101 7699 8143 N01		98 RUE DU FG ST HONORE
Bank Identifier Code (BIC)		75008 PARIS
CMCIFR2Y		

Pierre & Pierre-Edouard de SOUZY, Antiquaires Place Beauvau - 98, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS
Tél: + 33 1 42 65 27 33 / 90 96 - **Fax:** + 33 1 42 65 90 97 - **Site Internet:** www desouzy com - **Email:** info@desouzy com
Sarl au capital de 7 625 euro - RCS Paris B 438785453 - TVA Intracommunautaire FR 23438785453

Annexe n°74 : Mot d'Alain Juppé, président de l'UMP, le 17 mai 2003.

UMP

Le Président

Chers Robert

Votre message d'amitié m'a beaucoup touché.

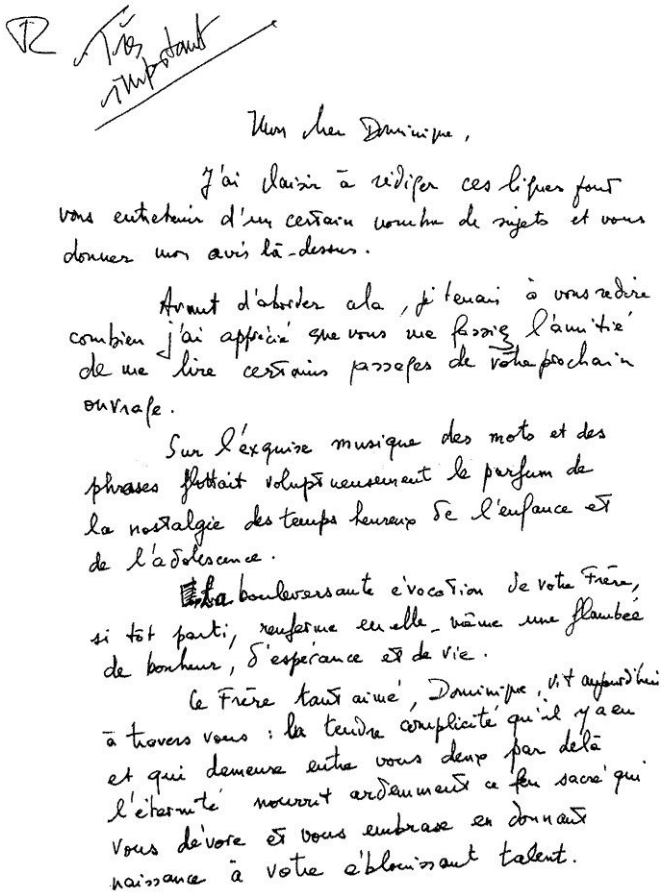
Dans cette période difficile, je tenais à vous remercier de tout cœur pour votre soutien et vos encouragements qui m'aideront à aborder cette échéance avec détermination et sérénité.

Bien fidèlement

Alain Juppé

Union pour un Mouvement Populaire
55, rue La Boétie 75384 Paris Cedex 08 Téléphone : 01 40 76 60 00 Internet : www.u-m-p.org

Annexe n°75 : Note manuscrite de Robert Bourgi à Dominique de Villepin pour un décryptage de l'actualité africaine (6 juin 2003).



Très important

Mon cher Dominique,

J'ai désiré à relire ces lignes pour vous entretenir d'un certain nombre de sujets et vous donner mon avis là-dessus.

Avant d'aborder cela, je tenais à vous redire combien j'ai apprécié que vous me fassiez l'amitié de me lire certains passages de votre prochain ouvrage.

Sur l'exquise musique des mots et des phrases flottait voluptueusement le parfum de la nostalgie des temps heureux de l'enfance et de l'adolescence.

La bouleversante évocation de votre Frère, si tôt parti, renferme en elle-même une flambée de bonheur, d'espérance et de vie.

Le Frère tant aimé, Dominique, vit aujourd'hui à travers vous : la tendre complicité qu'il y a eu et qui demeure entre vous deux par delà l'éternité nourrit ardemment ce feu sacré qui vous dévore et vous embrase en donnant naissance à votre éblouissant talent.

Vous regardant et vous écoutant, ce soir-là, je voyais se télescoper les trois dimensions du temps.

L'ascèse cosmique qui est souvent ma compagne me faisait ressentir la présence dans votre bureau, pourtant si silencieux, d'autres personnes de ce monde et d'ailleurs: visages familiers et connus et d'autres, inconnus de moi; sans doute, votre Mère, prêtresse du Foyer, dont je palpais, à travers vos paroles, le profond amour que vous lui portez et dont elle vous enveloppa aussi.

Ainsi, continuez à cheminer ainsi.

Il y a longtemps que je suis convaincu qu'un jour plus tôt, un jour plus tard, dans le domaine de l'histoire, l'horizon naturel de votre destinée rencontrera, pour fusionner avec lui, l'horizon du destin de votre Pays.

J'en viens maintenant à l'évocation de problèmes purement politiques.

La guerre d'Irak est maintenant achevée. Je vois, çà et là, les esprits chagrins s'agiter.

Voici que des voix s'élèvent pour vous reprocher votre attitude et celle du Président dans ce conflit.

Balivernes et médiocrité ! Vous n'avez pas, Dominique, à "rougir" de votre position et de votre discours. L'avenir, tôt ou tard, vous donnera raison.

Pour l'instant, tout semble céder devant la puissance militaire et financière. américaine. Ministre d'une puissance secondaire, vous avez pu, vous Dominique, pénétrer les esprits et les coeurs.

Je ne garde des régimes. J'en réfère toujours aux peuples et aux nations.

Il y a, assurément, Dominique, un Peuple arabe, une Nation arabe.

Il vit. Elle vit ; ne vous fiez pas aux apparences. Elles sont trompeuses.

Votre détermination et votre courage, dans cette dure période, sont autant de messages et de signaux que les Arabes ont entendus et captés. C'est l'Arabe qui vous parle, Dominique. C'est le Musulman qui se confie à vous.

Enfin, c'est le chiite qui vous livre son analyse.

Les Américains n'en ont pas fini avec cette branche de l'Islam, si dure et si rigoureuse. Compliquée certes, mais loyale assurément.

Ma route, enfin, a "croisé" celle d'Alain JUPPÉ en Afrique noire : Gabon et Sénégal.

Il me plaît, Dominique, de vous dire que j'ai été heureux de le retrouver.

Oh ! je sais combien il m'a combattu !

Mais, rien ne compte devant le choix que je vous ai exprimé le soir des obsèques de Monsieur FOCCART en Mars 1997 en présence de Président.

" Je ne servirai, vous ai-je dit, personne d'autre que Jacques CHIRAC, vous-même et Alain JUPPÉ. "

Je vous l'ai aussi écrit : j'attends de lui et de demain

Je n'envisage pas la France sans la Trinité : CHIRAC - JUPPÉ - VILLEPIN.

Nos Amis BONGO et WADE ont eu pour lui des égards exceptionnels et lui ont réaffirmé leur fidélité absolue à la Trinité.

Alain JUPPÉ a été, à votre endroit, d'une amitié sans faille et d'une loyauté totale.

Nous reparlerons de tout cela, Dominique, quand vous aurez un moment.

Affectueusement à vous.

J.

Annexe n°76 : Mot de Virginie Aubin, collaboratrice d'Alain Juppé, président de l'UMP, concernant son déplacement au Gabon et au Sénégal (6 juin 2003).

collaboratrice d'Alain Juppé - Voyage Gabon-Sénégal

Cher Robert,

Ce petit mot simplement pour te remercier de toute l'aide que tu nous as apportée dans l'organisation de ce voyage.

J'ai eu des moments inoubliables, intenses et émotions partagées avec des gens dont la gentillesse et la

Union pour un Mouvement Populaire
55, rue La Boétie 75384 Paris Cedex 08 Téléphone : 01 40 76 60 00 Internet : www.u-m-p.org

générosité n'ont d'égal que la profonde amitié que notre pays porte à l'Afrique.

Je sais maintenant que tu fais partie des quelques rares bonnes étoiles que j'ai pu rencontrer et compte sur toi pour aider notre Président dans l'avenir

Amitiés

Virginie

Annexe n°77 : Lettre de Robert Bourgi déclinant la proposition de Jean-François Hénin, patron de la compagnie pétrolière Maurel & Prom, de le recruter (5 septembre 2003).

Robert Bourgi
Avocat à la Cour
Docteur en Droit

14, Avenue Pierre 1er de Serbie
75116 Paris

Tél. 01 47 20 45 08
Fax 01 47 23 37 36
Palais C 2744

Paris le 05 Septembre 2003.

Monsieur le Président,

Je tenais tout d'abord à vous remercier pour le déjeuner auquel vous m'avez convié dans vos bureaux en présence de votre collaborateur Frederic Boulet et de Michel Scarbonchi, Député au Parlement Européen.

Cette réunion fort sympathique et conviviale faisait suite à un entretien que, sur leur demande respective, j'ai accordé à MM. Boulet Scarbonchi à mon Cabinet le Lundi 1 Septembre.

Ce jour là, votre collaborateur avait évoqué la situation de votre Entreprise en République du Congo-Brazzaville et avait sollicité mon concours pour favoriser l'extension des activités de Maurel Prom.

Il m'a dit alors, réservant ma réponse, que nous nous retrouverons autour de vous le Vendredi 05 Septembre 2003.

J'ai pu apprécier ainsi la clarté et la sincérité de vos propos allant jusqu'à me dire que Monsieur Hubert PAN DINO, mon Ami, et Ami précieux du Président Denis Sassou NGUESSO existait dans votre dispositif relationnel et qu'en plus il vous avez été désigné par le Président congolais lui-même.

A la réflexion et cela posé à l'aune de l'éthique qui régit l'ensemble de mes activités, j'ai le regret de vous informer que je ne vous apporterais pas mon concours en l'état.

Ne doutant pas que vous comprendrez le sens de ma correspondance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments cordiaux.

Robert BOURGI

Monsieur Jean François HENIN
Président Directeur Général de
Maurel Prom
66, rue Monceau
75008 Paris

Annexe n°78 : Mot de Jean-Marc Simon, alors ambassadeur de France à Libreville, concernant la visite de Renaud Dutreil au Gabon et la tentative d'annulation, par l'Élysée, de son entretien avec Omar Bongo (22 mars 2004).

2203.04

JEAN-MARC SIMON

Ambassadeur de France

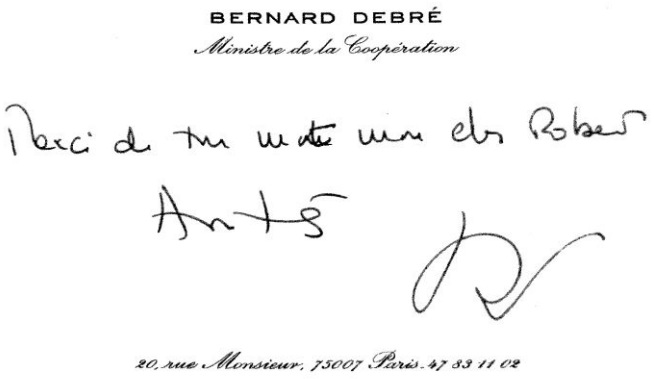
Je ne comprends pas cet imbroglio créé autour de la visite de Renaud Dutreil.
Je n'imagine bien que je ne suis absolument pour rien dans le report du vendredi vers le premier jour du Président. Après ce changement de programme, je

Libreville
République Gabonaise
Tel 76 11 56
Fax 74 48 78

me suis d'ailleurs assuré qu'il y aurait bien un tête-à-tête avant la rencontre de la délégation de Ministres.
Je fais cela depuis vingt ans !
J'espère bien avoir ce qui a pu donner lieu à ces velléités, fort déplaisantes tu en conviendras.
En dernier la visite s'est très bien passée.
Bien à toi.

Jean-Marc

Annexe n°79 : Mot d'amitié de Bernard Debré, ministre de la Coopération.



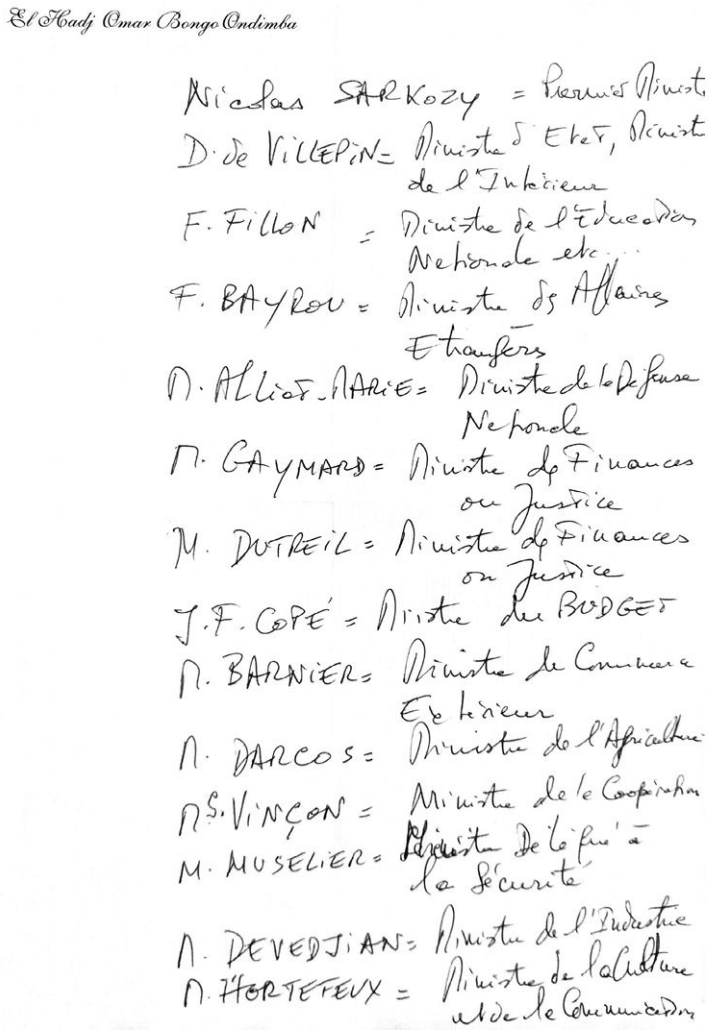
BERNARD DEBRÉ
Ministre de la Coopération

Merci de ton mot mon cher Robert

Amitié

20, rue Monsieur, 75007 Paris. 47 83 11 02

Annexe n°80 : Liste du président Omar Bongo déroulant ses propositions de postes ministériels pour le futur gouvernement Villepin de mai 2005.



El Hadj Omar Bongo Ondimba

Nicolas SARKOZY = Premier Ministre
D. de VILLEPIN = Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur
F. FILLON = Ministre de l'Education Nationale etc...
F. BAYROU = Ministre des Affaires Etrangères
M. ALLIOT-MARIE = Ministre de la Défense Nationale
P. GAYMARD = Ministre des Finances ou Justice
M. DUTREIL = Ministre des Finances ou Justice
J.F. COPÉ = Ministre du BUDGET
M. BARNIER = Ministre du Commerce Extérieur
M. DARCOS = Ministre de l'Agriculture
N.S. VINÇON = Ministre de la Coopération
M. MUSELIER = Ministre de la Sécurité
M. DEVEDJIAN = Ministre de l'Industrie
M. HORTEFEUX = Ministre de la Culture et de la Communication

M. Dominique de VILLEPIN = Ministre des Affaires étrangères

M. Renaud DUTREIL = Ministre délégué auprès du PM, chargé des Relations avec le Parlement, Porte-Parole du Gouvernement

M. Roselyne BACHELOT = Ministre de l'Environnement

M. Philippe DOUSTE-BLAZY = Ministre de la Santé

M. BORLOO = Maintenu dans ses fonctions actuelles

M. Gilles de ROBIEN = Maintenu dans ses fonctions actuelles.

Annexe n°81 : Mot d'amitié de Vincent Bolloré, le 18 mai 2007.

Cher Rob

VINCENT BOLLORÉ

Président Directeur Général

De passage à mon bureau entre 2 voyages, je découvre ta lettre ... Désolé de ne pas être plus présent mais je ne peux rien y faire : cela dure comme cela depuis des années. Désolé que tu te sentes "lésé" mais si tu me connaissais

Cour Bolloré

01 46 96 43 20

31-32, quai de Dion Bouton
92811 Puteaux Cedex

depuis plusieurs années tu saurais que ça n'est pas de l'impolitesse ou du désintérêt mais simplement un emploi du temps terrible !

Amicalement.

Annexe n°82 : Titre de chevalier de la Légion d'honneur, accordé par Jacques Chirac à Robert Bourgi (6 avril 2007).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

HONNEUR PATRIE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GRAND MAÎTRE DE L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

nomme, par décret de ce jour, Monsieur Robert BOURGI

Avocat

né le 4 Avril 1945 à Dakar (Sénégal)

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

pour prendre rang du 27 Septembre 2007 et jouir de tous les droits, honneurs et prérogatives attachés à cette qualité.

Fait à PARIS, le 6 Avril 2007

Jacques Chirac

Sceau de l'Ordre

Pour le Président de la République :
Le Grand Chancelier de la Légion d'Honneur,

Général KELCHE

Annexe n°83 : Lettre de Robert Bourgi, du 8 avril 2008, à Pascaline Bongo.

Très urgent

Robert Bourgi
Avocat à la Cour
Docteur en Droit

14, Avenue Pierre 1er de Serbie
75116 Paris

Tél. 01 47 20 45 08
Fax 01 47 23 53 38
Palais C 1111

Paris le 8.04.08

Très chère Pascaline

Je confirme mon arrivée Mercredi 9 Avril 2008 à 21 heures locales par Falcon 50 ; immatriculation : LX. THS

Je serai accompagné de ma femme et de mon fils Olivier.

Trois journalistes de Canal plus seront aussi dans l'avion - Ils travaillent avec Laurence FERRARI pour l'émission du Dimanche à 12h45. " Dimanche Plus " (Emission politique d'enchaînement) Ils n'ont interviewé cet après-midi sur la Françafrique et la chute de Bockel - Tu peux faire confiance à ce que j'ai dit - Ce sera diffusé Dimanche 13 Avril à 12h45 heure de Paris -

Les 3 journalistes qui m'accompagnent dans l'avion et repartent avec moi

- Anthony ORLIANGE = journaliste
- Jean Michel GARCIA = Cameraman
- Fabien BLANCHET = Ingénieur du son -

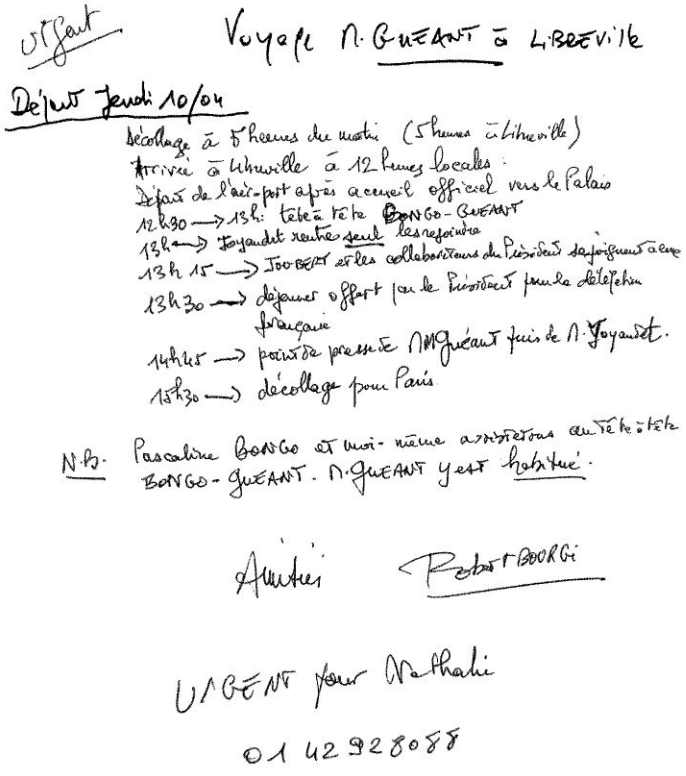
Quand j'ai parlé de la mission GUEANT - JOYANDET, ils ont été estomaqués et du coup, Laurence FERRARI m'a demandé s'ils pouvaient filmer cet événement qui sera aussi diffusé Dimanche prochain. Ils n'ont pas de visa - Je compte sur toi pour qu'ils ne soient pas ennuyés et pour qu'ils puissent filmer tout l'événement comme la presse locale du début à la fin - J'espère te retrouver Jeudi à 9 heures 30 dans le bureau de PAPA -

Affectueusement à toi
Robert

Madame Pascaline BONGO ONDIMBA

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE LE REGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHEQUE EST ACCEPTE

Annexe n°84 : Agenda du déplacement de Claude Guéant et d'Alain Joyandet à Libreville (9 avril 2008).



Urgent

Voyage M. GUEANT à LIBREVILLE

Départ Jeudi 10/04

décollage à 5 heures du matin (5 heures à Libreville)
Arrivée à Libreville à 12 heures locales.
Départ de l'aéroport après accueil officiel vers le Palais
12h30 → 13h : tête à tête BONGO-GUEANT
13h → Joyandet rentre seul les rejoindre
13h 15 → JOYANDET et les collaborateurs du Président se joignent à eux
13h30 → déjeuner offert par le Président pour la délégation française
14h45 → point de presse M. Guéant puis M. Joyandet.
15h30 → décollage pour Paris

N.B. Pascaline BONGO et moi-même assisterons au tête à tête BONGO-GUEANT. M. GUEANT y est habitué.

Amitiés Robert BOURGI

URGENT pour Nathalie

01 42 92 80 88

Annexe n°85 : Autorisation du ministère de la Justice, accordée à Robert et Catherine Bourgi, pour rendre visite à Jean-Charles Marchiani à la prison de la Santé (5 juin 2008).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

DIRECTION INTERRÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE PARIS

MAISON D'ARRÊT
DE PARIS LA SANTÉ

Paris, le 5 juin 2008

La Directrice de la maison d'Arrêt de
Paris la santé

A

Maître Catherine BOURGI
Avocat à la Cour
14, avenue Pierre 1er de Serbie
75116 PARIS

APART/131

N° 185 SMB/MLC

Maître,

Comme suite à votre demande d'autorisation de communiquer avec

MARCHIANI Jean-Charles - écrou n° 289 643

en date du 2 juin 2008 et à la réception, ce jour, du courrier de désignation de Monsieur MARCHIANI, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il vous est possible de vous présenter à l'établissement, ainsi que votre collaborateur Maître Robert BOURGI, afin d'y rencontrer cette personne.

Je vous prie de croire, Maître, à l'expression de mes salutations distinguées.

Sylvie MANAUD-BENAZERAF

42 rue de la Santé, 75674 Paris Cedex 14 - Téléphone : 01 45 87 60 60 - Télécopie : 01 45 87 60 66

COUR D'APPEL DE PARIS

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CABINET DE M. PHILIPPE COURROYE
PREMIER JUGE D'INSTRUCTION

AVIS DE LIBRE COMMUNICATION AVEC L'AVOCAT

(Article 115 du Code de procédure pénale)

N° du Parquet : . .
N° Instruction : . **2076/03/14** .
2076/03/18 et 2076/02/16
PROCÉDURE CORRECTIONNELLE

283754

A PARIS 12

4 SEP. 2004

Le Directeur de la MAISON d'ARRET
42 Rue de la Santé
75674 LA SANTE

est informé que la nommée M. MARCHIANI Jean-Charles, mis en examen,

placé sous mandat de dépôt par : M. Philiope COURROYE, juge d'instruction,

a pour conseil :Me Robert BOURGI et Me Catherine BOURGI avocats au barreau de Paris

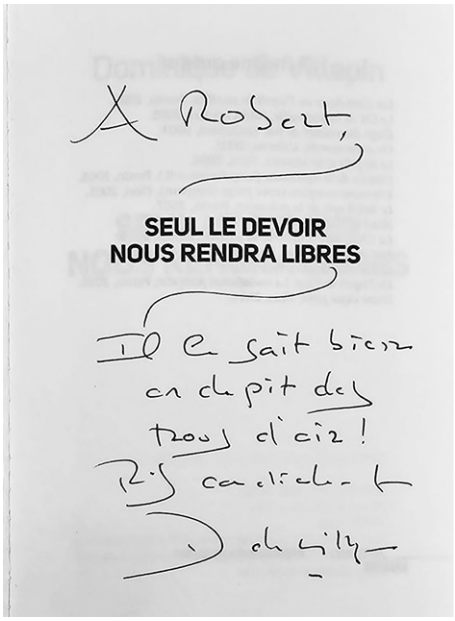
Fait à Paris, le 03 Septembre 2004
Le Premier Juge d'Instruction

M. Philippe COURROYE

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS - JUGE

Annexe n°86 : Livre dédicacé de Dominique de Villepin (mars 2012).

Parmi les innombrables livres dédicacés que les journalistes, hommes et femmes politiques, hommes d'affaires, historiens ou encore chercheurs, m'ont adressé, celui de Dominique de Villepin, en 2012, est sans nul doute celui qui m'a le plus touché au regard de notre brouille remontant à plusieurs années.



Annexe n°87 : Lettre du nouveau président gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, tombeur d'Ali Bongo en août 2023, à Robert Bourgi (12 octobre 2023).

Libreville, le 12 OCT. 2023

Mon cher Robert,

J'ai reçu, en ce laps de temps, de nombreuses lettres manuscrites de tant d'amis (es), de frères, de compagnons, de parents, mais il est indéniable que la tienne est agréable et d'un profond réconfort.

Souvenir et loyauté sont les maîtres mots que je retiens de cette missive, avec beaucoup d'émotions sur chaque ligne qui me rappellent les épreuves que nous avons traversées depuis le départ de papa, paix à son âme. Sa mémoire et ses mots pour nous, ses attentions et surtout ses remontrances ont guidé notre action, celle du Comité et moi-même : la patrie et l'honneur.

Nous avons du travail Robert, pour relever ce pays, ton pays, car tu l'as très bien exprimé, tu connais le Gabon avec ses sensibilités, son caractère, son peuple, sa chaleur, mais aussi ses défis et ses attentes, qu'il nous impose désormais. La tâche est ardue et nous y mettons du cœur pour éviter d'être Sisyphe. Nous devons à ce pays de le restaurer, de le conduire avec la grâce du Créateur, de le reconstruire pour les générations futures, avec la lucidité et surtout un amour inconditionnel, loyal et fidèle.

La République et la Nation ont besoin de leurs fils, d'ici, de tous les continents, de toutes races, de tous les âges, de toutes les confessions religieuses et de tous les cultes.

Je remercie Monsieur Nicolas Sarkozy pour son soutien. Ses conseils nous seront très certainement utiles. Maintenez resserrés les liens avec nos amis. Nous conviendrons de nos retrouvailles, car comme le dit l'Ecclésiaste : « il y a un temps pour toute chose sous les cieux ».

Nous mettons tout en œuvre, rassure-toi et convaincs les autres de cela, pour préserver la santé, la dignité et la vie de chaque citoyen gabonais, même au péril de notre quiétude personnelle. Je m'y suis personnellement engagé, et je m'y tiendrai, « au commencement était la parole », je donne la mienne !

Tant de souvenirs évoqués, de résolutions prises sur la foi de la conviction, c'est enfin notre essor vers la félicité ! Honneur et fidélité à la patrie.

Merci et à un avenir très proche, mon cher Robert.
De moi, très sincèrement.

Le Général de Brigade
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Bibliographie

BAT, Jean-Pierre, *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Folio Inédit Histoire, Paris, 2012, 848 p.

BAT, Jean-Pierre, FORCADE, Olivier et MARY, Sylvain (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*, PUPS, Paris, 2017, 425 p.

BAT, Jean-Pierre, *La fabrique des « barbouzes ». Histoire des réseaux Foccart en Afrique*. Nouveau Monde Éditions, 2015, 509 p.

FOCCART, Jacques, *Foccart parle. Tome 1. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Fayard/Jeune Afrique, Paris, 1995, 501 p.

FOCCART, Jacques, *Foccart parle. Tome 2. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Fayard/Jeune Afrique, Paris, 1997, 525 p.

FOCCART, Jacques, *Journal de l'Élysée : la fin du gaullisme, tome V, 1973-1974*, Fayard/Jeune Afrique, Paris, 2001, 654 p.

GBAGBO, Laurent avec MATTEI, François, *Libre. Pour la vérité et la justice*, Max Milo, 2021, 297 p.

GLASER, Antoine et SMITH, Stephen, *Sarko en Afrique*, Plon, Paris, 2008, 213 p.

HAREL, Xavier et HOFNUNG, Thomas, *Le scandale des biens mal acquis. Enquête sur les milliards volés de la Françafrique*, Fayard, Paris, 2011, 336 p.

LEJEAL, Frédéric, *Le déclin franco-africain, l'impossible rupture avec le pacte colonial*, L'Harmattan, Paris, 2023, 453 p.

MESSMER, Pierre, *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation*, Albin Michel, Paris, 1998, 302 p.

OLLIVIER, Jean-Yves. *Ni vu ni connu. Ma vie de négociant en politique, de Chirac et Foccart à Mandela*, Fayard, 2014, 326 p.

PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Fayard, Paris, 1983, 350 p.

PÉAN, Pierre, *La menace*, Fayard, Paris, 1987, 306 p.

PÉAN, Pierre, *La République des mallettes*, Fayard, Paris, 2011, 481 p.

PÉAN, Pierre, *L'homme de l'ombre*, Fayard, Paris, 1990, 585 p.

PÉAN, Pierre, *Mémoires impubliables*, Albin Michel, Paris, 2020, 667 p.

PENNE, Guy, *Mémoires d'Afrique (1981-1998). Entretiens avec Claude Wauthier*, Fayard, Paris, 1999, 392 p.

PESNOT, Patrick, *Monsieur X. Les dessous de la Françafrique*, Nouveau Monde poche, Paris, 2010, 511 p.

REVEL, Renaud, *Les visiteurs du soir : ce qu'ils disent à l'oreille du président*, Plon, Paris, 2020, 350 p.

ROBERT, Maurice, *« Ministre » de l'Afrique. Entretiens avec André Renault*, Le Seuil, Paris, 2004.

SMITH, Stephen et GLASER, Antoine, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, Paris, 2005, 278 p.

SMITH, Stephen et GLASER, Antoine, *Ces Messieurs Afrique. Le Paris-Village du continent noir*, Calmann-Lévy, Paris, 1994, 235 p.

SMITH, Stephen et GLASER, Antoine, *Ces Messieurs Afrique 2. Des réseaux aux lobbies*, Calmann-Lévy, Paris, 1997, 285 p.

VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Stock, Paris, 1998, 379 p.

VERSCHAVE, François-Xavier, *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, Les Arènes, Paris, 2000, 597 p.

WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, Le Seuil, Paris, 1995, 718 p.

Table des matières

Couverture

4e de couverture

Copyright

Dédicaces

Libreville, Palais du bord de mer, présidence de la République gabonaise, janvier 1988

Avant-propos

Chapitre 1 : À l'ombre de Mahmoud Bourgi

Chapitre 2 : Dakar la douce

Chapitre 3 : Un gaulliste fidèle

Chapitre 4 : Amours corses

Chapitre 5 : Jacques Foccart, le *mentor*

Chapitre 6 : Un réseau françafricain : le club 89

Chapitre 7 : Des fonds occultes pour le RPR

Album photographique n°1

Chapitre 8 : Un conseiller pas comme les autres

Chapitre 9 : Une affaire d'otages

Chapitre 10 : Traversée du désert

Chapitre 11 : Avocat fantôme, vrai *lobbyiste*

Chapitre 12 : Opération sauvetage de Mobutu

Chapitre 13 : 1995 en ligne de mire

Chapitre 14 : « L'héritier » : les années Chirac

Album photographique n°2

Chapitre 15 : Laurent Gbagbo, un donateur inattendu

Chapitre 16 : De l'argent frais burkinabè

Chapitre 17 : Villepin : la trahison

Chapitre 18 : Nicolas Sarkozy, ce nouvel ami

Chapitre 19 : Légion d'honneur chiraquienne

Chapitre 20 : Qui veut la peau de Jean-Marie Bockel ?

Album photographique n°3

Chapitre 21 : Des putschistes à l'Élysée

Chapitre 22 : La mort du père

Chapitre 23 : Clotilde Reiss libérée

Chapitre 24 : Crise ivoirienne

Chapitre 25 : Un candidat pour l'AFD

Chapitre 26 : Bombe médiatique

Chapitre 27 : Wade : le mandat de trop

Chapitre 28 : Confidences

Chapitre 29 : Un félon nommé Fillon

Chapitre 30 : Sous les ors de la République

Conclusion : à l'Afrique, la France reconnaissante

Annexes et documents

Annexe n°1 : Première correspondance entre Jacques Chirac et Robert Bourgi, le 8 octobre 1976.

Annexe n°2 : Correspondance de Jacques Foccart avec Robert Bourgi, alors au Bénin, à la suite d'une entrevue de ce dernier avec le président Félix Houphouët-Boigny, le 28 avril 1978.

Annexe n°3 : Faire-part du décès de Mahmoud Bourgi, le 10 avril 1979.

Annexe n°4 : Hommage de Claude Hettier de Boislambert après la disparition de Mahmoud Bourgi, le 10 avril 1979.

Annexe n°5 : Condoléances de l'amiral Philippe de Gaulle après la disparition de Mahmoud Bourgi, le 10 avril 1979.

Annexe n°6 : Lettre adressée par Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 2 mai 1979, en Mauritanie, en hommage à Mahmoud Bourgi.

Annexe n°7 : Lettre de l'ambassadeur Raphaël Léonard Touze, le 14 mai 1979, en hommage à Mahmoud Bourgi.

Annexe n°8 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 23 octobre 1979, regrettant l'impossibilité, pour ce dernier, d'assurer sa présence à un important colloque sur *La politique africaine du général de Gaulle*, organisé en octobre 1979 par le Centre d'études d'Afrique noire (Cean) – Institut d'études politiques de Bordeaux (IEP). Les actes de ce colloque (421 pages) ont été publiés, en 1981, aux éditions Pedone.

Annexe n°9 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 30 septembre 1980, le recommandant pour intégrer le club 89.

Annexe n°10 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 20 octobre 1980, à propos du centenaire de Brazzaville. Jacques Focart évoque – déjà – l'influence de la Russie en Afrique.

Annexe n°11 : Lettre de Marie-Antoinette Isnard, déléguée nationale des Français de l'étranger, le 28 février 1981, demandant à Robert Bourgi de se rapprocher du représentant du RPR en Côte d'Ivoire, après avoir marqué sa volonté de soutenir la candidature de Jacques Chirac à la présidentielle de 1981.

Annexe n°12 : Lettre du délégué du RPR en Côte d'Ivoire, du 7 mars 1981, confirmant Robert Bourgi dans sa fonction de président du comité de soutien de la candidature de Jacques Chirac à la présidentielle de 1981.

Annexe n°13 : Lettre de Jacques Chirac remerciant Robert Bourgi pour son soutien, le 12 mars 1981.

Annexe n°14 : Lettre du 24 avril 1981, du consul général de France à Abidjan, Claude Le Breton, confirmant la désignation par Jacques Chirac de Robert Bourgi pour le contrôle des opérations électorales dans plusieurs bureaux de vote à Abidjan, dans le cadre de la présidentielle de 1981.

Annexe n°15 : Lettre de Jacques Foccart à Robert Bourgi, le 28 juin 1981, après la défaite de Jacques Chirac.

Annexe n°16 : Lettre de remerciements personnel de Jacques Chirac à Robert Bourgi pour son soutien et son implication dans le cadre de la campagne et du scrutin présidentiel de 1981, en France (5 juin 1981).

Annexe n°17 : Lettre de Jacques Chirac du 25 juin 1981, comptant sur le soutien de Robert Bourgi en Côte d'Ivoire.

Annexe n°18 : Lettre de Pierre Dabezies à Robert Bourgi, le 18 septembre 1981, demandant le soutien explicite de Jacques Chirac après une invalidation de sa candidature pour la députation.

Annexe n°19 : Lettre de Jacques Foccart, du 19 novembre 1981, informant Robert Bourgi du soutien de Jacques Chirac pour son entrée au club 89.

Annexe n°20 : Mot d'amitié de Michel Aurillac, le 4 novembre 1982, président du club 89.

Annexe n°21 : Robert Bourgi, qui vit encore à Abidjan, est désigné comme « locataire » des locaux du club 89, avenue Montaigne (26 novembre 1982).

Annexe n°22 : Lettre d'Alain Juppé, secrétaire général du club 89, à Robert Bourgi, le 25 octobre 1983, pour son voyage en Côte d'Ivoire.

Annexe n°23 : Correspondance de Jacques Foccart, le 14 décembre 1983, avec Robert Bourgi concernant la visite d'Alain Juppé en Côte d'Ivoire.

Annexe n°24 : Lettre de Michel Aurillac, du 26 janvier 1984, demandant à Robert Bourgi un décryptage de la situation au Gabon et des détériorations des relations avec la France.

Annexe n°25 : Lettre de recommandation d'Omar Bongo à Jacques Chirac à propos de l'engagement politique de Robert Bourgi, les traits de sa personnalité et sa volonté de le voir professer à l'université de Libreville (16 mars 1984).

Annexe n°26 : Réponse de Jacques Chirac à Omar Bongo, le 23 mai 1984.

Annexe n°27 : Intervention de Robert Bourgi auprès de Jacques Chirac pour l'inscription de la fille de Salim Farhat dans une université parisienne (4 octobre 1984).

Annexe n°28 : Une lettre de Jacques Chirac à l'homme d'affaires libanais Roger Abinader, qui sera diffusée dans la presse ivoirienne (23 octobre 1984).

Annexe n°29 : Réaction très agacée de Michel Bujon, responsable du RPR en Côte d'IVoire, qui se plaint du financement du RPR par les Libanais qualifiés de «basanés» (29 octobre 1984).

Annexe n°30 : Lettre de Michel Aurillac, président du club 89, à Robert Bourgi, le 26 octobre 1984.

Annexe n°31 : Lettre de Jacques Chirac à Robert Bourgi, le 4 janvier 1985.

Annexe n°32 : Lettre de Jacques Chirac à Omar Bongo, le 23 février 1985, l'informant avoir confié à Robert Bourgi une mission sur les problèmes de l'Afrique francophone au sud du Sahara. Une mission en lien avec l'ambassadeur Jacques Kosciusko-Morizet.

Annexe n°33 : Note de Jacques Foccart à Robert Bourgi après sa nomination comme délégué du club 89, chargé de l'Afrique au sud du Sahara (27 mai 1985).

Annexe n°34 : Notes personnelles de Robert Bourgi sur sa « période » abidjanaise (1981-1986).

Annexe n°35 : Lettre d'Étienne Pinte, député des Yvelines et maire adjoint de Versailles à Michel Aurillac, président du club 89, protestant contre le blocage des tentatives de Philippe Séguin pour qu'il soit désigné à la tête du club 89 (30 octobre 1990).

Annexe n°36 : Proposition de répartition des postes, à la tête du club 89, par Omar Bongo, le 8 octobre 1990. PDT – MA (président : Michel Aurillac)Vce-Pdt (vice-présidents : Philippe Séguin et Nicole Cathala)SG : MR (secrétaire général : Maurice Robert)SGA : RAP (secrétaire général adjoint : Roland d'Adhemar de Panat)DN – RB (délégué national pour les pays en développement : Robert Bourgi)

Annexe n°37 : Mot de Jacques Chirac à Robert Bourgi à propos de Philippe Séguin, le 6 novembre 1990.

Annexe n°38 : Faire-part du décès d'Isabelle Foccart, épouse de Jacques Foccart.

Annexe n°39 : Lettre de Laurent Gbagbo, fondateur du Front populaire ivoirien (FPI) et opposant à Félix Houphouët-Boigny, adressée par avion à Robert Bourgi depuis la prison de Yopougon, son lieu d'incarcération à Abidjan (29 mars 1992).

Annexe n°40 : Lettre d'Omar Bongo, du 4 mai 1992, présentant Robert Bourgi comme son conseiller personnel en mission aux États-Unis.

Annexe n°41 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, au président Abdou Diouf, mandatant Robert Bourgi (5 octobre 1993).

Annexe n°42 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, au président congolais Pascal Lissouba, missionnant Robert Bourgi (5 octobre 1993).

Annexe n°43 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, au président Omar Bongo, missionnant Robert Bourgi (5 octobre 1993).

Annexe n°44 : Lettre de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, mandatant Robert Bourgi pour assister aux obsèques de Félix Houphouët-Boigny décédé en décembre 1993 (4 février 1994).

Annexe n°45 : Lettre de remerciements du président Henri Konan Bédié à l'occasion des obsèques de Félix Houphouët-Boigny (18 décembre 1993).

Annexe n°46 : Correspondance de Jacques Foccart avec Robert Bourgi, le 4 mars 1994).

Annexe n°47 : Correspondance de Herman J. Cohen, du 8 août 1994, avec Robert Bourgi.

Annexe n°48 : Message de Jacques Foccart au président Mobutu Sese Seko, à la suite de son déplacement à Gbadolite (9 septembre 1994).

Annexe n°49 : Mot de remerciement d'Alain Juppé à Robert Bourgi, le 1er juin 2003, pour la contribution que ce dernier a apportée à la réussite de son voyage au Sénégal et au Gabon en mai de la même année.

Annexe n°50 : Le groupe Scac Delmas Vieljeux approche Jacques Foccart pour défendre ses intérêts au Zaïre, notamment sur le port de Matadi (24 janvier 1995).

Annexe n°51 : Agenda et notes personnelles de Robert Bourgi (1996 à 2001).

Annexe n°52 : Vœux de Jacques Foccart à Robert et Catherine Bourgi (1er mai 1996).

Annexe n°53 : Invitation, le 31 mai 1996, de Jacques Foccart aux réceptions données chaque année dans sa villa de Luzarches.

Annexe n°54 : Notes d'analyse de Robert Bourgi à l'attention de Dominique de Villepin sur l'actualité africaine (10 octobre 1996).

Annexe n°55 : Note urgente de Robert Bourgi à Dominique de Villepin à propos du ministre de la Coopération, Jacques Godfrain (16 janvier 1997).

Annexe n°56 : Carte de remerciements des proches de Jacques Foccart à la suite de son décès (20 mars 1997).

Annexe n°57 : Lettre d'Alain Plantey, le 10 mai 1997, remerciant Robert Bourgi pour sa contribution aux obsèques de Jacques Foccart.

Annexe n°58 : Lettre de réconfort et d'amitié à Dominique de Villepin, considéré à cette date comme à l'origine de la dissolution de l'Assemblée nationale (19 juin 1997).

Annexe n°59 : Lettre d'encouragement, du 21 juillet 1997, à Dominique de Villepin et sur l'actualité gabonaise.

Annexe n°60 : Mot personnel de Chirac et enveloppe écrite de sa main remerciant Robert pour ses notes (28 octobre 1997).

Annexe n°61 : Lettre de Pierre Salinger, du 6 novembre 1998, « recruté » comme lobbyiste pour le Gabon à l'occasion de la présidentielle de 1998.

Annexe n°62 : Correspondance de Robert Bourgi avec Pierre Salinger (9 novembre 1998).

Annexe n°63 : Lettre de Jacques Chirac félicitant Robert Bourgi, élevé au grade de commandeur dans l'ordre national du Lion sénégalais (22 septembre 2000).

Annexe n°64 : Lettre de vœux de Jacques Chirac, le 6 janvier 2001.

Annexe n°65 : Lettre de Bernard Guillet relative à l'association France Orient devenue France Orient-Maghreb et remerciement pour le don de Robert Bourgi (21 février 2001).

Annexe n°66 : Décryptage pour Dominique de Villepin des visites des présidents Laurent Gbagbo et Abdoulaye Wade en France (18 juin 2001).

Annexe n°67 : Lettre de Bernard Guillet relative aux difficultés de l'association France Orient-Maghreb (20 décembre 2001).

Annexe n°68 : Agenda et notes de Robert Bourgi sur la période 2002-2007.

Annexe n°69 : Correspondance de l'association des Amis de Jacques Foccart, le 12 février 2002.

Annexe n°70 : Note de sensibilisation sur la personnalité d'Alain Belais, secrétaire général de la mairie de Nice, en quête de sa

nomination au cabinet de Pierre-André Wiltzer, ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie (mars 2002).

Annexe n°71 : Mandat de l'État de Côte d'Ivoire donné à Robert Bourgi pour assurer sa défense dans l'affaire Noël Dubus (18 avril 2002).

Annexe n°72 : Communiqué de presse relatif à l'affaire Noël Dubus (18 avril 2002).

Annexe n°73 : Facture de la galerie de Souzy adressée à la présidence burkinabè concernant le buste de Napoléon offert à Dominique de Villepin (29 mai 2002).

Annexe n°74 : Mot d'Alain Juppé, président de l'UMP, le 17 mai 2003.

Annexe n°75 : Note manuscrite de Robert Bourgi à Dominique de Villepin pour un décryptage de l'actualité africaine (6 juin 2003).

Annexe n°76 : Mot de Virginie Aubin, collaboratrice d'Alain Juppé, président de l'UMP, concernant son déplacement au Gabon et au Sénégal (6 juin 2003).

Annexe n°77 : Lettre de Robert Bourgi déclinant la proposition de Jean-François Hénin, patron de la compagnie pétrolière Maurel & Prom, de le recruter (5 septembre 2003).

Annexe n°78 : Mot de Jean-Marc Simon, alors ambassadeur de France à Libreville, concernant la visite de Renaud Dutreil au Gabon et la tentative d'annulation, par l'Élysée, de son entretien avec Omar Bongo (22 mars 2004).

Annexe n°79 : Mot d'amitié de Bernard Debré, ministre de la Coopération.

Annexe n°80 : Liste du président Omar Bongo déroulant ses propositions de postes ministériels pour le futur gouvernement

Villepin de mai 2005.

Annexe n°81 : Mot d'amitié de Vincent Bolloré, le 18 mai 2007.

Annexe n°82 : Titre de chevalier de la Légion d'honneur, accordé par Jacques Chirac à Robert Bourgi (6 avril 2007).

Annexe n°83 : Lettre de Robert Bourgi, du 8 avril 2008, à Pascaline Bongo.

Annexe n°84 : Agenda du déplacement de Claude Guéant et d'Alain Joyandet à Libreville (9 avril 2008).

Annexe n°85 : Autorisation du ministère de la Justice, accordée à Robert et Catherine Bourgi, pour rendre visite à Jean-Charles Marchiani à la prison de la Santé (5 juin 2008).

Annexe n°86 : Livre dédicacé de Dominique de Villepin (mars 2012).

Annexe n°87 : Lettre du nouveau président gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, tombeur d'Ali Bongo en août 2023, à Robert Bourgi (12 octobre 2023).

Bibliographie